

I. S. E.
Biblioteca
Ee.R.
142^{II}-G. 32510



HC79.IS
SSS
1986

Troisième partie

CONCLUSIONS

CHAPITRE 7

Conclusions
et
propositions



"Je n'arrive plus à créer, car je ne veux plus m'occuper du monde ancien et je suis incapable de saisir le monde nouveau".

LU XUN

Nous maintenons qu'au cours des expériences de TSL il se joue sur le terrain de l'économie une bataille tout à fait essentielle pour leur réussite. Cependant, cela n'a guère été bien compris et des solutions économiques empiristes et simplistes ont largement prévalu (1). Cet oubli n'a fait que hâter l'échec et aggraver ses effets, notamment entraînant des résultats diamétralement opposés à ceux qui étaient initialement prévus. D'autre part, les performances économiques très décevantes ont énormément discrédité le processus même lorsque la défaite politique n'était pas encore certaine. Bien sûr les réactions des intérêts frappés par les mesures entreprises par la TSL ont accru les difficultés. Toutefois, de notre point de vue, les raisons fondamentales des fortes tendances à l'échec, en particulier sur le plan économique, des processus que nous avons analysés doivent être avant tout recherchées dans les erreurs, incohérences et négligences de ceux qui les ont conduits.

En pareil cas, il faudra donc changer d'attitude et, tout d'abord, il faudra accorder une attention beaucoup plus grande à la recherche d'une stratégie économique adaptée aux objectifs de la TSL. A cet égard, il fallait bien, préalablement, réaliser un travail approfondi d'analyse et de reconsidération générales des choix économiques faits dans les expériences passées. C'est ce que nous avons essayé de faire tout au long des chapitres précédents, particulièrement en posant d'une façon ouverte et sans ambages quelques-uns des problèmes les plus sérieux dont la TSL a pâti. Cette démarche était d'autant plus nécessaire qu'il s'agissait de ce que nous avons considéré dès le début comme une sorte de voie idéale pour le changement social rapide, puisqu'elle est libre et pluraliste, éprise de justice sociale et de buts égalitaires non autoritaires. De plus, nous nous sommes vite aperçu qu'à cette importance théorique ne correspondait aucune élaboration systématique d'un projet économique globalement cohérent qui puisse en particulier, contribuer significativement à la résolution des problèmes qui apparaîtraient certainement.

Nous allons ensuite relever un certain nombre de questions majeures qui se sont dégagées de l'analyse précédente et qui nous semblent particulièrement évocatrices des difficultés connues par la TSL. Dans le même temps, nous signalerons certaines mesures qui devaient être adoptées ou aspects à tenir compte, dans la recherche d'une voie plus réussie pour la TSL. Il s'agit bien entendu, d'indications d'ordre nécessairement très général. D'ailleurs, il faut bien tenir compte que leur application à un cas semblable quelconque doit d'abord être subordonnée à ses caractéristiques, en particulier celles qui le façonnent juste

avant le début de l'expérience.

Au préalable, nous voulons rappeler le point de vue de J.M. KEYNES dans son article "Le dilemme du socialisme moderne", qui nous semble fort suggestif, lorsqu'on cherche le parcours de la bonne transition :

"Mon but est donc l'idéal, et mon projet consiste à reléguer à l'arrière-plan les considérations économiques ; mais ma méthode, à ce stade d'évolution de l'économie et de la société, c'est d'avancer vers le but en se concentrant sur ce qui est économiquement sain. Toutefois, je n'ignore pas que d'autres, dès aujourd'hui, préfèrent choisir ce qui est économiquement malsain, parce qu'ils estiment que c'est là le meilleur atout pour prendre le pouvoir politique — première étape indispensable — et parce qu'ils croient que rendre impraticable le système existant représente le seul moyen de changer de système.

A mon avis, ce double calcul est erroné, car la ruine du système ancien, loin de faciliter techniquement la construction du nouveau, risque au contraire de la rendre impossible. En vérité, c'est à partir d'un accroissement des ressources et non d'une paupérisation que pourra s'effectuer la grande expérience de la république idéale. Je ne sous-estime pas la difficulté de stimuler les énergies quand les choses vont relativement bien. Mais je pense que c'est précisément là (souligné dans l'original) qu'il faut résoudre le problème. S'appuyer sur les meilleures intelligences et sur les sentiments les plus beaux et les plus profonds de la collectivité pour encourager les énergies quand tout va relativement bien ; développer le bien-être en utilisant, non les relents de la misère et de l'insatisfaction, mais le dynamisme de la passion créatrice pour construire une société digne de ce nom, voilà bien la tâche numéro un" (2).

En terminant ce préambule, nous voulons une nouvelle fois attirer l'attention sur le fait que nous partons du principe qu'il y a une option nette de la TSL en faveur de l'amélioration générale du niveau de vie et non seulement de certaines couches particulières, encore que plus défavorisées. Autrement dit, la mise en oeuvre des mesures égalitaires dont il est question ici, ne doit absolument pas passer par la dégradation du pouvoir d'achat, même à court terme, du moins pour des couches sociales relativement vastes. Cela correspond sans doute à l'engagement

initial pris par les expériences que nous analysons. Néanmoins, comme nous venons de le voir l'option de front vers une baisse du pouvoir d'achat moyen peut également se poser (v.g., viser essentiellement la prise du pouvoir politique ou faire tout reposer sur les apports d'une révolution culturelle égalitaire). Comme il est évident, la marge de liberté dans la recherche d'une solution aux problèmes économiques est tout à fait différente dans l'un ou l'autre cas.

Elévation du pouvoir d'achat ou austérité ?

Comme nous l'avons vu au §3.3.1., nos expériences ont commencé par une poussée sensible des salaires réels moyens. Sur une base annuelle cela a signifié en général, un accroissement moyen de leur pouvoir d'achat d'environ 20%. Il saute aux yeux que cette tendance a puissamment contribué au dérapage postérieur du processus, en particulier en ce qui concerne l'augmentation des importations, l'accélération du rythme de la hausse des prix et la chute de l'investissement. Les deux premiers phénomènes que nous venons juste d'évoquer ont été extrêmement frappants sur le plan alimentaire, ce qui témoigne fort bien du déséquilibre profond créé entre l'offre et la demande de ce type de biens à la suite du relèvement des salaires réels. Le déchaînement de ces tendances, en raison de leurs effets destructifs et déséquilibrants largement analysés auparavant, lesquels n'ont d'ailleurs pas eu de contreparties significatives, a irrémédiablement compromis les chances de réussite de nos expériences. Aussi, le sens de l'évolution des salaires réels s'est-il vite renversé et le pouvoir d'achat initialement acquis s'est effondré totalement ou partiellement dans la phase ultérieure du processus. Ce fait, à son tour, a sapé les assises sociales de la TSL.

En tirant des leçons de l'évolution des salaires et des conséquences qu'elle a entraînées, certains auteurs ont globalement mis en cause la politique de relèvement de leur pouvoir d'achat. Ce fut le cas de David LEHMAN qui a indiqué explicitement dans une étude sur l'économie politique de l'expérience chilienne en 1970-73 :

"Political forces seeking to undertake a redistribution of income could learn this one lesson from the Chilean experience: to be on the safe side, plan for austerity, not for a consumption boom" (3).

Cette proposition a le mérite d'aller à contre-courant par rapport aux expériences analysées ici et de poser d'une façon claire les options principales sur ce plan. Toutefois, il nous semble que l'alternative d'un accroissement du pouvoir d'achat des salaires moyens n'est pour autant pas exclue. Nous ne voulons pas revenir sur le rôle important que les expectatives d'amélioration du niveau de vie ont joué dans le démarrage de nos expériences (4), mais certains aspects économiques pratiques doivent être maintenant pris en compte. Remarquons d'abord que les difficultés précédemment soulignées ont plutôt relevé d'une augmentation moyenne des salaires réels trop excessive. De plus, celle-ci s'est développée d'une manière incontrôlée et sans coordination avec les autres variables économiques. Dans ces circonstances, la faillite de la politique du pouvoir d'achat ne fut guère étrange, bien au contraire. Néanmoins, si l'on envisage une augmentation beaucoup plus raisonnable des salaires réels (p.e., de + 5 % sur une base annuelle), si elle est bien articulée avec le reste du programme économique et en particulier si ses effets les plus nocifs évoqués plus haut, sont évités à temps, alors les résultats finals peuvent probablement se présenter d'une manière différente et plus positive, sans pour autant passer par l'austérité.

Nouvelle demande et "bataille de la production"

La répartition du revenu issue de la TSL crée une nouvelle demande, avec un autre profil où le poids de la consommation (privée et publique) est beaucoup plus significatif. Comment correspondre à cette tendance de façon à prévenir un grave déséquilibre entre offre et demande ? Etant donné la contrainte extérieure (cf.§6.1.), certaines forces politiques ont aussitôt proposé comme remède, l'engagement d'une bataille de la production.

Les PC, en particulier, ont été de chauds partisans de cette campagne (5). Lorsqu'on préconise cette solution, il y a probablement un côté politique qu'on ne doit pas négliger, dans la mesure où elle peut dévier les attentions des tâches spécifiques du changement au profit du développement d'une idéologie productiviste tout court qui peut servir, dans certains cas, des intérêts politiques obscurs (6). Malgré l'importance de cette question nous nous situerons ici essentiellement sur le terrain de l'analyse de la signification économique de la bataille de la production au regard des objectifs et des caractéristiques de nos processus.

Nous ne nions pas que dans le contexte de la TSL il y ait un problème d'augmentation de la production. Néanmoins, la bataille générale de la production ne peut représenter sa vraie solution. Ainsi, par exemple, la production cacaoyère au Ghana au début des années 1960 ou la production de cuivre au Chili en 1970-73 ont connu une croissance remarquable (7), sans pourtant aider en quoi que ce soit à la résolution des difficultés rencontrées par ces expériences. Ce fut même probablement le contraire, si l'on tient compte des conditions dépressives qui prévalaient alors sur le marché mondial de ce type de biens (cf.§6.2.4.). Cet

exemple, bien qu'il ne soit pas très représentatif, montre clairement l'insuffisance de l'incitation à la bataille de la production comme moyen de résoudre les problèmes économiques qui frappent la TSL. La question est peut-être mieux posée d'une autre façon : un effort exceptionnel doit être exigé pour développer certaines productions, mais pas toutes indistinctement. En effet, la nouvelle demande s'adresse plutôt à certaines sortes de biens de consommation, notamment alimentaires et certaines catégories de biens durables (cf. §5.5.1.). Par ailleurs, en ce qui concerne la production alimentaire au Chili en 1971, au Portugal en 1974-75 et en Jamaïque en 1977-80, nous devons souligner que, à la lumière des tendances précédentes et compte tenu de l'environnement particulier de la TSL, il était difficile d'aller beaucoup au-delà de l'accroissement enregistré (8). Donc, au mieux, la bataille de la production ne représente qu'une réponse partielle aux problèmes soulevés par la nouvelle composition de la demande.

Aussi y a-t-il un problème de reconversion de l'appareil productif préalable à toute bataille de la production. D'ailleurs, certains auteurs ont fait remarquer que la production de biens de consommation était plutôt tournée vers la production d'articles de luxe (9), ce qui ne permettait certes pas de satisfaire les nouveaux besoins. Si l'on ajoute à cela qu'il est fortement déconseillé de s'appuyer sur le commerce extérieur afin de soutenir cette nouvelle demande, les limitations économiques de celle-ci apparaissent dès lors bien nettes. Puisque le problème ne trouve pas de solution véritable dans le seul cadre de la production, il faut chercher des issues sur d'autres plans. A cet

égard, il faut en particulier miser davantage sur une meilleure allocation des ressources où la consommation joue un rôle moindre et l'investissement gagne plus de poids, du moins par rapport à ce qui est arrivé dans la plupart des expériences analysées ici (à l'exception de la ghanéenne). Dans le cas contraire, il faut s'attendre à ce que la pression de la nouvelle demande entraîne le processus dans une suite d'enchaînements fatals. Nous reviendrons sur cette question ensuite.

Pour une politique de l'épargne et de l'investissement

Les problèmes relatifs à l'épargne et à l'investissement se sont avérés d'une importance primordiale pour que la TSL puisse avancer sur des bases économiquement saines. Certains auteurs font d'ailleurs remarquer comment le manque d'une politique cohérente de l'investissement et de l'épargne a été une des défaillances économiques les plus cuisantes de nos processus (10). Ainsi, par exemple, P.N. ROSENSTEIN-RODAN a noté à ce propos dans l'article "Why Allende Failed?":

"The redistribution of income to the lower income classes was not accompanied by any measure designed to increase the savings of the workers, which would have provided funds for investment"(11).

Examinons donc les questions principales sur ce plan. En ce qui concerne d'abord l'épargne il est vrai que les couches favorisées par la nouvelle répartition du revenu ont une faible propension à épargner. Toutefois les politiques suivies au lieu de contrecarrer cette tendance n'ont fait que l'accentuer. En particulier les taux d'intérêt des dépôts sont devenus fortement négatifs (12) et très peu aura été fait pour encourager le développement des réseaux de collecte de l'épargne. De plus, comme nous l'avons vu dans plusieurs endroits, les politiques fiscales, de change et de prix (13) entreprises pendant la TSL ont significativement stimulé les fortes tendances naturelles à la consommation, tout spécialement alimentaire et de certains biens moins élaborés. L'investissement a sévèrement subi le contrecoup de cette politique générale. Son évolution a été fort défavorable surtout si l'on ne tient pas compte de l'investissement dans le bâtiment (14). Tout cela est d'autant plus grave que ces tendances (notamment le boom de la consommation alimentaire) étaient parfaitement prévisibles après une analyse économique élémentaire.

Il fallait donc mettre en oeuvre une politique de financement de l'investissement non seulement pour répondre aux besoins de la nouvelle demande des secteurs populaires mais aussi en vue de renforcer la structure économique sur les nouvelles bases. A cet égard, il était particulièrement nécessaire de canaliser vers l'épargne une partie importante des revenus transférés dans le cadre de la nouvelle répartition, afin d'absorber la liquidité monétaire existante, de réduire les pressions à la consommation et d'éviter un investissement financé par l'inflation. Dès le début nous ne nous sommes pas inclinés à l'adoption des mesures coercitives comme moyen d'aboutir à la bonne transition. Cela veut dire ici que nous ne préconisons pas des mesures d'épargne forcée du moins à grande échelle. Peut-être sont-elles concevables pour certaines catégories de hauts salaires et revenus (15) et dans d'autres situations, de guerre par exemple (16). Toutefois des mesures d'autre nature peuvent être aussi envisagées comme l'indexation du taux d'intérêt de la petite épargne sur les prix ou encore d'après M. RUNGIS la multiplication

"des techniques actuelles d'encouragement à l'épargne : 'bonification' systématique de l'épargne des salariés par les entreprises qui les emploient, les firmes devant chaque année, verser à ceux de leurs salariés qui épargnent un tant pour cent de ce qu'ils ont mis de côté (système allemand) ; extension à divers types d'investissement (achat d'auto, d'équipement ménager...) du système d'épargne-logement qui oblige ceux qui veulent emprunter à d'abord épargner une partie de la somme dont ils auront besoin ; primes d'Etat ou des collectivités locales à l'épargne..." (17).

Ces exemples montrent bien que les possibilités de développement de l'épargne n'étaient pas négligeables.

L'épargne ainsi formée devait par ailleurs être orientée vers l'investissement dont l'importance stratégique a été très mal perçue (cf. §4.3.1.).

Il est évident qu'une politique de croissance économique qui puisse supporter durablement la nouvelle répartition du revenu et ses conséquences (y compris l'augmentation de la consommation) ne pouvait pas se passer de l'accroissement de l'investissement. En particulier, il fallait par là accroître les capacités productives pour répondre à la nouvelle demande populaire, promouvoir les reconversions industrielles nécessaires et renforcer l'appareil productif en général, notamment vis-à-vis de la concurrence extérieure. Il était par exemple concevable d'obliger les entreprises des secteurs considérés comme prioritaires à consacrer un certain montant de leur chiffre d'affaires à l'investissement ; par ailleurs, on devait en tenir compte lorsqu'on augmentait les salaires. Toutefois, rien n'a vraiment été fait dans ce sens. Au Chili et au Portugal par exemple, qui représentent sans doute la situation la plus typique à cet égard, l'investissement a fortement chuté(18). Au Ghana, le seul cas où l'investissement a poussé d'une façon significative, la formation de capital dans la production pour la consommation populaire a été négligée et la rentabilité du capital est devenue très basse (cf. §4.3.2. et §6.2.3.).

Donc, une politique correcte de l'investissement n'a pas été mise en oeuvre pendant la TSL, notamment par le secteur public, où l'importance des dépenses courantes s'est nettement accentuée par rapport aux dépenses de capital (cf. §4.2.). Or, si l'on tient compte de la chute certaine de l'investissement privé, nos situations de TSL réclamaient un grand effort politique, en particulier du secteur public, pour investir. Confier seulement à des facteurs strictement économiques (comme la baisse du taux d'intérêt) pour le relèvement de l'investissement ne s'avère pas une solution très ajustée à nos situations. D'ailleurs les

rappels à cet égard ne manquaient pas, comme celui devenu célèbre d'O. Lange (19). Bref, l'épargne et l'investissement ont été très clairement délaissés bien que par le biais d'une politique correcte ils puissent être un pilier fondamental d'une évolution économiquement saine de la TSL.



La recherche d'une politique qui réduise vraiment les plus profondes inégalités

Lorsqu'on aborde nos cas nous nous trouvons face aux expressions idéologiques du type "redistribution du revenu en faveur des secteurs les plus défavorisés", "augmentations salariales les plus élevées pour les salaires les plus bas", etc. Il est vrai que les écarts absolus de revenu entre les tranches extrêmes se sont généralement réduits dans les cas que nous avons étudiés. Toutefois, comme on l'a longuement vu au §3.1.3. et au §4.5.2., cela n'a guère signifié dans les faits une évolution égalitaire, notamment à l'égard des mouvements de revenu qui touchent les secteurs censés bénéficier de la nouvelle répartition. En effet, ce furent beaucoup trop souvent ceux qui étaient mieux organisés et qui avaient plus de force qui ont vu leur position relative s'améliorer et pas ceux qui étaient vraiment les plus défavorisés. Ainsi, les bas salaires et les prestations sociales, qui sont les principales formes de revenu que les couches vraiment les plus démunies perçoivent, se sont-ils généralement accrus à un rythme inférieur à celui des salaires moyens. De même, les revenus des salariés industriels ont, en général évolué plus favorablement que ceux des salariés agricoles, du bâtiment et des couches non-actives. Ces conclusions auxquelles nous avons abouti vont clairement à l'encontre des objectifs proclamés avec insistance par la TSL.



Donc les tâches profondément égalitaires ne sont guère simples d'être réalisées et l'étude de nos expériences nous montre bien qu'il faudrait un effort particulièrement intense pour faire

bénéficiaire d'abord et plus sensiblement ceux qui sont vraiment les plus défavorisés et les plus pauvres. En particulier, comme nous l'avons vu au §3.1.3.2., de purs rapports de force se sont très souvent substitués à une politique opiniâtre et équilibrée de réduction des inégalités. Ainsi, la répartition du revenu au cours de la TSL, s'est-elle transformée dans un domaine où la loi du plus fort davantage que celle du plus nécessiteux a largement prévalu. / Une certaine pression des couches sociales concernées est à certains égards utile et même nécessaire, pour que des mesures égalitaires soient entreprises, / mais un glissement total vers ces méthodes de distribution aboutit à des résultats tout à fait indésirables du point de vue des objectifs que la TSL est censée interpréter. Il faut donc que l'élan social égalitaire qui se manifeste au cours de nos situations soit tempéré par une régulation qui va vraiment dans le sens de réduire toutes les inégalités et en particulier les plus profondes et difficiles.

A notre avis le manque d'une telle politique a été une des défaillances les plus ressenties dans nos cas, d'autant plus qu'elle pouvait renforcer politiquement et moralement nos processus (cf. §4.5.3.2.).

Afin de prévenir une évolution des revenus au gré du rapport de forces il faut bien déployer des efforts sur plusieurs plans. Par exemple, il faut que les forces sociales organisées (les syndicats, e.g.) qui se trouvent engagées dans la bataille égalitaire prennent conscience des conséquences, contraires à leurs objectifs mêmes, qu'une telle évolution entraîne. L'Etat en particulier a un important rôle à jouer. Comme l'ont remarqué K. GRIFFIN et J. JAMES à propos du développement égalitaire dans le Tiers Monde :

"To reduce poverty substantially in a relatively short period and create a more equitable society will require government intervention on a large scale. The main issue, however, is not the level of public sector activity but its direction and composition. The majority of Third World countries today have a large public sector and their governments intervene frequently in the management of the economy. But the purpose of intervention typically is not to enable the poor to satisfy their basic needs; nor is the role of the public sector to bring about a more equal distribution of income and wealth... egalitarian development requires a reorientation of government policy in favour of the poor"(20).

A notre avis, pour qu'une expérience semblable réussisse à dépasser cette contradiction (entre les objectifs égalitaires et une évolution objective qui très souvent ne les traduit pas), il faut confier moins aux "mécanismes naturels" de la TSL et plus à l'action consciente de ceux qui se trouvent profondément engagés dans le processus, soient-ils dans l'appareil de l'Etat, dans les syndicats ou dans les partis. A cet égard, la priorité aux programmes égalitaires vraiment adressés aux couches sociales les plus démunies et la surveillance de près et en permanence de leur exécution (bien sûr, il ne suffit pas que l'Etat légifère sur le salaire minimum, les bas salaires ou sur les prestations sociales) s'avèrent d'une importance fondamentale. Il serait aussi utile de divulguer constamment les difficultés rencontrées dans leur mise en oeuvre et de bien souligner que les mesures égalitaires envers les couches vraiment les plus défavorisées doivent être un souci général et pas seulement de ceux qu'elles concernent directement.

"Les riches doivent payer"

"Les riches doivent payer" est une des recettes les plus caractéristiques de nos situations. Ainsi, les salaires et les traitements les plus élevés ont-ils été bloqués ; la progressivité de l'impôt sur le revenu personnel a été fortement accentuée ; les biens de luxe et assimilés ont été lourdement taxés ; les droits d'importation ou le taux de change pour ce dernier type de biens augmentent plus sensiblement, etc. D'autre part, dans certains de nos cas, la "redistribution" des grandes fortunes, à travers la réforme agraire (répartition des terres) et les nationalisations des grandes entreprises et des banques fut également expressive de la même tendance. Par tous ces moyens on veut que la nouvelle répartition du revenu en faveur des couches les plus défavorisées que la TSL souhaite instaurer, soit payée par les hauts revenus ou par ceux qui possèdent des richesses importantes. A l'égard des objectifs égalitaires il s'agit d'une politique élémentaire. Toutefois les auteurs qui ont étudié d'une façon approfondie ce processus particulier attirent l'attention sur le fait qu'il s'épuise très rapidement, beaucoup plus que ce que l'on croit. Ainsi, Stephany GRIFFITH-JONES dans son ouvrage souvent cité, The Role of Finance in the Transition to Socialism, fait-elle remarquer :

"Former experience, including that of the millionaire's tax, seems to show however that the resources available for potential taxation and redistribution from the 'very rich' are relatively limited" (21).

De même, comme nous l'avons vu plus en détail au §5.3.3.,

Alec NOVE souligne :

"Il n'y a aucune raison de tolérer l'existence de personnes immensément riches. Il n'en demeure pas moins vrai que si l'on redistribue leurs revenus excédentaires, cela n'aura pas d'effet sensible sur le bien-être matériel des masses"(22).

Comme le montre ce dernier auteur, il en est tout à fait de même en ce qui concerne la redistribution du patrimoine des riches (23). On ne doit donc pas créer des illusions là-dessus.

Il est possible qu'un prélèvement sur les riches qui atteigne 2 à 3 % du revenu national (calculé sur une base annuelle) puisse être par la suite bien absorbé par l'économie et entraîner des progrès égalitaires significatifs. Mais si cela atteint les 10 %, comme ce fut essentiellement le cas dans la plupart de nos expériences, alors deux problèmes majeurs se posent d'entrée de jeu. D'une part, un tel prélèvement léserait certainement une très large catégorie de gens qui va bien au-delà du cercle des vraiment riches. Nous reviendrons ensuite sur cette question qui s'est avérée une des plus dramatiques de la TSL. D'autre part, il fallait choisir nettement quelle serait la destination à prendre par ces prélèvements sur les riches : s'ils allaient immédiatement améliorer le sort des travailleurs, augmentant leur consommation ou si, par contre, il fallait les consacrer à l'accumulation. Or, on sait bien que ces questions ont été ignorées ; dans nos cas, on a opté pour un prélèvement très élevé sur les riches et sur ceux qui ne l'étaient pas tellement et que, en plus, ces revenus redistribués se sont essentiellement portés sur la consommation. Bien entendu, cette évolution ne fut guère étrangère à l'échec des expériences analysées.

Bref, il est vain d'attendre des miracles égalitaires en scandant la formule simpliste que "les riches doivent payer". Sans doute, est-il possible de prélever des sommes non négligeables sur les riches et ensuite les transférer aux couches les plus

défavorisées ou les appliquer dans le développement économique et social. Néanmoins, ce processus a des limites économiques bien nettes, lesquelles ne tardent pas à apparaître ; par ailleurs, si on le pousse trop cela peut être fatal à l'expérience. Enfin, si certaines mesures prises dans le cadre de cette politique restent quasi toujours pleinement justifiées (e.g., la forte taxation de la consommation ostentatoire), d'autres, comme le blocage des salaires ou l'accentuation des taux marginaux de l'impôt sur le revenu, si elles sont menées trop loin, dans la mesure où elles réduisent l'incitation au travail, entraînent des effets négatifs qu'on ne peut oublier.

Le revirement des classes moyennes

Beaucoup d'auteurs ont déjà souligné le rôle des classes moyennes dans l'effondrement politique de nos expériences. Ainsi, Alain TOURAINE a-t-il fait remarquer que ce furent "les classes moyennes bien plus que la grande bourgeoisie, peu importante, qui ont fait tomber l'UP"(24). Et pourtant, on reconnaît aussi qu'elles ont été en large mesure à l'origine même du processus de changement. A ce propos, I. P. POWELSON a écrit dans son article "What Went Wrong in Chile?" :

We reiterate that the middle classes were ready for sweeping changes and would have been favourably affected by a thoroughgoing agrarian reform" (25).

Autrement dit, au fur et à mesure que le processus de transformation socialiste rapide a avancé, il s'est opéré un changement radical dans la position des classes moyennes envers lui. Comme on peut le constater dans le tableau 1.6, cela fut particulièrement frappant en Jamaïque où le pourcentage des "cols blancs" qui ont voté dans le PNP est passé de 75 en 1972 (ce qui était alors le pourcentage le plus élevé) à 37 en 1980 ; il déclinait déjà significativement en 1976 (57%) lorsque l'appui au PNP augmentait dans la plupart des grandes catégories socio-professionnelles. Des phénomènes semblables de désaffection ont pu être aussi enregistrés dans d'autres cas (cf. §1.1.1. et §3.3.3.). Bref, le revirement profond de ces couches est sans doute un des traits les plus dramatiques de nos expériences.

Bien qu'elles fassent l'objet de beaucoup de références, les causes profondes de ce changement dans la position des classes moyennes vis-à-vis des processus de transition, restent à notre avis mal éclaircies. Sans doute faut-il des études

beaucoup plus poussées, notamment abordant des cas concrets. L'instabilité politique et une certaine ouverture politique vers l'inconnu qui se manifestent dans nos cas ne sont certes pas étrangères à cette évolution, puisqu'il s'agit de couches sociales accrochées aux valeurs de l'ordre et aux alternatives politiques claires. Etant donné la nature de notre étude nous n'avons rien de nouveau à ajouter sur le plan strictement politique. Toutefois, sur le plan économique nous voulons faire ressortir ici deux domaines dont l'évolution a sûrement entraîné la déception des classes moyennes : le pouvoir d'achat et la situation économique générale.

Voyons d'abord les problèmes relatifs à l'évolution du pouvoir d'achat, qui sont d'ailleurs bien plus complexes qu'ils le paraissent. Comme nous l'avons vu en détail au §3.3.3. et au §4.4.2., principalement en ce qui concerne les catégories salariales qu'on peut inclure dans le cercle de ces classes (parce qu'elles perçoivent des salaires clairement au-dessus du salaire moyen), leur pouvoir d'achat a évolué d'une façon nettement plus défavorable que celui du salarié moyen type. Cela n'est guère surprenant si l'on tient compte des restrictions salariales relatives, parfois même le blocage, qui les ont touchées. De plus, on doit ajouter que les classes moyennes sont aussi frappées par une accentuation plus forte de la charge fiscale directe et par une taxation plus lourde des biens qu'elles consomment relativement plus ; c'est-à-dire leurs revenus sont atteints de plusieurs côtés. Au regard des objectifs égalitaires de la TSL, cela semble globalement acceptable puisqu'elles jouissent de plus hauts revenus. Par surcroît, comme nous venons de le rappeler,

les classes moyennes ou du moins certaines catégories d'entre elles, se sont initialement prononcées pour le changement ; autrement dit, il y a des signes nets qu'elles accordent un certain appui à un large processus de lutte contre les inégalités. D'après une analyse rationnelle, cela montre qu'elles admettent, du moins en partie une évolution qui les défavorise relativement. Où devons-nous donc trouver les causes du changement radical vers une attitude foncièrement hostile des couches moyennes ? Elle survient très probablement lorsque leur pouvoir d'achat commence nettement à baisser. Dans certains cas, cela a été fort évident ; au fur et à mesure que leur pouvoir d'achat chutait longuement et profondément, l'opposition des couches moyennes au processus devenait de plus en plus virulente. On ne doit pas non plus oublier un autre aspect ; une fois que la détermination des salaires (et la nouvelle répartition du revenu) a été dans une large mesure une conséquence des rapports de force entre les groupes sociaux plus qu'elle a découlé d'une application stricte des objectifs égalitaires sur tous les terrains (cf. §3.1.3. et §4.5.2.), à l'instar d'autres groupes bien organisés, les couches moyennes glissent vers l'action directe afin de défendre leurs intérêts et tout d'abord en se jetant entièrement contre un processus sur lequel elles avaient parié, du moins en partie, au début. Aussi, parfois, quelques signes d'avantages relativement excessifs dont profitent certaines catégories de hauts revenus (comme les fonctionnaires supérieurs de l'Etat ou les administrateurs publics (cf. §4.4.2.), n'aident-ils pas proprement à tranquiliser l'animosité des couches moyennes envers l'"austérité" qui les frappe particulièrement. Si l'on tient compte de tout ceci, la modification profonde qui s'est enregistrée dans leur attitude

vis-à-vis du processus s'avère sans doute plus compréhensible.

Après tout ce que nous venons de voir il est opportun de se poser l'interrogation suivante : si le pouvoir d'achat des classes moyennes croît faiblement, ou n'augmente pas mais ne diminue pas non plus, est-ce qu'elles maintiendraient à peu près leur position initiale de non-hostilité à l'égard du processus? Evidemment, nous n'avons pas les éléments qui nous permettent de répondre affirmativement à une telle question ; peut-être bien que oui, peut-être bien que non. En tout état de cause, le changement dans leur position doit aussi être rapporté au désenchantement vis-à-vis de l'évolution économique générale qui ne correspond pas aux espérances initiales. Autrement dit, il a résulté non seulement d'une baisse du niveau de vie, mais aussi du fait de la prise de conscience des mauvaises performances économiques en général. Etant donné que le soutien ou la neutralité des couches moyennes à l'égard des processus de transition, bien que réels, ne sont jamais inconditionnels, loin de là, elles seront les premières à se retirer du champ, lorsque des signes clairs que les choses tournent mal dans l'ensemble surgissent. D'ailleurs comme le souligne A. NOVE, Allende et les communistes chiliens auraient une conscience claire de l'importance vitale de ces couches pour la réussite du processus qui avait été engagé (26) ; ils n'ont cependant pas pu enrayer les tendances en marche. Dans le même sens, S. GRIFFITH-JONES, remarque que d'importantes concessions économiques ont été accordées aux classes moyennes chiliennes ; toutefois celles-ci ont été très mal impressionnées par les profonds déséquilibres apparus au cours du processus (27). Ces questions nous ramènent au besoin

fondamental de la mise en oeuvre d'un programme cohérent de réformes sociales qui s'appuie sur des assises économiques explicites et viables et dans lequel les problèmes soulevés par les classes moyennes à l'encontre du processus de transition trouvent une réponse satisfaisante. Les concessions de circonstance, même très nombreuses et larges ne résoudreont rien si les piliers du processus menacent de s'effondrer. Le chemin que nous venons d'indiquer, complété par une solution politique adéquate qu'il est aux politiciens de trouver, représente probablement le seul pont possible pour arriver à la réussite de la TSL.

Nous voulons finalement attirer l'attention sur un fait qui doit être sérieusement pris en compte lorsqu'on recherche une issue aux problèmes dont il est question ici : on ne doit guère oublier que les classes moyennes présentent une considérable diversité dans leur intérieur (y compris dans leur attitude vis-à-vis du processus (28)) et que nous venons de dresser une caractérisation générale. En effet, il y a une différence significative entre par exemple, commerçants et fonctionnaires ; professions libérales et "cols blancs" ; techniciens et agriculteurs moyens ; etc. Toutes ces diversités doivent évidemment être prises en compte lorsqu'on se met à la recherche de solutions concrètes.

La portée des erreurs d'appréciation économique

Les protagonistes principaux de nos processus sont tombés particulièrement en deux sortes d'erreurs dans l'appréciation de la situation économique, lesquelles se sont révélées des trappes dangereuses lorsqu'on veut mettre en oeuvre la nouvelle politique économique ou vaincre les problèmes qu'elle a créés.

Tout d'abord, comme nous l'avons vu en détail au deuxième chapitre l'évolution économique globale qui a précédé la TSL a été mal perçue. Bien sûr, d'un point de vue égalitaire, l'évolution de la répartition du revenu et la persistance de graves maux sociaux pouvaient et devaient être profondément critiqués. Néanmoins, et en dépit de la crise conjoncturelle qui a touché la plupart des cas immédiatement avant, beaucoup d'indicateurs économiques révélaient des résultats fort performants dans la période de dix à quinze années qui a précédé le début des expériences analysées (cf., p.e., tableau 2.4). En particulier, le niveau de vie avait alors connu une amélioration sensible et générale. Toutes ces conclusions se sont nettement dégagées de l'étude que nous avons faite au deuxième chapitre.

On ne devait donc pas confondre les critiques adressées à certains aspects relativement négatifs (e.g., la répartition du revenu), avec celles qui portaient sur la généralité de la situation économique et ses principaux indicateurs, sans avoir par ailleurs aucune certitude qu'on pouvait faire franchement mieux, ni même se préparer sérieusement à cette fin. Toutefois, dans le sillage de ce qui est arrivé dans d'autres situations historiques semblables (cf. §2.1.), on a clairement opté pour une critique écrasante et générale de l'état précédent des choses. En particulier, les effets du développement rapide des espérances

d'amélioration substantielle du niveau de vie à court terme ont entraîné le mouvement social qui aspire à la TSL et notamment sa partie la plus consciente dans une voie illusoire et coupée des réalités. La question ne se résume évidemment pas à une mauvaise analyse, puisque comme l'a souligné Tony KILLICK à propos du cas ghanéen :

"It is suggested then that N'Krumah's perception of Ghana's economic problem was excessively dramatic, unduly pessimistic. If the diagnosis was wrong could the prescription have been right?" (29).

En effet, force est de constater que les mesures de la TSL ne se trouvaient pas adaptées aux problèmes qu'elles voulaient résoudre et les mauvais résultats qui se sont suivis ne tardèrent pas à le démontrer.

L'autre sorte de mauvais jugements est d'une certaine manière l'envers de la première. Lorsque, dans quelques cas, certains bons résultats partiels ont été obtenus au début, leur ampleur a été exagérée et on a carrément oublié de tenir compte, d'une façon objective et profonde de la situation économique dans son ensemble, qui n'était le plus souvent guère brillante. C'est-à-dire, on est passé d'un pessimisme excessif à un optimisme non moins excessif et dépourvu de fondement. La contradiction est plus apparente que réelle ; à son origine on trouve la même impréparation politique et psychologique pour vaincre les problèmes réels de la TSL. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises cette dernière mauvaise forme d'appréciation de l'évolution économique a été très ressentie dans l'expérience chilienne (cf. §1.1.1., §3.3.1., §5.6. et §6.2.4.). En conséquence de cette tendance "rose", la perception des difficultés économiques réelles a été très tardive et les remèdes possibles sont devenus beaucoup plus douloureux.

Bref, une leçon peut être aisément apprise à la suite de l'analyse de nos expériences : faire particulièrement attention à l'évolution réelle de la situation économique, avant et après le début des expériences ; tenir absolument compte des faits objectifs, qu'ils soient agréables ou non, et rejeter les apparences idéologiques. Les erreurs dans l'appréciation de la situation économique ont un coût très élevé.

Spontanéité et réglementation économiques; marché et planification dans la TSL

Les expériences que nous avons analysées représentent théoriquement une zone intéressante de rapprochement objectif entre planification et marché (cf. §1.4., c)). Néanmoins, aucune définition claire, sous-tendue par un projet cohérent, n'a été faite pour le maintien et le développement d'un système hybride de ce type ; tout simplement le choix entre les deux modèles n'est pas clairement tranché et ils se confrontent dans l'économie réelle. Ceci ne doit cependant pas faire oublier que, lorsqu'on a voulu parvenir à la résolution des problèmes économiques posés par la transition, dans les rangs des forces les plus responsables, la confiance dans les mesures de réglementation (puisque'il n'est guère question ici d'une planification au sens habituel du terme), l'a très nettement emporté sur la prise en compte des tendances objectives qui se développent sur le terrain. Ainsi, est-il symptomatique, que Laurence WHITEHEAD ait souligné : "The UP relied from the start on administrative controls"(30). Cette propension naturelle est sans doute liée au fait que les "socialistes fondent leur politique économique sur une diagnose du mauvais fonctionnement de l'économie capitaliste, tendant à ignorer ces éléments à l'intérieur même du système existant, comme les rapports de marché entre les unités économiques, lesquels peuvent être à la fois positifs et utiles pendant la transition au socialisme" (31). En dépit de cette foi enracinée dans les contrôles administratifs, force est de constater que par un certain nombre de traits (p.e., la liberté de consommation, cf. §1.2.3.), nos expériences sont restées nettement éloignées des modèles de réglementation poussés, notamment du modèle

de réglementation à outrance de type bolchevik (32).

Quoi qu'il en soit, et même si certaines mesures de contrôle (en particulier de surveillance et de direction générales) s'avèrent justes au cours de la TSL, une leçon que nous pouvons sans doute tirer de l'analyse précédente est qu'il serait bien plus salulaire de se méfier davantage des règles administratives et de faire beaucoup plus attention au mouvement réel de l'économie. Le cas du contrôle sur les prix, que nous avons analysé au §3.2.3., fut à cet égard très évocateur. Il a pu dans certains cas, temporairement au début, ralentir la hausse des prix, mais il n'a jamais représenté un remède radical à ce problème, bien au contraire. Comme les faits l'ont montré, parfois avec brutalité, les systèmes de contrôle des prix se sont révélés entièrement impuissants lorsque tous les grands facteurs inflationnistes sont ouvertement à l'oeuvre sans frein significatif (grands relèvements des salaires, profonds et croissants déficits publics, émission monétaire très au-dessus du rythme de la croissance économique). Donc, afin de se concentrer sur ce qui est "économiquement sain" et de faire avancer la TSL dans la bonne voie il fallait bien rebuter la croyance aveugle dans les potentialités des contrôles administratifs pour diriger l'économie et faire preuve de plus de modestie à l'égard de son mouvement réel. Par ailleurs, en raison de ses caractéristiques essentielles, la TSL offrait théoriquement une occasion de choix pour une combinaison créatrice entre marché et plan.

Le besoin d'une gestion macroéconomique intelligente et souple; l'exemple maladroit des politiques de relance et de taux de change

La mise en oeuvre de vastes et profondes réformes de type égalitaire qui, en plus, montrent des résultats clairs et tendanciellement durables, dans un espace de temps relativement court, représentait à l'évidence un défi économique immense. Pour essayer de réussir dans une telle entreprise il fallait bien recourir à l'imagination et à la créativité sur le terrain de la gestion macroéconomique en général et sur celui de la politique économique en particulier. Eu égard aux objectifs égalitaires de la TSL, l'utilisation audacieuse mais sûre, des instruments les plus divers de la politique économique aurait un intérêt exceptionnel. Bien que ceci semble difficilement contestable, force est de constater que rien de tel est survenu dans les expériences que nous avons étudiées. En effet, la politique économique y a été envisagée avec une incroyable légèreté et les idées simplistes et dogmatiques à ce sujet ont largement pris le dessus. En outre, la gamme de ses instruments s'est significativement réduite, bien qu'ils se soient révélés particulièrement inefficaces (comme le montrent fort bien d'ailleurs, leurs deux manifestations principales : l'augmentation sans grand critère des dépenses publiques et l'instauration de divers types de contrôles). Donc, au lieu de se caractériser par une position ouverte et imaginative, la politique économique de la TSL s'est bornée à quelques instruments

bien précis; c'est à dire, l'ensemble de ses virtualités ne fut guère mis à profit. Cette étroitesse des moyens est en nette contradiction avec la grandeur et la complexité des objectifs. Cette défaillance a été d'autant plus grave qu'il fallait gérer les réformes égalitaires, qui se heurtent à de nombreuses pierres d'achoppement (aussi bien politiques qu'économiques), d'une forme particulièrement habile et convaincante.

Ce que nous venons de dire a été fort bien illustré par les politiques de relance et extérieure, tout spécialement si l'on fait leur rapprochement. Remarquons d'abord que pour atteindre certains objectifs que nous avons considérés comme souhaitables pour la TSL (augmentation du pouvoir d'achat moyen, reconversion de l'appareil productif), il fallait nécessairement s'engager dans une politique de relance, laquelle à son tour, s'appuyerait sur un accroissement de l'investissement (pour lequel il fallait notamment former et canaliser l'épargne, comme nous l'avons vu plus haut). Bien que dans certains cas (e. g., le Chili en 1971) on ait assisté à une relance économique, celle-ci ne s'est pas montrée durable et surtout elle n'avait généralement pas derrière une évolution favorable de l'investissement. D'ailleurs, l'Etat lui-même a beaucoup plus laissé croître les dépenses courantes que les dépenses de capital (cf. § 4.2.2.). Cela a sans doute aggravé les effets de la tendance naturelle à la chute de l'investissement privé.

S'il s'avèrait difficile de relancer la production par

l'investissement, on pourrait la stimuler par le secteur exté-
rieur. A cet égard une politique de dévaluation initiale, dû-
ment encadrée dans un projet global et cohérent, pourrait se
révéler opportune, entraînant une poussée de la production
vers l'extérieur ce qui aurait des effets positifs sur plusi-
eurs plans, notamment sur l'emploi. Dans la plupart des cas
que nous avons étudiés une telle solution aurait été plus rai-
sonnable (cf. § 6.5.2.), du moins par rapport à ce qui est
effectivement arrivé. Toutefois, on s'est accroché au slogan
"non aux dévaluations" (sauf en partie en France), grâce au
raisonnement trop hâtif que cela entraînerait une dégradation
du pouvoir d'achat des secteurs plus défavorisés et on a ou-
blié tout le reste, qui n'était guère négligeable, loin de
là, y compris sur le plan du pouvoir d'achat. Aussi, un con-
cept primaire d'indépendance nationale qui sous-estime les po-
tentialités des échanges extérieurs vis-à-vis du processus éco-
nomique en général aura-t-il probablement renforcé cette po-
sition. Par ailleurs, il s'est généralement enregistré une
disparition accélérée des réserves et dans certains cas on a
même été contraint à dévaluer. Toutefois cela montre bien com-
ment on a subi passivement les effets de la détérioration des
échanges extérieurs qui ne furent jamais envisagés en tant que
facteur dynamisateur d'un démarrage vers une amélioration éco-
nomique générale. Autrement dit, une leçon élémentaire de la
réussite de l'expérience suédoise en 1933-35 (cf. § 1.1.3. et
§ 6.5.2.), une dévaluation attachée à la relance dans le ca-
dre d'un projet global plus ou moins cohérent, n'a guère été

retenue par nos cas qui lui ont été, tous, postérieurs. Bref, cet exemple donne bien la mesure de la négligence ostensible des cercles les plus influents dans la TSL à l'égard d'une utilisation complexe de la politique économique et de ses instruments.

Maintenir bien haut le niveau de discussion sur les réformes égalitaires et leur mise en oeuvre

Au-delà des mouvements essentiellement salariaux, qui touchent directement la répartition du revenu, on peut aussi envisager dans de nombreux domaines, d'importantes réformes à fort contenu social et par là entraîner une réduction significative dans les inégalités. A cet égard, nous rappelons quelques exemples particulièrement intéressants que nous avons abordés avec plus ou moins de détail, au long de notre étude : santé, éducation, assistance sociale, fiscalité, régionalisation, réforme agraire, logement social, transports sociaux, l'"inclusion des exclus" (33), etc. Bien sûr, on ne peut guère, tout d'un coup, mettre en oeuvre toutes ces réformes et espérer qu'elles soient absorbées par l'économie sans difficultés majeures. Comme nous l'avons vu au §4.5.3.3., une hypothèse qui pourrait se révéler viable dans le cadre d'une TSL, ce serait d'envisager l'introduction au début de l'expérience de deux ou trois réformes de ce type, bien appuyées sur un projet économique globalement cohérent.

A cet égard, il fallait en particulier tenir bien compte des rapports entre les deux voies de mettre en oeuvre les réformes égalitaires, / la salariale et la non-salariale, / puis la première entraîne plus facilement des effets pervers non seulement sur la répartition du revenu mais aussi sur la marche économique en général. Avancer dans ce sens, ce ne serait certes pas le grand renversement social, tant attendu bien que jamais arrivé, par contre des succès égalitaires partiels non négligeables pourraient devenir possibles et avoir une certaine consistance, notamment du point de vue économique.

Quoi qu'il en soit, il serait tout à fait nécessaire de préparer préalablement ces réformes, y compris leur assise économique. Autrement dit, les véritables réformes sociales ne s'improvisent pas, bien au contraire. A cet effet il faut faire des études particulièrement poussées, notamment exposant sans timidité tous les problèmes que la mise en oeuvre des réformes sociales soulève, y compris les plus désagréables aux défenseurs du processus. Après, il faut engager l'opinion publique dans une discussion sérieuse à ce sujet (cf.4.5.3.3.). L'absence de méthodes semblables a sans doute pesé lourdement dans le très maigre bilan de réformes sociales présenté par la TSL (cf., par exemple, le tableau 4.12). Les bons sentiments sont manifestement insuffisants pour l'achèvement d'objectifs égalitaires tellement délicats et étendus. Voilà pourquoi il s'avère d'une importance fondamentale maintenir une discussion scientifique permanente sur les réformes égalitaires et leur mise en oeuvre. L'intérêt de ceci va bien au-delà des problèmes spécifiques posés par la TSL ; il suffit de penser à un avenir plus juste pour l'humanité.

NOTES

NOTES DU 1er CHAPITRE

- (1) Informations : recueillies dans l'ouvrage de H. Dubief, Le déclin de la IIIe République, pp. 173-178.
- (2) Voir à ce sujet l'article de Michel Margairaz "Contraintes et contradictions...", pp. 2-3. En ce qui concerne en particulier la semaine des quarante heures, le projet initial la comprenait, mais la plate-forme définitive du Front Populaire publiée le 10 janvier 1936 présentait abstraitement la revendication de la "réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire".
- (3) A. Sauvy par exemple estime la hausse moyenne du salaire horaire de 14 % de mai à juillet 1936 et de 17 % de mai à août (voir, Histoire économique de la France entre les deux guerres, vol.I, éd. 1984, p. 257).
- (4) Pour plus de détails, voir d'Antoine Prost, La CGT à l'époque du Front populaire, pp. 33-42. Comme le note cet auteur, ces progrès étaient d'autant plus remarquables que pendant la période de crise 1930-34, les effectifs syndicaux tendaient à diminuer, surtout ceux de la CGTU, centrale qui émanait du PCF. Nous aborderons aussi ce sujet au § 2.4. consacré à l'analyse des luttes sociales avant le début de la TSL.
- (5) A propos de l'impact de la guerre d'Espagne sur le Front Populaire français, voir J.-B. Duroselle, La décadence, pp. 301-305.
- (6) Un compte rendu relativement détaillé de cette réforme est fait par G. Pirou dans La monnaie française de 1935 à 1938, pp. 16-27.
- (7) Ce choc particulier entre le gouvernement et le Sénat est analysé en détail dans l'article de Bernard Minot, "La chute du premier gouvernement Blum et l'action des commissions des Finances 1936-37".
- (8) L'expérience économique du Front populaire, exposé-débat du 26 avril 1965, p. 23.
- (9) Histoire économique..., vol. I, éd. 1984, p. 310.

- (10) "La manifestation que Marceau Pivert et la Fédération de la SFIO (aile gauche du Parti) organisèrent le soir-même (7 avril) devant le palais du Luxembourg fut un fiasco. Le temps était loin où l'euphorie ouvrière pouvait mobiliser plusieurs centaines de milliers de personnes dans les rues de Paris". H. Dubief, op.cit., p. 217. De même Michel Branciard constate une "fragmentation du mouvement gréviste" en mars-avril 1938 (voir Société française et luttes de classes, tome II, p. 112). Une étude plus poussée de ces questions est faite dans l'ouvrage de Guy Bourdé, La défaite du Front populaire.
- (11) Estimations faites par R. Szereszewski dans A Study of Contemporary Ghana, vol. I, pp. 55 et 203.
- (12) Selon les chiffres officiels, la centrale syndicale ghanéenne avait 385.000 membres en 1960, ce qui la rendait de loin la plus importante de l'Afrique noire (voir Articles et documents, n° 01133, Documentation Française). Cette syndicalisation avait des racines, puisqu'après le renversement de N'Krumah, les syndicats ont continué à jouer un rôle important dans la vie du pays (voir à ce propos l'étude d'U.G. Damachi, The Role of Trade Unions in the Development Process, with a Case Study of Ghana).
- (13) Ces aspects sont développés par S. Amin dans L'Afrique de l'ouest bloquée, pp. 270-274.
- (14) Voir la description qui en a été faite par Jean Ziegler dans Sociologie de la nouvelle Afrique, pp. 115-118.
- (15) D.K. Greenstreet donne un aperçu de cette question dans l'article "Public Corporations in Ghana during the Nkrumah Period, 1951-66".
- (16) Entre 1960 et 1981, le produit per capita du Ghana a baissé au taux moyen annuel de - 1,1 % (voir World Development Report, 1983, World Bank). De plus, le Ghana fait partie d'un groupe de pays, environ une douzaine, dont le revenu réel moyen est plus bas au début des années 1980 que 20 ans plus tôt.
- (17) Dans Le Ghana de N'Krumah, S.G. Ikoku démonte ce processus d'institutionnalisation du parti unique ainsi que les faiblesses qui l'ont permis (voir p. 50 notamment).
- (18) Les preuves de ce fait ne manquent pas, pour les détails voir de Gilbert Tixier Le Ghana, pp. 82-86 et de J. Ziegler, op.cit., pp. 143-151. Ce dernier auteur fait justement remarquer que ce culte de la personnalité était une fonction positive de l'isolement politique (et même individuel) progressif de K.N'Krumah.
- (19) Citation partiellement reprise de l'ouvrage de N.A. Cox-George, Studies in Finance and Development, the Gold Coast Experience, pp. 193-194.

- (20) L'Afrique de l'ouest bloquée, p. 278.
- (21) Bob Fitch et Mary Oppenheimer, op.cit., p. IX:
- (22) A cette évolution ne sont sans doute pas étrangères les mauvaises performances des successeurs de N'Krumah. Ainsi un général qui a renversé N'Krumah en 1966 a déclaré alors qu'il était impensable que l'économie ghanéenne ne se soit développée pendant les trois années précédentes qu'au rythme de 3 % (voir Ruth First, Power in Africa, p. 200). Or, la tendance postérieure du taux de croissance a généralement été encore plus faible et en particulier entre 1965 et 1970, elle n'a été, en moyenne annuelle, que de 2,3 %.
- (23) Cette information et les précédentes ont été puisées dans le n° 152-153 de Problèmes politiques et sociaux (Documentation Française) où une chronologie des principaux événements des deux premières années du gouvernement de l'UP est présentée, pp. 6-20.
- (24) Voir la liste complète de ces mesures dans Le Chili sous Allende d'Alain Joxe, pp. 44 et suivantes. Nous y reviendrons souvent au cours de ce travail.
- (25) "Wage increases went far beyond what the government had envisaged : between October 1970 and October 1971 they rose more than 50 %. The average wage and salary indices rose by 48,5 % and 55 %, respectively, 8,5 % and 15 % more than the limit set at the end of 1970", A. Martinez "The Industrial Sector", p. 240.
- (26) Chiffres extraits d'A. Joxe, op.cit., p. 70 et de International Financial Statistics, Supplement on Price Statistics, 1981, p. 42.
- (27) Etude de la CEPAL sur le Chili 1978, p. 223.
- (28) Voir M. Mamalakis, The Growth and Structure..., p. 214.
- (29) Voir l'article d'Alfonso Inostroza "Nationalization of the Banking System in Chile" qui analyse ce sujet en détail. Sur le plan de nationalisation bancaire en cinq points, voir p. 283.
- (30) Ibid.
- (31) Problèmes politiques et sociaux, n° 152-3, pp. 9-10.
- (32) Pour intervenir sans l'autorisation du Congrès, l'UP s'est servie de cette loi du gouvernement de la République socialiste, une expérience semblable à celles que nous étudions ici qui s'est déroulée en 1932 et qui a duré 100 jours (voir à ce propos Problèmes politiques et sociaux, n° 152-3, p. 8).
- (33) Chiffres présentés par A. Martinez, art. cité, p. 272.

- (34) Ibid. p. 231. Cet auteur discute les diverses estimations de l'ampleur globale des nationalisations. Remarquons, en particulier, que d'après les calculs de l'opposition, dans l'industrie le total des nationalisations programmées par le gouvernement en octobre 1971 et en mars 1972 représentait 80 % de la production, P.P.S., n° 152-3, p. 12.
- (35) Nous avons recueilli cette information et les précédentes dans la chronologie établie par P.P.S., n° 152-3.
- (36) L'importance des recettes du cuivre dans le budget chilien peut être constatée par les chiffres suivants : elles ont représenté 40 % des impôts directs en 1970, 6,1 % en 1971 et 1,2 % en 1972. Nous reviendrons à cette question au § 5.3.1.
- (37) Chiffres puisés dans l'article de Sergio Ramos "Inflation in Chile and the Political Economy of the Unidad Popular Government", pp. 340-341.
- (38) Ibid., p. 333.
- (39) Voir l'évolution mensuelle de l'indice de production industrielle 1971-1973 dans Allende's Chile de Stefan de Vylder, p. 109.
- (40) Repris de P.P.S., n° 152-3, pp. 9-10.
- (41) Ce dernier chiffre est présenté par Yearbook of National Accounts, ONU, 1979 (International Tables).
- (42) P.P.S., n° 152-3, p. 18. Nous reviendrons ultérieurement à cette question (de la perte d'appui populaire par l'UP) avec de nouvelles données au § 3.3.3.
- (43) Pour les détails de ces activités, voir, par exemple, la chronologie établie dans le n° de P.P.S. déjà cité à plusieurs reprises et aussi d'A. Joxe, Le Chili sous Allende, pp. 250-256.
- (44) En fait, le 26 juillet 1973, une nouvelle grève des transporteurs routiers a débuté.
- (45) A. Joxe apporte dans son ouvrage déjà cité des renseignements sur la formation et le développement des organismes de base à la ville et à la campagne pendant l'UP, pp. 73-78. D'autres auteurs se sont penchés sur ces mouvements. David Lehman, par exemple, dans "The Political Economy of Armageddon", pp. 119-123, analyse l'ascension des mouvements révolutionnaires autonomes de tous bords et l'attitude des différents partis politiques envers eux, pendant la période de crise aiguë d'octobre 1972 à septembre 1973.
- (46) "One of the main objectives of the Unidad Popular ('Popular Unity') Government was to attain Chile's evolution towards more advanced forms of social organization within the framework of strictly res-

pected democracy. This objective, which is deeply inherent in every human being and consequently present under all conditions and in all parts of the world...", Hortensia Allende, début de la préface à Chile 1970-73 : Economic Development and its International Setting (Self-criticism of the Unidad Popular Government's Policies), de S. Sideri et al.

- (47) Une liste des réformes entreprises au cours de cette expérience est présentée par Peter Wilenski dans "Reform and its Implementation : The Whitlam Years in Retrospect", pp. 40-41.
- (48) Ces informations, ainsi que la plupart des précédentes ont été recueillies dans la chronologie établie par les Rapports de l'OCDE sur l'Australie de cette période. Dans ce cas, voir Rapport 1975, pp. 16-17 et 44.
- (49) Voir l'article de R.A.Price, "The Effect of the Government's Economic Policies...", p. 81.
- (50) "Planning, Federalism, and the Australian Labor Party", pp. 8-9. Sur l'idéologie qui a influencé cette expérience dans ce domaine particulier voir "The Revolutionary Democracy of J.F. Cairns" de Gay Summy. D'après R.S. Parker, J.F. Cairns aurait été "the party's most prominent economic spokesman", id., p. 9.
- (51) Une information détaillée sur la politique envers les capitaux étrangers nous est présentée dans la publication de l'OCDE, La politique industrielle de l'Australie, pp. 54-55 et 165-171.
- (52) Comme on peut le constater dans le graphique de la p. 8 du Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1976, l'évolution du PIB australien a significativement divergé de celles des autres pays, notamment des Etats-Unis, du Canada, du Japon et de l'Allemagne.
- (53) En Australie, de 1962 à 1972, le taux moyen annuel d'inflation était au-dessous de la moyenne de l'OCDE, par contre de 1973 à 1975, il s'est élevé au-dessus de cette moyenne (Id., p. 20). Dans le même temps, le taux de chômage bien qu'inférieur à la moyenne de l'OCDE s'est accru plus rapidement, il est passé de 1,6 % en 1964-73 à 4,3% en 1975 en Australie (contre 2,8 % à 5,1 % entre 1962-73 et 1975 pour l'ensemble de l'OCDE), id., p. 19.
- (54) Ces événements politiques ont été l'objet de multiples analyses dont nous citons "The 1975 Constitutional Crisis in Australia" de Jeffrey Archer et Graham Maddox, "The Constitutional Crisis of 1975" de Colin Howard et "Australia's New Government" de Keith D. Suter.
- (55) Le Monde du 16/12/1975.
- (56) L'origine, l'évolution et les caractéristiques de ces mouvements sont analysées dans plusieurs études dont, entre autres : "Worker Control in Portugal : The Revolution and Today" de John L. Hammond,

- "Comissões de Moradores and Urban Struggles in Revolutionary Portugal" de Charles Downs, "La politique du logement dans le processus révolutionnaire portugais" de Christian Topalov et "Mouvements urbains et Commissions de Moradores au Portugal (1974-1976)" de Luis Leitão et al., auxquelles nous reviendrons ultérieurement à propos de divers aspects.
- (57) La littérature sur la réforme agraire au Portugal en 1974-76 est relativement vaste. En langue française deux travaux donnent les principales informations de base, il s'agit de Occupations de terres et expropriations dans les campagnes portugaises de Michel Drain et d'un n° spécial (89) de la Revue Tiers-Monde intitulé "Réforme et contre-réforme agraire au Portugal". La discussion sur la spontanéité de ce mouvement est entamée notamment par Sandra Mc Adam Clark et Brian Juan O'Neil dans "Agrarian Reform in Southern Portugal" en réponse à la postface de José Cutileiro à Ricos e Pobres no Alentejo et par José Pacheco Pereira dans le n° de Revue Tiers-Monde déjà cité. Sur le rôle de l'Eglise dans la réaction paysanne au processus de transformation dans les structures sociales agraires, voir par exemple de Claude Collin "Révolution et contre-révolution dans les campagnes portugaises".
- (58) Pourcentage calculé à partir des chiffres fournis par Principaux indicateurs économiques 1960-1979, OCDE, p. 487, données corrigées des variations saisonnières.
- (59) Entre la fin de 1973 et la fin de 1974, les réserves ont baissé d'environ 15 milliards d'escudos (presque exclusivement des devises), une chute d'un cinquième. Cet écoulement des devises, que nous analyserons au § 6.1., s'est accentué en 1975, quand la quasi totalité des devises avait disparue (elles représentaient au 1er trimestre 1974, 60 % du total des réserves). Chiffres extraits des Rapports de la Banque du Portugal 1974 (I vol., pp. 77-78) et 1975 (I vol., pp. 103-104).
- (60) Il est passé de 3.820 à 10.830 millions d'escudos entre ces deux trimestres, Rapport de la Banque du Portugal 1974, p. 105.
- (61) Voir Rapport de l'OCDE 1976, p. 11 et aussi le tableau 1.3.
- (62) Beaucoup d'aspects demeurent obscurs sur ces événements. Naturellement nous ne les discutons pas ici, nous les prenons pour leurs résultats objectifs.
- (63) S.-C. Kolm, La transition socialiste, p. 34.
- (64) La caractérisation des deux grands partis politiques jamais est faite au § 2.6.
- (65) Un certain nombre d'études consultées soulignent l'importance de ce programme socialiste démocratique de septembre 1974 dans le cours de cette expérience, dont nous signalons "The Nature of Socialism in Jamaica" d'Anthony Payne.

- (66) N. Girvan, R. Bernal et Wesley Hughes donnent dans "The case of Jamaica, 1974-1980" une liste relativement complète de réformes introduites par le PNP dans la période 1972-77 (p. 117). Il y est évident que l'allure des réformes, ou du moins leur annonce, a été plus rapide dans les années initiales (1972-74).
- (67) Voir l'article d'E.H. Stephens et J.D. Stephens, "Democratic Socialism in Dependent Capitalism : an Analysis of the Manley Government in Jamaica", p. 388 et aussi celui de Marie-Claude Celeste, "Le socialisme démocratique de M. Manley à l'épreuve".
- (68) E.H. Stephens et J.D. Stephens, "Democratic Socialism...", pp. 388-389.
- (69) Cette expérience particulière dans le domaine de l'agriculture est analysée par W.C. Higgins dans "Le contrôle ouvrier dans l'industrie sucrière jamaïcaine".
- (70) Selon le programme initial ce processus engloberait 20.000 petits agriculteurs (voir C. Stone, "La Elección Parlamentaria de 1976", p. 8 et M.-C. Celeste, art.cit.); mais E.H. Stephens et J.D. Stephens estiment à 37.661 le nombre d'agriculteurs qui en ont bénéficié jusqu'en 1980 (voir art. cit. p. 389), ainsi que C. Stone dans "Socialism and Agricultural Policies in Jamaica in the 1970's", p. 14.
- (71) Pour les détails à ce propos, voir l'article de N. Girvan, R. Bernal et W. Hughes déjà cité p. 119 et la figure 6.1.
- (72) D'après C. Stone ("La Elección Parlamentaria de 1976 en Jamaica", p. 9) : "Durante la campaña oficial fueron asesinadas por lo menos 12 personas (incluyendo dos candidatos) y en el periodo entero de la campaña no oficial, entre fines de 1975 y el día de la elección más de 100 personas fueron asesinadas o heridas. Mientras que ambos partidos usaron la violencia, el modelo general fue uno del JLP a la ofensiva y el PNP actuando en defensa en la mayoría de las situaciones de violencia tanto planeada como espontánea".
- (73) Nous analyserons ultérieurement des aspects de cet accord au §6.5.1.
- (74) Les bilans économiques et sociaux de l'administration du PNP de 1972 à 1980 ne manquent pas, c'est le cas de l'article de Girvan, Bernal et Hughes déjà mentionné (jusqu'en 1979), celui d'Evelyn H. Stephens et John D. Stephens, celui de Winston James "The Decline and Fall of Michael Manley...", pp. 145-146, entre autres.
- (75) Ce sujet est analysé dans l'ouvrage de Terry Lacey, Violence and Politics in Jamaica 1960-70.
- (76) Le Monde, le 1er novembre 1980.
- (77) "Jamaïque 1980-1981 : virage à droite", p. 17.

- (78) "Democracy and Socialism in Jamaica, 1962-1979", p. 128.
- (79) Au Portugal, cela a été évident avec le démantèlement de la PIDE et d'autres organismes répressifs de l'appareil d'Etat fasciste. Aussi dans les premiers temps de l'expérience chilienne les actions répressives ont-elles considérablement diminué (voir David Lehman, "The Political Economy of Armageddon : Chile 1970-1973", pp. 112-113). Il est également intéressant de souligner que le nombre de prisonniers en Australie est passé de 9.800 en 1972 à 7.600 en 1974, revenant ainsi à son niveau de 1963 (voir Australia Yearbook, 1980, Australian Bureau of Statistics, p. 794). Tout cela ne veut pourtant pas dire qu'il n'y ait pas eu un accroissement de la violence, du moins dans certains cas. Mais comparativement, cette violence a plutôt éclaté au niveau social (heurts entre groupes sociaux) et elle semble avoir moins découlé de chocs entre les groupes sociaux et les organismes répressifs.
- (80) "The PNP's 1972 election campaign did not mention socialism nor did it espouse any particular ideological position, but rather focused on the issues of unemployment, social and economic inequalities, political repression, non-participation of the people in the political process and Jamaica's passive stance in international affairs", N. Girvan et al., "The Case of Jamaica...", p. 115.
- (81) Voir le chapitre 6 de l'ouvrage Nationalism and Economic Development in Ghana, où cette question est analysée.
- (82) Voir Allende's Chile, pp. 85-87.
- (83) Bien que le vocable socialisme soit devenu courant au cours de l'été 1975 et la Constitution du 2 Avril 1976 ait consacré l'expression "transition au socialisme", les remarques précédentes nous semblent aussi justes dans ce cas. D'autre part, au niveau politique, étant donné la chute de la dictature on a vécu une vraie révolution au Portugal traduite par la restauration de la liberté, ce qui distingue ce cas de la plupart des autres sur ce plan .
- (84) Repris de Regards sur l'actualité, n° 79, n° spécial Nationalisations (La Doc. Franç.), mars 1982, p. 8.
- (85) Léon Blum, Chef de gouvernement 1936-37, p. 415.
- (86) Il s'agit respectivement des articles "Reflections on the Blum Experiment" et "The Lesson of the Blum Experiment". Nous reviendrons plus en détail à cette question au § 3.1.2.
- (87) "I cannot conceive how Mr. Kalecki has been able to omit the effects of the forty-hour week Law from his appraisal of the Blum experiment. He speaks of it as if it were something quite incidental to which he attaches little importance. To my mind, on the other hand, the reduction in the length of the working week was the dominant factor of the whole experiment", R. Marjolin, art. cit., p. 191.

- (88) Un aspect qui montre bien que le processus de changement en Jamaïque n'avait vraiment pas commencé à cette époque est celui de la baisse des salaires réels moyens en 1973 (-6,2 %) (Voir CEPAL, Estudio Económico de América Latina 1980, p. 572). Ils ne pousseront qu'en 1974 et 1975, respectivement de 18,6 % et 6,2 %.
- (89) Pour les détails, consulter l'article de K. Bandyopadhyaya, "The Indonesian Economy in Transition : From Guided Democracy to New Ordre", notamment les pp. 432-444.
- (90) Voir G. Chaliand, Mythes révolutionnaires du Tiers-monde, p. 176.
- (91) Par le biais de NASAKOM, soi-disant alliance des forces nationalistes, religieuses et communistes, voir. K. Bandyopadhyaya, op. cit., p. 435.
- (92) In Selected Essays on the Economic Growth of the Socialist and Mixed Economy, pp. 167-169. M. Kalecki a écrit à cet égard "the government made a point of granting priority to the 'national integration' over economic and social problems... Indonesia had a very large communist party. It was rooted mainly in the dissatisfaction of the poor peasants and farm labourers. However, it cooperated with the regime on the basis of support for its anti-imperialist policies without militating strongly against its neglect of domestic economic and social problems and not being prepared for a showdown with reactionary middle-classes associated closely with the army", p. 168.
- (93) L'ouvrage de J.A.C. Mackie, Problems of the Indonesian Inflation, examine d'une façon détaillée ce phénomène. Nous y reviendrons au § 3.2.1.
- (94) Cette expérience de changement a été analysée par Guido Di Tella dans The Economic Policies of Argentina's Labour-Based Government 1973-1976 et par Helena Gomez dans L'Argentine sous la troisième administration péroniste (1973-1976), travaux dont nous nous sommes servi afin de la joindre à nos cas de base.
- (95) Voir "Turmoil in Indonesia", III vol., Asian Drama, p. 378.
- (96) Nous suivons ici le compte fait par Brinley Thomas dans le chapitre VI ("The Recovery of Sweden, 1933-35") de Monetary Policy and Crises, a Study of Swedish Experience.
- (97) Id., p. 221.
- (98) Procès de la croissance, à contre-courant, pp. 51-52.
- (99) Il y a des auteurs qui font noter l'influence de la période de guerre dans le programme réformiste qui s'est suivi. C'est le cas de K. Griffin et J. James : "It is notable that the attitude in Britain toward the social services underwent a fundamental and positive transformation during the war" (voir The Transition to Egalitarian Development, p. 76). Nous reviendrons sur cette question au § 1.2.3.

- (100) Voir à ce propos le chapitre 2 ("Un mai de deux ans") de l'ouvrage d'Yves Benot, L'autre Italie (1968-1976).
- (101) Le chiffre sur le salaire horaire est extrait de Statistiques rétrospectives 1960-82, OCDE, Paris 1984, p. 93.
- (102) Voir à cet égard l'ouvrage de Josep Maria Bricall, Política Econòmica de la Generalitat (1936-1939), et celui d'Albert Perez Baró, 30 Meses de Colectivismo en Cataluña, auxquels nous reviendrons ultérieurement.
- (103) En ce qui concerne l'Autriche, on ne peut pas non plus oublier son expérience socialiste sui-generis (ou peut-être mieux "austro-marxiste"), essentiellement à Vienne dans l'entre-deux-guerres.
- (104) Le cas suédois est à cet égard fort instructif. Après deux années de conversations laborieuses, les syndicats et le patronat ont signé l'accord de Saltsjöbaden le 20 décembre 1938 qui est devenu la charte des relations sociales en Suède au cours des décennies ultérieures. Voir J. Parent, Le modèle suédois, p. 180.
- (105) Nous avons suivi le compte rendu des conceptions saint-simoniennes de Keith Taylor dans The Political Ideas of the Utopian Socialists, pp. 142-152.
- (106) Comme exemples de périodes critiques ce furent la phase de rejet du polythéisme qui s'est étendue dès l'époque des premiers philosophes grecs à celle des prêcheurs chrétiens et ultérieurement celle de la Réforme inaugurée par Luther dans la première moitié du XVII^e siècle et qui s'est prolongée jusqu'au début des années 1800, *ibid.*
- (107) *Ibid.*, p. 142. La traduction est de notre responsabilité.
- (108) Sur les conceptions particulières de Marx et Engels à ce propos, voir l'article de Bernard Rosier, "Repères pour l'analyse de la transition au socialisme", notamment le point I, "Sur le 'socialisme' et la 'transition' : le point de vue de Marx et Engels", pp. 248-260.
- (109) Op.cit., pp. 896-897.
- (110) Voir dans les Principes de l'économie politique et de l'impôt, le chapitre XIX intitulé, "Des changements soudains dans les voies du commerce" où ce problème est analysé, citation des pp. 211-212.
- (111) *Ibid.*, p. 212.
- (112) Voir en particulier le chapitre 6 de cet ouvrage intitulé, "The Wartime Analogy", (citation p. 72).
- (113) *Ibid.*, pp. 71 et 81 (la traduction est de notre responsabilité).

- (114) Ajoutons que cela n'est pas arrivé dans l'exemple de l'économie de guerre que K. Griffin et J. James ont pris le plus en compte, celui de la Grande-Bretagne pendant les Première et Deuxième Guerres mondiales. Mais cet exemple nous semble difficilement généralisable sur cet angle particulier.
- (115) Ibid., p. 81 (la traduction est de notre responsabilité).
- (116) Certaines critiques concrètes du système de rationnement sont faites dans l'ouvrage de K. Griffin et J. James déjà cité, notamment en ce qui concerne son élargissement excessif : "The more comprehensive is the rationing system, i.e. the more goods that are included and the greater the proportion of total supply that is rationed, the greater the danger that incentives will be distorted and damaged", p. 51.
- (117) Voir La révolution prolétarienne et son programme de K. Kautsky, p. 458. Ces memes idées sont reprises (appuyées sur des citations de Kautsky) par Oskar Lange dans On the Economic Theory of Socialism, pp. 134-136.
- (118) K. Kautsky, *ibid.*, pp. 458-459.
- (119) E. Fromm, *op.cit.*, p. 144.
- (120) Il s'agit de l'article "The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development". A ce propos cet auteur reproduit les impressions d'une anthropologue américaine après un voyage à Cuba et au Venezuela : "I thought about what I had seen in Cuba, and about Venezuela, and about my own country... I thought about how when I went to Venezuela, I felt that for the first time I realized something about my own country which I had not previously seen there : the idealism which is inherent in what I had experienced (in the United States) as materialism and individual self-seeking. I saw that for Venezuelans, for whom economic development had just begun... the democratizing of material consumption and the opening up of opportunities - for those able to seize them - was a truly exciting and liberating idea", p. 45.
- (121) Nous reproduisons à ce propos un extrait de l'article de C. Castoriadis, "La hiérarchie des salaires et des revenus" : "On peut toujours dire que l'idéologie officielle de la hiérarchie a pénétré à la longue les classes travailleuses et c'est vrai; encore faut-il se demander comment et pourquoi elle a pu y parvenir, puisque l'on sait qu'à ses origines et longtemps après, en France aussi bien qu'en Angleterre, le mouvement ouvrier était très fortement égalitariste. C'est vrai aussi que de toute façon le système capitaliste n'aurait pas pu continuer à fonctionner, et surtout n'aurait pas pu prendre sa forme bureaucratique moderne, si la structure hiérarchique n'était pas non seulement acceptée, mais 'valorisée' et 'intérieurisée'; il faut bien qu'une partie non négligeable de la population accepte de jouer à fond ce jeu, pour que le jeu soit jouable. Pourquoi le joue-t-elle ? En partie, sans doute, parce que, dans le système contemporain, la seule 'raison de vivre'

- que la société est capable de proposer, le seul appât qu'elle offre, c'est une consommation, donc un revenu, plus élevé", p. 32.
- (122) Nous n'analyserons pas spécifiquement les tendances de la production au cours de la TSL, mais nous aborderons plusieurs fois le problème du déséquilibre entre l'offre et la demande (voir notamment les § 3.2.2.1. et 6.2.2.).
- (123) Au-delà des positions de K. Kautsky et d'O. Lange déjà évoquées, par exemple dans l'étude critique de Georg Halm écrite dans les années 1930, "Réflexions complémentaires sur la possibilité d'un calcul économique adéquat dans une communauté socialiste" (in L'économie dirigée en régime collectiviste, ed. F.A. Hayek et al.), la liberté de consommation était reconnue comme une pierre angulaire de l'économie socialiste.
- (124) Bien sûr, l'évolution en URSS aussitôt après 1917 portait déjà en germe l'évolution future, mais le modèle dont il est question ici s'est essentiellement développé à partir de 1928, date où il y a eu une coupure plus ou moins nette dans le processus. Avant il y avait un climat de liberté relative pour les membres du Parti, d'où est issu le grand débat sur la voie stratégique à adopter pour la construction du socialisme dans les conditions russes, dont les protagonistes principaux furent Preobrajenski et Boukharine (voir à ce propos "The Great Debate" dans l'ouvrage d'Alec Nove, An Economic History of the USSR, pp. 119-136) et qui a une certaine pertinence pour quelques-uns de nos cas (au Ghana, notamment). D'autre part, après la phase initiale de communisme de guerre, la politique économique s'est orientée dans le sens d'un mélange de capitalisme et de socialisme (la NEP, de 1921 à 1928). Après 1928, une ère de monolitisme politique total s'est ouverte sous la direction de Staline où l'économie est devenue entièrement étatisée, comme on le verra ensuite. C'est ce modèle particulier que nous visons en premier lieu.
- (125) Au cours des années 1960 et d'une bonne part des années 70, ces auteurs ont étudié d'une façon plus ou moins critique ces expériences concrètes (y compris la Chine). Entre autres ouvrages, nous citons à cet égard La transition vers l'économie socialiste (de C. Bettelheim) et Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme (C. Bettelheim et P. Sweezy). Dans ses écrits les plus récents, C. Bettelheim s'est orienté dans le sens d'une critique plus radicale au modèle soviétique ("L'insurrection d'Octobre s'est présentée sous la figure illusoire d'une révolution socialiste alors qu'elle a ouvert la voie à une révolution capitaliste de type spécifique. Octobre est ainsi à l'origine de ce qu'on peut appeler la grande illusion du XXe siècle", souligné par l'auteur dans Les luttes de classe en URSS, 3eme période 1930-1941, p. 17. La position actuelle de P. Sweezy à propos de la société soviétique semble plus ambiguë, du type "ni socialisme ni capitalisme" (voir W. Andreff "Marxisme en crise cherche sociétés socialistes", pp. 101-105)

- (126) La plupart des régimes qui se sont installés en Europe de l'Est dans l'après-guerre se sont autodésignés de "démocraties populaires" et les constitutions qui y sont en vigueur parlent aussi de "démocratie socialiste", mais les procès politiques contre les dissidents sont une de leurs caractéristiques permanentes.
- (127) Oeuvres II, Petite collection Maspéro, pp. 82-83. Dans un même sens Anton Pannekoek a souligné : "Tout despotisme d'autrefois, toute dictature d'aujourd'hui commencent par persécuter la presse ou même supprimer sa liberté; toute restriction apportée à cette liberté est le premier pas pour amener les ouvriers sous la domination de nouveaux maîtres, quels qu'ils soient", Les conseils ouvriers, vol. I, p. 156.
- (128) Repris d'Anghel Rugina, What is the Alternative for the East, p.5. La traduction est de notre responsabilité.
- (129) En raison de leur importance pour la caractérisation des "deux transitions", nous accordons ici une attention particulière au rôle du plan et du marché. Cependant d'autres sujets économiques les différencient aussi fort bien, comme par exemple l'attitude vis-à-vis de l'extérieur, laquelle sera ultérieurement abordée au § 6.4.
- (130) S.-C. Kolm, Solutions socialistes, p. 64.
- (131) Alec Nove, An Economic History of the USSR, p. 137.
- (132) Voir François Fejtö, Histoire des démocraties populaires - L'ère de Staline, p. 295. Cet ouvrage contient d'autres informations sur le processus de rapide étatisation (et ses liens avec la mise en place du système de plans quinquennaux) dans les autres pays de l'Europe de l'Est à cette époque.
- (133) Voir K. Griffin et J. James, The Transition to Egalitarian Development, p. 87.
- (134) Bien sûr, il ne s'agit pas ici de critiquer la planification en soi, mais une forme de croyance aveugle et absolue en ses virtualités.
- (135) Nous-même avons fait un mémoire sur la répartition du revenu dans les pays de l'Est, dans le cadre du séminaire "Macroéconomie des pays de l'Est" dirigé par M. Richard Portes à l'EHESS en 1981. Nous avons pu y constater la persistance de grandes inégalités sociales, notamment avec une concentration de la richesse dans les secteurs qui monopolisaient déjà le pouvoir politique. Ce fait doit d'autant plus être signalé qu'il est très difficilement admis par les milieux officiels.
- (136) A cet égard, l'analyse de Maurice Allais dans l'article "Productivités, niveaux de vie et rythmes de croissance comparés en Russie Soviétique, aux Etats-Unis et en France (1880-1955)" est fort ins-

tructive. Cet auteur conclut : "Bien que la situation de la France se soit peu améliorée depuis 1913, sa progression a été dans l'ensemble plus rapide que celle de la Russie Soviétique. En tout cas, l'économie américaine a progressé incomparablement plus rapidement ...", p. 154.

- (137) Plus exactement on pourrait dire que les processus du type soviétique connaissent deux phases distinctes, l'une libre, l'autre forcée. Grosso modo, le laisser-aller de la première, notamment avec la dégringolade des principaux indicateurs économiques et sociaux prépare en quelque sorte le terrain à la deuxième ou tout du moins affaiblit les résistances de la société à la prise du pouvoir par les PC et leurs alliés.
- (138) Le socialisme sans Marx, p. IX.
- (139) On the Economic Theory of Socialism, pp. 109-110.
- (140) L'ordre économique naturel, p. XXIII.
- (141) Malgré les critiques rituelles des adeptes de ce modèle à l'anarchie de la production capitaliste, sa mise en place en Union Soviétique n'a aucunement apporté un développement harmonieux de l'économie. Au contraire, comme le montre Maurice Allais dans un article déjà cité, les écarts entre les rythmes de croissance des différents secteurs productifs y sont souvent plus accentués que dans le capitalisme tout court. En particulier l'agriculture a été fortement négligée par rapport à l'industrie et dans celle-ci les biens de consommation par rapport aux biens d'équipement, ce qui a donné origine à des rythmes de croissance tout à fait différents.
- (142) Des informations détaillées à ce sujet sont présentées, par exemple, dans certains passages de Le niveau de vie en URSS de Jovan Pavlevski (notamment à la p. 162) et de C. Bettelheim, Les luttes de classes en URSS, 3ème période 1930-1941, Les dominés, pp. 163-164. Il est d'ailleurs significatif que cette baisse des salaires réels ait eu lieu après 1928, c'est-à-dire, avec l'abandon de la NEP qui avait dans une certaine mesure su conjuguer l'accroissement de la production et l'augmentation des salaires réels. D'autre part, l'écrivain Georges Bataille rend compte de la contradiction entre cette évolution et les buts des masses ouvrières dans les pays industrialisés dans les termes suivants : "Elle (la lutte révolutionnaire contre les tsars et les propriétaires fonciers) ne pouvait avoir qu'un but opposé à celui que visent naturellement, dans les Etats industrialisés, les masses ouvrières et les partis qui les appuient. Il fallait diminuer ces dépenses improductives au bénéfice de l'accumulation. Sans doute la diminution atteindrait les classes possédantes mais la part ainsi prélevée ne pouvait pas, ou ne pouvait qu'en second lieu, servir à l'amélioration du sort des travailleurs, il la fallait consacrer avant tout à l'équipement industriel", La part maudite, p. 189.

- (143) "Again there is a strong contrast between the Czechoslovak and the Chilean experiences; in Czechoslovakia, a system of rationing was inherited from the War; in Chile, as we discussed in Chapter 5, there were serious political and technical difficulties for implementing a comprehensive rationing system", The Role of Finance in the Transition to Socialism, p. 188.
- (144) Voir à cet égard, l'article de William Bomberger et Gail E. Maki-nen, "The Hungarian Hyperinflation and Stabilization of 1945-46". Il est d'ailleurs significatif que ces auteurs soulignent à propos du programme de stabilisation mis en oeuvre le 1er août 1946 en Hongrie : "It is a curious fact that a Marxist (Eugène Varga) should have drawn up a stabilization program so much in agreement with modern monetary theory. Perhaps this supports the contention that monetary theory does not have an ideological basis", p. 814.
- (145) Postface à l'édition portugaise de Développement et socialismes, p. 322 (la traduction est de notre responsabilité).
- (146) "Repères pour l'analyse de la transition au socialisme", p. 253.
- (147) Dans l'article précédemment cité, B. Rosier rend compte d'une façon détaillée du point de vue de Marx et d'Engels sur le socialisme et la transition (pp. 248-260). A ce sujet, l'auteur cite Marx en épigraphe : "Une société formée par des associations de producteurs libres et égaux qui feront avancer les affaires sociales selon un plan commun et rationnel", p. 248.
- (148) En s'appuyant sur les travaux de C. Bettelheim à ce sujet, Pierre Jacquemot dans son article "Essai sur le concept de transition vers le socialisme", "invite par conséquent 'à changer de terrain', à quitter la scène où se sont livrés ces affrontements en s'engageant d'emblée dans l'étude des rapports sociaux réels dont l'existence n'est que signalée (et dissimulée) par les formes valeur, marché et plan. Cette étude suppose la production du concept théorique de 'transition vers le socialisme'", pp. 591-2.
- (149) La révolution prolétarienne et son programme, p. 233.
- (150) Voir S.-C. Kolm, Solutions socialistes, pp. 19 et suivantes.
- (151) " I want to stress the fact that from the beginning, indeed long before these countries (the small group of the richer nations) were in any true sense political democracies or had undertaken any of the modern equalisation policies, the economic and social theories prevalent there were strongly egalitarian. The theories had at their very roots ultra-radical policy premises, directly emanating from the philosophies which had developed in the general cultural setting of what we call western civilization. From the philosophy of natural law emerged the doctrine of labour's moral superiority as title to property : labour was the only "creator of wealth". In its modern formulation, this idea stems from Locke... modern research has in the last half century gone a long way to prove scientifically the correctness of this essential kernel of

the naturalistic doctrine of human equality with respect to natural endowments and thereby justified the environmental approach in the social sciences which lays the basis for rational radicalism in social reform", Economic Theory and Underdeveloped Regions, pp. 107-8. Aussi en écrivant cette section nous nous sommes appuyé sur le 9ème chapitre de cet ouvrage, "The Equality Doctrine and the Escape from it".

- (152) "...la société de castes est caractérisée essentiellement par la soumission à la hiérarchie comme valeur suprême, exactement à l'opposé de l'égalitarisme qui règne, comme l'une de leurs valeurs cardinales, dans nos sociétés de type moderne", in Homo aequalis, Genèse et épanouissement de l'idéologie économique, p. 12.
- (153) Voir à cet égard, Le Nouvel Observateur, 24 août 1984.
- (154) "Le songe égalitaire" pp. 14-15.
- (155) In Economic Theory and Underdeveloped Regions, pp. 114-5.
- (156) "La hiérarchie des salaires et des revenus", p. 33.
- (157) Voir de l'ouvrage cité le chapitre 2 "Distribution of Wealth and Income among Persons", notamment aux pp. 12-3.
- (158) Ibid., pp. 18-9.
- (159) Des données présentées dans l'article "Inégalités de revenus et austerité" de D. Clerc, Problèmes économiques, n° 1838.
- (160) "Le rapport inter-décile, qui traduit l'écart entre la fortune des français du décile supérieur (les 10% de ménages les plus riches) et le patrimoine des ménages du décile inférieur (les 10% les plus pauvres) a pratiquement doublé en vingt-cinq ans, passant de 15,6 à 28,3". Ces données et d'autres plus détaillées sur l'évolution de l'inégalité des patrimoines en France entre 1949 et 1975, ont fait l'objet d'une analyse du CREP (Centre de Recherche Economique sur l'Epargne), voir J. Lange, Eléments de macroéconomie (Ed. Foncher 1980), pp. 312 et suivantes.
- (161) "L'expérience économique du Front populaire", p.12.
- (162) S. C.-Kolm, La transition socialiste, p. 30.
- (163) Voir par exemple, P. Mendès-France dans Solutions socialistes (S.-C. Kolm), pp. 87-92.
- (164) "The challenges tend to be greater in a parliamentary transition, as the technical options are more often restricted by political constraints and mistakes tend to be more costly in their economic and political effects. However, a successful transition to socialism which would preserve somewhat more pluralism in society du-

- ring the transition (as well as afterwards) than existing state socialist societies have done would imply a great political achievement". Stephany Griffith-Jones, The Role of Finance in Transition to Socialism, p. 192.
- (165) Voir à cet égard l'ouvrage de B. Chavance, Le capital socialiste, qui fait la critique de cette équation simpliste.
- (166) La grande transformation, pp. 15-16.
- (167) L'analyse d'Alfred Sauvy sur le Front Populaire dans son ouvrage Histoire économique de la France entre les deux guerres nous semble à cet égard exemplaire (ed. 1984, 1er vol., pp. 231-333), bien qu'on puisse ne pas être d'accord sur certains aspects et tout d'abord sur l'accent mis sur la loi des quarante heures en tant que responsable de l'échec du FP (cf. § 3.1.2.).
- (168) S.-C. Kolm cité par J. Braga de Macedo "The Economic Consequences of the April 25th Revolution" p. 455.
- (169) La théorie de la croissance économique, p. 448.
- (170) Nous citons l'historien L. King dans une remarque qui s'adapte aussi à notre cas : "Historians are fascinated by short periods in the affairs of nations when government collapses, the vacuum filling with crisis or anarchy. These interregna often represent a watershed in history. There have been many studies of the interlude between Cromwell and the Restoration and of the 'Glorious Revolution' 1688-89. European history abounds in such episodes. 1917, the annus mirabilis of Russian history, with its March and November Revolutions, has a substantial literature of its own. The attraction is that authentic records of troubled times are incomplete and often non-existent. A scholar who attempts to raise the shroud of mystery is immediately challenged. Book follows book as new material is discovered and new interpretations made. So the controversy and the fascination are maintained", "The First Spanish Republic", p. 66.
- (171) Voir Jean Bouvier dans Le mouvement social, n° 54, janv.-mars 1966.
- (172) "...l'indifférence préalable aux résultats, le seul désir de savoir, en toute humilité scientifique", voir à ce propos la préface d'Alfred Sauvy au 3ème vol. de son ouvrage, Histoire économique..., 1ère ed. 1972, où il aborde cette question.
- (173) S.-C. Kolm, Le libéralisme moderne, p. 13.
- (174) On ne peut évidemment pas nier l'influence des circonstances particulières qui entourent chaque cas, bien qu'elles soient plus importantes dans les uns que dans les autres. Le Portugal, qui en même temps qu'il entreprenait les réformes égalitaires, passait du fascisme à la démocratie et d'une position de puissance coloniale à celle de ne compter que sur lui-même et pâtissait en outre,

des contrecoups de la récession internationale 1974-75, est peut-être le cas le moins "normal". De toute façon nous soulignons une nouvelle fois que cela est important pour l'étude de chaque cas isolé, mais que c'est négligeable dans une étude à caractère général.

NOTES DU 2ème CHAPITRE

- (1) Cité par Branko Horvat, in L'autogestion, un système économique ?, p. 27, souligné par nous.
- (2) Voir par exemple le chapitre 4 de cet ouvrage.
- (3) "Tocqueville et le problème de la Révolution française", p. 338.
- (4) Les citations suivantes ont été extraites de cet ouvrage, éd. 1971, pp. 15-16. Les mêmes idées se trouvent par exemple dans La maladie infantile du communisme, tome 31, Oeuvres complètes, pp. 80-81.
- (5) Voir aussi à ce propos, Le Premier Mai du prolétariat révolutionnaire, Oeuvres complètes de Lénine, tome 19, pp. 233-234.
- (6) Voir Evolution des pouvoirs d'achat en France 1880-1972, p. 120.
- (7) Ibid.
- (8) Nous avons calculé ce chiffre à partir des colonnes 7 et 8 du tableau "Indices généraux du mouvement économique depuis 1898", Statistiques rétrospectives de la France, Annuaire de 1966, qui présentent respectivement les indices de l'évolution annuelle des prix à Paris et de celle du salaire horaire moyen de la métallurgie parisienne. Entre 1922 et 1926, des baisses annuelles de ce salaire réel se sont enregistrées. Plus généralement, il y a dans les différentes séries considérées des oscillations annuelles parfois importantes, mais cela arrive sans compromettre la tendance générale des salaires réels signalée.
- (9) Histoire économique de la France, tome 2, ce sujet est débattu dans les pages 97-99.
- (10) Ibid., p. 98.
- (11) W.A. Lewis indique une évolution fort semblable in Economic Survey 1919-1939, p. 99. Il en est de même avec l'étude de Sauvy-Depoid citée par P. Goulène, p. 93 et encore A. Sauvy, Histoire économique de la France..., 1ère éd., tome III, p. 378.
- (12) Dans une étude sur l'évolution du pouvoir d'achat ouvrier en 1919-39, Jean Lhomme aboutit tout à fait aux mêmes conclusions (voir op.cit., pp. 51-67), et il en est de même avec Michel Branciard "La politique économique du gouvernement du Front populaire (1936-1938)", p. 32.
- (13) Chiffres puisés in Mouvement économique de la France de 1929 à 1939, éd. du Service national de statistiques du ministère des Finances, p. 223. Pour le nombre total de chômeurs, voir A. Sauvy, H.E.F.E.D.G., éd. 1984, vol. II, p.27.
- (14) Dans "Reflections on the Blum Experiment", p. 185, Robert Marjolin fait remarquer que le maximum du taux de chômage en France pendant cette période ne représentait que 4 % de la population active contre 15 % en Angleterre en 1932. Même en 1936, le nombre total de chômeurs

en France était à peu près la moitié de celui du Royaume-Uni et de l'Allemagne (voir les chiffres exacts dans Mouvement économique en France 1929 à 1939, Service national des statistiques, ministère des Finances, p. 223). Bien que ces deux pays soient quelque peu plus peuplés que la France, le rapport chômeurs/population active y était sans doute supérieur. Un petit pays comme la Tchécoslovaquie avait en 1936 un nombre absolu de chômeurs supérieur à celui de la France (voir à ce propos J.-C. Asselain, "La semaine de 40 heures, le chômage et l'emploi", p. 190). La comparaison faite par Eliane Mossé dans Comprendre la politique économique entre les maxima des taux de chômage, pendant la grande dépression et ceux enregistrés par la suite, confirme tout à fait la même idée : la France a alors connu le plus faible maximum parmi les sept pays considérés (Belgique, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et U.S.A.), voir p. 30.

- (15) Mouvement économique de la France 1929 à 1939, INSEE, p. 223.
- (16) W.A. Lewis, Economic Survey 1919-1939, p. 102.
- (17) Le déclin de la Troisième République, p. 84.
- (18) D'après J.-M. Jeanneney "à Paris, les salaires des ouvriers métallurgistes n'avaient pour ainsi dire pas baissé; mais il n'en était pas de même dans le reste de la France" (in Exposé-débat du 26 avril 1965 sur L'expérience économique du Front populaire, Pierre Mendès France et Jean-Marcel Jeanneney, p. 3).
- (19) Histoire économique de la France, tome 2, p. 48.
- (20) G. Lefranc, Juin 36, p. 37.
- (21) "Pour les petits fonctionnaires dont le traitement annuel net est inférieur à 8.000 francs, le prélèvement est réduit à 3 %. De 8.000 à 10.000 francs, il est de 5 %" (in A. Sauvy, H.E.F.E.D.G., vol. I, pp. 212-213, éd. 1984).
- (22) Pourcentage calculé à partir des indices de Mouvement économique en France 1929 à 1939, p. 192 (INSEE).
- (23) "Les obstacles économiques...", p. 51.
- (24) Ces chiffres ont été calculés à partir de l'indice du salaire réel présenté dans les ouvrages Ghana: End of an Illusion, p. 97 de Bob Fitch et Mary Oppenheimer, et A Study of Contemporary Ghana, vol I, p. 141 de Tony Killick et al. Compte tenu des variations parfois amples d'une année à l'autre, nous avons calculé nos chiffres à partir de la moyenne annuelle des trois premières années et de celle des trois dernières années de la période considérée 1945-1957. Le taux moyen de croissance annuelle a été calculé par la formule $WR_n = WR_0 (1 + i)^n$, où WR est le salaire réel et n le nombre d'années. Quand ces taux ne sont pas tirés d'autres publications, nous utiliserons cette formule.
- (25) Il faut cependant remarquer que, en raison de la forte chute de ce salaire réel pendant la guerre, il atteint son niveau de 1939 seulement dans la deuxième moitié des années 1950, voir *ibid.*

- (26) D'après A.F. Robertson dans "Abusa: the Structural History of Economic Contract", p. 455, le nombre de planteurs de cacao s'élevait à quelques centaines de milliers, tandis que la population totale était estimée à 6 millions en 1956, et celle d'Accra est passée de 180 milliers en 1954 à 388 milliers en 1960 (estimations présentées par I. Wallerstein, op.cit., p. 8), c'est-à-dire qu'elle aurait plus que doublé à cette époque. Par ailleurs à Accra, le poids du personnel administratif était considérable.
- (27) Pourcentage calculé pour la moyenne annuelle de la période 1955/56-1958/59, voir "The Crisis in the Ghana Economy" de Douglas Rimmer, p. 29.
- (28) Plus exactement d'après Samir Amin, écrivant dans les années 1960: "Les petits planteurs n'employant pas de salariés ne fournissent que 20 % de la production. Ils possèdent environ 340.000 hectares (4,5 hectares en moyenne par famille). Par contre, 80 % de la production proviennent en premier lieu de 30.000 plantations capitalistes qui font très largement appel au travail salarié (90.000 ouvriers saisonniers); très inégales d'ailleurs, ces dernières occupent au total 1.350.000 hectares; elles proviennent, en second lieu, de formules particulières de métayage (180.000 exploitations partagées entre les abusa, qui reçoivent un tiers de la récolte, et les abune, qui en reçoivent la moitié)". Voir article sur le Ghana dans Encyclopaedia Universalis, éd. 1980. Par ce morceau on constate le poids social considérable des cultivateurs de cacao (voir aussi l'avant-dernière note). S. Amin précise encore que l'économie agricole ghanéenne se rattache au type constaté dans les territoires "coloniaux" évolués."
- (29) Voir l'introduction de Development Economics in Action..., pp. 1-8.
- (30) Consulter T. Killick et al., A Study of Contemporary Ghana, vol.I, p. 360.
- (31) Selon les chiffres fournis dans l'article de W.F. Steel "The Appropriate Measure of Wages...", p. 28, dans les huit grands secteurs considérés, les salaires moyens dans l'agriculture et les mines étaient les plus bas et les plus proches du salaire minimum en 1957.
- (32) Voir de l'auteur cité "L'expérience du Ghana...", p. 92.
- (33) A Study of Contemporary Ghana, vol.I, chap. 6, p. 149.
- (34) Voir de l'auteur cité "Informal Income Opportunities...", p. 63.
- (35) et (36) Ces données salariales ont été extraites de l'ouvrage de Mämalakis, Historical Statistics of Chile, vol.2, "Demography and Labour Force", pp. 340-342 et l'indice des prix à la consommation (à Santiago) provient du Statistical Abstract of Latin America, vol.21, 1981, p. 329, éd. UCLA. Les indices des salaires réels sont évidemment approximatifs d'autant plus que les variations des prix sont établies sur une base annuelle tandis que celles des salaires découlent de l'observation du mois d'avril de chaque année.
- (37) Comme la source l'indique, cette figure est extraite de la Banque mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 57. Les auteurs de ce travail font cependant remarquer que les données salariales qui sont

à sa base ne sont peut-être pas tout à fait représentatives : "It is not certain that wages in non-surveyed entreprises consistently followed a similar pattern", p. 56.

- (38) Chiffre indiqué dans l'article de cet auteur dans Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting pp.384 et 389. Stefan de Vylder présente un pourcentage semblable in Allende's Chile, p. 7.
- (39) Ces rapports ont été calculés à partir des salaires mensuels moyens en escudos chiliens pour chaque catégorie de minimum. Les données brutes viennent dans l'article de A. Drobny, "The Influence of Minimum Wage Rates...", p. 34.
- (40) UCLA, Statistical Abstract of Latin America, vol. 21, 1981, p. 189.
- (41) Banque mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 55.
- (42) Voir Jaime Osorio Urbina, El Gobierno de Allende y la Lucha por el Socialismo, p. 110.
- (43) Dans The Growth and Structure of the Chilean Economy, M. Mamalakis présente l'évolution trimestrielle du taux de chômage à Santiago depuis 1959 (voir p. 214).
- (44) Ibid.
- (45) Voir "What Went Wrong ?", pp. 15-16. L'auteur cite la première étude de l'OCDE sur l'Australie publiée en décembre 1972.
- (46) Ce taux a été évalué à partir des séries de salaires et de prix du Statistical Summary de l'Annuaire de l'Australian Bureau of Statistics 1990, p. 782.
- (47) Repris de Principaux indicateurs économiques 1960-1979, OCDE, pp.150 et 148 (respectivement pour le taux de chômage et les offres d'emploi) et pour le nombre hebdomadaire, en moyenne annuelle, des bénéficiaires de l'assurance-chômage, l'Annuaire de l'Australian Bureau of Statistics, 1980, p. 792.
- (48) Voir l'avant-dernière note.
- (49) Annuaire statistique du B.I.T., 1980, p. 331.
- (50) Taux présentés dans Yearbook of National Accounts, ONU, 1979, vol.II, p. 300.
- (51) Principaux indicateurs économiques 1960-1979, OCDE, p. 159.
- (52) "Although the government's economic policy had been subject to criticism the state of the economy appeared to be improving at the time of the election campaign. The inflation rate, while still well above historically normal levels, had eased from 7 % in the twelve months ending in the March quarter of 1972 to 5,8 % in the twelve months ending in the september quarter of 1972. Unemployment had peaked in August 1972 and had appeared to decline in each of the succeeding three months", in Ainsley Jolley, Macro-Economic Policy in Australia 1972-1976, p. 31.

- (53) Les chiffres suivants ont été obtenus pour les salaires dans les Statistiques industrielles et des sociétés et pour les prix, dans le Bulletin mensuel de statistique, publications de l'Instituto Nacional de Estatística, Lisbonne. Les salaires nominaux ont été corrigés par l'indice général des prix à la consommation pour le continent et l'année base choisie pour le calcul des salaires réels a été celle de 1963. Des réserves ont été exprimées à l'égard de ces statistiques, notamment à l'égard des données salariales des Statistiques des sociétés (d'où nous avons tiré ces chiffres à l'exception de ceux de l'industrie), parce qu'elles ne seraient pas suffisamment représentatives de l'ensemble, dans la mesure où elles ne retiennent que les salaires des entreprises organisées en sociétés, ce qui vraisemblablement doit majorer les valeurs statistiques par rapport à celles de la réalité, en particulier dans les BTP et dans l'agriculture. En tout état de cause, nous précisons encore une fois qu'il ne s'agit ici que de donner le sens de l'évolution générale des salaires réels et à cette fin ces chiffres servent tout à fait.
- (54) Ils sont, par exemple, journaliers au lieu d'annuels comme les précédents. Nous avons corrigé l'indice des salaires nominaux de Lisbonne et de Porto par l'indice des prix à la consommation de ces deux villes, à l'exception du logement. La source de ces données se trouve dans les Rapports annuels de la Banque du Portugal de cette période. Voir Rapport de l'OCDE 1976, p. 57.
- (55) Rapport de l'OCDE, 1974, p. 17.
- (56) Après avoir été de 2,9 % en moyenne annuelle de 1960 à 1970, la hausse des prix s'accélère vite au début des années 1970, en augmentant autant pendant les trois ans et quelques mois avant le 25.04.1974 que pendant la décennie précédente. Cela est particulièrement vrai dans la période de neuf mois qui va de juin 1973 à mars 1974, quand l'indice général des prix à la consommation au Portugal a crû de 25,5 %. Pour plus de détails, voir Supplement on Price Statistics, IMF, n°2, Supplement series, p. 59.
- (57) Ces chiffres sur la distribution du revenu ont été puisés dans les sources suivantes : pour la période 1965-1969, As Contas Nacionais Portuguesas 1958-1971, série Estudos 46, INE, Lisbonne 1973 et de 1970 à 1973, Contas Nacionais, Estimativas de 1970 à 1976, INE, Lisbonne, juillet 1978.
- (58) A cause de cette émigration, la population résidente portugaise aurait même diminué en termes absolus entre 1960 et 1970, ce qui est sans doute un fait rare à notre époque.
- (59) Les chiffres suivants ont été extraits de l'article "Croissance et crise de l'économie portugaise (1960-1982)" (p. 1716) de A. Marques et A. Romão.
- (60) Cette remarque est faite dans le Rapport de l'OCDE sur le Portugal, pp. 11-13. Il s'agit encore de statistiques peu fiables si on cherche une image exacte de la totalité du chômage; en effet, le Service national de l'emploi ne tenait compte que des offres et des demandes d'emploi effectivement enregistrées, qui n'étaient qu'une restriction de l'ensemble, car au-delà d'autres motifs, le

manque d'une allocation de chômage enlevait aux demandeurs d'emploi leur raison principale de se faire inscrire. En outre, ce même Rapport note que les demandes d'emploi variaient beaucoup en fonction de l'émigration; dans une année de forte émigration, elles baissaient et vice-versa.

- (61) Ibid., p. 24. De cette rareté relative de main-d'oeuvre à cette époque, l'afflux de dizaines de milliers de travailleurs africains est fort expressif. Le Portugal est ainsi devenu en quelque sorte un pays simultanément d'émigration et d'immigration, même si les proportions de l'une et de l'autre n'étaient pas comparables (le courant émigratoire était beaucoup plus puissant). Toutefois, cette double image est sans doute significative des mutations en cours.
- (62) L'importance du courant migratoire est signalée par T. Lacey, op. cit., p.8. La population totale jamaïcaine étant évaluée à 1.600.000 en 1960, le taux d'émigration était par conséquent élevé. Voir l'évolution du chômage de 1952 à 1972 dans le même ouvrage, p. 17.
- (63) "El Desarrollo Económico de Jamaica...", CEPAL 1981, pp. 587-589. Ce texte présente des réserves à l'égard de ces chiffres. T. Lacey, op. cit., pp. 7-8, souligne par ailleurs que les restrictions britanniques à l'immigration du Commonwealth — d'abord en 1962 et ensuite resserrées en 1968 — ont contribué à réduire les sorties jamaïcaines (ainsi qu'à les réorienter vers l'Amérique du nord). Ce fait a indirectement "entraîné" une augmentation du chômage car, comme nous l'avons déjà relevé pour le Portugal (voir note 61), il y a naturellement une corrélation négative entre émigration et chômage.
- (64) "Rasgos Generales...", CEPAL 1983, p. 523.
- (65) Pourcentages présentés par Yearbook of National Accounts, ONU 1978, vol.III, International Tables, p. 158.
- (66) La croissance de la Jamaïque depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1970, "a été la plus forte au monde après celle du Japon et de Porto Rico", est-il écrit dans l'article de l'Encyclopaedia Universalis sur la Jamaïque. Cette vision fort optimiste sur la croissance jamaïcaine à cette époque-là semble avoir été assez répandue, voir à ce propos par exemple l'article "Jamaïque: l'attrait de l'exotisme et celui de l'expansion accélérée", in MOCI, n° 881, 4 sept. 1969. La Jamaïque apparaît alors comme un succédané du soi-disant "modèle porto-ricain": forte croissance sous dépendance politique, tout du moins relative.
- (67) Ce taux annuel a été extrait du Yearbook of National Accounts Statistics, ONU, 1978, vol.II, p. 238.
- (68) Supplement on Price Statistics, Supplement Series, n° 2, International Financial Statistics, 1981, p. 51.
- (69) "El Desarrollo Económico de Jamaica...", CEPAL 1981, p. 589.
- (70) Ajoutons plusieurs exemples historiques qui sont devenus quelque peu classiques. Ainsi, le taux de croissance du PIB aurait évolué très favorablement dans les cas suivants : 1) en Russie, les révolutions de Février et d'Octobre 1917 ont éclaté après deux ans et demi de grande crise économique et politique engendrée par la guerre mondia-

le qui avait débuté en août 1914. Mais auparavant, il y avait eu une longue période de croissance où la production industrielle, en particulier, avait crû, entre 1888 et 1913, au rythme moyen annuel de 5 % (bien que la croissance agricole ait été plus faible réduisant ainsi le taux de croissance globale pendant cette période de 25 ans), voir Alec Nove, An Economic History of the USSR, p. 12; 2) Les événements de mai 1968 en France ont été immédiatement précédés par la récession européenne de 1967 (bien que celle-ci ait été surtout sentie en RF d'Allemagne qui, en plein "miracle", a alors connu une croissance négative). Cette récession avait été précédée à son tour d'une forte croissance depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en particulier en France où le PIB avait progressé au taux moyen annuel de 6 % en 1961-65; 3) En Argentine, les années antérieures à 1973 ont été caractérisées par une grande instabilité politique, mais cela n'a pas empêché le PIB de croître au rythme moyen annuel de 5,2 % entre 1964 et 1974, tandis que le taux d'accroissement de la population n'était, dans le même temps, que de 1,4 %. Ceci veut dire qu'il y a eu une augmentation significative du revenu moyen per capita, voir. G. de Tella, op.cit., p. 5. Enfin, un cas plus récent, celui de l'Iran pré-Khomeiny où le produit global a crû au taux moyen annuel de 7,9 % entre 1960 et 1977; le taux d'accroissement moyen annuel de l'industrie manufacturière, en particulier, y a été, en 1970-77, de 16,1 % (voir World Development Report 1980, World Bank). Tous ces cas et ceux que nous étudions avaient connu auparavant de longues phases de croissance soutenue.

- (71) La calcul suivant a été fait à partir du tableau de la p. 46 de l'article "Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français au cours d'un siècle : 1840-1940" du dit auteur.
- (72) Chiffres extraits de Stefan de Vylder, op.cit., p. 21 et de Hector Vega, Chili 1970-73, la politique économique de la transition socialiste, p. 28.
- (73) A.C.A.P., O Comércio e a Indústria Automóvel em Portugal, p. 155.
- (74) Ces rapports ont été extraits des tableaux de comparaisons internationales des Rapports de l'OCDE sur le Portugal, 1971 et 1976.
- (75) Violence and Politics in Jamaica 1960-70, p. 27. A cet égard l'article de J.P. Peroncel-Hugoz "Les sortilèges du capitalisme flamboyant" (Le Monde, 25.05.71) est aussi éloquent.
- (76) Voir l'article de l'Encyclopaedia Universalis sur la Jamaïque.
- (77) Ibid. Sur d'autres détails concernant l'évolution de l'enseignement supérieur jamaïquin pendant cette période (sa nationalisation, notamment), consulter l'article de M. Waters, "The Dilemma of the University in Jamaica". Sur le rôle du mouvement étudiant dans la préparation des conditions vers le changement, voir par exemple Anthony Payne, "The Rodney Riots in Jamaica : the Background and Significance of the Events of October 1968".
- (78) Voir à ce propos le chapitre "Poverty in the Third World : Ugly Facts and Fancy Models" in International Inequality and National Poverty, notamment à la p. 123, l'auteur Keith Griffin, s'appuyant sur des faits, y expose le processus d'appauvrissement d'une large

part de la paysannerie dans plusieurs grands pays asiatiques au cours des années 1960 et au début des années 1970.

- (79) Voir R. Szereszewki, "Changes in Consumption Patterns" in A Study of Contemporary Ghana, vol. I, pp. 113-114. En France, entre 1930 et 1936, le budget des salaires ouvriers a enregistré une réduction dans la part "alimentation" parallèlement à une augmentation dans celle des "dépenses diverses", voir H. Dubief, op.cit., p. 98. Des processus semblables pourraient être mentionnés à propos des autres cas. Précisons cependant, bien qu'on y revienne ultérieurement, que le contenu concret de ces changements dans la structure de la consommation peut être fort différent d'un cas à l'autre, car chacun peut se trouver dans des phases distinctes de l'évolution générale des "patterns" de consommation (au demeurant, il dépend du niveau général de revenu). C'est le processus général qui nous intéresse ici (changement rapide dans la structure de la consommation en faveur des biens plus sophistiqués) et non les étapes précises parcourues dans chaque cas.
- (80) John D. Esseks rend compte de cette évolution dans "L'expérience du Ghana...", p. 121.
- (81) Cette citation est du vol.III, chap. XIII, p. 227 de l'ouvrage d'A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, faisant partie d'une contribution de J. et F. Fourastie. Pour plus de détails, consulter cette source.
- (82) Rappelons cependant que le revenu moyen par tête en France était évalué à 300 dollars en 1938, ce qui représenterait à peu près 3/5 de celui de l'Angleterre et la moitié de celui des Etats-Unis, voir H. Dubief, op.cit., p. 221.
- (83) Voir "Some Features of the Economic Development of Tropical Africa", p. 243.
- (84) D. Morawetz, Vingt-cinq années de développement économique, pp. 69 et 72.
- (85) Voir B.I.D., Rapport 1980-81, Progresso Socio-Económico na América Latina, p. 424 (éd. en portugais). A noter que ces positions se trouvaient sensiblement inversées en 1980, quand le produit per capita jamais était au-dessous de la moyenne latino-américaine et était même inférieur à son niveau de 1970 (ce que nous avons déjà mentionné au premier chapitre). Au Chili, le produit per capita était, en 1980, à peine supérieur à la moyenne et avait aussi reculé dans la classification générale.
- (86) Stephany Griffith-Jones, The Role of Finance..., p. 122.
- (87) Statistiques rétrospectives 1960-1982, OCDE, p. 45.
- (88) Maria Manuela Murteira, Análise dos Salários Reais em França, Portugal e Alemanha, p. 59.
- (89) Voir tableau des comparaisons internationales in Rapport de l'OCDE sur le Portugal 1974.
- (90) Id.
- (91) Voir aussi à ce propos Stefan de Vylder, Allende's Chile, p. 7.



- (92) Pour plus de détails voir de l'auteur cité "The Decline and Fall of Michael Manley : Jamaica 1972-1980", p. 147.
- (93) C'est une évaluation que nous faisons en partant du principe que le revenu jamaïcain a progressé au rythme moyen annuel de 3 % entre 1958 et 1973 (voir "Rasgos Generales...", CEPAL, 1983, p. 523).
- (94) A propos, il convient de rappeler que l'imitation est le "trait caractéristique principal de l'être humain", voir S.-C. Kolm, La réciprocité générale, CERAS, p. 64.
- (95) K. Marx, op.cit., pp. 216-217.
- (96) Nous reproduisons ici l'analogie initiale d'A. Hirschman : "Suppose that I drive through a two-lane tunnel, both lanes going in the same direction, and run into a serious traffic jam. No car moves either lane as far as I can see (which is not very far). I am in the left lane and feel dejected. After a while the cars in the right lane begin to move. Naturally, my spirits lift considerably, for I know that the jam has been broken and that my lane's turn to move will surely come any moment now. Even though I still sit still, I feel much better off than before because of the expectation that I shall soon be on the move. But suppose that expectation is disappointed and only the right lane keeps moving : in that case I, along with my left lane cosufferers, shall suspect foul play, and many of us will at some point become quite furious and ready to correct manifest injustice by taken direct action (such as illegally crossing the double line separating the two lanes)", Essays in Trespassing, p. 40.
- (97) Chile Hoy, p. 46.
- (98) "Les conflits du travail au Chili de 1946 à 1973", voir cet article p. 98, notamment, citation p. 92.
- (99) Voir à ce propos Jaime Osorio Urbina, op.cit., p. 110.
- (100) F.H.G. Gruen, "What Went Wrong ?", p. 23.
- (101) Voir en particulier de cet auteur le chapitre "Labour Movement Prior to Independence" in The Role of Trade Unions in the Development Process with a Case Study of Ghana, pp. 13-20, citation p. 20.
- (102) Les chiffres suivants ont été puisés dans l'article de J. Kraus "Strikes and Labour Power in Ghana", notamment du tableau de la p. 265.
- (103) Voir de cet auteur : "The Genesis of Trade Unions in Ghana". A ce propos, il écrit : "The European powers had rationalized the economies of less developed areas, put people to work for cash wages, and set in motion a series of internal and external migrations... their (des nationalistes) consciouss grievances were inspired by the inequities of colonial society, and of the world system, as well as the laissez-faire practices of government... Trade-Unions in Ghana, because of the nature of their day-to-day activities and their ideology, were well attuned to these sentiments, and as we have shown, they were themselves a product of these historical trends. The social mobilization of the rural masses led ultimately to the creation of an urban labour force, largely impermanent and insecure."

Both political parties and unions acted as magnets for the dislocated and those adjusting to social change. They were attractive in part because they could explain why the living conditions of the day were so poor, and what to do about them", p. 77.

- (104) Voir J.L. Hammond "Worker Control in Portugal : the Revolution and Today", p. 417.
- (105) Moyennes calculées à partir des séries présentées dans Histoire économique des grands pays capitalistes, Ed. du Centenaire, Paris, 1977, p. 538.
- (106) Juin 36, voir le chapitre 1, "Un climat d'orage", p. 18 et suivantes.
- (107) Voir l'Ancien Régime et la Révolution, Oeuvres complètes de A. de Tocqueville, vol II, p. 128.
- (108) Voir aussi à ce propos Branko Horvath, L'économie politique du socialisme autogestionnaire, p. 27.
- (109) Essays in Trespassing.., p. 46 et d'après Hirschman : "The principal reason for this surprising development is the phenomenon of partial and truncated mobility: the upwardly mobile who may have risen along one of the dimensions of social status, such as wealth, find that a number of obstacles, rigidities, and discriminatory practices still block their ascent along other dimensions as well as their all-around acceptance by the traditional elites, and consequently they feel that in spite of all their efforts and achievements, they are not really 'making it'".
- (110) Ibid., p. 47. La traduction est de notre responsabilité.
- (111) La politique de stabilisation de Frei est fort illustrative de ce que nous sommes en train de souligner, comme l'écrit J.R. Behrman in Macroeconomic Policy in a Developing Country - The Chilean Experience : " A la fin de 1967, comme part d'un effort renoué de stabilisation des prix, le gouvernement a proposé une législation qui incluait un plan d'épargne obligatoire pour 1968, augmentations salariales de 10 % et une suspension des droits de grève (avec taux d'impôts accrus, contrôle des prix...). En réaction à ces propositions, un appel à la grève générale a été lancé en décembre 1967", p. 59, pour plus de détails là-dessus, voir pp. 58-59 et suivantes.
- (112) Ainsley Jolley, op.cit., pp. 29-30.
- (113) Nous reprenons ici l'analogie faite par George Dalton dans Economic Systems and Society, p. 71, sur la base d'une étude de M.E. Spiro, Kibbutz : Venture in Utopia, Harvard University Press, 1956.
- (114) Sur le rôle de la déception du consommateur, voir aussi d'A. Hirschman, Bonheur privé, action publique, notamment le chapitre 2, "Diverses formes de déception du consommateur", dont l'objet est différent du nôtre, mais la méthode est suggestive.
- (115) Nous signalons, par exemple, les ouvrages de Jean-Baptiste Duroselle, La décadence 1932-1939, et de Henri Dubief, Le déclin de la IIIème République 1929-1938, que nous avons consultés pour notre travail.

- (116) Ces renseignements ont été essentiellement puisés dans l'article de Samir Amin sur le Ghana paru dans l'Encyclopaedia Universalis, éd. 1970, et aussi dans la source bibliographique indiquée dans la note suivante.
- (117) Voir The Road to Independence, Ghana and the Ivory Coast, en particulier la première partie, "The Rise of the Nationalist Movement", où cette période est analysée et le concept de la dyarchie est développé et appliqué à des situations de ce type.
- (118) Voir l'article "L'Australie après sa cure de sommeil", Le Monde, 5-9 mai 1973.
- (119) Le thème de l'inadaptation entre développement économique et formes politiques archaïques au Portugal est analysé par Eric N. Backlanoff dans The Economic Transformation of Spain and Portugal, qui souligne dans le préambule "The fact that social and economic change, no matter how instituted or how much control over their development is sought, develop independent dynamics which cannot be contained indefinitely within archaic political frameworks", p. viii.
- (120) Une analyse exploitant ces aspects est faite dans l'article "The Fall of Michael Manley : a Case Study of the Failure of Reform Socialism", d'Arthur Lewin, en particulier dans la partie consacrée au système politique jamaïcain, pp. 49-52.
- (121) Outre le People's National Party, on trouve le Jamaica Labour Party. Ce dernier a été au pouvoir entre 1944 et 1955, a été succédé par le PNP de 1955 à 1962. Le JLP est revenu au pouvoir de 1962 à 1972, suivi du PNP de 1972 à 1980, dont l'administration est analysée ici. Pour plus de détails sur cette évolution, voir l'article de F.W. Knight "La Jamaïque ou le dilemme d'un petit pays déshérité", p. 93.
- (122) Créé par un syndicaliste, Alexandre Bustamante, le JLP s'appuyait sur des syndicats importants fédérés dans le Bustamante Industrial Trade Union.
- (123) Dans les élections législatives françaises de 1932, la victoire a appartenu aux mêmes forces politiques qui avaient formé auparavant le "cartel des gauches", mais les gouvernements issus de cette chambre n'ont rien innové socialement et, à certains égards, comme nous le verrons ultérieurement, la précédente chambre à majorité conservatrice s'est même révélée plus osée.
- (124) "The genealogy of the UP's initial programme lies in ECLA (CEPAL) and in Christian Democratic thinking, and when the UP programme is compared to Tomic's in 1970, the differences are slight indeed". Ce thème est largement développé dans l'article "The Political Economy or Armageddon : Chile, 1970-1973", en particulier au point 1.
- (125) Voir "The UP's Economic Programme", pp. 363-371 dans Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting.

NOTES DU 3 ème CHAPITRE

- (1) Cité par Norbert Leser dans Histoire du marxisme contemporain, vol. 3, p. 22, souligné par nous.
- (2) "A l'extrémité, le mouvement ouvrier touche lui-même essentiellement ce problème de la répartition des richesses en des chapitres opposés. Que signifient profondément les grèves, les luttes des salariés pour l'accroissement de leur salaire et la diminution du temps de travail? Le succès des revendications ouvrières augmente le prix de la production et diminue non seulement la part réservée au luxe du patronat, mais celle de l'accumulation. Une heure de travail en moins, une augmentation du prix du travail horaire, que l'accroissement des ressources a permise, se retrouvent dans la répartition des richesses: si l'ouvrier avait travaillé plus et gagné moins, une quantité plus importante de profit capitaliste aurait pu être utilisée au développement des forces productives: la sécurité sociale à son tour accroît fortement cet effet. Ainsi le mouvement ouvrier, et la politique de gauche, au moins libérale à l'égard des salariés, signifient-ils principalement, s'opposant au capitalisme, une part de richesse plus grande vouée à la dépense improductive. Cette consécration n'a pas, il est vrai, pour fin quelque valeur brillante: elle tend seulement à donner à l'homme une plus grande disposition de soi. La part faite à la satisfaction présente n'en est pas moins accrue aux dépens de la part faite au souci d'améliorer l'avenir. C'est pour cela que la gauche que nous connaissons a dans l'ensemble un sens, sinon de dechaînement, de détente, la droite un sens d'enchaînement, de calcul parcimonieux. C'est un mouvement généreux et un goût de vivre sans délai qui anime en principe les partis avancés". La part maudite, pp. 187-8.
- (3) Pour plus de détails chiffrés consulter A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, éd. 1967, II vol., p. 520.
- (4) Pourcentages calculés à partir des données présentées dans l'article de William F. Steel, "The Appropriate Measure of Wages ...", p. 28.
- (5) Pour connaître les dispositions principales de cette loi de réajustement des salaires du 1er janvier 1971 (loi n° 17416) voir l'article de F. Cortès et R. Yocelzky "La Distribución del Ingreso ...", pp. 365-6.
- (6) Données extraites de l'article d'Andres Drobny, "The Influence of Minimum Wage Rates on the Level and Distribution of Real Wages in Chile 1960-1972", p. 34, qui fait une étude détaillée à ce sujet.

- (7) Pourcentages annuels calculés à partir des chiffres présentés par M. Mamalakis, Historical Statistics of Chile, vol.2, "Demography and Labour Force", p. 341. Cette évolution générale cache cependant des rythmes divers en ce qui concerne l'indice des ouvriers (52% et 50,5%) et celui des employés (53,9% et 31%), respectivement pour les mêmes années.
- (8) Moyenne arithmétique des quatre principales séries statistiques: celles de l'industrie et des transports à Lisbonne et à Porto et celles des salariés masculins et féminins travaillant dans l'agriculture. Les estimations annuelles sont faites dans les Rapports de la Banque du Portugal, 1974 et 1975.
- (9) Une analyse plus détaillée de l'évolution trimestrielle des salaires au Portugal de 1973 à 1976, est faite par J.Silva dans Approche économique de la transition socialiste, pp. 51-58.
- (10) Pourcentages calculés à partir des données de l'Annuaire statistique de l'ONU, 1979, p.709. Les gains hebdomadaires des ouvrières et les salaires horaires (hommes ou femmes) ont connu la même évolution qualitative.
- (11) Comparaison faite avec des chiffres des Annuaire statistiques du B.I.T.
- (12) Ibid.
- (13) Moyenne calculée à partir du tableau p.381, Bulletin du FMI, 22/12/80. Le même phénomène peut être observé pour le salaire moyen des ouvriers et des employés, notamment à partir des données de CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1980, p. 613.
- (14) Voir Annuaire statistique du B.I.T., 1980, p. 634. Comparativement, le nombre de conflits reste élevé en 1971, mais ceux des travailleurs impliqués et des journées de grèves sont fort inférieurs à ceux de 1970, 1972 et 1973. Ces chiffres indiquent probablement qu'en 1971 on a enregistré une reprise des conflits localisés au détriment des conflits généralisés. Francisco Zapata dans son article "Les conflits de travail au Chili de 1946 à 1973" confirme tout à fait le ralentissement des conflits dans cette période (voir p. 98). En prenant en compte l'ensemble de cette période 1970-73, et en comparant les principaux indicateurs des conflits avec la période présidentielle précédente, celle de E. Frei, F. Zapata

souligne: "sous le mandat présidentiel d'Allende, seul le nombre de grèves augmente tandis que le nombre des grévistes et le nombre de jours de grèves diminuent sensiblement, de respectivement 8% et 15%, leur dimension diminuant de près de 50%. Par ailleurs la durée de chaque grève diminue considérablement, de 40%, entre les deux périodes. Les conflits perdent de leur intensité. Il est probable que sous le régime d'Allende, l'attitude de l'Etat face aux demandes des travailleurs permit une manifestation plus libre du mécontentement, d'où l'augmentation du nombre de grèves, et une satisfaction plus rapide des revendications, d'où une diminution de la durée des grèves. De plus, il semble que les grèves concernèrent en majeure partie de petits établissements et durèrent en moyenne moins de trois jours", pp. 93-94.

- (15) A cet égard le programme que le Mouvement des Forces Armées portugaises a présenté au moment du renversement de la dictature est fort significatif et dans les mesures à court terme il disposait que le gouvernement provisoire devait jeter les bases de : "a) une nouvelle politique économique, mise au service du peuple portugais, en particulier des couches de la population jusqu'à maintenant plus défavorisées, ayant comme souci immédiat la lutte contre l'inflation et la hausse excessive du coût de la vie, ce qui impliquera nécessairement une stratégie antimonopoliste ; b) une nouvelle politique sociale que, dans tous les domaines, aura essentiellement comme objectif la défense des intérêts des classes travailleuses et l'augmentation progressive, mais accélérée, de la qualité de vie de tous les portugais. " In Rapport de la Banque du Portugal, 1974. La traduction est de notre responsabilité.
- (16) Un exemple peut-être extrême, mais expressif, de ces tendances nous vient de la Catalogne dans la période 1936-39. D'après Albert Pérez Baró dans l'ouvrage 30 Meses de Colectivismo en Cataluña, p.44, des forces anarco-syndicalistes qui étaient influentes dans le processus ont dit que "dès le jour même de la révolution, il faut que le peuple connaisse une amélioration ostensible de sa condition, du logement, des vêtements. Il sera donc nécessaire de s'emparer de tous les objets de consommation qui sont dans les magasins, et les mettre à la disposition du peuple". La traduction est de notre responsabilité.
- (17) Taux annuels calculés à prix constants et extraits de Yearbook of National Accounts Statistics (ONU), Vol.

II - International Tables.

- (18) Cette question est largement développée dans le chapitre XIX de l'ouvrage Histoire économique de la France entre les deux guerres, intitulé "Le programme économique du Front Populaire et sa doctrine" (vol. I, éd. 1984). Un partisan de cette doctrine y cité aurait dit: "L'accroissement du pouvoir d'achat ouvrier suscitera une demande supplémentaire qui permettra aux entreprises accablées pour les frais généraux de répartir ceux-ci sur une production plus intense et sera, par là même, à l'origine d'une possibilité de baisse des prix de revient", p.239.
- (19) C'est le sens profond de la satire de Paul Lafargue, Droit à la paresse. Sur l'évolution de la réduction légale de la durée du travail en France depuis 1800, voir par exemple CFDT Aujourd'hui, n°2, nov.-déc.1977, p.67.
- (20) Voir BIT, Annuaire statistique, 1980.
- (21) Décret du 25 juillet 1936 qui établissait sur tout le territoire catalan la semaine de quarante heures pour toutes les branches d'activité industrielle et commerciale, voir Législation sur le travail 1919-1978, BIT.
- (22) Citation d'un article à propos du quinzième anniversaire de l'avènement au pouvoir de M. Dubcek en Tchécoslovaquie écrit par A. London et A. Adler, in Le Monde du 6 janvier 1983.
- (23) Indices calculés à partir des chiffres présentés par l'Annuaire statistique de l'ONU de 1979, p. 709.
- (24) J. Silva, L'évolution des salaires ..., p.9.
- (25) The Economic Policy of France, p. 15. La traduction est de notre responsabilité.
- (26) D'entrée de jeu ce décret-loi du 1er octobre 1974 constatait que: "Dans les derniers mois, des situations de réduction des horaires de travail se sont vérifiées, soit au plan des branches d'activité, soit au plan des entreprises, ce qui, si d'une part traduit la concrétisation des justes revendications des travailleurs, d'autre part n'a toujours pas résulté d'une pondération effective des exigences des secteurs auxquels elles s'adressent" et dans son arti-

cle premier il disposait que: "Jusqu'à la publication d'une nouvelle discipline légale sur la durée du travail, les limites de durée du travail fixées dans les horaires en vigueur ne peuvent pas être réduits par de convention collective ou contrat individuel de travail" (traduit par nous).

- (27) "Le chômage et le sous-emploi en Jamaïque" pp. 834-5.
- (28) Ibid.
- (29) Au Portugal par exemple, dans l'industrie textile particulièrement touchée par la baisse des exportations, la réduction de la durée du travail a été de 9,8% entre 1973 et 1975, contre 7,8% dans l'ensemble de l'industrie manufacturière.
- (30) Voir les articles de R. Marjolin dans Economica, mai 1938 et celui de M. Kalecki dans Economic Journal, mars 1938. Marjolin écrit à ce propos: "To my mind, the reduction in the length of working week was the dominant factor of the whole experiment" (p. 191).
- (31) Histoire économique de la France entre les deux guerres, éd. 1984, vol. I, pp. 331-3.
- (32) Ibid., p. 254.
- (33) "La semaine de 40 heures, le chômage et l'emploi" p. 195.
- (34) Ibid., p. 198.
- (35) "The fact that the increase of wage has caused a shift in the national income in favour of 'big capitalists' may indeed seem paradoxical, but is not difficult to explain. The wholesale prices of industrial products have increased by about 60 per cent. Since prime costs (foreign raw materials and manual labour cost) have risen in the same proportion what remained to the entrepreneur after paying prime costs must have also increased by 60 per cent. But the expenditure on salaries has risen much less, and the payment of interest on funded debts has remained unaltered... The income of industrial entrepreneurs increases more than that of any other group". "The lesson of the Blum Experiment", pp. 35-36.
- (36) "Meanwhile, demand rose through the increase of state expenditures, the increase of capitalistic expenditures, and the increase of worker's salaries. It was then that the disproportion between supply and

demand occurred. The immediate outcome of this process was the outbreak of an inflationary process. The prices of the items which had not been subject to official control actually went up immediately. But the prices of the other items, subject to fixation, went up equally, although in a different sequence. At first there came the lack of supplies, then the black market, followed by speculation and hoarding... The capitalists quickly realized that it was a good investment to channel their liquid funds - increased by the reactivation and paralyzation of their productive investment - into speculation and black market. Productive investment gave way to speculative investment", in "Scope and Limitations of the Economic Policy of the Popular Government in Chile", pp. 360-361.

- (37) Théorie de la classe de loisir, p. 28.
- (38) L'audace ou l'enlissement, p. 28, pour plus de détails à ce propos consulter cet ouvrage.
- (39) Pour une connaissance plus approfondie de cette question, voir l'article de G. Starr "La fixation des salaires minima et ses différentes fonctions - aperçu international" et celui de S. Watanabe "Les salaires minima dans les pays en développement: mythe et réalité", lesquels fournissent beaucoup de données à ce sujet.
- (40) Voir J.P. Courthéoux, Le salaire minimum, pp. 5-6.
- (41) Voir J. Gafar, "Le chômage et le sous-emploi en Jamaïque" p. 835.
- (42) M. Mamalakis, The Growth and Structure of the Chilean Economy, p. 216.
- (43) Son caractère était pourtant limité car en étaient exclus les activités agricoles, les employés de maison, les mineurs de vingt ans, les forces armées et les petites entreprises avec moins de cinq travailleurs, quand l'application du salaire minimum impliquait leur fermeture (Décret-Loi n° 217/74 du 27 mai 1974, in Rapport de la Banque du Portugal, 1974, 2ème vol., p. 78).
- (44) Il s'agit d'une estimation établie à partir des services de ce Ministère dans Relatório de Conjuntura, Textos 15, 3ème trimestre 1976, p. 10 (Ministerio do Trabalho, Lisboa, mai 1977).

- (45) J. Gafar, art. cit., p. 835.
- (46) Ibid. Pour une analyse plus générale de cette question se reporter aux articles indiqués dans la note 39 du présent chapitre.
- (47) Rapports calculés avec les chiffres présentés dans l'article de W. F. Steel "The Appropriate Measure of Wages... in Ghana", p. 28.
- (48) Historical Statistics of Chile, vol. 2, pp. 330 et 341. Il s'agit d'une moyenne établie à partir de quatre échelons du sueldo vital, deux à Santiago et deux à Valparaiso.
- (49) Calculs réalisés à partir des tableaux de l'étude de la Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, pp. 568, 572 et 576.
- (50) Ibid.
- (51) S. Watanabe, art. cit., p. 375.
- (52) H. Gomez, L'Argentine sous la troisième administration péroniste, 1973-76, p. 20.
- (53) Voir à ce propos John D. Esseks, "L'expérience du Ghana...", p. 92.
- (54) Facteurs multiplicateurs calculés à partir des données fournies par L'Annuaire statistique du BIT 1980 et par L'Annuaire statistique du FMI (pour le salaire moyen global).
- (55) L'analyse suivante par districts a été faite avec les chiffres correspondants au mois de septembre 1977 (hommes et femmes inclus) apparus dans Inquérito aos Níveis de Qualificação 1977, Textos 44, p. 56 (Ministério do Trabalho, fév. 1979, Lisboa).
- (56) Ibid., il est évident que, compte tenu de ces différences, la comparaison relative perd un peu de sens, car même dans le cas d'une amélioration relative de ces rapports, l'écart absolu peut se creuser davantage.
- (57) Voir Bela Balassa, "Portugal in face of the Common Market", p. 669. Ces indices des salaires réels ont été calculés à partir d'indices des prix à la consommation adaptés aux aires rurales.

- (58) N'oublions cependant pas que, comme nous l'avons vu auparavant, la position des salaires agricoles en France s'est détériorée vis-à-vis de celles des salaires industriels. Ainsi, les salariées agricoles ont rattrapé un tout petit peu de leur retard vis-à-vis de leurs homologues masculins, mais en 1938 leurs salaires se sont trouvés encore plus éloignés de ceux de l'industrie (qu'ils soient masculins ou féminins) qu'en 1935 (cf. tableau 3.3).
- (59) Voir de l'auteur cité, Development Economics in Action..., p. 78.
- (60) Contenu de la loi n° 34 de 1975: "à compter du 1^{er} janvier 1976, aucun employeur ne pourra tolérer de discriminations entre les salariés et salariées qu'il emploie dans un même établissement sur le territoire de la Jamaïque en omettant d'appliquer le principe de l'égalité de rémunérations pour un travail de valeur égale". In Série Législation sur le travail, BIT.
- (61) Plus précisément 26,8% du total, pourcentage calculé avec les chiffres présentés dans l'ouvrage de l'OCDE, La politique industrielle de l'Australie, p. 141.
- (62) En analysant cette question le Rapport de l'OCDE sur l'Australie de juillet 1975 observe: "la baisse du rapport offres d'emploi/chômage a été plus rapide pour les femmes que pour les hommes appartenant aux catégories de travailleurs manuels non-qualifiés ou semi-qualifiés (catégories statistiques particulièrement sensibles aux variations des rémunérations féminines)", p. 16.
- (63) Malheureusement, il ne nous a pas été possible de rassembler pour le cas chilien des données satisfaisantes, mêmes partielles, sur l'évolution salariale des femmes afin de les comparer à celles des hommes dans les mêmes catégories. Remarquons d'autre part que nous ne révélons ici que le sens politique fondamental de ces mouvements. Son contenu économique n'est souvent pas si différent. Ainsi, les principaux mouvements des femmes chiliennes alignés avec la droite, soulevait des thèmes économiques notamment en organisant des soi-disant "marches de casseroles vides." Dans "The Mobilization of Women During the Popular Unity Government", Pat Garret-Schesch essaie de mettre en cause le point de vue répandu qui présente ce mouvement comme essentiellement représenta-

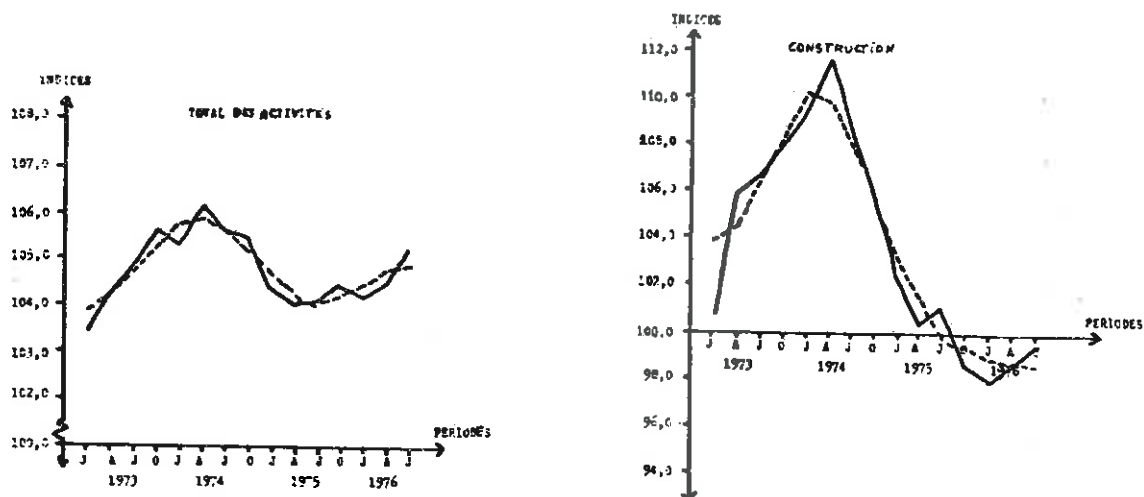
tif des femmes chiliennes considérant notamment que "What is perhaps more significant is that the left was making more substantial gains among women than men", p. 103, bien qu'il n'y présente pas de données précises en appui de sa thèse.

- (64) "There were many more women than men active in the base work of the CM (Commissions d'Habitants)", in Charles Downs, "Comissões de Moradores and Urban Struggles in Revolutionary Portugal", p. 276.
- (65) Pourcentage calculé à partir des sources mentionnées dans le tableau 3.3 sur la France.
- (66) Du tableau de P. Goulène d'où nous avons extrait les séries d'indices de salaires réels, en faisait partie le salaire réel dans les mines de houille qui n'aurait connu aucun accroissement en 1936-38, ce qui nous semble anormal. De plus, il avait connu un fort accroissement réel en 1935. Sur la base 100 en 1933/34, l'indice du salaire réel dans les mines de houille serait à 108,6 en 1938, celui de la métallurgie parisienne à 116,3, celui de la petite industrie à 102 (Paris) et à 95,8 (en province), et celui des femmes dans la petite industrie à 91,3 (calculs faits à partir des données fournies par P. Goulène dans Évolution des pouvoirs d'achat en France 1880-1972, p. 120).
- (67) Histoire économique de la France entre les deux guerres, éd. 1984, vol. I, pp. 324-5.
- (68) Les informations chiffrées suivantes ont été puisées dans Problèmes politiques et sociaux, n° 323 (Documentation Française), pp. 7-8.
- (69) Extrait de la Revue du Tiers Monde, n° 89 (I.E.D.E.S.), p. 51.
- (70) Voir "Emigration and its Implications...", in Contemporary Portugal, p. 290.
- (71) Voir Patrick Castex, "Voie chilienne" au socialisme et luttes paysannes, pp. 246-7.
- (72) Allende's Chile, p. 213. La traduction est de notre responsabilité.
- (73) "Within the agrarian sector, those who received land -either individually or, as was usually the case, as

full members of reformed cooperatives-constituted less than 10 per cent of the whole agrarian work force, and this after the process of elimination of all large fundos had virtually been concluded. In manufacturing perhaps 15 per cent of the workers had been incorporated into the social area by mid-1973, and if the UP had realized its whole expropriation program only some 20 per cent of the industrial work - force would have been integrated ". Ibid., p. 212.

- (74) Voir "Welfare Policy and Territorial Justice", in The Australian Quaterly, sept. 1978.
- (75) Ibid., p. 88, La traduction est de notre responsabilité.
- (76) Intervention de R. Prebisch au séminaire organisé à l'occasion des quinze années d'activités du Centre de Développement de l'OCDE, Paris 12-13 déc. 1978, dans Interdépendance et développement, p. 21, Bulletin de Liaison entre Instituts de Recherche et de Formation en Matière de Développement (OCDE).
- (77) Cité par Michel Branciard, Société française & luttes de classes, tome II, 1914-1967, p. 103.
- (78) Histoire du Front populaire, p. 264.
- (79) Voir "Le conflit des services publics" dans "Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire" de P. Broué e N. Dorey, pp. 121-2.
- (80) Pour plus de détails à ce sujet voir par exemple, l'article de C. Topalov, "La politique du logement dans le processus révolutionnaire portugais (1974-1975)", pp. 119 et suivantes. Le tableau ci-joint nous montre bien l'évolution fort défavorable de l'indice de l'emploi dans le bâtiment au Portugal pendant cette période. En rapport avec le sujet que nous sommes en train d'analyser, rappelons que, d'après Stuart Holland, face à l'augmentation rapide du chômage et des licenciements (problèmes que nous avons déjà évoqués d'ailleurs) "employment was protected in specific sectors within manufacturing industry up to 1975, but mainly in those areas where the labour force was significantly urban and stongly unionised" ("Portugal as Periphery", p. 144), ce qui indirectement dit beaucoup sur l'organisation syndicale dans le bâtiment.

Portugal: Indices de l'emploi (de janvier 1973 à
juillet 1976) (base 100 en 1968)



—— Valeurs réelles
----- Valeurs corrigées de variations saisonnières

Source: Ministère du Travail, Textos 17, p. 26.

- (81) Au Portugal entre décembre 1974 et décembre 1975, les salaires journaliers nominaux dans le bâtiment ont crû 11,9%, tandis que les mêmes salaires dans l'industrie et les transports ont augmenté de 15,5% (pourcentages calculés à partir des chiffres fournis par le Ministère du Travail in Textos n° 15, 3^{ème} trimestre 1976, pp. 9 et 10). Odette Esteves de Carvalho et Maria Luísa Nunes montrent aussi dans "Aspectos da Distribuição dos Rendimentos em Portugal no Período 1973-1978", comment les rémunérations moyennes annuelles dans ce secteur ont connu alors les plus faibles accroissements, voir p. 969.
- (82) Voir J. Silva, Approche économique de la transition socialiste, p. 26. Pourcentages calculés à partir de l'Annuaire statistique du BIT 1980 et des Annuaire statistiques du FMI pour le salaire moyen global.
- (83) Indice calculé à partir des données des Statistiques des sociétés portugaises.

- (84) Pour la distribution globale des revenus privés en France de 1935 à 1938 voir l'annexe 3.3 d'où sont extraites les données du tableau 3.5.
- (85) Entre 1935 et 1937, le revenu total des professions libérales est passé de 38 à 45 millions de francs aux prix courants, c'est-à-dire il a augmenté de 18% tandis que la hausse des prix à la consommation a été de 28% (cf. annexes 3.3 et 3.4, respectivement)
- (86) La part des salaires et traitements a augmenté en termes réels en 1936, mais elle a légèrement baissé en termes relatifs (cf. annexe 3.3).
- (87) Henri Dubief rapporte ces faits dans les termes suivants: "Après le vote de ces lois, le gouvernement fit adopter en août, malgré une vive résistance du Sénat et des agrariens, son projet d'Office National Interprofessionnel du Blé (ONIC). L'Etat prenait en charge le marché du blé, dont le stockage contrôlé par les coopératives, devait permettre le relèvement des prix, puis leur maintien. Le prix annuel était fixé par l'Office qui détenait le monopole des importations et des exportations. En 1935, le quintal de blé valait 80 francs. L'Office le fixa à 141 francs en 1936, à 180 francs en 1937. Qu'il ait réussi à éponger la récolte excédentaire de 1938 assura le succès, malgré la propagande des agrariens... Les paysans récompensés des nombreux suffrages qu'ils avaient apportés à la SFIO pouvaient bénéficier de l'argent apporté par les vacances des travailleurs des villes. La réussite de l'Office du blé présentée par la droite comme la bolchevisation des campagnes, la ration de vin portée à deux quarts, puis le "vin gratuit de l'Intendance" distribué, d'ailleurs scandaleusement, par seaux entiers aux soldats dans les camps de manoeuvre (Blum était député de Narbonne) ont fortement amélioré le revenu paysan", dans "Le déclin de la 3ème République", pp. 186-189.
- (88) Pourcentages calculés à partir des chiffres présentés dans Contas Nacionais Estimativas de 1970 a 1978, INE, Lisboa, juillet 1978.
- (89) "The trends during the Allende regime were very surprising, and hardly reflected the economic policies of that government... The strong support of the Allende regime for labour in general may have created a situation in which the most organized labour groups were able to achieve the highest wage rate readjustments

and were more capable of protecting themselves from the acceleration of inflation in 1972. This would have led to an actual increase in the disparity of income levels between wage labourers, within the framework of a strongly redistributive economic strategy". A. Drobny in "The Influence of Minimum Wage Rates on the Level and Distribution of Real Wages in Chile, 1960-1972", p. 32.

- (90) Voir Odette Esteves de Carvalho et Maria Luísa Nunes, "Aspectos da Distribuição dos Rendimentos em Portugal no Período 1973-78," p. 963.
- (91) Chiffres puisés dans Situação Económica Portuguesa, p. 68, mai 1976, publication du "Departamento Central do Plano", Lisbonne (source originale Ministère du Travail, "Enquêtes aux Niveaux de Qualification").
- (92) Le 27 mai 1974, les salaires mensuels supérieurs à 7500 escudos (c'est-à-dire un peu plus au-dessus du double du salaire minimum) ont été bloqués, et le 30 juillet 1974 cette mesure a été prolongée sine die. Le 25 septembre de la même année ce montant est relevé à 9000 escudos. Le 16 juin 1975, le gouvernement a limité le salaire maximum national à 48900 escudos mensuels (montant qui, net d'impôts, se chiffra à 35000 escudos, à peu près neuf fois le salaire minimum alors en vigueur) et bloqué jusqu'au 31 décembre 1975, les rémunérations égales ou supérieures à 12000 escudos. Informations recueillies dans la chronologie de la politique économique de l'étude de l'OCDE sur Portugal, novembre 1976.
- (93) Du moins elles faisaient partie du tableau des quarante mesures initiales du gouvernement populaire dont la première était justement la "suppression des traitements fabuleux" (voir A. Joxe, Le Chili sous Allende, p. 44).
- (94) "Une nouvelle économie pour mettre fin à l'inflation. (Nous augmenterons la production d'articles de consommation populaire, nous contrôlerons les prix et nous arrêterons l'inflation à travers l'application immédiate de la nouvelle politique économique)", voir le tableau des quarante premières mesures de l'UP dans A. Joxe, Le Chili sous Allende, p. 46.
- (95) Voir la note 15 du présent chapitre.
- (96) Pour une analyse de l'évolution mensuelle et trimes-

trielle des prix à la consommation au Portugal dans cette période, voir FMI, International Financial Statistics, Supplement on Price Statistics, Supplement Séries n° 2, p. 59.

- (97) Ibid., p. 42. Pour plus de détails voir l'article de Sergio Ramos "Inflation in Chile and the Political Economy of the Unidad Popular", notamment à la page 359.
- (98) Voir à ce propos "Phases of Inflation" dans la monographie de J.A.C. Mackie, Problems of the Indonesian Inflation, p. 2.
- (99) En ce qui concerne les tendances des prix avant le changement, des données abondantes à ce sujet ont déjà été présentées au chapitre 2 consacré justement à l'étude et au prélude à nos expériences. Dans une période d'à peu près 5 ans au moins avant le début du changement, la moyenne annuelle de la hausse des prix a partout été inférieure à la moyenne des périodes de transition. Les tendances postérieures évoluent dans la plupart des cas dans le même sens. En France, l'accroissement annuel de l'indice des prix de détail qui avait été de 27,3% en 1937 et de 15,5% en 1938, n'a été que de 8% en 1939. Au Ghana, la hausse des prix s'est décélérée en 1966 et l'année suivante ils ont même baissé de -8,4%. Il faudra attendre 1973-74 pour que le rythme d'accroissement annuel des prix fût semblable à celui de 1964-65 (voir à ce propos l'article de Franklin Lisk "L'inflation au Ghana entre 1964 et 1975"). En Jamaïque, la tendance au ralentissement de la hausse des prix était déjà bien amorcée en 1981 (12,6% contre 27,3% en 1980). En Australie l'évolution fut semblable, bien que moins nette (10,6% en 1976-80 contre 13,2% en 1973-75). Au Chili et en Argentine, les mois qui ont suivi les coups d'état militaires ont enregistré une augmentation spectaculaire des prix même par rapport au rythme élevé précédent (consulter les chiffres sur ces deux cas dans cette période in FMI, International Financial Statistics, Supplement Series n° 2). Comme le remarque cependant S. De Vylder, l'indice officiel des prix au Chili a alors pris en compte les prix parallèles (voir, Allende's Chile, p. 232, note 16). Par contre, aussi bien au Chili après 1974 qu'en Argentine après 1977, la hausse des prix s'est nettement ralentie par rapport à la phase finale de nos expériences, bien que son rythme soit demeuré élevé.

Au Portugal le niveau de la hausse des prix en 1974-75, va plutôt se maintenir à partir de 1976, quand son taux annuel s'est en général situé entre 20% et 30%. Cette évolution semble donc distinguer le Portugal des autres cas, mais au bout du compte elle s'encadre dans la logique générale, puisque ce cas n'avait connu aucune accélération du rythme de l'inflation dans la phase principale du processus, en particulier de septembre 1974 à novembre 1975.

- (100) R. Prebisch expose ce phénomène dans les termes suivants: "Le surplus est soumis à deux forces de sens contraire: d'une part l'accroissement de la productivité (qui augmente le surplus) et, d'autre part, les pressions du pouvoir syndical et politique pour obtenir une redistribution des revenus (en tirant parti du surplus) de même que l'augmentation exagérée de la consommation et des investissements de l'Etat dans ce domaine... Le système fonctionne normalement si la pression redistributive n'est pas plus forte que l'accroissement de la productivité. Si elle devient plus forte, le surplus commence à décroître. En pareil cas, le système réagit par des hausses des prix afin de rétablir le surplus. A cet objectif s'oppose alors promptement une contre-offensive de la main d'œuvre lorsqu'elle possède le pouvoir syndical et politique nécessaire pour défendre ses intérêts. Dans ces conditions, la spirale inflationniste devient inévitable. Il s'agit toutefois d'une inflation à caractère social, qui diffère de l'inflation traditionnellement engendrée pour l'essentiel par des phénomènes strictement monétaires, encore que de nos jours, ces deux formes d'inflation soient souvent confondues", voir "Principaux points...", p.21.
- (101) Solutions socialistes, p. 56.
- (102) "The Economics of Hyper-Inflation", p. 74. La traduction est de notre responsabilité.
- (103) Entre mai et septembre 1936 (c'est-à-dire avant la dévaluation du franc) les prix à la consommation ont augmenté de 5,4%.
- (104) Calculs faits à partir des chiffres présentés pour le prix de détail d'objets manufacturés d'une importante entreprise, INSEE, Annuaire rétrospectif de la France 1966, p. 402 et pour les autres A. Sauvy, Histoire économique..., vol. II, 1ère éd., p. 500 et 502.

- (105) Voir note 97 de ce chapitre.
- (106) Voir à ce propos le Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1975, p. 7.
- (107) De bonnes récoltes agricoles (+8,2% en moyenne annuelle en 1974 et 1975) ont baissé relativement le prix des denrées alimentaires, exerçant comme on peut bien le voir dans le tableau ci-joint, un effet modérateur sur l'indice global des prix à la consommation en Australie à partir du 2^{ème} semestre 1974. Par ailleurs, remarquons qu'un effet semblable a été entraîné par l'introduction du Medibank en juillet 1975, baissant les prix relatifs des services hospitaliers et médicaux, sujet auquel nous reviendrons plus en détail au § 4.5.1.1. L'évolution des prix en Australie en 1974-75 a été ainsi influencée par des facteurs exceptionnels.

Australie: Indicateurs des variations de prix

	1974		1975		1976		1977	
	I	II	I	II	I	II	I	II
Indice global des prix à la consommation	13.1	19.3	15.2	11.0	14.7	13.6	13.4	8.9
Indice global (à l'exclusion des denrées alimentaires)	12.2	23.4	18.9	11.5	14.9	14.4	14.1	7.9
Indice global (à l'exclusion des dépenses des services hospitaliers et médicaux)	13.2	19.3	13.7	16.8	15.3	10.1	10.4	9.4
Indices implicites des prix ¹								
Consommation finale du secteur privé	14.1	18.5	14.6	14.0	15.9	8.7	12.9	
Principales composantes de la dépense nationale brute	16.1	23.0	16.7	14.4	16.1	9.4	12.4	
Production brute du secteur non agricole	15.0	39.2	13.9	18.6	15.0	9.7	10.7	
Industries manufacturières								
Matières premières utilisées	16.5	5.9	3.4	11.3	10.8	13.9	19.4	4.9
Matières premières importées	65.5	45.9	21.2	7.5	11.8	8.2	32.0	4.7
Articles produits	14.0	21.4	13.5	12.4	11.7	9.7	12.0	7.3

¹ Chiffres désaisonnalisés.

Sources : Budget Paper No. 1, 1977-1978; Statement No. 2; Consumer Price Index, ABS; Quarterly Estimates of National Income and Expenditure, ABS, troisième trimestre 1977.

- (108) "L'expansion de 3,1% du produit créé dans le secteur agricole, en 1974, doit être vu comme un accroissement relativement substantiel", (Rapport de la Banque du Portugal 1974, p. 62. Le Rapport de l'OCDE 1976, estime la croissance du secteur agricole à 4,2% en 1974, bien que les résultats des diverses productions aient été fort différents (voir p. 13). Toutefois, comme nous le montre le tableau 1.5, les chiffres finals furent plus modestes; le produit agricole aurait augmenté de 1,2% en 1974 et de 1,7% en 1975.

- (109) Ajoutons cependant que ces remarques ne sauraient être prises comme un compte rendu exhaustif de l'évolution de la production agricole et il en est de même du § 6.2.2. Dans la réalité il y a eu une grande diversité de situations. Au-delà des exemples déjà évoqués notons ce qui est arrivé en France et en Australie. En 1936, mauvaise année agricole en France, les prix des biens alimentaires ont crû de mai à novembre 1936, 14% à Paris et 15,9% en province, des chiffres nettement au-dessus de la moyenne, 11,8% et 13,4% respectivement (voir INSEE, Mouvement économique en France de 1929 à 1939, p. 192). Il faudra aussi tenir compte de la revalorisation du prix de certains produits agricoles dont nous avons parlé au § 3.1.4. Par contre, comme on le verra un peu plus bas en Australie les bonnes années agricoles de 1974 et 1975 ont contribué au freinage de la hausse des prix.
- (110) Voir Rapport de l'OCDE sur le Portugal 1977, p. 15.
- (111) A cet égard on doit signaler les déplacements enregistrés au sein de la consommation alimentaire. En France 1936-37 et au Portugal 1974-75, le lait et la viande ont en partie remplacé les céréales et les pommes de terre. En France 1936, il y a une légère remontée de la consommation de viande et lait, dont la consommation annuelle par habitant a été la plus élevée de toute la décennie (1930-39); par contre, la consommation de blé, seigle et pommes de terre par tête se trouvent entre les valeurs les plus basses de cette période (voir INSEE, Mouvement économique de la France de 1929 à 1939, p. 175). Cette tendance est encore plus nette au Portugal, où entre 1972/73 et 1974/75, la consommation annuelle moyenne par tête en kg de céréales est passée de 133,3 à 129,9 et celle de produits féculents et amidons de 113,7 à 105, tandis que, en même temps, augmentaient celles de la viande de 39 à 43,3 et de lait et fromage de 54,2 à 62,7 (voir INE, Annuaire statistique du Portugal, 1976, pp. 295-6). Un processus similaire s'est développé au Chili (voir S. De Vylder, Allende's Chile, p. 198-201). Ce genre de déplacements dans la demande alimentaire qui ne sont généralement perçus que dans l'évolution à long terme, semblent donc s'accélérer dans les conditions du changement, surtout à son début.
- (112) Information puisée dans H. Medina Carreira, A Situa

ção Fiscal em Portugal, p. 23.

- (113) Voir S. De Vylder, Allende's Chile, p. 57.
- (114) Entre novembre 1935 et mai 1936, l'indice de l'alimentation en France a augmenté de 6,3%, tandis que tous les autres indices qui formaient l'indice global se stabilisaient au baissaient.
- (115) Voir F.H.G. Gruen, "What Went Wrong?", p. 23.
- (116) En France, la répartition des dépenses dans un ménage ouvrier de quatre personnes était en 1930 de 60% pour l'alimentation, 15% pour l'habillement, 10% pour le logement, 10% divers et 5% pour le chauffage et éclairage. Dans les zones urbaines du Ghana la répartition des dépenses de consommation des ménages était en 1967-68: 50% pour l'alimentation et boissons; 21,5% pour l'habillement; 12,9% divers; 10,8% pour le logement et 4,8% pour le combustible et éclairage. Au Chili, au Grand Santiago en 1968, la répartition était la suivante: 39,5% pour l'alimentation et boissons; 13,6% pour l'habillement; 6,9% pour les loyers; 4,1% pour le combustible et éclairage et 35,9% divers. L'Australie, comme nous l'avons déjà dit est le cas qui s'éloigne le plus du type de répartition précédente; en 1972, elle était de 18,7% pour l'alimentation ; 8,9% pour l'habillement; 13,7% pour les loyers et 58,6% divers (voir Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1978, p. 67.)
- (117) En France, de 1930 à 1935, comme nous l'avons déjà remarqué, les prix des loyers étaient les seuls à augmenter dans une pente générale de baisse des prix (voir A. Sauvy, Histoire économique ..., vol. II, ed. 84, p. 203). En Australie, de 1959-60 à 1969-70, l'indice des loyers a augmenté au rythme annuel de 4,4% contre une moyenne de 2,5% (voir Rapport de l'OCDE 1974, p. 18) et cette tendance a continué en 1970-72, lorsque l'indice des loyers était le seul au-dessus de la moyenne. Au Portugal, entre 1970 et 1973 l'indice des prix des loyers avait de loin le rythme d'augmentation le plus élevé, et son taux d'accroissement était près du double de la moyenne générale.
- (118) Au Chili, par exemple, un plan de construction de 70000 logements aurait été prévu pour être mis en œuvre à partir de janvier 1971 (voir Réforme ou révolution, Ed. G. Tautin, Paris 1974, p. 16), et il

devait être suivi par d'autres.

- (119) Voir A. Perez-Baró, 30 Meses de Colectivismo en Cataluña, p. 46.
- (120) In A. Sauvy, Histoire économique..., vol. II, éd. 1984, p. 275.
- (121) Cette mesure faisait partie de l'ensemble des "quarante premières mesures", voir A. Joxe, Le Chili sous Allende, p. 45.
- (122) Le blocage des loyers faisait partie du train de mesures prises le 27 mai 1974 (voir Rapport de l'OCDE, 1976, p. 45).
- (123) Plusieurs articles ont analysé cette question dont nous citons Charles Downs "Comissões de Moradores and Urban Struggles in Revolutionary Portugal" de L. Leitão et al. "Mouvements urbains et commissions de moradores au Portugal (1974-1976)" et de C. Topalov "La politique du logement dans le processus révolutionnaire portugais".
- (124) Les actions de ce type entraînant une atteinte à la propriété privée, sont rares hors changement, bien qu'elles soient quand même possibles, comme l'a montré récemment le mouvement des "squatters" dans plusieurs pays de l'Europe occidentale.
- (125) L'économie selon la nouvelle gauche, pp. 55-56.
- (126) Comme bien le souligne Stephany Griffith-Jones dans son ouvrage, The Role of Finance in the Transition to Socialism, ce lien entre contrôle des prix et lutte contre l'inflation a découlé de points de vue très simplistes: "A good example of simplistic views on the link between structural reforms and short term solutions to financial disequilibria can be found in views on inflation... in 1970 Chile, the Popular Unity programme stated: 'The struggle against inflation is basically resolved by structural changes' and promised 'we will control prices and stop inflation by immediately setting up the new economic structure'... The Left believed that nationalization of large enterprises would allow the state to capture a large financial surplus, helping it to finance the Budget deficit and control inflation. In fact..., nationalized industry initially suffered important losses, and required additional working capital; this implied an initial additional burden of the Budget, leading to

increased inflationary pressures" p. 185.

- (127) Nous avons déjà cité auparavant les programmes de l'Unidad Popular chilienne et du M.F.A. portugais qui témoignent justement de ce souci. En ce qui concerne le Ghana, T. Killick souligne: "When the Minister of Finance and Trade introduced the second reading of the 1962 Control of Prices Act, he talked of the necessity to 'bring the prices of commodities needed by the masses within the reach of everybody' and commended the Act because it would ensure that 'the people are not deprived of decent and inexpensive living by any privileged class' ", in "Price Controls in Africa: The Ghanaian Experience", p. 406.
- (128) Pour les détails de cette mesure voir A. Sauvy, Histoire économique de la France..., vol. I, éd. 84, pp. 261-3.
- (129) Cette loi, son ampleur et les biens qu'elle touchait sont décrits dans l'article de T. Killick cité à l'avant-dernière note.
- (130) Les principales mesures ont été prises le 27 mai 1974 (blocage général des prix des biens, services et loyers pendant 30 jours); le 10 juillet 1974 ont été créés divers régimes de contrôle des prix auxquels furent soumis les biens de consommation et fixées les marges de profit selon le type de biens; le 12 septembre 1974 le marché du logement a été réglementé; et le 15 avril 1975, blocage des prix des produits de consommation essentiels (dans J. Silva, Approche économique de la transition socialiste; pp. 49-50). Cette politique anti-inflationniste est aussi analysée dans l'article d'A. Mateus, "Política Económica, Dinâmica de Inflação e Repartição do Rendimento em Portugal (1974-1979)", pp. 337-340.
- (131) Voir Bulletin du FMI, 22-12-1980, p. 379.
- (132) Sur la création, les objectifs et le développement des JAPs voir A. Joxe, op. cit., pp. 128-132.
- (133) Par exemple, la fin des impôts sur les produits de première nécessité et la suppression de la taxe à la valeur ajoutée faisaient partie des quarante premières mesures de l'Unidad Popular, ibid., p. 46. Voir à ce propos le § 5.5.

- (134) S. C. Kolm, La transition socialiste, p. 145.
- (135) "Price Controls in Africa: The Ghanaian Experience", p. 424 (souligné par nous).
- (136) The Transition to Egalitarian Development, p. 47.
- (137) "The Political Economy of the Allende Regime", p. 64.
- (138) The Transition to Egalitarian Development, pp. 85 et 48.
- (139) Ibid. p. 86. D'après Sergio Ramos: "Between October 1972 and March 1973, this popular mobilization was largely channelled into the fight against the black market and speculation, a political element of prime importance in the electoral campaign. It was predominantly this strengthening of official control and the control of the masses which permitted a reduction in inflationary pressure and in the effects of speculation. Altogether the average price increases throughout this phase approached 7% per month, while other pressures built up that were to explode early in April 1973" in "Inflation in Chile and the Political Economy", p. 350.
- (140) Sur la base 100 en 1970, l'indice global des prix à la consommation serait à 563,9 en août 1973 tandis que l'indice des prix alimentaires serait à 737,1, c'est-à-dire plus de 30% au-dessus de la moyenne. Du reste, comme nous l'avons déjà souligné, l'augmentation des biens alimentaires se trouve pendant ces années au-dessus de la moyenne. L'écart est encore plus accentué dans l'indice des prix de gros (sur la base 100 en 1970, l'indice des prix des produits agricoles était de 723 en août 1973 et l'indice global de 467,6). Pour plus de détails et notamment sur le freinage de la hausse dû à l'évolution des loyers et des prix des biens importés voir S. Ramos, op. cit., p. 360.
- (141) S.C. Kolm dans La transition socialiste, p. 147, à propos de l'articulation de la lutte anti-inflationniste entre le court et le long termes.
- (142) Voir par exemple le § 3.1.1. ou le début du § 3.3.1. et notamment les extraits y reproduits des programmes de l'Unidad Popular ou du M.F.A. portugais. Une analyse plus théorique de la question du rôle de l'extension du pouvoir d'achat est faite par A. Sauvy en analysant le programme du Front Populaire dans His-

toire économique..., vol. I, chap. XIX. éd 1984.

- (143) Pour l'étude des salaires réels, la préférence est donnée ici aux salaires hebdomadaires et mensuels au détriment des salaires horaires et journaliers, puis que nous voulons principalement tenir compte de l'évolution du bien-être de ceux qui les perçoivent. La cause de ce choix est évidente, du fait de la réduction de la durée du travail, importante du moins dans certains cas, les salaires horaires et journaliers viennent supplémentairement relevés par rapport aux dépenses qu'ils supportent. Au Portugal cependant la série utilisée correspond à des salaires journaliers, ce qui en termes relatifs, les surestime certainement.
- (144) Pour l'étude de l'évolution des salaires au Ghana, nous avons utilisé les séries présentées par William F. Steel dans "The Appropriate Measure...", p. 28 et des Annuaire statistiques du BIT de 1968 et 1970. Ces rapports sont donnés à partir de cette dernière série (voir aussi l'annexe 3.5).
- (145) Il s'agit de l'évolution moyenne de deux indices salariaux, ceux des ouvriers et des employés, dont l'évolution graphique séparée peut être observée, sur une base annuelle dans la figure 2.2. Leurs configurations y sont d'ailleurs tout à fait proches de celle de l'indice général.
- (146) Pour les détails annuels de cette évolution voir CEPAL, Estudio Económico de América Latina 1980, p. 613.
- (147) A. Sauvy conclut à ce propos: "le pouvoir d'achat de l'ouvrier, qui se mesure à son salaire hebdomadaire et aux prix pratiqués, n'a pas augmenté, après deux ans de Front Populaire, alors que, normalement, le progrès continu de la productivité aurait dû, à lui seul, assurer un progrès d'environ 4% en deux ans et que le programme prévoyait une forte amélioration supplémentaire, par meilleure répartition", Histoire économique..., vol. I, éd. 1984, pp. 320-1.
- (148) Pour des raisons déjà présentées auparavant nous avons retenu cette série salariale de Lisbonne parce qu'elle nous a semblé la plus représentative (c'est la région la plus peuplée et qui fut au coeur des événements).

- (149) Nous pourrions faire inversement pour l'indice de l'alimentation. Compte tenu que celui-ci croît en général, au rythme le plus rapide (cf. § 3.2.2.1.) et que ces dépenses sont les plus importantes dans le budget des ménages, on pourrait corriger l'indice des salaires nominaux par l'indice des prix alimentaires (et aussi de l'habillement si l'on veut), ce qui donnerait une image de l'évolution du pouvoir d'achat bien plus proche de la réalité dans beaucoup de ménages modestes. Le résultat fondamental serait cependant semblable à celui qu'on obtient par l'exclusion de l'indice des loyers: une évolution plus défavorable des salaires réels que dans le cas "normal" (correction par l'indice global).
- (150) Ces taux trimestriels de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente ont été calculés à partir des chiffres du tableau concernant le Portugal (Lisbonne) de l'annexe 3.2 pour les salaires, et du tableau 3.9 pour les prix.
- (151) Dans la prise en compte de cette conclusion, on ne peut pas non plus oublier la période de base choisie. Ainsi, l'indice des salaires réels à Lisbonne qui nous a servi à la construction du graphique de la figure 3.3, a eu comme base le 1er trimestre 1974, où ces salaires ont atteint le niveau le plus bas entre 1973 et 1976 (trimestriellement). Si par exemple on avait établi la base 100 dans l'année 1973, l'indice des salaires réels à Lisbonne dans l'industrie et les transports, aurait augmenté de 14,3% entre le 1er et le 4ème trimestre 1974, un résultat nettement inférieur à celui obtenu à partir de la base 100 au 1er trimestre 1974, +21,3% (toujours entre le 1er et 4ème trimestre 1974).
- (152) Voir à ce propos le Rapport OCDE sur l'Australie 1976, p. 52.
- (154) Ibid. Cette législation est aussi développée par Hiromasa Suzuki, L'indexation des salaires dans les pays industrialisés à économie de marché, pp. 48-50. Il est intéressant de signaler que ce type de législation avait un important passé historique dans ce pays où "from 1921 to 1953, a system of automatic quarterly adjustment of the minimum wage in line with changes in an index of retail prices operated in Australia under the auspices of the Commonwealth Court of Conciliation and Arbitration" (in J.P. Nieuwenhuy-

sen and J. Sloan, "Wages Policy", p. 103.

- (155) Rapports calculés à partir des chiffres présentés dans l'ouvrage, Chile, An Economy in Transition, p. 572.
- (156) Extrait reproduit dans Problèmes politiques et sociaux, n° 152-3, p. 67.
- (157) Voir aussi la source indiquée à l'avant dernière note.
- (158) La révolution prolétarienne et son programme, p. 233. Voir aussi à ce sujet le § 1.2.5. où cette conclusion de K. Kautsky est mieux présentée.
- (159) A. Sauvy remarque cependant qu' "une amélioration s' est produite pour les chômeurs qui ont retrouvé du travail (150 000) et plus encore pour les inactifs, disons plus exactement pour les actifs de 1938, qui, sans appel de main-d'oeuvre auraient été inactifs (100 000) Histoire économique de la France..., vol. I, 2ème éd., p. 321.
- (160) Voir R. Szerszewski A Study of Contemporary Ghana, vol. I, p. 70.
- (161) Comme nous l'avons déjà remarqué nous utilisons deux ensembles de séries salariales ghanéennes, celui des Annuaires du BIT 1968 et 1970 et celui de l'article de W.F. Steel, "The Appropriate Measure...". A première vue les montants des salaires féminins agricoles (BIT) dans les années finales nous semblent excessivement élevés (voir § 3.1.3. et le tableau 3.3). Ils le sont peut-être bien qu'il faille tenir compte du poids des travailleurs immigrés dans l'agriculture (voir chap. 2 partie consacrée au Ghana) qui percevaient probablement des salaires encore plus bas que ceux des femmes. Quoi qu'il en soit, ce qui nous intéresse plutôt ici ce sont les tendances principales.
- (162) Voir Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 57 notamment. Cette tendance se trouve confirmée dans le tableau 3.12.
- (163) Id. Cette conclusion doit être comprise dans le sens que le salaire minimum industriel a gardé à la fin une partie plus importante du pouvoir d'achat initialement acquis et non qu'il ait connu une baisse fina

le moins accentuée.

- (164) Sur la base 100 en 1970 et en termes réels, le salaire agricole était à l'indice 54,6 en 1973, le salaire dans les industries manufacturières à 72,1 et le salaire moyen global à 75. Déjà en 1972 par rapport à 1971, le salaire agricole avait perdu en moyenne annuelle 14% de son pouvoir d'achat, le salaire industriel 8,5% et le salaire moyen global 6,1%. Voir à ce propos, J. Silva, Approche économique de la transition socialiste, p. 26.
- (165) Id. Sur une base trimestrielle cela devient évident dans le tableau de la page 54, où par rapport aux niveaux qui ont précédé le 25 Avril 1974, les salaires agricoles masculins réels ont globalement connu la plus faible augmentation (en comparaison avec les salaires industriels de Lisbonne et Porto et les salaires agricoles féminins). D'après les chiffres annuels présentés par B. Balassa, art. cit., p. 669, sur la base 100 en 1973, le salaire agricole masculin (corrige par un indice des prix à la consommation adapté aux zones rurales) aurait gagné rigoureusement le même pouvoir d'achat que le salaire moyen de l'industrie et des transports à Lisbonne (ils seraient tous les deux à l'indice réel de 108,9 en 1975). Il faut cependant tenir compte qu'en 1973, ces derniers ont légèrement crû en termes réels, tandis que les salaires agricoles et ceux de Porto, baissaient (pour plus de détails là-dessus voir l'annexe 3.5 sur le Portugal). Ainsi l'utilisation de 1973 comme année base, accentue la hausse du salaire agricole et atténue celle des salaires de Lisbonne.
- (166) Que ce soit sur une base trimestrielle ou annuelle, les salaires agricoles féminins réels ont la plus grande et la plus régulière croissance en 1974-75 (voir J. Silva, Approche économique de la transition socialiste, p. 54 et annexe 3.5 sur le Portugal).
- (167) Dans une étude d'Odette Esteves de Carvalho et Maria Luísa Nunes, "Aspectos da Distribuição dos Rendimentos em Portugal no Período 1973-78", p. 975, le gain réel initial du salaire minimum a été estimé à environ 5%. En effet, sur la base du salaire du travailleur non-qualifié entre janvier et mai 1974, le montant du "salaire minimum" serait de 3133 escudos. D'après ces chiffres l'accroissement réel du salaire minimum serait le plus faible parmi toutes les séries présentées dans l'annexe 3.5 sur le Portugal.

- (168) Voir J. Gafar, "Le chômage et le sous-emploi en Jamaïque", p. 836.
- (169) Voir note 60 du présent chapitre. L'évolution comparée entre les salaires réels féminins et masculins en Jamaïque d'avril 1973 à octobre 1977 nous est donnée dans le tableau suivant. L'avance des salaires féminins sur les masculins n'est pourtant clair qu'à partir d'avril 1976.

Jamaïque: Indices des gains réels hebdomadaires médians des salariés masculins et féminins (base 100 en 1973)

	1973		1974		1975		1976		1977	
	Apr.	Oct.	Apr.	Oct.	Apr.	Oct.	Apr.	Oct.	Apr.	Oct.
Consumer Price Index	95.0	109.5	122.4	135.4	145.1	155.5	161.1	169.3	175.9	192.4
Real income										
Average ¹										
Males	102.2	94.0	112.9	119.6	127.4	119.9	126.3	130.2	123.1	112.6
Females	99.7	96.2	112.7	116.6	126.9	121.7	120.9	124.0	116.8	108.1
	107.3	89.6	113.3	125.7	124.5	117.0	136.8	142.5	135.5	121.6

Source: Department of Statistics, The Labour Force, 1975, 1976. IMF
¹Weight: Males 61 per cent, females 39 per cent. Weights based on participation in the labour force

- (170) Le rapport entre le taux horaire minimal et le salaire horaire moyen dans l'industrie manufacturière australienne est passé de 67,9% en 1972 à 56,4% en 1974 et à 66% en 1975. (Cf. tableau 3.1). Il s'agit d'un calcul approximatif car les chiffres de chaque salaire bien qu'ils se rapportent à la même année correspondent cependant à des moyennes sur des périodes différentes.
- (171) Pour connaître l'évolution réelle de ces salaires féminins industriels pendant toute la période 1972-1975, voir J. Silva, Approche économique de la transition socialiste, p. 34.
- (172) Id. Sur une base trimestrielle le salaire horaire réel féminin dans l'industrie manufacturière australienne n'a baissé qu'au 4^{ème} trimestre 1975, malgré un certain tassement au 4^{ème} trimestre 1974 et au

ler trim. 1975.

- (173) Voir à propos M. Kalecki, "The Lesson of the Blum Experiment", p. 31.
- (174) Le sujet est développé par A. Sauvy dans Histoire économique..., vol. I, éd. 84, p. 321-2.
- (175) Plus exactement d'après l'Annuaire statistique du BIT, le salaire mensuel moyen dans l'ensemble des mines était de 1935 escudos chiliens en 1970 et celui de l'industrie manufacturière de 1041 escudos.
- (176) Une étude sur l'évolution salariale au Portugal dans les années 1970, a montré que les rémunérations moyennes annuelles des employés de banque et des assurances ont en termes réels augmenté de 1% en 1974 et baissé de -0,9% en 1975, ce qui fut la pire performance salariale dans cette période (voir José A. Pereira, art. cit., p. 75). Il fallait cependant une analyse plus détaillée dans le temps sur ces salaires, ce qui dû au manque de données appropriées n'a pas été possible. Rappelons par ailleurs que comme nous l'avons vu au 2ème chapitre cette catégorie salariale avait déjà connu une des plus défavorables évolutions au cours des premières années 1970 (relativement).
- (177) En 1970, Chuquicamata a produit 48,7% du total du cuivre chilien et El Teniente 32,7% (voir C. Fortin, "Nationalization of Copper in Chile...", p. 220). Sur l'impact du cuivre dans l'économie chilienne voir § 5.3.1 et § 6.2.4.
- (178) Chiffres repris de l'article de Alan Angell, "Mobilização Política e Alianças de Classes no Chile, de 1970 a 1973" (p. 289), qui analyse précisément le rôle des couches moyennes dans le processus chilien.
- (179) Voir A. Angell, art. cit., p. 288.
- (180) Ibid. pp. 289 et suivantes. A. Angell mentionne les cas des syndicats de l'éducation, de la santé, et de la compagnie aérienne nationale où la DC a renforcé ses positions.
- (181) Un aperçu sur les forces politiques portugaises à la fin de l'été 1975 est présenté dans l'article de P. Sweezy "Class Struggles in Portugal", Monthly Review, vol. 27, nos 4 et 5, sept. et oct. 1975.

- (182) Informations puisées dans la presse quotidienne de l'époque.
- (183) Dans le syndicat des assurances, aux élections de septembre 1975, les résultats ont été de 3352 voix pour l'opposition et de 1324 pour les "gonçalvistes".
- (184) Voir "Pauvreté et inégalité en Afrique tropicale" de A. Bequele et R.V.D. Hoeven.
- (185) "Réflexions sur le Chili", p. 43.

NOTES DU 4ème CHAPITRE

- (1) Cité par F. Armand dans Les fouriéristes et les luttes révolutionnaires de 1848 à 1851, p. 45.
- (2) Nous évoquons à ce propos un exemple puisé dans notre bibliographie "Les services sociaux devraient suivre, plutôt que précéder, l'acquisition de la richesse; ils devraient être considérés comme le fruit du développement économique", paroles d'un ministre africain cité par Gilbert Tixier dans Le Ghana, p. 152.
- (3) "A drastic transvaluation of values is in process in the study of economic and political development. It has been forced upon us by a series of disasters that have occurred in countries in which development seemed to be vigorously under way... As a result, one reads with increasing frequency pronouncements about the bankruptcy of the 'old' development economics, with its accent on growth rates, industrialization, and international assistance, and about the need for a wholly new doctrine that would emphasize income distribution, employment, and self-reliance" dans "The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development", p. 39.
- (4) Solutions socialistes, p. 31.
- (5) Cité par Carl Prézéau dans Economie appliquée, tome XXXIV, 1981, n°1, p. 29.
- (6) Avant le développement de l'Etat-providence moderne, ce type de transferts avaient une force sociale considérable, comme le suggèrent par exemple, beaucoup de films de C. Chaplin réalisés dans les années 1920 et 30 (City Lights, A Woman of Paris, etc.).
- (7) L'Etat, le pouvoir et le socialisme, p. 227.

- (8) Ibid.
- (9) Expression de K. Marx utilisée dans "La nationalisation de la terre", Rapport au 2ème Congrès de l'A.I.T. in Deuvres, tome I, coll. Pléiade, Gallimard, p. 1479 et citée aussi par B. Rosier dans "Repères pour l'analyse de la transition socialiste", p. 248.
- (10) Afin de connaître l'évolution de ce rapport en France depuis 1815, voir Louis Fontvieille, "Dépenses publiques et problématique de la dévalorisation du capital", p. 242.
- (11) Pourcentages estimés à partir des tableaux présentés dans Revue économique, vol. 31, n°4, juillet 1980, p. 747.
- (12) Voir OCDE, Evolution des dépenses publiques, p. 16.
- (13) Petter Nore, Economics an Anti-Text, p. 185.
- (14) Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1974, pp. 31-32.
- (15) Ian Gough, The Political Economy of the Welfare State, p. 2. Une évolution plus détaillée de cette tendance dans le temps nous est montrée dans le même ouvrage, chap. 5 "The Expansion of Social Expenditure" (à la p. 77, notamment).
- (16) Voir C. André et R. Delorme, "L'évolution séculaire des dépenses publiques en France", p. 262.
- (17) OCDE, Evolution des dépenses publiques, p. 18. Ces rapports correspondent à l'année 1975 et ne concernent que les dépenses des administrations, c'est-à-dire ils excluent les entreprises ou sociétés publiques qui commercialisent les biens et services qu'elles produisent.
- (18) Ibid., pp. 16-17.
- (19) Voir de cet auteur Le mirage de la justice sociale, p. 76.
- (20) Pourcentages calculés à partir des chiffres fournis par Yearbook of National Accounts, ONU 1978, pp. 865-6.
- (21) "La politique française des grands travaux (1929-1939) fut-elle keynésienne?", p. 722.

- (22) Chiffres extraits de l'ouvrage d'Edmond Malinvaud et al., La croissance française, p. 161. La base 100 est en 1913.
- (23) Pour les détails consulter R. Hefford et al., An Introduction to the Australian Economy, p. 215 ou encore OCDE, Principaux indicateurs économiques, Statistiques rétrospectives 1960-1979, p. 144.
- (24) C. Topalov, "La politique du logement dans le processus révolutionnaire portugais", pp.119-120.
- (25) Ibid.
- (26) Informations puisées dans l'ouvrage de S. De Vylder, Allende's Chile, p. 71.
- (27) Taux extraits du Yearbook of National Accounts Statistics, ONU 1979, vol. II.
- (28) Voir CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1981, p.526.
- (29) Voir Bulletin du FMI du 22 décembre 1980, p. 381.
- (30) Voir CEPAL, Estudio Ec. 1980, p. 574.
- (31) Chiffre calculé à partir des séries sur la Jamaïque présentées dans International Financial Statistics (FMI), Annuaire 1980, pp. 261-3.
- (32) "Quant aux taux d'intérêt, informe le Rapport de l'OCDE sur le Portugal 1976, les autorités monétaires ont relevé le taux d'escompte en juillet 1974 (de 5% à 6,5%) et en décembre de la même année (7,5%)... Les taux débiteurs, qui avaient augmenté de un à trois points suivant les échéances des dépôts en 1974, ont peu varié en 1975. De même, les taux créditeurs sont restés stables en 1975...", p. 31. En ce qui concerne le Chili, Stefan De Vylder (op. cit. p. 57) souligne: "Interest rates were lowered, especially on loans for priority projects. The standard bank interest rate was lowered from 24 to 15 per cent and the maximum contractual rate from 24 to 18 per cent, rates that were kept stable all through 1971, and on certain favored categories of loans the rate of interest was brought down to 12 and even 9 per cent ". Il en a été de même en Jamaïque où le taux d'escompte a baissé en 1975 et s'est maintenu stable entre 1976 et 1979, voir à ce propos International Financial Statistics (FMI), Annuaire

rétrospectif 1980, p. 261 et aussi Estudio Económico de América Latina (CEPAL) 1980, p. 619 et toute la partie consacrée à la politique économique pendant l'administration du PNP 1972-80. Au moins, dans ces trois cas, les taux d'intérêt réels ont donc été nettement négatifs (pour l'inflation voir parag. 3.2.1. et l'ann. 3.4).

- (33) "An economic system based on private enterprise and private property of the means of production can work only as long as the security of private property and of income derived from property and from enterprise is maintained. The very existence of a government bent on introducing socialism is a constant threat to this security. Therefore, the capitalist economy cannot function under a socialist government unless the government is socialist in name only. If the socialist government socializes the coal mines today and declares that the textile industry is going to be socialized after five years, we can be quite certain that the textile industry will be ruined before it will be socialized. For the owners threatened with expropriation have no inducement to make the necessary investments and improvements and to manage them efficiently. And no government supervision or administrative measures can cope effectively with the passive resistance and sabotage of the owners and managers. There may be exceptions in the case of industries managed by technicians rather than by businessmen ". O. Lange, op. cit., pp. 123-4.
- (34) Cette position peut être bien illustrée par les déclarations suivantes de Pedro Vuskovic, ministre de l'Economie pendant la première année et demi de l'UP: "The short-run economic policy can, in very general terms, be characterized as a policy of economic reactivation based upon an income redistribution. The rapid recovery was presented as a task of extraordinary priority - not only because it was easier to carry through a redistributive policy in an expanding economy, but also because of the fact that the economy, when the People's Government took office, found itself in a very profound crisis, a product of the prolonged campaign of political terror that preceded the September 1970 elections and to which, once the election result was known, was added a campaign ... of economic and financial terror", in Boletín Mensual, n° 531, Banco Central de Chile, mai 1972, cité par S. De Vylder, Allende's Chile, p. 53.

- (35) Nous devons à cet égard souligner les différences du cas australien par rapport aux autres. Les taux d'intérêt et le rendement des valeurs mobilières y ont été beaucoup plus proches du taux d'inflation et il n'est donc pas surprenant que l'épargne, en pourcentage du revenu disponible des ménages, y soit passée de 11,3 en 1972 à 14 en 1973, à 16,1 en 1974 et à 17,3 en 1975 (voir à ce propos le Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1977, pp. 37-8 et 64). Cette évolution exceptionnelle dans notre ensemble de cas, doit être en outre rapportée en large mesure au niveau relativement plus élevé du revenu moyen en Australie, sujet que nous avons déjà abordé au paragraphe 1.1.
- (36) Taux extraits du Yearbook of National Accounts Statistics (ONU), 1979, vol. II, p. 197.
- (37) Sur l'évolution de ce rapport pendant cette période, voir G. Grellet, op. cit., pp. 86-7 et S. Amin, L'Afrique de l'ouest bloquée, p. 271.
- (38) S. Amin, id., p. 274.
- (39) "L'effort d'investissement, poursuivi jusqu'en 1965 à un niveau élevé, et les dépenses publiques courantes, qui augmentent beaucoup plus vite (plus de 10% l'an à prix constants), réduisent la part de la consommation privée. Celle-ci diminue fortement, peut-être de 25% pour ce qui est de la consommation réelle moyenne par tête", id., p. 276.
- (40) G. Grellet, op. cit., p. 87. Pour ce qui concerne la baisse de la productivité, cet auteur fait remarquer que le rapport du capital au produit national passe de 1,78 en 1960 à 3,24 en 1969.
- (41) Voir en particulier le paragraphe 3.1. "Nkrumah's Development Strategy" pp. 34-54 et le chapitre 8 "Unbalanced Growth of Agriculture and Industry".
- (42) Voir la partie "Les pays se réclamant du socialisme", pp. 85-89.
- (43) Estimation faite dans l'article d'A. Reke "Crise économique au Ghana" p. 6, qui décrit les difficultés financières dans les derniers mois de cette expérience. Ajoutons que les livres ghanéennes étaient changées à parité avec les livres sterling jusqu'en 1965 (pour d'autres

détails sur l'évolution de la monnaie, voir T. Killick, op. cit., p. 8.

- (44) Développement et sous-développement, p. 88. Aussi S. Amin reconnaît-il que les effets directs du projet sur la croissance furent modestes, op. cit., p. 275. D'autres projets du même type seront réalisés pendant cette période, comme par exemple, l'autoroute Accra - Tema (coût 3,8 millions de livres sterling) et le palais de l'OUA (coût 9 millions de livres sterling), voir G. Grellet, op. cit., p. 89.
- (45) Deficit Financing, Inflation and Capital Formation: The Ghanaian Experience, 1960-65, p. 124.
- (46) Voir Roger Genoud, Nationalism and Economic Development in Ghana, p. 147.
- (47) "According to the official figures, recorded employment, which can be taken as equivalent to wage - and salary - earning employment in the modern sector of the economy, increased by 110,000 in the eight-year period, 1956-64 - from 267,000 at the end of 1956 to 377,000 at the end of 1964. The increase was entirely ...", "The Crisis in the Ghana Economy", p. 21.
- (48) "The sectors which showed the largest percentage increases in employment were construction (11.7 per cent), public utilities (7.6 per cent), manufacturing (7.1 per cent), and transport and services (both 5.1 per cent)", Allende's Chile, pp. 70-1.
- (49) Chiffres extraits de Statistiques rétrospectives 1960-82, OCDE, pp. 30 et 38, ainsi que le Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1976, p. 65.
- (50) Voir "The Effect of the Government's Economic Policies on Industry 1973-75", pp. 90-1. Ce trend a été calculé à partir d'une fonction exponentielle.
- (51) L'indice 100 de l'emploi total non-agricole de 1970 était à 103,5 en 1973, à 104,7 en 1974 et à 103,4 en 1975, voir Rapport de l'OCDE sur le Portugal 1977, p. 51.
- (52) Voir J. Gafar "Le chômage et le sous-emploi en Jamaïque, 1972-80", p. 840.

- (53) "In Jugoslavia the introduction of decentralization in the form of workers' self-management caused a significant reduction in the size of the state bureaucracy. In particular the numbers on the federal payroll declined from 43 500 in 1948 to 8 000 in 1955", The Transition to Egalitarian Development, p. 68.
- (54) OCDE, L'évolution des dépenses publiques, p. 21.
- (55) "Dix ans de régime de sécurité sociale au Ghana", p. 283.
- (56) Dans l'analyse subséquente nous nous servons des tableaux suivants:

France: Variation des traitements des fonctionnaires en valeurs nominales et réelles

	Traitements de base	Mai 1936	Mai 1938	Variations en valeur nominale	Variations en pouvoir d'achat
Paris	9.000	11.280	15.180	+ 34,6 %	- 7,6 %
	30.000	27.493	33.784	+ 22,9 %	- 15,6 %
	100.000	80.622	99.320	+ 23,2 %	- 15,4 %
Villes de 10.000 à 20.000 habitants	9.000	9.524	13.155	+ 38,2 %	- 6,1 %
	30.000	25.812	31.755	+ 23,1 %	- 15,5 %

Source: A. SAUVY, Histoire économique ..., éd. 1967, vol. II, p. 290.

Jamaïque: Comparaison entre les salaires réels des fonctionnaires, médian et industriel

Années	Admin. Centrale	Admin. Locale	Médian	Industriel
1973	100	100	100	100
74	97,7	83,4	120,6	94,8
75	112,6	103,5	127,5	101,5
76	105,6	98,8	132,4	110,9
77	98,5	95,1	121,5	110,7
78				94,7
79				80,7

Sources: J. SILVA, L'évolution des salaires nominaux ..., tableau 14 et N. GIRVAN et al., "The Case of Jamaica", p. 141.

- (57) Voir à ce propos José Pereirinha "Evolução salarial em Portugal na década de 70", pp. 74-76. Cet auteur écrit même qu'en 1974, "les fonctionnaires publics ont également vu leur grille des salaires mise à jour, bien que, en termes annuels, leurs salaires n'aient pas accompagné l'évolution des prix à la consommation", p. 74. (traduit par nous).
- (58) Voir à cet égard l'étude détaillée d'A. Sauvy, "Salaire et pouvoir d'achat des ouvriers" (Histoire économique..., éd. 1984, vol. I, pp. 318-22), que nous avons déjà citée auparavant.
- (59) Id., p. 321.
- (60) CEPAL, Estudio Económico de América Latina 1980, p. 614 (traduit par nous).
- (61) "Pour finir, les organes du pouvoir quittèrent eux aussi le gouvernement. L' Association du Service Civil tira parti des déceptions des employés civils pour organiser une grève en 1979. Cette organisation devint de plus en plus hostile au gouvernement. Plus encore, certains des plus anciens employés firent preuve de déloyauté et cherchèrent à mettre à mal le gouvernement en sabotant des programmes et en donnant des informations à l'opposition, le JLP. L'année 1980 connut une paralysie générale du secteur d'Etat: on attendait les élections", in "Jamaique 1980-81: virage à droite", p. 17.
- (62) Voir M. Mamalakis, Historical Statistics of Chile, Demography and Labour Force (vol. 2), p. 340. En avril 1970, c'est-à-dire la période base du tableau 4.4, la rémunération mensuelle moyenne (ouvriers + employés) était en escudos chiliens de 2 785,78 pour les entreprises publiques, de 2 298,61 pour les institutions semi-fiscales, de 2 211,49 pour les institutions fiscales, de 2 192,85 pour les mineurs et de 1 233,23 pour les industries manufacturières.
- (63) D'après les calculs mêmes de S. Griffith-Jones, la variation globale primaire des dépenses courantes (en escudos chiliens de 1972) aura été, entre 1970 et 1972, de +40% pour les salaires, de +74,5% pour la sécurité sociale et les allocations familiales, de +81,9% pour les transferts aux secteurs public et privé et de +54,9% en moyenne globale. Toutefois, pour l'année 1971, elle souligne: "La

croissance des dépenses courantes est basiquement expliquée par les augmentations dans le paiement aux employés publics ... L'accord entre la Central Unica de Trabajadores et le gouvernement incluait des augmentations très élevées des allocations familiales des employés de l'Etat, particulièrement les plus mal payés (par exemple, les travailleurs manuels du secteur étatique ont eu leurs allocations familiales doublées)" et ajoute, "si nous additionnons l'acroissement des salaires, de la sécurité sociale et des allocations familiales et, de la part des transferts au secteur privé et public qui va à des augmentations dans les paiements aux salariés, ces items représentent 65% de l'augmentation totale des dépenses" (traduit par nous). Cette tendance se serait d'ailleurs poursuivie en 1972. Voir The Role of Finance in the Transition to Socialism, pp. 144-8.

- (64) Voir note précédente. Ajoutons que, effectivement entre avril 1970 et avril 1971, toutes les autres rémunérations mensuelles moyennes considérées dans le tableau 4.4, y compris celles des administrations ont augmenté plus que celles des industries manufacturières qui étaient de loin les plus basses. Ainsi, dans cette période initiale, les rémunérations nominales dans les industries manufacturières n'ont progressé que de 44%, tandis que par exemple, celles des institutions fiscales (qui étaient 80% supérieures) ont augmenté de 48,6%. Cette évolution s'est toutefois modifiée en 1972-73. Chiffres repris de M. Mamalakis, Historical Statistics of Chile (vol. 2, p. 340).
- (65) L'Afrique de l'ouest bloquée, p. 276.
- (66) "The Abstraction from Politics", p. 11 (traduit par nous).
- (67) "Australia's New Government", p. 11.
- (68) "The cost to the country of these not necessarily illegal activities was minimal but Puritanical Fraser knew that the average Australian with his low opinion of all politicians could be counted on to disapprove of them and so hammered at these activities during the Election (du 13 décembre 1975)", *ibid.*
- (69) Chili - une tentative de "compromis historique", vol. I, p. 214.
- (70) Voir "General Considerations on the Chilean Economic Structure", A. Guardia, A. Martinez et S. Ramos, p. 23.

- (71) Ce sujet est développé dans l'article "La Distribucción del Ingreso en el Gobierno de la Unidad Popular (1970-72)". D'après l'enquête de ces auteurs, le revenu moyen réel, entre juin 1970 et juin 1972, aurait augmenté de 54,9% pour les forces armées, de 35% pour les ouvriers, de 22,8% pour les employés de maison, de 20,5% en moyenne, de 14,5% pour les employés et de -33,7% pour les employeurs, voir art. cit., p. 388.
- (72) A ce propos voir l'article d'E. G. West "Adam Smith and Rousseau's Discourse of Inequality".
- (73) "Nécessité de réformes domestiques radicales" in Procès à la croissance, p. 20. L'auteur renvoie aussi à son ouvrage Asian Drama, chap. 27 et 29.
- (74) Ibid.
- (75) A. Sauvy, Histoire économique ..., éd. 1984, vol. I, pp. 259-60. Nous devons rappeler que déjà en 1925, le "cartel des gauches" (cf. parag. 2.6.) avait unifié les programmes scolaires masculins et féminins et que depuis 1933 l'enseignement secondaire était gratuit en France.
- (76) Ibid.
- (77) Voir par exemple, malgré son ton fortement apologétique, l'article "Développement de l'enseignement" reproduit dans Articles et Documents (Documentation française), n°0.1764 - 23 novembre 1965.
- (78) Extrait du programme des quarante mesures initiales, A. Joxe, Le Chili sous Allende, pp. 45-6.
- (79) Voir "Reforma Universitaria: Pasado, Presente y Futuro" de Mauricio Ruz F., p. 541.
- (80) Repris de la liste des mesures sociales introduites par l'administration du PNP in N. Girvan et al., "The Case of Jamaica, 1974-80", p. 117.
- (81) "L'expérience du Ghana: politiques diverses et résultats hétérogènes", p. 103.
- (82) Une étude détaillée de l'évolution de l'enseignement dans la période 1950-64 est faite par G. E. Hurd au 6ème chapitre du 2ème volume de A Study of Contemporary Ghana.

- (83) Pour les détails chiffrés consulter l'ouvrage qu'on vient de citer, notamment à la p. 225.
- (84) Voir à cet égard le chapitre 27, "The Big Lie" (in Revolutionary Path), dont la publication date de 1967. Les passages des pp. 394-6 illustrent bien cette relation. D'après R. First: "Nkrumah, up to the fall of his government and even after, refused to recognize the nature or the magnitude of the crisis in Ghana's economy. ('Of course the Ghanaian economy was not without its problems, but is this not true of all national economies, and particularly of those of developing countries in the context of the growing gap between rich and poor nations? Our imperialist critics would be better employed examining the economic situation in their own countries, many of which are in grave financial difficulties')", Power in Africa, p. 176.
- (85) Malgré l'afflux exceptionnel des élèves venus d'outre-mer, l'évolution dans l'enseignement secondaire, notamment en ce qui concerne le nombre d'élèves, est un des indicateurs principaux des changements observés dans le secteur, d'autant plus que le primaire était gratuit et obligatoire depuis les années 1950 et sa scolarité était passée de 4 à 6 ans, peu de temps avant la chute de la dictature et que l'enseignement supérieur, comme on le verra ensuite, a été l'objet d'une politique spéciale.
- (86) Ces chiffres et les suivants ont été extraits des différents tableaux de l'Annuaire statistique du Portugal 1976 (Série rétrospective), INE, pp. 117-144.
- (87) Ibid., p. 78.
- (88) Ibid., pp. 124, 126 et 127.
- (89) Rapport calculé à partir des chiffres fournis par Yearbook Australia 1980, Australian Bureau of Statistics, p. 794.
- (90) "The Case of Jamaica ...", p. 148. La traduction est de notre responsabilité.
- (91) Voir "An Analysis of the Tertiary Education. Commission's Case for a No-Growth Policy in Higher Education", p. 18.
- (92) Ibid., p. 29.

- (93) Pour une économie politique du développement, p. 284.
- (94) "The Whitlam Years in Retrospect", p. 44.
- (95) On pourrait encore ajouter d'autres exemples. Ainsi, "en Inde, la distribution des bénéfices retirés d'un tel investissement (dans l'éducation) est loin d'être évidente; mais la plupart des études sur la scolarisation, les échecs, les taux de retrait de l'école et la participation à l'enseignement supérieur suggèrent que les bénéfices des efforts financiers en matière d'éducation reviennent énormément moins aux groupes ayant les revenus les plus bas pour chaque niveau d'étude...", in R. Jolly et al. Redistribution et croissance, p.352.
- (96) L'introduction de paradigmes politiques dans l'enseignement a été un exemple éloquent de ce que nous venons de dire. A cet égard, Ricardo Zúñiga a écrit dans l'article "The Experimenting Society and Radical Social Reform: The Role of the Social Scientist in Chile's Unidad Popular Experience" - "They broke down scientific concerns in terms of allegiance to a single approach, often undercutting the importance of the others. Examples of these unfortunate limitations were the refusal of student sectors to take basic statistics courses on the grounds that they were incompatible with their political standpoint, the suppression of courses of theory of personality on the grounds that they were not scientific, and the rejection of empirical sociology of knowledge as a Marxist infiltration plot. These instances sadly illustrate one consequence of political confrontations among social scientists: It pushes them to hide their private lopsidedness and makes them politicize their ignorance", p. 105.
- (97) Ce point de vue est développé dans l'ouvrage Bonheur privé, action publique, pp. 72-75.
- (98) Au Portugal, par exemple, comme le remarque une publication de l'OCDE, "du point de vue de la pédagogie, les deux premières années qui ont suivi les événements de 1974 ont été marquées par l'introduction de disciplines et de domaines d'étude nouveaux dans les programmes, ainsi que par la mise au point de méthodes pédagogiques et de pratiques d'orientation et d'évaluation novatrices au niveau de l'enseignement primaire, préparatoire et secondaire". (Examens de politiques nationales d'éducation - Portugal, p. 112). Pour connaître d'autres chan-

gements alors intervenus dans le système d'enseignement au Portugal, voir la même publication pp. 111-2, "Vers la Réforme Educative (1974-1982)". Une de ces expériences nouvelles a été celle engagée par la Direction Générale de l'Education Permanente, entre octobre 1975 et juillet 1976, sous la désignation "L'éducation des adultes sera l'oeuvre des adultes eux-mêmes", (voir la description qui en est faite par A. Melo, art. cit.).

- (99) "Le président N'Krumah, s'adressant à l'Assemblée nationale quelques jours avant la présentation du budget, avait manifesté clairement l'intention de son gouvernement de ne pas ralentir le rythme de l'expansion industrielle, de poursuivre le développement rapide des services sociaux, d'étendre dès l'automne 1965 la gratuité de l'enseignement aux écoles secondaires et techniques et de réaliser jusqu'en 1970 la gratuité des soins médicaux". Documentation française, Problèmes économiques, 16 nov. 1965, n° 933.
- (100) Voir op. cit., p. 32.
- (101) "This success was, however, obtained without any restructuring of the delivery of health services. Power in the health sector remained firmly in the hands of the medical profession. A program of real reform would have encompassed not only an improved health insurance system but a restructuring of the delivery system so as to allow the public, either directly or through the government, a far greater say in what services should be provided, through which mechanisms, in which locations and at what cost...", in "Reform and its Implementation: The Whitlam Years in Retrospect", p. 43.
- (102) Voir N. Girvan et al., op. cit., p. 148, traduit par nous.
- (103) Dans Revolutionary Path, K. N'Krumah présente des chiffres selon lesquels, entre 1951 et 1961, le nombre de lits d'hôpital serait passé de 2 368 à 6 155 et celui des docteurs et dentistes de 156 à 500, p. 396.
- (104) Voir Development Economics in Action ..., p. 82.
- (105) Voir à ce sujet l'article "Uneven Geographical Distribution of Medical Care: a Ghanaian Study Case" de M. J. Sharpston, p. 213. De plus, à la fin des années 1960, dans les trois principaux centres urbains, Accra/Tema,

Kumasi et Sekondi/Takoradi, où il ne se concentrait plus de 15% de la population ghanéenne, disposaient de 62% des médecins et infirmiers.

- (106) Chiffres repris de l'étude de la Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 165.
- (107) En fait, dans les dépenses (transports + biens et services) du gouvernement central, la part de la santé est même légèrement tombée jusqu'en 1975, en passant progressivement de 15,4% en 1972 à 14,1% en 1975 (cf. annexe 4.5).
- (108) Chiffres cités par Der Spiegel du 16 octobre 1972 et reproduits dans Problèmes Politiques et Sociaux n° 152-3, p. 66.
- (109) Australia Yearbook 1980, Australian Bureau of Statistics, p. 777.
- (110) Taux calculés à partir des chiffres de Portugal 77, éd. Instituto Nacional de Estatística, Lisbonne. Remarquons que le nombre d'enfants morts avant d'atteindre le premier anniversaire est passé de 6 515 en 1974 à 6 991 en 1975, ce qui a signifié une augmentation de 7,3%. Néanmoins, comme nous le verrons en détail plus tard, le nombre de naissances a augmenté en même temps de 4,5% et pendant la période 1971-75, le nombre d'enfants morts a varié sensiblement d'une année à l'autre, bien qu'en tendance nette vers la baisse (ainsi, il a fortement chuté en 1972, en passant de 9 408 à 7 234 et est remonté à 7 726 en 1973).
- (111) INE, Annuaire statistique du Portugal, série rétrospective 1976, p. 49.
- (112) A propos de cette comparaison nous en avons présenté quelques chiffres au point consacré à l'étude de l'éducation, qui montrent bien comment les effectifs de l'enseignement (enseignants et élèves) augmentaient déjà fortement depuis 1970. L'écart entre les deux périodes (1970/71 - 1972/73 et 1973/74 - 1975/76) se réduit encore davantage si l'on tient compte de la poussée exceptionnelle du nombre d'élèves, provoquée pour des raisons essentiellement extérieures au processus de changement, le rapatriement des ex-colonies.
- (113) D'une certaine manière elle découlait du soi-disant "Etat social" prêché par M. Caetano dans les dernières années

de la dictature. D'autre part, sous diverses pressions, le régime a alors été contraint d'introduire certaines réformes, notamment dans les services sociaux, tout en conservant son essence autoritaire et répressive (voir aussi le paragraphe 2.6).

- (114) Op. cit., p. 103.
- (115) Une mesure semblable avait été prise en France par le gouvernement de P. Mendès-France en 1954.
- (116) Le Chili sous Allende, p. 44.
- (117) Voir N. Girvan, R. Bernal et W. Hughes, "The Case of Jamaica", p. 117.
- (118) "There was nothing done in the field of provision made for old age. Yet in France at that date there were over 600 000 workers of sixty five years and upwards. It is true that since 1910 there had existed in France retraites ouvrières et paysannes. But the so-called retraites were of the order of a mere 50 to 100 francs a month. And, as regards the social insurance funds started more recently, all that can be said is that it is possible that, if nothing happens to the fund in the interval, in the year 1970 those who arrive at the age of sixty may get something worth having!", The Economic Policy of France, p. 18.
- (119) Ibid., p. 17.
- (120) Histoire économique ..., vol. I, éd. 1984, p. 254.
- (121) Ibid.
- (122) Voir C. André et R. Delorme, "L'évolution séculaire des dépenses publiques en France", p. 276.
- (123) L'essentiel des informations concernant l'évolution de la sécurité sociale au Ghana pendant cette période ont été puisées dans l'article de Yaw Ofori "Dix ans de régime de sécurité sociale au Ghana".
- (124) Ibid., p. 278.
- (125) "L'introduction du régime en 1965, deux ans après l'abolition par le gouvernement d'un régime d'épargne obligatoire impopulaire, a éveillé les soupçons des travail-

leurs quant aux objectifs du régime de sécurité sociale. Cette fois encore, le fait que le régime exemptait les fonctionnaires ayant droit à pension ... a renforcé cette suspicion", op. cit., p. 283.

- (126) Voir les points de 7 à 12 des "quarante premières mesures" dans l'ouvrage d'A. Joxe, Le Chili sous Allende, pp. 44-45.
- (127) Ainsi, par exemple, d'après Sergio Ramos, les allocations familiales ont été augmentées au début, de 76,5% pour les fonctionnaires publics, de 112,5% pour les forces armées et de 100% pour les ouvriers (voir "Inflation and the Political Economy", pp. 336-7).
- (128) Entre 1970 et 1973, le montant global des salaires et des traitements des fonctionnaires s'est multiplié par 11,1 et celui des dépenses de sécurité sociale par 9 (calculs faits à partir des chiffres du Yearbook of National Accounts Statistics, ONU, 1980, p. 215). Cette conclusion est aussi confirmée par H. Vega dans son ouvrage Chili - La politique économique de la transition socialiste, p. 251.
- (129) "The treatment of retirement pensions, social security and other similar payments followed comparable lines" écrit S. Ramos, op. cit., p. 337. Voir aussi S. De Vylder, Allende's Chile, p. 54.
- (130) Calculs élaborés à partir des chiffres présentés dans Chile. An Economy in Transition (Banque Mondiale), p. 568.
- (131) Ibid., pp. 543 et 577. Les salaires et les allocations familiales ont été corrigés par l'indice des prix élaboré par l'Université Catholique du Chili.
- (132) Voir op. cit., p. 143.
- (133) Voir M. Mamalakis, The Growth and Structure of the Chilean Economy, p. 214.
- (134) Pourcentages extraits de Dépenses publiques affectées aux programmes de garantie des ressources, OCDE 1976, p. 17.
- (135) En 1976, la valeur du PIB a été de 69 622 millions de dollars australiens (Rapport OCDE) et le montant global des transferts versés par le National Welfare Fund (qui exclut les sommes versées par le Medibank) a été de 4 658,4 mil-

lions de dollars, quand il n'était que de 1 752,3 millions de dollars en 1972, voir Australia Yearbook 1980, Australian Bureau of Statistics, p. 793.

- (136) D'après l'article de J. Dixon "Le système australien de sécurité du revenu: origines, nature et perspectives d'avenir", le nombre total de bénéficiaires des différentes sortes de prestations a augmenté de 57,6% entre le 30 juin 1972 et le 30 juin 1976, mais il s'est accru de 39% pour ceux qui percevaient une pension de vieillesse et de 353% pour les bénéficiaires des allocations de chômage, voir pp. 37-38.
- (137) A ce propos voir "Labor's Innovations in Social Policy" dans l'article d'Adam Graycar et Joanne Davis "Parliament and Social Innovation", pp. 81-82 ou encore le début de l'article de P. Wilenski "Reform and its Implementation: The Whitlam Years in Retrospect".
- (138) "Social Security and Family Law in Australia", p. 127.
- (139) Des mesures de ce type ont été prises le 9 janvier 1973 lorsque les pensions de retraite et les indemnités de maladie et de chômage ont été relevées et les congés de maternité ont été élargis. En avril 1974, les pensions de vieillesse et d'invalidité ont été relevées de nouveau. Le montant hebdomadaire de la pension de vieillesse d'un célibataire a alors été majoré de 3 dollars et porté à 26 dollars, et les chiffres pour le bénéficiaire âgé marié étaient respectivement de 5 et de 45,5 dollars. Le 11 mars 1975, les pensions hebdomadaires des personnes âgées, des invalides, des veuves, des chômeurs et des bénéficiaires de l'indemnité de maladie ont été augmentées de 3 dollars. Ces informations ont été puisées dans les Rapports de l'OCDE sur l'Australie de cette période.
- (140) Le taux pour les pensions a été calculé à partir des sources indiquées dans la note précédente et le taux pour le salaire (horaire) a été calculé sur la base des chiffres présentés dans Principaux indicateurs économiques, Statistiques rétrospectives 1960-1979, OCDE, p. 140. Remarquons cependant que d'après S. Richardson, le rapport des pensions de vieillesse et d'invalidité sur les gains hebdomadaires moyens se serait amélioré principalement entre 1974 et 1975 (voir "Income Distribution, Poverty and Redistributive Policies", p. 36).
- (141) Voir "Ageing in Australia: A Pointer to Political Dilemmas", p. 290.

- (142) En 1972, le rapport des allocations familiales sur le PIB australien était de 0,59% contre 1,18% dans la CEE et 0,92% comme moyenne des 17 pays de l'OCDE les plus développés. A cette époque, seulement l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni avaient des rapports encore plus bas. Voir Dépenses publiques affectées aux programmes de garantie des ressources, pp. 26-27.
- (143) Voir l'article de B. Cass, C. Keens et J. Moller, "Family Policy Halloween: Family Allowances: Trick or Treat?", pp. 60-61.
- (144) Après avoir été maintenu autour de 220 millions de dollars australiens par an entre 1972 et 1976, le montant global des allocations familiales a quadruplé en 1977, en atteignant 1 023 millions (voir Yearbook Australia 1980, Australian Bureau of Statistics, p. 792.) Dans le même temps, le nombre d'enfants bénéficiaires est resté essentiellement stationnaire.
- (145) Voir B. Cass, C. Keens et J. Moller, "Family Policy Halloween: ...", p. 66-70.
- (146) Pourcentage calculé à partir des chiffres présentés dans l'article de John Dixon, "Le système australien de sécurité du revenu ...", p. 45.
- (147) De 1972 à 1976, le nombre de bénéficiaires de l'allocation de chômage est passé de 29 000 à 192 000 (voir Yearbook Australia 1980, Aust. Bureau of Stat., p. 792).
- (148) Il a cependant créé une prestation pour parent seul qui représentait en 1976, 3,3% du total des dépenses de sécurité du revenu. Voir J. Dixon, op. cit., p. 45.
- (149) Ibid., p. 45. D'après les chiffres fournis par l'article de J. Dixon, entre 1972 et 1976, la part des pensions de vieillesse dans les dépenses totales de sécurité de revenu est passée de 57,4% à 54,7%, celle des pensions d'invalidité de 11,7% à 10,4%, celle des pensions de veuve de 8,8% à 8,3% et celle des allocations familiales de 18,3% à 6,8%, tandis que en même temps, la part des prestations de chômage est passée de 2,2% à 13,2%. Le tableau 4.9 montre en général les mêmes tendances.
- (150) Il est par ailleurs curieux de signaler que, entre 1971 et 1977, les transferts courants et les subventions, ont en termes relatifs évolué le plus souvent à l'opposé, en

alternant respectivement les mouvements relatifs de hausse et de baisse (cf. annexe 4.2). Compte tenu de la rigidité des dépenses en biens et services, les deux rubriques antérieures semblent partager au gré des impulsions conjoncturelles le reste des dépenses publiques.

- (151) Voir Rapport de l'OCDE 1976 sur le Portugal, pp. 9-10 et 35.
- (152) Sur les difficultés concernant la comptabilité des charges de la décolonisation, voir Rapport de l'OCDE 1977, p. 37.
- (153) La part de l'éducation et de la santé dans les transferts courants est passée de 18,9% en 1974 à 17,9% en 1975 et à 14,9% en 1976 (voir INE, Contas Nacionais, Estimations de 1970 à 1976, p. 20).
- (154) Prenant comme base 100 le premier trimestre 1973, l'indice des salaires industriels à Lisbonne était au 2ème trimestre 1974 à l'indice 137,5 (voir J. Silva, Approche économique de la transition socialiste, p. 53).
- (155) Entre janvier 1973 et décembre 1975, la retraite du régime général a progressé de 44,9%, tandis que les prix à la consommation ont augmenté de 69,3%.
- (156) Voir Plan à moyen terme 1977-80, partie consacrée à l'étude de l'évolution des revenus en 1974 et 1975, Ministère du Plan et de la Coordination Economique, Lisbonne 1977.
- (157) Taux calculés sur la base des chiffres de l'Annuaire statistique du Portugal 1976, INE, Série rétrospective, p. 102.
- (158) Voir "La protection à l'enfant", p. 559.
- (159) Nous rappelons que ce décret, peut-être le plus important du point de vue de la législation sociale (création du salaire minimum et relèvement substantiel des retraites et des allocations familiales) est par exemple reproduit dans le Rapport de la Banque du Portugal 1974, 2ème vol. pp. 78-79.
- (160) Voir Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 568.



- (161) Par exemple, le montant de l'allocation-chômage était de 2/3 du salaire minimum pour les travailleurs qui avaient une famille à charge; de 1/2 pour ceux qui ne l'avaient pas et de 1/3 pour les travailleurs ruraux, ainsi que pour ceux qui avaient moins de 20 ans ou dont le salaire était inférieur au minimum. Ces informations et les autres concernant l'évolution du chômage ont été pour la plupart puisées dans les Rapports de l'OCDE sur le Portugal, notamment celui de 1979, p. 39.
- (162) Ibid.
- (163) Voir Rapport de la Banque du Portugal 1975, 1er vol., p. 163.
- (164) Compte tenu de l'irrégularité de cette évolution, nous avons choisi une base biennale pour faire ces calculs. Les sources sont celles indiquées dans l'annexe 4.2 et, en ce qui concerne les prix, nous avons utilisé les chiffres de l'annexe 3.4.
- (165) Voir l'article cité, p. 672. Aussi les informations suivantes ont-elles été puisées pour la plupart dans cette même source, notamment au point "le développement de la sécurité sociale", pp. 672-6.
- (166) Le taux de chômage en Jamaïque est passé de 23,9% en 1972 à 20,5% en 1975, mais il est remonté de plus en plus par la suite, en atteignant 29,5% en 1980. Comme au Chili en 1972-73, la baisse du chômage en Jamaïque en 1973-75 a été accompagnée d'une importante chute de la productivité. Pour les détails à ce propos, voir l'étude de la CEPAL 1980, p. 572. Sur le Special Employment Program, voir N. Girvan et al., dans "The Case of Jamaica", p. 117.
- (167) M. Jenkins, op. cit., p. 672.
- (168) Ainsi, en Australie en 1972 et 1976, le soutien électoral au Parti travailliste entre les votants âgés de plus de 70 ans a-t-il varié entre 37,6% et 39% tandis que, entre les votants en général ce soutien a varié entre 38,2% et 44,1%. Ces chiffres montrent clairement une population âgée plus stable dans ses habitudes électorales (voir A. Graycar "Ageing in Australia: A Pointer to Political Dilemmas", p. 672).
- (169) Égalité VS efficacité, p. 102.

- (170) Rapports calculés à partir des chiffres présentés dans l'étude de la Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 572.
- (171) Calcul approximatif fait à partir des chiffres présentés par Yearbook Australia 1980, Aust. Bureau of Stat., p.792.
- (172) Taux calculés à partir des indices présentés par le Rapport de l'OCDE 1977, p. 52.
- (173) How to Pay for the War?, p. 11, cité par F. Sellier "Les transformations sociales du système économique capitaliste", p. 291.
- (174) Histoire économique de la France entre les deux guerres, vol. II, éd. 1984, p. 15.
- (175) Ibid., p. 16.
- (176) Au Portugal, le nombre de divorces a aussi sans doute augmenté. Mais la libéralisation du divorce après le 25 Avril 1974, enlève toute signification à la comparaison entre l'avant et l'après. Il est vraisemblable qu'il se soit enregistré une augmentation parallèle du nombre de mariages et de divorces et que ces deux phénomènes aient touché de couches sociales différentes.
- (177) Histoire de la France, p. 344.
- (178) Le déclin de la IIIème République, p. 82.
- (179) Ibid.
- (180) Pour l'Australie voir P. Wilenski "The Whitlam Years in Retrospect", pp. 45-6; pour la Jamaïque voir N. Girvan et al. "The Case of Jamaica", p. 117 notamment. Aussi au Portugal, un "Plan national pour l'emploi" a-t-il été élaboré, mais il n'est pas sorti des bureaux (voir à ce propos Maria José Constâncio, "Portugal: Evolução da Política Económica desde 1974", p. 84).
- (181) "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana", p. 63.
- (182) Development Economics in Action ..., p. 51.
- (183) "On a dû justifier l'aide, bien plus simplement, par la solidarité humaine avec les nécessiteux, et la compassi-

on envers eux. Et je suis fermement convaincu, après avoir étudié ces problèmes sur le plan économique, que c'est le seul motif qui tienne et que nous devons le mettre en avant si nous voulons renverser la tendance générale à une diminution de l'aide aux pays sous-développés" Gunnar Myrdal, Procès à la croissance, p. 136.

- (184) Dans une étude à propos des effets des dépenses publiques sur la redistribution du revenu en bénéfice des défavorisés menée à bout au Chili en 1969, A. Foxley, E. Aninat et J. P. Arellano ont enquêté sur qui en bénéficie davantage (voir Redistributive Effects of Government Programmes, The Chilean Case, p. 85). Ils ont conclu que seulement deux tiers des dépenses publiques avaient un caractère progressif. Le pourcentage était plus élevé dans les services sociaux (80,6%) que dans les services économiques (49,6%). Dans les services sociaux, les pourcentages étaient de 72,1% dans l'éducation, de 78,6% dans la sécurité sociale, 89,5% dans la santé publique et de 91,1% dans l'habitation pour les programmes qui favorisaient vraiment les pauvres. Donc une part non négligeable de ces dépenses n'était pas en correspondance avec les objectifs de la redistribution. D'ailleurs, il n'est guère certain que cette situation ait significativement changé en 1971-73.
- (185) Par ailleurs, il en a été de même, en ce qui concerne des réformes qui n'impliquent pas nécessairement un accroissement des dépenses publiques, comme ce serait par exemple le cas d'une réforme administrative qui rende les procédures administratives plus simples et légères.
- (186) Solutions socialistes, p. 302.
- (187) Episode largement évoqué par Karl Polanyi comme exemple de dernière forme de résistance de la société traditionnelle à l'avancée du système de marché, voir La grande transformation, pp. 113-123.
- (188) Notamment dans les Constitutions du 3 Septembre 1791 et du 24 Juin 1793 et dans la Deuxième Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 23 Juin 1793; voir à ce propos l'article de Guy Perrin, "La reconnaissance du droit à la protection sociale comme droit de l'homme", p. 79.
- (189) M. Niveau, Histoire des faits économiques contemporains, pp. 138-9.

- (190) K. Marx et F. Engels, op. cit., p. 163.
- (191) Le marxisme, pour et contre, pp. 110-1.
- (192) "Les services publics", considérait Jules Guesde comprenant par là les régies, c'est-à-dire en langage actuel les entreprises nationalisées, "ne présente pour le Parti ouvrier et son objectif, que des dangers. Ils sont, dans une certaine mesure, l'ennemi, parce qu'ils fortifient l'ennemi: la bourgeoisie ou la classe capitaliste; et qu'ils affaiblissent la classe ouvrière dont ils paralysent les mouvements". Il ajoutait: "Que les Bismarck de l'Empire allemand, que les Schoeffle de l'Empire Austro-Hongrois, que les Raynal de la République bourgeoise s'efforcent de multiplier ce qu'ils appellent les services publics: ils sont dans leur rôle. Comme sont dans leur rôle les meneurs possibilistes qui, dans le mouvement socialiste à exploiter n'ont jamais vu qu'un moyen détourné de s'imposer à la bourgeoisie et de se faire faire une place au pouvoir; mais le Parti ouvrier, lui, c'est-à-dire la partie consciente de notre prolétariat, restera fidèle à son mot d'ordre: la Révolution d'abord, c'est-à-dire l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste, les services publics après, parce que, après seulement la fusion des classes en une seule - celle des producteurs, - des services véritablement publics seront possibles" (souligné par J. G.), Services publics et socialisme, pp. 33-36.
- (193) Dans l'ouvrage Histoire économique et sociale de la France, Michelle Perrot rend compte de cette position dans les termes suivants: "De nos jours, les salariés perçoivent des compléments de salaire qui forment une part non négligeable du revenu: ainsi, en 1952, entre 15 et 36% d'entre eux bénéficiaient de tels suppléments représentant jusqu'à 6,55% du salaire en espèces. Rien de tel avant 1914. Le salaire familial est inexistant. Libéraux et ouvriers sont d'ailleurs hostiles à cette notion qui vient des milieux catholiques sociaux et surtout des repopulateurs, comme l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, fondée par le Dr. Bertillon en 1896. Les premières pratiques sont l'oeuvre de patrons chrétiens (Léon Harmel au Val-des-Bois, Klein à Vigille, maisons textiles du nord) et de grandes entreprises désireuses de fixer leur main-d'oeuvre, voire d'en assurer la reproduction (compagnies de chemins de fer). Ces pratiques gagnent la fonction publique (les ministères, les Postes); un décret du 10

en 1899 oblige les entreprises adjudicataires de travaux publics à servir des allocations à leur personnel. Tout ceci est infime et prendra essor pendant et après la guerre. Les ouvriers s'ils s'appuient souvent sur des arguments familiaux pour faire hausser leur salaire, sont très opposés à ce qu'on incorpore ces allocations à la rémunération. Les organisations syndicales y seront toujours hostiles", op. cit., pp. 486-7.

A la même époque, une évolution fort semblable a pu être enregistrée en Angleterre, comme le montre l'article de Henry Pelling "La classe ouvrière anglaise et les origines de la législation sociale", où l'auteur passe en revue l'attitude de la classe ouvrière anglaise vis-à-vis d'une série de droits sociaux qui commencent à voir le jour au passage du XIX^{ème} au XX^{ème} siècles.

- (194) INSEE, Annuaire statistique de la France 1966, Série rétrospective, note p. 448. Cette source indique aussi que la loi du 11 mars 1932 a rendu obligatoire l'affiliation des employeurs à des caisses de compensation ce qui rendait à son tour obligatoire le versement d'allocations familiales à tous les salariés.
- (195) Voir à ce propos E. Pausier, "Les prestations familiales au Portugal", p. 10.
- (196) Ce sujet est développé dans l'article de John Dixon "Le système australien de sécurité du revenu: origines, nature et perspectives d'avenir", notamment à la p. 25.
- (197) Voir sur cette action A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, vol. I, éd. 1984, p.350.
- (198) Cette liste pouvait évidemment s'allonger. Le moindre de tous ces paradoxes n'est certainement pas le fait que Margaret Thatcher, après avoir remporté les élections de 1979 au Royaume-Uni, sous un programme politique axé sur la réduction de l'Etat dans l'économie (voir paragraphe 4.2.1.) a permis un accroissement de dépenses médicales beaucoup plus important que celui qui a eu lieu pendant le gouvernement travailliste précédent. En effet, les taux d'accroissement annuel des dépenses médicales au Royaume-Uni (dans leur majorité publiques) ont été de 5% en 1978-80 et de 7,4% en 1980-81, tandis qu'ils avaient été pratiquement nuls de 1975 à 1978, période d'administration travailliste, avec une valeur annuelle moyenne de 0,2% (chiffres puisés dans Problèmes économiques, Documentation française, 7 déc. 1983, n° 1851, p. 30).

- (199) Une vision à ce propos est présentée dans l'ouvrage de K. Griffin et J. James, The Transition to Egalitarian Development, au 1er chapitre "The Need for Rapid Structural Change", pp. 1-11.
- (200) Nous reproduisons un extrait du discours de Sokarno du 17 août 1965: "We have rich national resources, our People are industrious, but so far, the fruits of their labour have been devoured by the landlords, the brokers, money-lenders, the 'idjon' brokers, and the other 'village devils'. I have given enough opportunity to those who doubt the Revolution to adjust themselves; I have been very patient, I have displayed the patience of a father, but there is a limit to my patience, still more, to the patience of the people! I have given sufficient opportunity to implement land reform; I even postponed the time limit, and if necessary I am willing to extend yet another year; I have been very patient, I have displayed the patience of a father, but, I repeat, there is a limit to my patience, still more to the patience of the People!", repris d'Asian Drama de Gunnar Myrdal, vol. I, p. 377.
- (201) Solutions socialistes, pp. 154-5.
- (202) Ibid., pour les détails voir pp. 135-158.
- (203) Ibid., p. 141.
- (204) Voir à ce propos I. Gough, The Political Economy of the Welfare State, notamment à la pp.76 et suivantes, "The Cost of the Welfare State".
- (205) "The question is why the economists in the Allende government allowed such obvious mistakes. The answer is that the program of the Allende government was not well worked out. The ends and means were not coordinated or made compatible. The party was not prepared or perhaps did not expect to win and to govern in 1970". ("Why Allende Failed", p. 8).
- (206) "Un projet de loi (qui permettrait aux associations populaires de se donner une existence financièrement convenable), dans ce sens devait être et a été effectivement envoyé au Corps législatif; mais ce projet, quand il a été connu, a paru très-hâtif et très-défectueux. Au moment où j'écris, c'est un bruit généralement accrédité que la discussion en sera renvoyée à l'année prochaine, et peut-être y aurait-il bien de s'applaudir de cet ajour

nement. D'ici là, le projet en question aurait le temps de se mûrir et de s'améliorer, quoique, à vrai dire, il ne faille point à cet égard se dissimuler une chose: c'est que la seule préparation sérieuse et efficace des réformes légales est l'agitation de l'opinion publique, et que cette agitation, dans l'espèce dont il s'agit, est singulièrement difficile à susciter, eu égard aux entraves qui sont actuellement apportées à l'expression des idées, et tout spécialement des idées économique-sociales". L. Walras, Les associations populaires, pp.VIII-IX.

- (207) Calculs élaborés à partir des chiffres présentés par Yearbook of National Accounts Statistics, ONU, 1979, p. 717.
- (208) Taux moyens annuels repris du Yearbook of National Accounts Statistics, ONU. Pour la Jamaïque nous avons calculé nous-même le taux moyen avec les chiffres fournis par cette source, éd. 1981, vol. I, part I, p. 889, ligne "Producers of Government Services".
- (209) Pour les détails à ce propos, voir la source indiquée précédemment.
- (210) Id. Nous avons enregistré les évolutions suivantes: la part de la consommation publique dans la demande globale est passée au Ghana de 9% en 1958 à 14% en 1965-66; au Chili de 13,4% en 1970 à 15,9% en 1972; en Australie de 12,6% en 1972 à 15,5% en 1975; au Portugal de 13,2% en 1973 à 17,3% en 1975 et en Jamaïque de 13,7% en 1972 à 19,7% en 1979.
- (211) R. Frankenstein, art. cit., p. 761.
- (212) Taux calculés à partir du montant total des dépenses militaires présenté par A. Sauvy, Histoire économique ..., vol. III, éd. 1984, p. 380, corrigé par l'indice général des prix à la consommation de l'annexe 3.4.
- (213) Taux calculés sur la base des chiffres de l'Annuaire Statistique de l'ONU 1978, p. 865 et de l'indice général des prix à la consommation de l'annexe 3.4.
- (214) Pourcentage calculé à partir du montant de la somme des dépenses avec la défense et la police, dont les chiffres sont présentés dans l'étude de la Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, pp. 380-1. Il a été corrigé par

l'indice général des prix à la consommation pour le Chili présenté dans Supplement on Price Statistics, n° 2, FMI, 1981, p. 7.

- (215) Il fut d'ailleurs significatif qu'en 1934-35, sous les gouvernements conservateurs de Flaminio Piccoli et Laval (dont la triste suite est bien connue), le niveau des dépenses militaires fut maintenu au-dessous de son niveau de 1930-31, tandis que l'Allemagne nazie intensifiait l'effort militaire. Aussi doit-on rappeler que la réduction générale de 10% dans les dépenses publiques, décidée par le gouvernement Laval pendant l'été 1935, fait que nous avons déjà remarqué à plusieurs reprises, touchait également les dépenses militaires.
- (216) "Intervention étatique et réarmement en France 1935-1939", p. 759.
- (217) La décolonisation portugaise en 1974-75 reste assez discutée mais ce n'est pas ici le lieu de l'analyser politiquement. Il nous semble cependant intéressant de faire ressortir l'un de ses aspects. Elle a été une des rares décolonisations réputées fort conflictueuse et difficile, à être réalisée à gauche (un autre exemple aura été le processus débuté avec le gouvernement français de courte durée de P. Mendès-France, au Maghreb et en Indochine en 1954). Les autres décolonisations de ce type seront plutôt l'oeuvre de forces politiques conservatrices comme De Gaulle en Algérie au début des années 1960, Margaret Thatcher au Zimbabwe en 1979 et similairement Nixon au Vietnam.
- (218) Aussi au Ghana, les traitements des forces armées étaient nettement au-dessus de ceux des autres couches sociales (voir à cet égard K. Hart "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana": "the only opportunity to earn sums in excess were paid 16 pounds (par mois) and non-commissioned officers much more", p. 64). Cela n'a pourtant pas empêché que les forces armées aient donné le coup de grâce au régime de N'Krumah, le 24 février 1966.
- (219) "Avec l'instauration du programme 'Medibank', l'indice des coûts des services médicaux et hospitaliers pour les utilisateurs est tombé de 215,2 à 124,4 au troisième trimestre de 1975. Cette chute a été suffisamment importante pour faire reculer la progression de l'indice des prix à la consommation, pour ce trimestre, de 2,9% à 0,8%", Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1977, p. 52.

- (220) Calculs faits à partir des données présentées dans l'Annuaire statistique, ONU 1978, p. 865, dans la rubrique "Dons aux gouvernements des États et gouvernements locaux".
- (221) M. Kalecki, "The Lesson of the Blum Experiment", p. 29.
- (222) Sur les conséquences de cet héritage pour la politique du FP voir George Peel, The Economic Policy of France, 5ème chapitre "Front Populaire Finance". Cet auteur écrit: "And last of all, but not least of all, there was another legacy, a most damnosa haereditas, which the Blum Government had to take over from its predecessors. This was the weight, the ever-growing, of the National Debt", p. 58.

NOTES DU 5ème CHAPITRE

- (1) Cité par G. Peel, The Economic Policy of France, p.1 (P. Leroy-Beaulieu, Sciences des finances, préface à la 5ème éd., p. IX), souligné par nous.
- (2) Voir à ce propos Renaud De La Genière, Le budget, pp. 18-19.
- (3) F. Engels, Anti-Dühring, pp. 275-6. Engels critique ici David Hume que, dans son Essai sur les impôts (1752), aurait pris position en faveur du système des impôts indirects qui soulevait alors l'opposition des britanniques.
- (4) J. Rivoli, Vive l'impôt, p. 9. Ce thème est développé dans les pages suivantes.
- (5) Voir à ce sujet Albert Soboul, "Le choc révolutionnaire, 1789-1797", pp. 15-16.
- (6) Voir S. Griffith-Jones, "The Role of Financial Policies in the Transition to Socialism", p. 17.
- (7) A. M. Okun, Egalité VS efficacité, p. 93. Cet auteur souligne: "Le projet reçut l'approbation non seulement de réformistes convaincus, mais aussi de modérés qui estimèrent qu'il s'agissait là d'un moyen équitable et efficace de répartir les charges de services publics comme l'Armée, les tribunaux fédéraux, et les commissions administratives".
- (8) En ce qui concerne le choc institutionnel qui a provoqué la chute du premier gouvernement Blum voir l'article de B. Minot "La chute du premier gouvernement Blum et l'action des commissions des finances 1936-37", qui étudie cette question en détail.

- (9) Voir par exemple La transition socialiste, p.189 (S.-C. Kolm).
- (10) "Contraintes et contradictions ...", p. 16. Sur la partie du programme du FP consacrée à l'assainissement financier, voir l'annexe I de cet article. Nous relevons un de ses points: "Réforme démocratique du système des impôts comportant une détente fiscale en vue de la reprise économique et création de ressources par des mesures atteignant les grosses fortunes (progression rapide de la majoration du taux de l'impôt général sur les revenus supérieurs à 75 000 F.); réorganisation de l'impôt successoral; taxation des profits de fait, en évitant toute répercussion sur les prix de consommation".
- (11) The Role of Finance in the Transition to Socialism, p. 143.
- (12) Cet auteur fait suite à une affirmation du premier ministre G. Whitlam: "the huge and automatic increase in Commonwealth revenue ensures that rates of taxation need not be increased at any level to implement a Labor Government's programme", "what Went Wrong?", p. 19.
- (13) Le point (m) du programme de ce gouvernement préconisait la "réforme du système fiscal pour sa rationalisation et le dégrèvement de la charge fiscale des couches défavorisées, en vue d'une meilleure distribution du revenu". D'autre part, ce programme n'envisageait pas de mesures de nationalisation en large échelle. D'une manière fort significative les nationalisations n'ont pas manqué surtout en 1975, tandis que la réforme fiscale n'a pas avancé (voir à cet égard, E. N. Baklanoff The Economic Transformation of Spain and Portugal pp. 156-7). Peut-être la principale mesure dans le sens de la réforme fiscale fut-elle la création de la Comisión de l'impôt unique en 1976, dissoute par la suite.
- (14) "J'ai été frappé, en lisant cet exposé des motifs, de sa précision sur certains points, de la façon dont il est entré dans les détails, par exemple en ce qui concerne l'impôt sur le capital, sa durée, ses modes de recouvrement, etc. ...", Jean-Marcel Jeanneney (avec Pierre Mendès-France), L'expérience économique du Front populaire. Sur le contexte de cet "exposé des motifs", voir ce que nous en disons au paragraphe 1.1.1.(France).

- (15) "La croissance économique appréciable des années 1950-6,4% de croissance annuelle moyenne du PNB de 1955 à 1960 - fut en grande partie financée par les recettes du cacao. En 1961, cependant, la baisse des cours ne permit pas la création d'un surplus important, et les profits antérieurs, investis à l'étranger sous forme de réserves de devises, étaient presque épuisés. Aussi, le gouvernement dut-il chercher de nouvelles sources internes et externes de financement. Il réforma d'abord l'impôt sur le revenu: retenue à la source, suppression des déductions personnelles, égalisation des forfaits pour les entrepreneurs individuels et les sociétés, paiement d'un minimum obligatoire fondé sur le chiffre d'affaires sans tenir compte des pertes déclarées sauf pour les sociétés nouvellement créées ...", John D. Esseks, "L'expérience du Ghana ...", p. 98. On reviendra sur ces mesures plus bas.
- (16) "The Role of Financial Policies in the Transition to Socialism", p. 17.
- (17) Vive l'impôt, pp. 8-9.
- (18) L'instabilité des ressources publiques ghanéennes est étudiée en détail dans l'article F. S. Idachaba, "Revenue Instability in Developing Countries: The Ghanaian Experience". Nous reviendrons un peu plus bas à ce sujet.
- (19) Le produit intérieur brut de la Jamaïque est passé, en millions de dollars de 1970, de 1 463 en 1973 à 1 194 en 1980. Le PIB par habitant a naturellement baissé davantage, en passant, en dollars de 1970, de 742 en 1973 à 550 en 1980 (c'est à dire, une baisse de plus de 25%). Ces chiffres ont été repris de Estudio Económico de América Latina 1980, CEPAL, p. 572; voir aussi la figure 1.2.
- (20) Ainsi par exemple au Chili, les recettes publiques ont-elles augmenté de 10% en termes réels entre 1970 et 1972, tandis que les dépenses croissaient en même temps de 53%. En Australie, entre 1972 et 1975, les résultats en termes réels furent, respectivement de 25% et 53%. En Jamaïque, les recettes ont globalement augmenté plus vite que les prix jusqu'en 1977, mais la situation s'est renversée pendant les trois dernières années. Taux calculés à partir des indices de l'annexe 5.1, corrigés par les indices généraux des prix à la consommation de l'annexe 3.4.
- (21) "Les budgets fédéraux des exercices 1974-75 et 1975-76 se sont soldés par des déficits s'élevant respectivement à

4,3% et 5,1% du PIB, au lieu de 1% et 4% comme le prévoient approximativement les documents initiaux. Ce sont là des résultats exceptionnels par rapport aux niveaux habituellement observés en Australie: le plus fort déficit enregistré au cours des vingt années précédentes avait été celui de 1967-68 qui s'était élevé seulement à 2,7% du PIB ...", Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1977, p. 30.

- (22) Cette différence quantitative entre le déficit courant et le déficit global, nous montre que ce sont les recettes courantes qui dans l'essentiel financent les dépenses, quel que soit leur type, courant ou de capital. Par rapport aux dépenses de capital, les recettes de capital ont un poids tout à fait négligeable (et en baisse au cours de la TSL). Nous reviendrons sur cette question au paragraphe 5.6.
- (23) Le graphique sur le Ghana s'arrête en 1962-63, mais l'évolution précédente s'est poursuivie dans les années finales de cette expérience. Comme l'a écrit A. Rake: "Depuis l'accession du Ghana à l'indépendance, en 1957, le budget a toujours été déficitaire. Mais, cette année (1965), les dépenses excéderont probablement d'un tiers environ les recettes", voir "La crise économique au Ghana", p. 6.
- (24) In James O'Connor, The Fiscal Crisis of the State, pp. 1-2. La même idée est développée par J. Rivoli dans Vive l'impôt, pp. 5-8.
- (25) "The Role of Financial Policies in the Transition to Socialism", pp. 12-3.
- (26) Le déficit public dans ces deux cas est essentiellement financé par les emprunts intérieurs, principalement de la Banque Centrale. La dette vis-à-vis de l'extérieur croît également mais à rythme inférieur, voir ce que nous en disons, d'un point de vue global (c'est-à-dire concernant aussi bien la dette publique que la privée) au paragraphe 6.1.
- (27) S. Griffith-Jones, The Role of finance in the Transition to Socialism, p. 129.
- (28) Voir Rapport de la Banque du Portugal, 1975, 1er vol., p. 175.
- (29) Entre la fin 1973 et la fin 1975, la dette publique vis-

-à-vis de l'extérieur est passée de 13 890 millions d'escudos courants à 18 423. Toutefois, sa part dans la dette publique totale s'est en même temps réduite, en passant de 25,6% à 19,2%. Calculs faits à partir des chiffres présentés par le Rapport de la Banque du Portugal, 1975, 1er vol., p. 173.

- (30) Sur la naissance et le développement des pressions inflationnistes au cours de la TSL, à partir de la demande, voir aussi les paragraphes 3.1.1. (partie sur la consommation privée), 4.6.1., 6.2.2. et 6.2.3.
- (31) Bilan de l'économie française 1919-1946, p. 138.
- (32) Ce plan d'épargne forcée en raison duquel les salariés devraient économiser 5% de leurs revenus et les patrons 10% pour souscrire des bons nationaux, a soulevé une vive opposition de la part des travailleurs et sera révoqué deux ans plus tard en 1963.
- (33) "L'expérience du Ghana ...", pp. 98-9.
- (34) Chiffres repris de l'ouvrage de Stephany Griffith-Jones, The Role of Finance in the Transition to Socialism, p.142. Sur l'évolution des cours du cuivre dans cette période, voir le paragraphe 6.2.4.
- (35) Malgré certaines différences quantitatives, les deux sources que nous avons utilisées à ce propos conviennent tout à fait sur le fond. Il s'agit de l'ouvrage cité dans la note précédente et de M. Mamalakis, Historical Statistics of Chile, vol. I, National Accounts, p. 181. Ajoutons que d'après la première source, le montant réel de l'impôt sur le revenu des entreprises a baissé de 2,5% en 1971 et de 37,3% en 1972, toujours par rapport à l'année antérieure.
- (36) Id. Dans le même temps son augmentation réelle a été de 52,6%.
- (37) Id. En millions d'escudos chiliens de 1972, elles sont passées de 16 361,2 en 1970 à 13 964,7 en 1971 et à 10 047,6 en 1972. Cette évolution négative en termes réels s'est poursuivie en 1973, voir Banque Mondiale, Chile. An Economy in Transition, p. 82.
- (38) Il s'agit essentiellement de certaines différences entre la composition de la structure de recettes du gouvernement central et des gouvernements fédérés et locaux.

Toutefois les recettes de ces derniers, si l'on exclut les dons du gouvernement central, ne représentaient que 28% des recettes publiques australiennes en 1975. C'est-à-dire, les recettes du gouvernement central étaient de loin les plus représentatives.

- (39) Informations puisées dans le Rapport sur l'Australie, OCDE, 1977, p. 33.
- (40) Pourcentages calculés à partir du tableau présenté par N. J. Thomson "Taxation and the Asprey and Mathews Reports", p. 77.
- (41) Comme nous le verrons au paragraphe 5.4., entre 1973 et 1975, ce furent les cotisations sociales qui ont crû le plus vite, suivies d'abord par les impôts directs et ensuite par les impôts indirects. Selon le Rapport de l'OCDE 1979 sur le Portugal, entre 1973 et 1978, l'accroissement moyen annuel aurait été de 29,4% pour les contributions sociales, de 28,6% pour les impôts directs et de 26,3% pour les impôts indirects, voir op. cit., p. 36.
- (42) Il s'agit des recettes effectives de cet impôt. Voir Rapport de la Banque du Portugal 1976, p. 115. Ces chiffres ont été en quelque sorte atteints par les anomalies enregistrées dans le recouvrement des impôts dans la période analysée. Voir à cet égard les Rapports de l'OCDE 1976 (p. 33) et 1977 (pp. 32-3). En ce qui concerne particulièrement la contribution industrielle, en décembre 1975, il a été décidé d'autoriser des délais de son recouvrement.
- (43) Id. et pour le revenu national nous avons utilisé les données présentées par l'INE, Contas Nacionais, Estimativas de 1970 a 1976.
- (44) En dépit du fait qu'il est le plus important impôt progressif sur le revenu existant au Portugal, il a souvent fait l'objet de critiques visant certaines injustices sociales qu'il est censé renfermer notamment à l'égard des familles. A ce sujet voir Diogo Leite de Campos, "O Imposto Complementar", pp. 335 et suivantes.
- (45) Si on fait l'abstraction de l'année 1975, il fut dans la période en analyse, l'impôt direct qui a apporté plus d'argent à l'Etat après l'impôt professionnel, voir pour les détails le Rapport de la Banque du Portugal, p. 115. Sur les anomalies dans le recouvrement des impôts au Portugal en 1974-76, voir note 42 du présent chapitre.

- (46) Sur l'évasion fiscale voir A. Cavaco Silva, "A Política Orçamental Portuguesa em 1974-78", pp. 192 et suivantes.
- (47) Rapport de la Banque du Portugal 1976, p. 115. Cet impôt fut avec la contribution industrielle ceux qui ont évolué plus défavorablement en 1975-76.
- (48) Id. Le rapport de l'impôt sur les capitaux à l'impôt professionnel est progressivement passé de 71,4% en 1973 à 54,9% en 1974, à 51,8% en 1975 et à 49,5% en 1976. L'évolution fut semblable vis-à-vis de l'impôt complémentaire.
- (49) "La principale source de recettes est encore l'impôt sur la rente et les profits, bien que son apport ait diminué graduellement de 35% en 1976 pour une moyenne stable de 28% en 1979-80 ..." in BID, Progreso Socio-Económico na América Latina, Rapport 1980-81, p. 308 (la traduction est de notre responsabilité).
- (50) In "The Case of Jamaica", p. 142. La traduction est de notre responsabilité.
- (51) Voir S. Griffith-Jones, The Role of Finance in the Transition to Socialism, p. 142.
- (52) Voir CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1980, p. 596. Nous reviendrons en détail sur cette question au paragraphe 6.2.4.
- (53) In A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, vol. I, éd. 1984, pp. 285-6. Pour plus de détails voir cette source.
- (54) Voir J. D. Esseks, "L'expérience du Ghana ...", p. 98.
- (55) Id. Si l'on tient compte que le salaire minimum officiel au Ghana à cette époque était d'environ 24 dollars US par mois, cette mesure a aussi probablement touché des catégories relativement mal rémunérées. Ce fait doit être d'autant plus remarqué que l'inflation s'accélérait. Nous sommes arrivés à ce chiffre à partir des données présentées dans les articles de K. Hart "Informal Income Opportunities ...", pp. 62-64 et de W. F. Steel "The Appropriate Measure of Wages ...", p. 28. Pour le change en dollars US nous avons utilisé le tableau fourni par T. Killick, Development Economics in Action ..., p. 8.
- (56) "... some successful efforts were made by the Executive ("Unidad Popular") to increase taxation. These initiati-

ves were taken mainly in direct taxation; higher rates in business income tax and on property tax were introduced and a new tax on the capital of incorporated companies was established ... No precise estimate was made of the net effect on tax increases of these modifications. However, most of the increases which occurred in direct taxation can be attributed to them". S. Griffith-Jones, The Role of Finance ..., p. 141.

- (57) "Taxation and the Asprey and the Mathews Reports", pp. 77-8.
- (58) Nos calculs ont été faits à partir des chiffres présentés dans le Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1978, p. 67.
- (59) Cette information et les suivantes ont été puisées dans l'article d'A. Cavaco Silva, "A Política Orçamental Portuguesa em 1974-78", pp. 187-92.
- (60) Par ailleurs, comme le souligne l'article que nous venons de citer, ce fut surtout après le 25 Novembre 1975 qu'il s'est enregistré une plus grande et plus générale accentuation de la progressivité. Toutefois, n'oublions pas que, d'après les chiffres du tableau 5.1, entre tous les cas, le Portugal a connu dans la période que nous analysons (entre 1973 et 1975), la plus faible couverture du taux moyen annuel d'accroissement des dépenses par celui des recettes, ce qui montre une évolution relative particulièrement défavorable. Elle ne s'est d'ailleurs pas significativement redressée dans les années suivantes.
- (61) "The Role of Financial Policies in the Transition to Socialism", p. 17. La traduction est de notre responsabilité.
- (62) In N. J. Thomson, "Taxation and the Asprey and Mathews Reports", p. 82.
- (63) Stefan De Vylder, Allende's Chile, p. 233.
- (64) Voir N. J. Thomson, "Taxation and the Asprey and Mathews Reports", pp. 82-4.
- (65) Tout ce processus est décrit d'une façon détaillée par S. Griffith-Jones dans The Role of Finance in the Transition to Socialism, pp. 91-3. Nous en reproduisons quelques extraits: "The effective yield of the tax was lower than expected - only 4 milliard (de couronnes tchécoslovaques) en 1948. This was mainly because of the large unplan

ned expropriations carried out after February 1948 ... The final yield of the tax does not justify the political struggle it caused. It seems that the importance of the 'millionnaire's tax' was more political than financial, and the struggle over it coincided with increasing national and international tension and sharp veer to the left in the Communist Party strategy ... The communists gained most politically, as they used the discussion about the tax (which they broadcast through the mass media and worker's organizations) to discredit other political parties. This followed an explicit political decision taken by the communist leadership in mid-september 1947, which defined, as the main task to: 'use the discussions on the millionaire tax to gain Social Democratic and National Socialist workers to joint actions, mainly through trade union organizations, to increase aid to the left-wing Social Democrats ...'" Dans l'ensemble, cet exemple historique montre bien les risques de l'utilisation démagogique de ces mesures.

- (66) Le socialisme sans Marx, p. 201.
- (67) Id.
- (68) Cette question est analysée par A. Nove dans l'ouvrage qu'on vient de citer, pp. 201 et suivantes. En outre, nous l'avons déjà abordée ailleurs, notamment au paragraphe 3.3.3.
- (69) Le redressement suédois à cette époque est analysé par Brinley Thomas au 6ème chapitre de l'ouvrage, Monetary Policy and Crises - A Study of the Swedish Experience. Ces calculs ont été faits à partir des chiffres présentés dans cet ouvrage, pp. 206, 211 et 240.
- (70) Id. Ainsi les recettes de la taxe sur les boissons alcooliques qui était l'impôt qui a rapporté plus à l'Etat à partir de 1932-33, sont passées de 110,5 à 141,5 millions de couronnes suédoises entre les années 1930-32 et 1932-34.
- (71) Cet aspect fut déjà en partie abordé au paragraphe 4.5.2.1., lorsqu' on a analysé l'introduction du régime de sécurité sociale au Ghana. Pour plus de détails voir l'article de Yaw Ofori, "Dix ans de régime de sécurité sociale au Ghana".
- (72) Calculs faits à partir des chiffres présentés dans l'Annuaire statistique, INE, série rétrospective 1976, p. 107.

Remarquons que les pourcentages du tableau 5.8 ne montrent pas très clairement ces deux vitesses différentes entre les cotisations des travailleurs et celles des patrons. En effet, il faut tenir compte que d'après les chiffres de ce tableau ce fut surtout la part relative de la rubrique "autres contributions" (subsidés, revenus de biens patrimoniaux, etc.) qui a baissé plus substantiellement en passant de 16,2% du total en 1973 à 10,2% en 1976.

- (73) Il peut même arriver que sous prétextes de ce genre, les entreprises se refusent à payer sa contribution sociale. Cela est arrivé au Portugal. Plus puissantes que les salariées (qui de ce point de vue se trouvent plutôt atomisées), les entreprises ont davantage de chances de s'engager dans une telle action.
- (74) Voir à cet égard INE, Contas Nacionais, Estimativas de 1970 a 1976, p. 20. D'après nos calculs approximatifs, du moins en 1975, si l'on ôte du total des transferts courants, la part qui est allée aux rapatriés, ce nouveau total devient inférieur au montant des cotisations sociales. En effet, le rapport de celles-ci sur les transferts courants était de 79% en 1975, tandis que la part des rapatriés y représentait à peu près 25% (cf. tableau 4.10). Par ailleurs, le compte de la sécurité sociale dégagait traditionnellement d'énormes surplus avant le 25 Avril 1974. Du moins par principe, il y avait une marge considérable pour l'engagement de programmes sociaux.
- (75) Chiffres obtenus à partir des données de l'Annuaire statistique de l'ONU, 1978, p. 865 et pour l'impôt sur le revenu personnel de l'article de N. J. Thomson, "Taxation ...", p. 77.
- (76) "The Lesson of the Blum Experiment", p. 34.
- (77) "The Interrelationship between Economics and Politics", p. 105.
- (78) Cité par J. M. Keynes, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, p. 355.
- (79) Nous nous sommes déjà penché à plusieurs reprises sur cette question, notamment aux paragraphes 2.3., 2.5. et 3.1.1.
- (80) In Ignacy Sachs, Pour une économie politique du développement, pp. 286-7. Cet auteur attire l'attention sur les conséquences de cette tendance: "Dans neuf cas sur dix,

leur applicabilité dans le contexte socio-économique différent d'un pays moins développé est plus que douteuse. La poursuite d'une politique fondée sur ces normes ne peut mener qu'à un seul résultat: créer un confort à l'occidentale pour une petite élite d'occidentalisés privilégiés", p. 287.

- (81) A ce propos consulter par exemple l'ouvrage d'Alain Lipietz, L'audace ou l'enlèvement, notamment la 3ème partie et la conclusion. Voir aussi notre paragraphe 1.2.5.
- (82) En rapport avec le programme du Front Populaire cette doctrine est analysée par A. Sauvy, Histoire économique ..., vol. I, éd. 1984, pp. 237-248. Voir aussi dans ce travail le paragraphe 3.1.1.
- (83) In CEPAL, Economic Survey for Latin America 1975, p. 159. Les taux d'accroissement des autres branches industrielles en 1971 furent de 12,7% pour les biens de consommation non durables, de 10,8% pour la moyenne des industries manufacturières, de 10,4% pour les produits intermédiaires pour l'industrie, de 9,1% pour les produits intermédiaires pour la construction et de -8,6% pour le matériel de transport, entre autres. Toutefois, en 1972, la production industrielle de biens de consommation durables a été celle qui a chuté le plus.
- (84) Calculs faits à partir des chiffres présentés dans l'ouvrage, Evolução das Estruturas de Consumo, 1958-1975, Departamento Central do Plano, Lisbonne, juin 1978.
- (85) In Ricos e Pobres no Alentejo, postface à l'édition portugaise, p. 423. La traduction est de notre responsabilité.
- (86) Voir à cet égard le chapitre 2 de l'ouvrage d'A. Hirschman, Bonheur privé, action publique intitulé "Diverses formes de déception du consommateur". ("Ces conclusions s'appliquent tout particulièrement lorsque prennent place d'importants progrès, permettant à de nouveaux groupes d'accéder à des biens ou services jusque-là réservés au petit nombre ou totalement absents"). Voir aussi notre paragraphe 2.5.
- (87) A propos de l'expérience ghanéenne T. Killick a remarqué: "It could even be argued that imports of finished consumer goods had a positive effect on economic growth, by acting as incentive goods. This was probably crucial in an earlier stage of the economy's development and it is

plausible, if speculative, that the willingness of cocoa and food farmers to invest labour in expanding their productive capacities is positively correlated with the availability and relative cheapness of imported goods which bring some luxury into their lives", Development Economics in Action ..., p. 122.

- (88) Par ailleurs, comme on peut aisément constater dans le tableau qui concerne, dans l'annexe 5.6, la Jamaïque, la part des impôts indirects a aussi évolué d'une façon fort instable entre 1970 et 1980. Ainsi, après avoir baissé près de 16 points entre 1973 et 1974 (en passant de 45,1% à 34,3%), elle est remontée jusqu'en 1977 (43,7%) pour descendre de nouveau par la suite et atteindre 37% en 1980. Tout cela témoigne bien du caractère exceptionnel de ce cas.
- (89) Les écarts les plus grands par rapport à ces moyennes furent faibles: de 1,6% en France, de 1% en Australie et de 1,9% au Portugal.
- (90) Si nous ne comprenons pas les revenus de l'entreprise et de la propriété perçus par l'Etat au titre de recettes courantes, la part des impôts indirects aurait baissé de 45,9% en 1970 à 44,6% en 1972. Ces pourcentages ont été calculés à partir des chiffres présentés dans Yearbook of National Accounts Statistics, ONU, 1980.
- (91) Ces pourcentages représentent pour le Chili, la somme des parts de l'impôt sur les ventes et de l'impôt sur la consommation (ce dernier "excise tax" a été le seul impôt chilien à avoir crû en termes réels en 1972 par rapport à 1971; ni même l'impôt sur le revenu personnel a alors crû en termes réels), voir S. Griffith-Jones, The Role of Finance ..., p. 142.
- (92) Au Portugal, ce total représente la somme des impôts sur la consommation, sur le tabac et sur la vente d'automobiles. Pour plus de détails, voir la source indiquée dans le tableau de l'annexe 5.6.
- (93) Le niveau relatif des droits de douane dans l'ensemble des recettes s'est situé autour de 16,5% en France entre 1935-38 et de 5,5% en Australie entre 1972-76 (cf. tableaux de l'annexe 5.5).
- (94) Sur les détails de cette mesure, voir Rapports de l'OCDE 1976, pp. 21-22 et de 1977, pp. 21-22.

- (95) Analytiquement nous avons séparé les droits d'exportation des droits d'importation. Ceci est évidemment important pour l'étude des droits de douane. Dans la suite de ce qui est fait dans les travaux que nous avons consultés, les droits d'exportation sont ici considérés comme des impôts directs, au même titre par exemple que les impôts sur le revenu des entreprises. Les droits d'importation forment ici pour l'essentiel les droits de douane. Cette séparation est particulièrement pertinente dans le cas ghanéen où la somme des droits d'importation et d'exportation représentait en 1958, 61,6% du total contre 44,9% en 1965, c'est-à-dire les recettes de l'État ghanéen étaient majoritairement dépendantes du commerce extérieur. Sur la réduction de ce rôle dans les finances ghanéennes, voir J. D. Esseks, art. cit., p. 99.
- (96) Voir A. Joxe, Le Chili sous Allende, p. 46.
- (97) Ajoutons que la baisse des impôts indirects n'était pas vue seulement comme un instrument de la politique des prix. Dans certains cas, on attendait aussi par là des effets de relance économique. Par la baisse des prix de certains biens et services, le pouvoir d'achat devrait s'accroître et, la demande ainsi élargie stimulerait la relance, surtout s'il s'agissait de productions intérieures. Dans ces circonstances, les objectifs sociaux de la TSL et les avantages d'une tendance favorable à la reprise de la production se trouvaient simultanément rassemblés. Plus loin nous reviendrons indirectement sur cette politique.
- (98) Le montant total (à prix courants) des rentrées des impôts sur les véhicules a été multiplié par cinq entre 1973 et 1976, tandis que le total des recettes courantes était multiplié par 1,83. Pour les détails, voir Rapport de la Banque du Portugal 1976, p. 115.
- (99) Le nombre d'immatriculations de voitures automobiles en 1974 (88 213) en 1975 (84 231) et en 1976 (97 913) ont été des chiffres historiques jamais atteints. Pour les détails, voir ACAP-AIMA, O Comércio e a Indústria Automóvel em Portugal, p. 142. Voir aussi ce que nous disons à ce sujet, sur l'évolution avant le 25 Avril 1974, au paragraphe 2.3.1.
- (100) "...the prices of passenger cars were, for instance, raised far above the general index. For example, in November 1970 a Fiat 600 cost 48,000 escudos, and two years later the official price had gone up to 490,000 escudos: on the

black market a Fiat 600 would be sold for even more", Allende's Chile, p. 232.

- (101) "When sales of Australian-produced motor vehicles slumped in the last quarter of 1973 and continued to fall early in 1974, the government introduced a temporary reduction in sales tax on vehicles to 15 per cent. At the same time, the government made it clear that this tax would be raised again ... Many people brought forward their spending plans, and buyers were quick to take advantage of the temporarily lower prices. The motor vehicle industry geared up for higher sales and production...", R. Hefford et al., An Introduction to the Australian Economy, pp. 219-20.
- (102) "Numerous tax concessions formerly available to primary producers and some concessions to other firms were abolished. Payroll tax was increased in the Commonwealth territories. Excise duties were raised on petroleum products, spirits and tobacco. However, there was no change in the rates of tax on personal income...", id. , pp. 218 et 221.
- (103) Les consommations annuelles privées, mesurées en dollars US, étaient en 1974, de 3 429 en Australie et de 1 089 au Portugal.
- (104) F. H. G. Gruen, "What Went Wrong?", p. 20. La traduction est de notre responsabilité.
- (105) Un signe de cette tendance peut être trouvé dans les chiffres suivants: de mai 1936 à mai 1937, la part des dépenses d'habillement dans les dépenses d'un ménage ouvrier de quatre personnes s'est accrue de 14,7%, en passant de 13,2% à 15,6% du total, tandis que l'alimentation n'augmentait que très légèrement, en passant de 57,0% à 57,5% du total et toutes les autres parts qui correspon-
dait à d'importantes catégories de biens consommés (logement, divers, etc.) y décroissaient (voir INSEE, Mouvement économique de la France de 1929 à 1939, p. 192).
- (106) Les problèmes des inégalités survenues dans la distribution au cours de la transition sont en partie abordés dans l'ouvrage de K. Griffin et J. James, The Transition to Egalitarian Development, en particulier au 4ème chapitre.
- (107) Comme on peut le constater dans les tableaux des annexes 5.5 et 5.6, nous disposons à ce sujet de données concrètes.

tes pour tous les cas, sauf pour la France. Dans ce dernier cas, la perte d'importance des recettes qui ne proviennent pas des impôts (leur part dans le total est passée de 21,5% en 1935 à 16,5% en 1938, nous suggère, d'une certaine manière, une évolution semblable aux autres cas sur ce plan.

- (108) Les revenus de l'entreprise et de la propriété sont passés de 12,5% en 1970 à -5,4 en 1972, c'est-à-dire une baisse de 17,9 points, tandis que, en même temps, les prélèvements sur le cuivre sont passés de 16,9% à 0,3% dans le total des recettes courantes, donc une chute de 16,6 points. Pour les détails voir tableaux des annexes 5.5 et 5.6 et les sources y indiquées.
- (109) "In the area of fiscal policy, the model assumed (Unidad Popular) that profits from the Social Property Sector would compensate for the increase in public spending...", "The Interrelationship between Economics and Politics", p. 106. Or, comme nous le verrons plus bas, toutes les recettes provenant de ce secteur sont tombées.
- (110) En particulier, l'excédent des entreprises publiques non-autonomes s'est pratiquement annulé, en passant de 1,2% en 1972 à 0,2% en 1975 et à 0,1% en 1976. Voir à ce propos, INE, Contas Nacionales, Estimativas de 1970 à 1976, p. 20.
- (111) A cet égard l'exemple chilien fut très évocateur. Comme l'a souligné S. Griffith-Jones: "In 1972, inflation reached 163,4 per cent. Many prices of state controlled enterprises were frozen at the 1970 or 1971 level till July or September 1972; other prices in state-controlled enterprises grew at a much slower rate than the average index for industrial goods...". Par exemple, tandis que l'indice des prix industriels de gros a augmenté de 89,3% entre 1970 et 1972, les prix des entreprises publiques du pétrole et de l'électricité ont cru respectivement 42,6% et 22,6%, The Role of Finance in the Transition to Socialism, p. 149.
- (112) Rapport sur le total des recettes (courantes plus de capital), voir Rapport de la Banque du Portugal, 1976, p. 149.
- (113) Pour les détails, voir les tableaux de l'annexe 5.5. Bien que d'une façon plus irrégulière, l'évolution fut semblable en Jamaïque, voir la même source.
- (114) Dans le premier cas, par rapport au total des recettes publiques non compris les emprunts, elles sont passées de 5,5% à 1,8% et dans le deuxième cas de 2,6% en 1972-73 à 1,3% en 1976-77.

NOTES DU 6ème CHAPITRE

- (1) Mots de Circé à Ulysse, Odyssee, Chant XII (souligné par nous).
- (2) Les rapports qui vont suivre ont été établis à partir des données sur chaque pays de l'Annuaire rétrospectif, International Financial Statistics, vol. XXXIII, 1980, ed. FMI. La valeur des importations se rapporte à une période annuelle et celle des réserves correspond à la fin de la période. L'unité monétaire commune est le dollar US.
- (3) Les chiffres suivants concernant les réserves de la France ont été puisés dans les Comptes rendus annuels à l'Assemblée de la Banque de France de 1935 à 1938.
- (4) En fait, après l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne en 1931, les "zones monétaires" sont apparues; la France ainsi que d'autres pays (l'Italie, la Pologne, la Belgique, la Hollande et la Suisse), faisaient partie du "bloc-or" qui a essayé, aussi longtemps que possible de défendre l'étalon-or (voir, Maurice Niveau, Histoire des faits économiques contemporains, p. 319). C'est d'ailleurs la loi monétaire du 1er octobre 1936 qui a détaché le franc de l'or.
- (5) Voir par exemple, à ce propos : Mouvement économique en France 1929 à 1939, INSEE, p. 127.
- (6) René Sédillot, Histoire du franc, p. 156.
- (7) Voir l'Annuaire rétrospectif de la France 1966, INSEE p. 365.
- (8) Chiffres sur les réserves totales extraits des Comptes rendus à l'Assemblée de la Banque de France et sur les importations de l'Annuaire rétrospectif de la France 1966, INSEE, p. 350.
- (9) Au Portugal à la fin de 1973, l'or représentait 41% du total des réserves et les devises 57,8% (d'après ce que nous venons de voir précédemment, ces rapports se trouvaient totalement modifiés en 1975, quand le total des réserves se répartissait entre 74% en or et 25,9% en devises). En Australie, le rapport était beaucoup moins favorable à l'or (en 1972 et 1975 il représentait respectivement 4,6% et 9,2% des réserves totales) et il en était de même au Ghana (2% en 1960 et 4,8% en 1965). La Jamaïque ne possédait pratiquement pas d'or. Ces chiffres ont été extraits de l'Annuaire rétrospectif International Financial Statistics, en particulier il s'agit de l'évaluation nationale de l'or en dollars US à la fin de chaque année.
- (10) D'après R. Sédillot, la Commune s'est bornée "à obtenir de la Banque quelques millions d'avance, trente fois moindres que celles que la Banque consent dans le même temps aux Versaillais. Elle fait frapper à la Monnaie pour 1.200.000 francs de pièces d'argent, du type habituel, en monnayant quelque vaisselle et quelques objets de métal trouvés dans les ministères. A l'encaisse de la Banque de France, elle n'ose pas toucher." in Histoire du franc, p. 94.
- (11) The Role of Finance in the Transition to Socialism, p. 188.

- (12) Les chiffres sur la dette ont été repris d'Eric Baklanoff, The Economic Transformation of Spain and Portugal, p. 146 pour 1973 et de l'étude de la Banque Mondiale sur le Portugal (Current and Prospective Economic Trends), p.47. pour 1975 et sur le ratio, Rapport de la Banque du Portugal 1975, vol. I, p. 101.
- (13) D'après Tony Killick, la dette extérieure totale du Ghana était près de 500 millions de dollars (Development Economics in Action... p.113). Nous avons calculé le rapport avec les chiffres des pp. 87 et 113, voir aussi le point "The Debt Problem and External Assistance", pp. 110-115.
- (14) "Adjustment Experience in the 1970's", p. 460.
- (15) Pour connaître les deux points de vue en choc, consulter l'article de G. Russel Kincaid in Bulletin du FMI, 22/12/80, "Jamaïque: l'aide du Fonds a visé à freiner la baisse de la production et à relancer l'activité économique" et l'étude de N. Girvan, Richard Bernal et Wesley Hughes "The IMF and the Third World: The Case of Jamaica, 1974-80", in Development Dialogue, n° 2, 1980. Nombre d'autres articles se penchent aussi sur cette question dont notamment "The 'Destabilization' Program of the IMF in Jamaica" d'Alix-Hérard Paul, et "The IMF and the Foreclosure of Development Options: The Case of Jamaica" de N. Girvan et R. Bernal, ou en font de larges allusions (pour plus de détails, voir la bibliographie).
- (16) Nous relevons par exemple sur les rapports triangulaires FMI, Etats-Unis et Chili en 1970-73, la description qui en est faite dans le chap. IX de l'ouvrage de Cheryl Payer, The Debt Trap.
- (17) A propos de la Jamaïque, Stephany Griffith-Jones écrit: "The Jamaican experience has implications for any small open, dependent developing country which attempts to carry out a process of radical structural changes. In the present international context, such a country will find it extremely difficult to sustain for a long period a current account deficit by relying on external finance; in any case, such a large level of external financial inflows may be undesirable, as it will make the country too vulnerable to foreign pressures. Furthermore, the country may face large private capital outflows from it. For this, even though it is extremely difficult, such countries must necessarily put more — and not less — emphasis on adjusting their economies to external shocks. Both orthodox adjustment policies — such as control of real wage increases — and less orthodox ones — such as export promotion or import controls — inevitably have to play a very large role" ("Adjustment Experience in the 1970's", p. 460. Voilà pourquoi cet auteur conseille, comme nous l'avons déjà souligné, de maintenir relativement élevé le niveau des réserves afin de protéger les expériences en cause.
- (18) Cheryl Payer, op. cit., pp. 211-2, (traduit par nous).
- (19) Banque de France, Compte rendu à l'Assemblée générale du 28 janvier, 1938, p. 6.
- (20) Comme on le verra mieux au § 6.3.L, la particularité en question ici est concrètement due au fait que le cas français a connu une évolution favorable du solde des invisibles courants (le seul positif d'ailleurs). Ainsi la crise du franc a été essentiellement déterminée par le déficit commercial (voir aussi l'annexe 6.1 concer-

nant la France), d'autant plus que "les mouvements de capitaux n'ont pas présenté la même intensité, ni une orientation constante" (M. P. Fournier, in Compte rendu à l'Assemblée générale de la Banque de France du 28 janvier 1938, n° 7).

- (21) Chiffres présentés par A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, vol. II, éd. 84, p. 164. Nous pouvons renforcer cette conclusion, en reprenant et en développant la citation que nous avons présentée au début de ce point: "La cause première des amples variations du franc, survenues sur le marché des changes au cours de l'année écoulée, doit être recherchée dans le déficit de la balance commerciale...La situation de notre commerce extérieur (en 1937) a été influencée, tout d'abord, par une augmentation sensible des importations...Leur volume augmentait de 23% seulement pendant les neuf premiers mois (en 1937), leur valeur en monnaie française a dépassé de 73% les chiffres atteints pendant la période correspondante de l'année 1936. Les exportations ne se sont pas développées aussi rapidement, puisqu'à une progression de 58% en valeur ne correspond qu'un accroissement de 5% à peine en volume", P. Fournier constate cependant un "revirement de tendance" à partir de juillet et août de l'année 1937, et particulièrement pendant le dernier trimestre 1937 (Compte rendu à l'Assemblée générale du 28 janvier 1938, pp. 6-8).
- (22) Ce rapport exportations/importations a été calculé à partir des chiffres présentés par A. Sauvy in, Histoire économique de la France entre les deux guerres. éd. 1984, vol. III, p. 339.
- (23) Ces pourcentages ainsi que les suivants sur le poids de l'agro-alimentaire dans le commerce extérieur jamaïquain ont été extraits du Yearbook of International Trade Statistics, ONU, éd. 1977 (p. 501) et ed. 1982 (p. 530). On inclut ce type de biens, qu'ils se trouvent à l'état primaire ou transformé.
- (24) Indice de la valeur des importations corrigé par l'indice général des prix à la consommation (base 100 en 1972).
- (25) La baisse de la part de ces biens dans le total des exportations (le sucre par exemple y est passé de 10,2% en 1970 à 5,8% en 1980, voir CEPAL, Estudio Económico de América Latina, p. 595) semble due aussi bien à la chute des prix (voir, id., p. 594) qu'au déclin de la production. A cet égard remarquons qu'entre 1972 et 1978 la production de sucre serait tombée d'un quart et celle de bananes de plus de 40% (Janet Morgan, The Economist 12.2.83, A Survey of Jamaica, pp. 8-9), et l'évolution n'aura point été meilleure en 1979-80. On reviendra là-dessus ultérieurement.
- (26) Yearbook of International Trade Statistics, ONU, éd. 1977 (p. 501) et ed. 1982 (p. 530).
- (27) Id., éd. 1961 (p.233), éd. 1964 (p. 272) et éd. 1968 (p.322).
- (28) Ce sujet a déjà été soulevé quand les prix alimentaires ont été étudiés au chap. 3. Pour les chiffres en détail, voir le Rapport de l'OCDE sur l'Australie de 1976, p.64.
- (29) Yearbook of International Trade Statistics, ONU, éd. 1976 (p. 133).

- (30) Rapport de la Banque du Portugal, 1974, 1er volume, p. 97. D'après cette même source l'importation de biens de consommation alimentaires primaires a été en 1974, celle qui a le plus augmenté par rapport aux autres catégories de biens importés, 44,3 % (27,1 % pour l'ensemble des biens de consommation, 36,6 % pour les combustibles, 9,4 % en moyenne générale), taux calculés à prix constants.
- (31) Après celui de 1930, les indices du volume de l'ensemble de la production agricole ont été en 1936 et 1937, les plus bas de cette décennie, voir A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, ed. 1984, vol.II, p. 75.
- (32) "Socialism and Agricultural Policies in Jamaica in the 1970's", p.11. C. Stone fait d'ailleurs dans cet article un bilan détaillé de la politique agricole du PNP pendant toute la période où il s'est trouvé au gouvernement, ce qui est particulièrement intéressant compte tenu de sa durée (presque neuf ans).
- (33) Id., p. 12.
- (34) D'après les chiffres présentés par Douglas Rimmer dans "The Crisis in the Ghana Economy", p. 29, la production cacaoyère au Ghana est passée de 239 millions de "long tons" en 1955/56-58/59 à 571 en 1964/65.
- (35) Comme l'écrit par exemple, Naseem Ahmad dans Deficit Financing Inflation and Capital Formation, The Ghanaian Experience 1960-65 : "In contrast to the spectacular expansion in cacao production and the growth of the manufacturing sector, production of local foodstuffs during the period under review appears to have lagged far behind the demands of the growing population", p. 88. Voir aussi à ce propos Gérard Grellet, Les structures économiques de l'Afrique noire, pp.88-89.
- (36) Cette question est développée par Tony Killick dans Development Economics in Action..., pp. 70-73.
- (37) Voir "Democratic Socialism in Dependent Capitalism : An Analysis of Manley Government in Jamaica", pp. 389-392.
- (38) Id. Bien que ses résultats aient été quelque peu tardifs, cette stratégie aurait été mise en oeuvre dès le début de la première administration du PNP. D'après l'étude de la CEPAL (1980) : "le gouvernement, lorsqu'il a assumé le pouvoir aux débuts de 1972, a accordé une priorité élevée à l'expansion de la production agricole. Après une étude exhaustive du secteur, commandée par le gouvernement et menée par la Banque Mondiale et une équipe d'experts ayant à sa tête Arthur Lewis, plusieurs mesures ont été adoptées en vue de surmonter la stagnation agricole. Parmi les mesures les plus importantes, en voici quelques-unes : large réorganisation et perfectionnement du ministère de l'Agriculture et d'autres organismes chargés d'élaborer la politique agricole et de rendre des services d'appui au secteur; augmentation de l'investissement du gouvernement central en infrastructure; expansion et réorientation du crédit en fonction des opportunités du marché; début d'un projet de développement rural intégré; établissement du Project Land Lease, conçu afin d'explorer la superficie agricole utile qui était désoccupée et abandonnée mettant en oeuvre la force de travail agricole sous-employée, et la réhabilitation de l'industrie sucrière", p. 578.

- (39) Nous reproduisons ce que cet auteur écrit dans "Public Policy and the Food Question in Ghana" : "It was during the time of the First Republic that the state initiated a policy of active intervention in food and agriculture in a more purposeful way. It was part of the CPP's policy of state intervention in the economy generally. What was strikingly novel about this (apart from the brief period of the war years) was the plan to intervene at the level of production. The mechanism for this was the establishment of state production units. Four main working units finally came into operation. These were the State Farms Corporation, the Workers Brigade, the United Ghana Farmers Council and the Young Farmers League. The plan was to transform agricultural production from the small scale peasant production units to large scale mechanized farms relying on heavy inputs like fertilizers and treated and improved seed varieties. One would hope that at long last a purposeful plan had been devised for solving the food and agricultural problems of the country. Besides, it was specifically provided that these production units and in particular the State Farms Corporation were to devote their attention to the production of food and other agricultural products. However, an examination of production records of the State Farms Corporation, shows that food did not figure as a priority in its plans. Only 40% of the acreage was devoted to what could be called food crops and of these only rice and maize received any serious attention. In 1963 in response to the deteriorating food conditions in the country the state farms were instructed to turn their attention to food crops only to be instructed again almost immediately to revert to industrial crops to feed local industries. Hence in spite of stated declarations attention was still focussed on export and industrial crops", p. 107.
- (40) Comme le montre Tony Killick dans Development Economics in Action..., pp. 191 et suivantes, au Ghana, en dépit des importants appuis officiels, la productivité des fermes d'Etat était très inférieure à celle de l'agriculture paysanne. Il en a été de même en Jamaïque comme l'ont remarqué E.H. Stephens et J.D. Stephens : "In contrast to Land Lease, the Food Farms cannot be credited with any successes. The intention of the Food Farm program was to place people on government farms, teach them agricultural methods and cooperative principles, and eventually turn the farm into cooperatives. Due to pressure from Members of Parliament, they were grossly overstaffed by party supporters, few of whom had much interest in cooperative farming. Due to overstaffing, patronage employment practices and theft, a program that should have turned a profit required constant large subsidies. It was phased out in 1976, and the land transferred to Project Land Lease", p. 390.
- (41) A propos de l'expérience ghanéenne, Gérard Grellet écrit dans Les structures économiques de l'Afrique noire : "Seules les coopératives agricoles obtinrent des dotations en capital, du reste massives, sous la forme de tracteurs et de machines agricoles alors que le secteur traditionnel, ... ne recevait aucune aide de l'Etat", p. 89.
- (42) "C'est ainsi que si on compare les prix moyens de 1970 avec ceux du 1er semestre 1972, on observe que le lait maternisé augmenta de 295 dollars à 662 dollars la tonne; le kilogramme de 'novillo' sur pied

- de 0,46 à 0,66 dollar; le café de 726 à 1.059 dollars la tonne; le 'butter oil' de 468 à 1.428 dollars la tonne". Chili 1970-73, La politique économique de la transition socialiste, p. 224. En 1971 cependant, les prix des biens alimentaires sur le marché international auront eu tendance à baisser (voir figure 6.3).
- (43) En 1975, "la production de viande a, pour la deuxième année consécutive, progressé à un rythme soutenu qui semble impliquer un taux d'abattage très supérieur à la normale", Rapport de l'OCDE sur le Portugal, 1976, p. 13.
- (44) Voir Cheryl Payer, *op.cit.*, pp. 204 et 209-210 (éd. portugaise). Hector Vega ajoute "Au cours de l'année 1971, les importations de viande sont particulièrement importantes. Elles augmentent de 8,5 millions à 43,3 millions de dollars. Les importations de lait montent aussi de 4 à 29,9 millions de dollars", Chili 1970-73..., p. 224.
- (45) "Thus for all of the reasons given – long time lags, inelasticities in the supply of imports, an inability to increase exports rapidly – we conclude that foreign trade cannot in general be relied upon to satisfy an excess demand for wage goods", The Transition to Egalitarian Development, p. 19.
- (46) Les taux annuels de variation des principaux types d'importations ont été respectivement en 1974 et 1975 : biens d'équipement: + 20,7 % et -39,5 %; biens intermédiaires: +4,8 % et -27,8 %; combustibles et lubrifiants: +35 % et -5 %; biens de consommation: +30,8 % et -16,8 %; chiffres extraits du Rapport de la Banque du Portugal, 1975, 1er vol., p. 121.
- (47) "Rapport du groupe de travail sur les relations économiques extérieures au Plan 1977-80", Lisbonne, mai 1977, p. 78. Remarquons en outre qu'entre 1973 et 1976, l'importation de biens de consommation alimentaires a été la seule grande catégorie de biens à voir sa part augmenter à côté des combustibles et lubrifiants.
- (48) ONU, Yearbook of International Trade Statistics, 1976, p. 501 et 1982, p. 530.
- (49) ONU, Yearbook of International Trade Statistics, 1976, p. 133. La part des biens de consommation semi-durables a aussi augmenté, mais à un rythme plus lent que les durables, puisqu'elle est passée de 5,2 % à 7 % entre 1971 et 1975.
- (50) Nous considérons ici l'évolution en valeur, car en volume entre 1935 et 1936, le taux d'accroissement de l'alimentation et celui des matières nécessaires à l'industrie a été juste le même 11 %. En 1937, la progression la plus significative en volume a été celle des objets fabriqués. Voir à ce propos, Mouvement économique de la France, 1929 à 1939, INSEE, p. 173.
- (51) *Ibid.*, p. 137.
- (52) Histoire économique de la France entre les deux guerres, éd. 84, vol. II, p. 165.
- (53) Comme l'a remarqué Tony Killick, il y avait au Ghana à cette époque une corrélation étroite entre investissement et importations de biens de capital, voir Development Economics in Action..., p. 123.

- (54) Les structures économiques de l'Afrique noire, p. 87.
- (55) Comme nous l'avons remarqué au début, au Ghana, la croissance annuelle moyenne du PNB par habitant entre 1960-82 a été négative (-1,3%) (voir Banque mondiale, Rapport sur le développement du monde, 1984, p.250). sans doute une des pires performances à l'échelle mondiale.
- (56) Comme l'indique le tableau 6.14, nous avons calculé les indices des termes de l'échange à partir du rapport entre l'indice des valeurs unitaires moyennes des exportations de l'année base et l'indice des valeurs unitaires moyennes des importations de l'année base, mais nous avons aussi calculé, pour certains cas, la "capacité d'importer", en multipliant le rapport précédent par l'indice des volumes exportés. Cette dernière formule a l'avantage de prendre plus en compte le volume physique des exportations. Les résultats vont essentiellement dans le même sens, bien que d'une manière plus accentuée (dans le second cas). Ainsi, par exemple, la "capacité d'importer" (ou "pouvoir d'achat des exportations") au Chili est passée de 100 en 1970 à 53 en 1972 (voir H. Vega, Chili 1970-73, La politique économique de la transition socialiste, p. 226) et au Portugal de 100 en 1973 à 65 en 1975 (voir Rapport de la Banque du Portugal, 1978, p. 113). Si l'on compare cette évolution à celle des termes de l'échange du tableau 6.14, on conclut à une chute plus sensible du pouvoir d'achat des exportations sur la base d'une mauvaise performance relative de leur volume.
- (57) Nous citons à ce propos Roberto Sandri dans "Chile : Analysis of an Experiment and a Defeat" : "Imperialism adapted its weapons of competition and aggression on a world scale to the situation that was emerging. In the Chilean case, in order to strangle a legally installed government, it did not give up the traditional weapon of conspiracy, but instead promoted illegal activities by using the legal resources which its domination on the world capitalist market gave it. The international price of copper fell from 65 to 47 cents a pound; the Chilean state suffered a brutal loss of 300 million dollars. 'Commercial fluctuation', the liberal economists opine; but let them explain why the price of copper started up again when the end of the Unidad Popular administration seemed imminent, and why two hours after the death of Allende the price of copper on the London Exchange went up by 24 pounds a ton", p. 201.
- (58) Voir l'indice annuel du prix du cuivre de 1950 à 1979, dans International Financial Statistics, 1980, Annuaire rétrospectif, pp. 78-79. Evidemment cette alternance de deux ans n'a eu lieu que dans la période 1965-1975; de 1950 à 1979, la durée des phases cycliques est naturellement plus variable.
- (59) Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, l'Australie était un gros exportateur de matières premières aussi bien agricoles (viande, laine et blé, principalement) que minières (charbon, bauxite, fer, entre autres). L'agro-alimentaire (produits agricoles plus produits de l'industrie alimentaire et de boissons) et le secteur minier ont représenté 71,7 % des exportations totales en 1972 (et 72,7% en 1975); en outre, les produits agricoles et miniers primaires représentent presque la moitié du total des exportations (pour plus de

- de détails à ce propos consulter ONU, Yearbook of International Trade Statistics 1976, p. 133). Compte tenu de l'évolution des prix internationaux entre la fin 1972 et le début 1974, cette position de grand fournisseur de matières-premières est sans doute à la base de l'évolution fort favorable des termes de l'échange australiens en 1973.
- (60) Repris de CEPAL, Estudio Económico de América Latina 1980, p. 596.
- (61) Op. cit., n. 34. L'auteur fait remarquer que du côté des importations, la décision américaine de ne plus vendre à crédit aurait été plus sentie par l'économie chilienne. En tout cas, rien de comparable avec le blocus américain contre Cuba en 1960, qui était beaucoup plus vulnérable que le Chili, ajoute L. Whitehead.
- (62) Carlos Fortin "Nationalization of Copper in Chile and Its International Repercussions", p. 220.
- (63) Pour plus de détails là-dessus voir ONU, Yearbook of International Trade Statistics 1976, p. 249. Nous reviendrons à ce sujet au § 6.4.
- (64) Voir à ce propos Carlos Fortin, op. cit., pp. 206 et suivantes. Mais n'oublions pas que du milieu de 1970 à la fin de 1972, il s'est agi d'un fléchissement de la demande mondiale de cuivre. D'ailleurs la production chilienne a beaucoup progressé dans cette période: 495,4 millions de tonnes métriques en 1969, 540,5 millions en 1970; 571,4 millions en 1971 et 593,2 m. en 1972, c'est-à-dire +20% entre 1969 et 1972 (Id., p. 220). Comme dans le cas du cacao ghanéen, l'augmentation de la production du cuivre, n'a pas pallié aux difficultés extérieures.
- (65) Comme l'a écrit Dominique Duault dans MOCI n° 987 du 24 septembre 1970: " En dépit d'une situation économique en relative stagnation, le Chili a connu, en 1969, une année des plus satisfaisantes sur le plan du commerce extérieur. Pour la première fois depuis longtemps, la balance commerciale a été bénéficiaire, les exportations atteignant un montant de 1157 millions de dollars (1039 en 1968) et les importations s'élevant à 1058 millions (986), soit un taux de couverture de 109%. L'augmentation des exportations de cuivre est à l'origine essentielle de cette situation. Les exportations minières sont passées de 794 à 893 millions de dollars", p. 3835. Cet extrait fait bien ressortir la situation commerciale tout à fait exceptionnelle qui a prévalu en 1969 et qui n'a pas été dûment tenue en compte par l'Unidad Popular à son arrivée au pouvoir.
- (66) Chiffres extraits de FMI International Financial Statistics, 1980, Annuaire rétrospectif, p. 147.
- (67) "The External Sector..." p. 149. Cet auteur ajoute ensuite: "This unfounded optimism was based on several factors. The first was that the nationalization of copper was being carried out through a strictly constitutional procedure which had the unanimous support of all the political parties; second, the problems arising from a reorientation of external trade had been underestimated; and third, prospects for obtaining financial support and technological assistance from

the socialist countries were viewed in what can now be seen as a too optimistic vein. It is impossible to say which of these factors weighed most heavily, but the truth is that during the first year of the UP government, the external sector was not seen as a constraint. On the contrary, the general feeling was that it could provide some space for manoeuvring to compensate for the effects of domestic economic policies. There are clear indications of this feeling in the fact that the government waited a full year before requesting renegotiation of the external debt and in that the task of centralizing the formulation and execution of foreign trade policy was given low priority", p. 149.

- (68) The Debt Trap, éd. portugaise, p. 200. Les pages suivantes de cet ouvrage sont remplies de détails sur la façon dont l'Unidad Popular envisageait les problèmes extérieurs à cette époque-là, (traduit par nous).
- (69) Moyenne de l'accroissement des indices de la valeur unitaire des exportations de boeuf congelé (de 183 à 216) et de corned-beef (de 110 à 151) entre 1973 et 1974, chiffres extraits de FMI, International Financial Statistics, Annuaire rétrospectif 1980, p. 101.
- (70) Voir FMI, International Financial Statistics, Supplement on Trade Statistics, Supplement Series n° 4, p. 56.
- (71) La consommation annuelle de viande par habitant a atteint 87 Kg en 1975, c'est-à-dire un accroissement de près d'un tiers en deux ans (voir Helena Gomez, L'Argentine sous la troisième administration péroniste, p. 35).
- (72) Au-delà du secteur du cacao, seulement les mines et l'électricité et les combustibles ont vu une partie plus grande de leurs ventes être réalisée à l'extérieur. En ce qui concerne ce dernier item il convient de rappeler ce qu'on a dit au §4.3.2. sur le barrage de la Volta.
- (73) D'après les tableaux de l'annexe 6.7, nous avons énuméré 25 années ainsi distribuées: 2 en France (1936 et 1937), 6 au Ghana (de 1960 à 1965), 3 au Chili (1971, 1972 et 1973), 2 au Portugal (1974 et 1975) et 9 en Jamaïque (de 1972 à 1980). Ce comptage n'a évidemment que des fins purement comparatives.
- (74) La France était traditionnellement un grand prêteur de capitaux et le Portugal, comme nous l'avons vu au chapitre 2, un pays de forte émigration. Ainsi les soldes des revenus de capital et des transferts unilatéraux étaient-ils respectivement très favorables (cf. tableaux de l'annexe 6.1). Ces motifs permettaient alors dans les deux cas un déficit commercial profond.
- (75) Moyennes annuelles établies à partir des chiffres présentés dans International Financial Statistics, Annuaire rétrospectif 1980, p. 241 pour l'Indonésie et p. 101 pour l'Argentine.
- (76) Exception faite du cas français sur lequel on ne dispose pas de données claires là-dessus. Il n'y a que quatre déficits annuels dans la balance des opérations de capital: Ghana 1961, Australie 1973, Portugal 1975 et Jamaïque 1979 (cf. annexe 6.7).

- (77) C'est-à-dire que ces entrées de capital sont réalisées en subordination à d'autres opérations principales quel que soit leur type (commercial ou de services). La présentation de la balance des paiements totaux dans les cas français et chilien (voir annexe 6.1), d'une part la balance des transactions courantes et de l'autre les règlements financiers (y compris le mouvement des capitaux), montre bien comment joue ce processus.
- (78) Le solde de cette rubrique a atteint en Australie 256 millions de dollars US en 1974 et - 972 millions l'année suivante: chiffres élevés, y compris par rapport aux autres cas.
- (79) Comme on peut le constater dans les tableaux des annexes 6.1 et 6.7, ces deux pays connaissaient structurellement de grands déficits commerciaux, et entraînaient pour cela négativement le solde courant. Cependant, aussi bien en France qu'au Portugal (voir tableau 6.3), ce déficit commercial s'est réduit au cours de la "deuxième phase" signalée au § 6.2.1.
- (80) Cette affirmation peut être confirmée par les chiffres de l'Annuaire statistique rétrospectif de la France 1966, INSEE, p.365. Le surplus touristique de la France a été de 750 millions de francs 1928 en 1935, de 850 m. f. en 1936 et de 1.300 m. f. en 1937. Or, de 1910 à 1934, hormis la période de 1914-19 et dans la même unité de compte, l'excédent minimum avait été de 2 millions 500 de francs 1928 en 1932 et 1934.
- (81) A propos voir CEPAL, Estudio Económico de América Latina 1980, pp. 585-87.
- (82) Chiffres extraits du Rapport de l'OCDE sur le Portugal de 1977, p.57. En 1974 sont entrés 2.621.000 de touristes. De même, le nombre de nuitées a fortement baissé dans cette période en passant de 5.652.600 en 1973 à 4.442.900 en 1974 et à 3.256.900 en 1975. Il est intéressant de signaler qu'entre 1974 et 1975, les nuitées de touristes des principales nationalités qui visitaient traditionnellement le pays étaient en baisse, à part les nordiques. En effet, le nombre de nuitées de touristes nordiques (Suède, Finlande, Norvège et Danemark) a augmenté de près de 14% en 1975, par rapport à 1974, tandis que, par exemple, le nombre de nuitées des nord-américains est passé de 681,800 en 1974 à 269.500 en 1975 (contre 915.600 en 1973), c'est-à-dire une réduction de 60% et le nombre de nuitées des espagnols de 364.300 en 1973 à 200.500 en 1974 et à 126.400 en 1975 (pour plus de détails voir Rapport de la Banque du Portugal 1975, 1er vol., p.88). Ajoutons que le besoin de loger une part des rapatriés dans des chambres d'hôtels, surtout en 1975, a probablement joué un rôle, pas tout à fait négligeable dans cette évolution fort défavorable des indicateurs de tourisme au Portugal (voir Rapport de l'OCDE sur le Portugal 1976, p. 10).
- (83) "Portugal as Peryphery", p. 143, traduit par nous.
- (84) Le nombre d'entrées a augmenté de 37,9% en 1978 et de 11,4% en 1979. (CEPAL, Estudio Económico de América Latina 1980, p.585) et les recettes touristiques sont passées de 72 millions de dollars en 1977 à 195 en 1979, ce qui traduit en retournement complet de tendance qui a prévalu jusqu'en 1977 (id., p. 598).

- (85) Voir Tony Killick, Development Economics in Action, p. 110 déjà cité au § 6.1. Essayant de préciser, d'après les chiffres sur le déficit des revenus des investissements (27 millions de dollars en 1965) dans Samir Amin, L'Afrique de l'ouest bloquée, p. 294 et sur le déficit courant (223 millions en 1965), dans, FMI, International Financial Statistics, Annuaire rétrospectif 1980, p. 275, la contribution de cette rubrique à ce dernier déficit serait d'environ 12 % en 1965.
- (86) Au Ghana, le solde des transferts privés sans contrepartie était toujours négatif, et au milieu des années 1960, son montant était un peu plus de la moitié du déficit des revenus de capital (voir les sources indiquées dans la note précédente). La raison de ce fait se trouve probablement dans l'existence d'une colonie importante d'européens et d'habitants de la Méditerranée orientale.
- (87) "The ambivalence of Nkrumah's attitudes towards foreign direct investment and official aid - asking for it while simultaneously condemning it as neo-colonialist- was mentioned in an earlier chapter. The results, so far as the official statistics reveal them, were fairly predictable : little private investment or official long-term aid. Net receipts from private direct investments totalled 124 millions de cedis for the six years, and there was about 130 millions in long-term aid. The combined total of these two items was equivalent only to about 10 per cent of total fixed investment over the period and if we net against them payments by Ghana of profit remittances and interest, the grand total for the entire period is negligible, a mere 30 millions de cedis...", Development Economics in Action, pp. 104-105.
- (88) En raison de facteurs que nous mentionnerons en partie dans cette note, l'interprétation des mouvements de capitaux au Portugal en 1974-75 et notamment des investissements directs étrangers, est délicate. Dans leur totalité, les investissements directs étrangers au Portugal ont atteint 2.727.000 d'escudos en 1973, 2.764.000 e. en 1974 et 3.097.000 e. en 1975 (chiffres des Rapports de la Banque du Portugal 1975, 1er vol., p. 98 et de 1976, p. 159). Cela veut dire qu'en 1974-75, d'un point de vue global, ils n'auraient pas beaucoup baissé en termes réels, du moins par rapport aux autres cas. Cependant, la chute a vraiment été profonde car ce sont les emprunts des entreprises à leurs filiales au-dessus d'une année qui ont augmenté dans cette période, passant de 302.000.000 d'escudos en 1973 à 1.545.000 en 1975, tandis qu'en même temps, les investissements étrangers appliqués dans la constitution de nouvelles entreprises passaient de 1.478.000 escudos à 425.000.000 (chiffres puisés dans la même source). Cette évolution confirme et renforce même nos conclusions sur la baisse de ces investissements. Par ailleurs, le fort accroissement des emprunts aux filiales en 1975 est en partie dû au reflux des capitaux des anciennes colonies en voie de devenir indépendantes, vers la métropole (on reviendra sur ce sujet au § 6.5.)

- (89) Comme nous l'avons vu dans la note 87, l'investissement direct étranger au Ghana a été peu important dans la période en analyse, par contre les emprunts ont poussé rapidement. Cette question est analysée en détail par T. Killick dans son ouvrage Development Economics in Action, dans le point "The Debt Problem and External Assistance", pp. 110-115.
- (90) Nous signalons à cet égard que les crédits aux opérations de marchandises ont crû d'une manière accentuée en 1974 au Portugal, lorsqu'ils ont représenté 47,2 % des importations de capitaux privés à moyen et à long terme (contre 33,7 % en 1973) pour revenir à 32,8 % (sources: les mêmes que celles indiquées dans la note 88). En effet, entre 1973 et 1974, le volume des crédits aux opérations de marchandises venues de l'extérieur s'est, en escudos courants, multiplié par 3,5. D'ailleurs, sur la période 1974-75, l'importance de ces crédits a nettement supplanté celle des emprunts financiers proprement dits et des investissements directs. En raison du manque de données précises, on ne sait pas si cette évolution s'est répétée dans d'autres cas, mais ce ne serait guère surprenant. Il est intéressant de souligner à ce sujet que la rubrique "supplier's credits" a été de loin la principale responsable de la croissance exceptionnelle de la dette extérieure ghanéenne entre 1960 et 1965, puisqu'elle est passée dans cette période de 13,8 millions de livres ghanéennes à 183,9 et sa part dans le total de la dette extérieure est en même temps passée de 81,2 % du total à 83,5 % (Pour plus de détails, voir Naseem Ahmad, Deficit Financing..., p. 151).
- (91) Sources consultées : la moyenne annuelle de 1972-73 est venue dans Rapport de la Banque du Portugal, 1974, 1er vol., pp. 88-89 et les rapports des autres années ont été obtenus à partir des chiffres des Statistiques du commerce extérieur de chaque année. Nous comprenons ici le commerce avec le COMECON comme étant le même que celui avec les "économies centralement planifiées", ce qui n'est pas toujours le cas (e.g. la Chine).
- (92) Voir ONU, Yearbook of International Trade Statistics, 1976, p. 249.
- (93) Idem.
- (94) Pour plus de détails, voir ONU, Yearbook of International Trade Statistics, 1982, p. 531.
- (95) Informations puisées dans Le Monde du 19 avril 1979.
- (96) Id. Le Monde commentait cet accord commercial dans les termes suivants : "Soumise aux dures conditions mises par le FMI, sous la houlette des Etats-Unis, pour l'aider à redresser son économie, actuellement au bord de la faillite, la Jamaïque cherche à rétablir l'équilibre par une ouverture à l'Est".
- (97) ONU, Yearbook of International Trade Statistics, 1982, p. 531.
- (98) "Though it still is considered of some moment that Havana over the past few years has opened a technical school here, built a few leaky dams in the mountains, provided one small public-housing project, and sent a dozen doctors to minister to the needs of its 2.1 million Jamaican neighbours, it is less noticed that the trou-

bled Jamaican economy receives rather more substantial support from the opposite end of the island of Cuba. As the number of Cuban employees at the American naval base at Guantanamo Bay has dwindled, Jamaican bartenders and gardeners have taken their place. Their dollar remittances, sent back to relatives in Jamaica, exceed the annual total of Cuban assistance" T. D. Allman dans l'article "Killing Jamaica with Kindness" dans Harper's, mai 1979, p. 31.

- (99) "We are satisfied that economic regionalism is an important element in any strategy of Third World economic development and is particularly important in the caribbean where the unit nations are too small to provide the market base upon which substantial economic development can rest", affirmation de Michael Manley dans The Politics of Change: A Jamaican Testament (Howard University Press, 1975), citée par Sandra M. Moll, op. cit., p. 48.
- (100) Les calculs ont été faits avec les chiffres présentés par Roger Genoud dans son ouvrage Nationalism and Economic Development in Ghana, p. 133. Les importations des "pays socialistes" seraient passées de 6,5 millions de livres sterling en 1960 à 22 millions en 1964, les exportations seraient en même temps passées de 5,8 à 15 millions de livres sterling. En 1964, ces importations représentaient 18% du total et les exportations 13% du total (il faut cependant tenir compte que ces chiffres incluent le commerce avec Israël et encore d'autres pays, la part du COMECON doit ainsi être légèrement inférieure).
- (101) Dans un discours prononcé à Alger en février 1965, Ernesto Che Guevara affirmait: "Nous croyons que c'est dans cet esprit que doit être prise la responsabilité d'aider les pays dépendants et qu'il ne doit plus être question de développer un commerce pour le bénéfice mutuel sur la base de prix truqués aux dépens des pays sous-développés par la loi de la valeur et les rapports internationaux d'échange inégal qu'entraîne cette loi. Comment peut-on appeler 'bénéfice mutuel' la vente à des prix de marché mondial de produits bruts qui coûtent aux pays développés des efforts et des souffrances sans limites et l'achat à des prix de marché mondial des marchandises produites dans les grandes usines automatisées qui existent aujourd'hui? Si nous établissons ce type de rapports entre les deux groupes de nations, nous devons convenir que les pays socialistes sont, dans une certaine mesure complices de l'exploitation impérialiste. On alléguera que le volume des échanges avec les pays sous-développés constitue un pourcentage insignifiant du commerce extérieur de ces pays. C'est absolument vrai, mais cela ne change rien au caractère immoral de cet échange". Le socialisme et l'homme, pp. 72-73.
- (102) J. D. Esseks " L'expérience du Ghana...", p.97.
- (103) Id., p. 96.
- (104) Rapport établi à partir des chiffres présentés par A. Fichelle, Géographie physique et économique de l'URSS, p. 222.
- (105) Les positions que nous résumons ici viennent exprimées dans une partie de l'ouvrage Nationalism and Economic Development in Ghana intitulée "The Failure to Balance Ghana's Trading Partners", pp. 132-5.

(106) Allende's Chile, p. 105.

(107) Ces pourcentages ont été calculés à partir des chiffres du tableau suivant:

Chili : Dette extérieure à moyen et à long terme
(en millions de dollars US courants)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 ^a
<i>A. Saldos netos al 31 de diciembre de cada año</i>						
Organismos internacionales	308	342	336	354	387	386
Países del Club de París	2 067	2 061	2 298	2 507	3 092	3 195
Países latinoamericanos	21	18	66	95	266	377
Países socialistas	14	7	66	104	148	137
Fondo Monetario Internacional	41	40	129	143	195	372 ^b
Total^c	2 451	2 467	2 894	3 203	4 038	4 467^d

FUENTE: Banco Central de Chile, Sección Análisis de Endeudamiento Externo.

^a Estimaciones.

^b Estimación del Banco Central al 19 de agosto de 1975.

^c Incluye saldos del sector privado directo y de las Fuerzas Armadas (estimación). Excluye créditos de corto plazo y aportes de capital.

^d Incluye 176 millones de dólares por créditos reembolsables en pesos con mantención del valor.

(in CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1975)

- (108) Chiffres présentés par S. De Vylder, op. cit., p. 105, voir aussi Joan Garcés, op. cit., p. 87. Remarquons d'autre part qu'une évolution semblable ne peut probablement pas être généralisée aux autres cas. Ainsi au Portugal, les investissements directs nord-américains sont passés de 239 millions d'escudos en 1973 à 837 en 1975, c'est-à-dire qu'ils se sont multipliés en escudos courants par 3,5, et la part des Etats-Unis dans le total des investissements directs étranger est passée en même temps de 8,8% à 27%. D'ailleurs sans cette évolution, la baisse de ces investissements déjà analysée au § 6.3.2., aurait été beaucoup plus accentuée. Chiffres extraits des Rapports de la Banque du Portugal 1975 (p. 98, 1er vol.) et 1976 (p. 160).
- (109) "The UP did manage to replace the credits the United States refused to grant with loans from a wide variety of Western countries: Argentina, France, Spain, Mexico, Brazil, Japan, Sweden, Holland, West Germany, Finland — the list could be made even longer", S. De Vylder, op. cit., p. 105.
- (110) Chili 1970-73, La politique économique de la transition socialiste, voir aussi le développement que cet auteur fait à ce sujet pp. 233-4. Cette même idée est aussi soulignée par Fernando Fajnzylber lorsqu'il écrit: "L'absence de crédits — de court terme — d'origine US a été compensée par de nouvelles sources financières venant des pays latino-américains, européens et socialistes", "The External Sector", p. 155.
- (111) "With respect to current imports, short-term financing facilities were reasonably satisfactory in 1973, both in terms of the volume of credits and of the policies of creditor countries involved. The situation regarding long-term credits for purchasing equipment was

much less favourable. There was far less scope for finding alternative suppliers than there was in current imports (food and raw materials)..." "The External Sector", p. 155.

- (112) Voir "Structural Transformations in Chile's Economy and in Its System of External Economic Relations", p. 84. Pour plus de détails voir le point "The Economic Relations With The Socialist Countries", pp.81-84.
- (113) Dès le début de l'arrivée de l'UP au pouvoir, plusieurs délégations chiliennes ont fait des tournées dans les pays de l'Est (voir le compte rendu partiel dans la chronologie établie par Problèmes politiques et sociaux, n° 152-3, 1 décembre 1972). Ainsi, par exemple, en août 1971, après une tournée de trois mois dans ces pays, Hugo Cabillos, directeur des Affaires économiques au ministère des Affaires étrangères, a dressé un bilan des résultats obtenus: engagement à investir un minimum de 300 millions de dollars au cours du plan sexennal chilien, le Chili obtiendrait également 135 millions de dollars de crédits, op. cit, p. 11.
- (114) Tony Killick combattant les vues de ceux qui s'opposaient au développement des échanges du Ghana avec les pays de l'Est, montre comment les termes de l'échange du commerce (ainsi d'ailleurs que les conditions des prêts) ont été globalement comparables (parfois plus avantageux, parfois moins avantageux) à ceux enregistrés avec l'Ouest. Pour plus de détails à cet égard voir Development Economics in Action, pp. 115-6.
- (115) "The External Sector", p. 149. Afin d'insérer cette citation dans son contexte voir aussi note (67) du présent chapitre.
- (116) La transition socialiste, p. 131.
- (117) "When in December 1961 it was announced that existing 'open general' (i. e. non-restrictive) import licences would not be renewed for 1962 and that importers would henceforth require specific licences, this was a decision which had been forced upon the government at short notice by a rapidly deteriorating balance of payments... The country it should be remembered, was heading towards a deficit of record size. Imports were rising sharply, partly because of speculation against the possible introduction of controls, and in the course of 1961 the country's international liquidity slumped from 544 million cedis at the end of 1960 to 325 million twelve months later. The imposition of import controls was the government's response", Tony Killick, Development Economics in Action..., p.264.
- (118) Voir à ce propos Fernando Fajnzylber, "The External Sector", pp.151-2 et Chile, An Economy in Transition, A World Bank Country Study, pp. 82-4.
- (119) Voir Alain Joxe, Le Chili sous Allende, p. 46.
- (120) Chiffres fournis par Problèmes politiques et sociaux, n° 152-3, 1/12/72, p. 11.
- (121) Ces informations et les suivantes ont été puisées pour la plupart dans l'étude de la Banque mondiale déjà citée (voir note 118), p. 83 notamment.
- (122) Id.

- (123) Consulter à ce propos l'article de Pedro Jeftanovic "El Mercado Negro de Monedas Extranjeras en Chile (1963- 1972)". En décembre 1972, par exemple, les cours de vente du dollar officiel et noir étaient respectivement de 85,34 et de 350 escudos chiliens (op. cit. p.27).
- (124) Id., pp. 21-2.
- (125) "Many of the trade restrictions long in use on Chile, but simplified or reduced during the Frei Administration, were reintroduced after 1971. The 10.000 percent prior deposit requirement continued to be used as a device to shift control over imports to the public sector, but waivers were allowed when the administrative capacities of the pertinent agencies became strained. Mandatory delays for import cover were reinstated and lengthened over the period". Banque mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 84.
- (126) Voir à ce propos Ainsley Jolley, Macroeconomic Policy in Australia 1972-76, p. 34.
- (127) "The net result of this decision was an effective 4 per cent re-valuation against the currencies of our main trading partners", Id., p. 35.
- (128) Renseignements fournis par la chronologie économique établie dans les études économiques annuelles de l'OCDE sur l'Australie.
- (129) En conséquence de cette politique le prix d'exportation de la viande a augmenté de 24% entre décembre 1972 et juin 1973 et celui de la laine de près de 30% (voir A. Jolley, op. cit., p.67). Ainsi, n'est-il pas étonnant que les exportations aient baissé en 1973.
- (130) Cette question est développée dans l'annexe I (" Les investissements étrangers en Australie") du Rapport économique de l'OCDE sur l'Australie de 1974, voir en particulier les pp. 53-4.
- (131) Pour plus de détails voir OCDE, Principaux indicateurs économiques, 1960-1979, pp. 156-159.
- (132) Informations de nouveau recueillies dans la chronologie économique des études économiques annuelles de l'OCDE sur l'Australie.
- (133) Voir OCDE, Principaux indicateurs économiques, 1960-1979, p. 158, qui fournit l'évolution mensuelle, trimestrielle et annuelle de cette balance.
- (134) Pourcentages calculés à partir des chiffres mensuels présentés dans International Financial Statistics, Supplement on Price Statistics, Supplement series, n° 2.
- (135) Rapport de l'OCDE, 1976, p. 11.
- (136) Estimations faites par le Rapport de la Banque du Portugal, 1976, dans le tableau de la p. 183 intitulé "chute dans la participation des exportations portugaises dans le marché des pays industrialisés". La période 1970-73 est considérée la base 100. La chute de la participation portugaise s'est accentuée en 1976, - 20,5 % par rapport aux autres pays moins industrialisés d'Europe (Finlande, Islande, Gibraltar, Grèce, Irlande, Malte, Roumanie, Turquie et Yougoslavie) et - 18,4 % par rapport aux pays sous-développés non-exportateurs de pétrole.

- (137) Voir S.-Ch. Kolm, La transition socialiste, "Monnaie et taux de change au Portugal, 1974-1976", pp. 50-55.
- (138) Rapport sur le Portugal, 1976, pp. 21-22.
- (139) Entre 1975 et 1976 (période où cette législation a été en vigueur), la valeur des biens d'équipement importés soumis à la surtaxe a baissé de 14 %, passant de 3,428 millions d'escudos à 2,949 (il s'agit de prix courants, c'est-à-dire en termes réels la baisse serait beaucoup plus accentuée). En même temps, les importations ont augmenté de 16 % en moyenne ainsi que toutes les autres catégories importantes de produits alimentaires (+20,6 %), biens de consommation durables (+ 18,9 %), biens intermédiaires (+ 23,6 %) (pourcentages toujours établis à prix courants sur les périodes janvier-septembre de 1975 et 1976, in Rapport de la Banque du Portugal, 1976, p. 175).
- (140) CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1980, pp. 607-608.
- (141) N. Girvan et al., "The Case of Jamaica, 1974-1980", p. 123.
- (142) "La nueva devaluación producida en enero de 1978 fue un apreciable refuerzo para esta situación. Sin embargo, la moneda jamaïquina siguió estando sobrevaluada en dólares de los Estados Unidos", CEPAL, Estudio Económico..., 1980, p. 608.
- (143) Id.
- (144) Du 2ème trimestre 1979 au 3ème trimestre 1980, la parité du dollar US vis-à-vis du dollar jamaïquain s'est maintenu fixe en 0,5613 (voir tableaux de International Financial Statistics, FMI).
- (145) Dans un article exprimant le point de vue du FMI, G.R. Kincaid laisse planer à plusieurs reprises que le gouvernement du PNP a toujours essayé d'éviter la dévaluation (Nous en citons deux passages : "Dans le cadre de l'accord de confirmation de 1977, les autorités ont préféré entreprendre un effort ambitieux pour limiter la demande intérieure en diminuant le déficit budgétaire plutôt que d'arrêter un programme prévoyant un ajustement supplémentaire du taux de change qui aurait permis d'adopter une politique financière moins restrictive" ou "en 1979, la priorité a été accordée à la promotion de la croissance induite par les exportations et en même temps à la lutte contre l'inflation. Pour y parvenir, les autorités ont mis en place un programme économique qui renonçait aux dépréciations mensuelles du taux de change mais resserrait les normes salariales", Bulletin du FMI, 22 décembre 1980, p. 383). Cette opinion est pourtant contestée par une étude de la CEPAL sur la Jamaïque, laquelle considère seulement justifiées les dévaluations jusqu'en mai 1978 (Estudio Económico de América Latina, 1980, pp. 608-609). Indiquant que les recettes en devises ont diminué en 1978, on y signale que la dévaluation de mai 1978 aurait été globalement "excessive" et n'aurait apporté que l'inflation et de gros profits aux multinationales de la bauxite. Pour trancher clairement là-dessus, il fallait sûrement une étude plus poussée. En tout cas, cette critique doit être prise en compte, car comme on le verra au § 6.5.2., le rapport entre la dévaluation et la correction du déséquilibre n'est pas linéaire.

- (146) Voici les principales dispositions de la loi monétaire du 1er octobre 1936 : a) La définition du franc en poids d'or n'est pas fixée sur le moment; elle sera comprise dans la fourchette 43 à 49 mmg, au titre de 900 millièmes de fin. Le taux de dévaluation est donc compris entre 25 et 34 %; b) Un fonds de stabilisation des changes est créé, qui sera géré par la Banque de France. Désormais les comptes de devises seront secrets; c) Les possesseurs d'or sont tenus de les livrer à la Banque de France à l'ancien tarif..., in A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, vol.I, éd. 1984, p. 268.
- (147) Par exemple, de septembre 1931, dévaluation de la livre, à septembre 1936, le rapport des prix français sur les prix anglais a été, en général, supérieur entre 10 et 20 %. Id., vol. II, p. 207.
- (148) L'expérience économique du Front populaire, P. Mendès France et J.-M. Jeanneney, pp. 7 et 16. Sur ce thème, voir aussi "Mémemorandum à Léon Blum : les problèmes financiers du gouvernement français", écrit par Hugh Dalton et reproduit dans Solutions socialistes, pp. 147-158 (S.-C. Kolm) où la perspective d'une dévaluation initiale est clairement envisagée, ce qui n'aurait pas entraîné les effets négatifs de ce retard relatif.
- (149) Voir Histoire économique..., vol.I, pp. 270-271 et 332.
- (150) Economic Survey 1919-1939, p. 103.
- (151) A. Sauvy remarque à ce propos : "La droite reproche au Front Populaire d'avoir procédé à trois dévaluations en moins de deux ans, mais manque une belle occasion de faire son mea culpa. Pour avoir refusé, en temps voulu, et à froid la dévaluation inévitable et salutaire de 15 à 20 %, elle voit le franc subir une dépréciation de 57 % et subit elle-même bien d'autres épreuves", Histoire économique..., vol. I, éd. 1984, p. 335.
- (152) Les indicateurs de cette reprise entre juin et décembre 1937 sont montrés par A. Sauvy, id., p. 299. Cet auteur ajoute que la dévaluation de juin 1937 en est de loin l'explication principale.
- (153) Evoquant l'évolution qui a précédé l'avènement du FP dans cet aspect particulier, J.-M. Jeanneney affirme : "(Politiques) conservatrices aussi des structures économiques françaises puisqu'on s'était efforcé, par une série de mesures législatives ou réglementaires, de protéger toutes les situations acquises contre les grands bouleversements que la crise économique et l'évolution du monde risquaient de provoquer. Cela, par des dispositifs d'ordre douanier: non seulement l'accroissement des droits de douane, mais, ce qui était plus grave et plus délicat à appliquer, l'utilisation de restrictions quantitatives aux importations, de contingents...", L'expérience économique du Front populaire (avec P. Mendès-France) p. 1. Pour plus de détails, voir A. Sauvy, op.cit., vol.II, éd.1984, pp. 140-147.
- (154) Voir A. Sauvy, Histoire économique..., vol.II, éd. 1984, p. 148 : "en 1936, les mesures prises pour réduire les tarifs ou suspendre l'application des restrictions d'importations sont plus nombreuses que les mesures en sens inverse". Selon un discours cité par Geor-

ges Boris, aussitôt après la dévaluation d'octobre 1936: "le gouvernement avait supprimé le quart des contingents, abaissé de 15 à 20% les droits de douane frappant les produits non-contingentés, et abaissé de 20% les taxes et licences des produits contingentés", Servir la République, p. 175.

- (155) "Les tendances protectionnistes réapparaissent d'ailleurs ouvertement dès la fin de 1936", id. , p. 149.
- (156) "Contrôle des changes et politique économique extérieure de la SFIO en 1936", p. 112.
- (157) "Contraintes et contradictions de la politique économique de la gauche en France au temps du Front populaire", p. 10.
- (158) Georges Boris, assistant de Léon Blum à l'époque du Front Populaire et partisan de la dévaluation du franc, remarquera à ce propos un quart de siècle plus tard: "Il y a vingt-cinq ans on savait fort peu de choses de la thérapeutique des crises économiques, laquelle va des moyens de combattre les dépressions à ceux de pallier les récessions. Depuis nous avons beaucoup appris. Mais à l'époque, seule une petite minorité pensait que la reflation et la relance de l'économie exigeaient la révision préalable d'idées couramment admises de droite à gauche et jusqu'à l'extrême-gauche sur les questions monétaires. Qu'il fallût passer par la dévaluation choquait beaucoup d'esprits, peut-être celui de Léon Blum lui-même. En tout cas, la plus hétéroclite des coalitions, car elle allait des communistes aux maîtres de la finance et de la banque, en passant par les professeurs de Droit et d'Economie Politique, jetait l'interdit sur ce qu'elle appelait d'un terme souverainement méprisant des manipulations monétaires, sans cesser toutefois d'en brandir la menace afin de semer les germes d'une panique dont la perspective suffirait à paralyser d'avance tout gouvernement désireux de sortir de l'impasse". Servir la République, p. 201.
- (159) Au Chili, par exemple, les prix de gros des produits importés ont augmenté, entre décembre 1970 et décembre 1971, de + 18,4% contre +22,3% dans les produits intérieurs. Dans la même période suivante les chiffres ont été respectivement +98,8% et +156,6% (voir CEPAL, Economic Survey for Latin America 1975, p. 178). Par contre, en France où la dévaluation a été faite entre 1936 et 1937, l'indice des prix des produits importés a crû de + 54,9% et celui des produits nationaux a progressé de 32,4% (voir A. Sauvy, Histoire économique..., vol. III, ed. 1984, p. 350).
- (160) Un exemple extrême de cette vision nous est donné par les textes de soutien à la candidature d'Otelo Saraiva de Carvalho à la présidence de la République en 1976, autour de laquelle se sont regroupées les forces de gauche non-alignées (ni avec le PS ni avec le PC) et qui avaient joué un rôle important dans les événements survenus au Portugal entre le 25 Avril 1974 et le 25 Novembre 1975: "Le commerce extérieur sert à la bourgeoisie pour diviser les travailleurs et pour maintenir le désordre économique du capitalisme. Nous importons de la morue et nous ne parvenons pas à exporter les conserves de poissons. Nous avons des champs mal cultivés ou même non cultivés, nous avons des usines d'engrais qui ne travaillent pas pleinement, nous avons plus d'un demi-million de chômeurs et nous ne savons pas au juste combien de sous-employés. Et nous avons

besoin d'aliments — de blé, de viande, de lait, de maïs et de sucre. Qu'est-ce que fait la bourgeoisie? Elle gaspille les réserves d'or et les devises dans l'importation de produits de luxe — un document officiel du VIème gouvernement provisoire affirmait même qu'il ne valait vraiment pas la peine de restreindre l'importation de produits de luxe car ils représentaient 'seulement' six ou sept millions de contos (à peu près 5% de l'importation totale en 1974)", Contribuição para uma Alternativa Popular à Crise da Economia em Portugal, ed. Afrontamento, Lisbonne, nov. 1976, p. 56.

- (161) Dans son ouvrage sur le Ghana déjà cité à maintes reprises, Tony Killick souligne: "From 1963 until the coup in 1966, there was increasing criticism of the manner in which the controls were operated. Shortages emerged and rumours of a commission of inquiry at the end of 1962. Public dissatisfaction continued, however, and in 1965 another investigation was conducted". Development Economics in Action..., pp. 264-5. Ce sujet est encore abordé dans d'autres passages de cet ouvrage.
- (162) La transition socialiste, p.55. Pour plus de détails là-dessus, voir toute la partie intitulée "La dévaluation de l'escudo" où le processus est décrit dans son ensemble, pp. 53-55.
- (163) " A cette époque (automne 1932), ce gouvernement avait fort heureusement derrière lui la dévaluation d'un an auparavant" Gunnar Myrdal, in Solutions socialistes (S.-C. Kolm) p. 144. Rappelons que la dévaluation de la monnaie suédoise avait suivi celle de la livre sterling en septembre 1931. Sur la récupération économique suédoise de cette époque, voir le chapitre 6 de l'ouvrage de Brinley Thomas, Monetary Policy and Crisis, A Study of Swedish Experience, intitulé "The Recovery of Sweden, 1933-35".
- (164) Pour plus de détails là-dessus, voir les passages consacrés à la France dans le § 6.1. ainsi que les sources indiquées. Remarquons en outre, que même dans le domaine des prix, le deuxième semestre de 1936 a connu la hausse des prix la plus élevée avec 17,3% (de juin à décembre 1936) contre 8% (de décembre 1936 à juin 1937) et 11,4% (de juin à décembre 1937). En particulier, les prix à la consommation ont progressé de 9,4% entre juin et octobre 1936, c'est-à-dire avant la dévaluation. Il serait donc erroné d'attribuer trop d'importance aux conséquences inflationnistes de cette dévaluation. (Pourcentages calculés à partir des chiffres présentés par A. Sauvy dans Histoire économique..., vol. III, éd. 1984, p. 356).

NOTES DU 7ème CHAPITRE

- (1) Plus encore, comme l'ont fait remarquer Barbara Stallings et Andy Zimbalist à propos du cas chilien, la droite s'est beaucoup mieux aperçue que la gauche de l'importance des questions économiques au cours du processus. Dans leur article, "The Political Economy of the Unidad Popular", ces auteurs ont écrit: "A final problem had to do with the Left's analysis of the objective conditions in Chile - this problem was common to both wings of the UP. For a variety of reasons, the Right made a far better analysis than the Left did from the beginning. First of all, they foresaw that the economy would become the crucial political battleground and, second, that three specific bottlenecks would arise - inflation, a shortage of goods, and a shortage of foreign exchange. It might be said that the Right 'foresaw' these problems because they intended to create them; this is partially true. On the other hand, they were obviously potential problems even in 1970, as the Left itself now admits. Not only was it possible to predict them on a theoretical basis, but similar problems have occurred in many, if not all, other countries where the Left was trying to move toward a socialist system and the Right was fighting for its very existence" (p. 84).
- (2) Extrait de Vingtème siècle, n° 4 (4 oct. 1984)., p. 128.
- (3) "The Political Economy of Armageddon: Chile, 1970-73", p. 113.
- (4) Nous avons largement développé cet aspect au 2ème chapitre, notamment aux paragraphes 2.3. et 2.5.
- (5) A ce sujet nous reproduisons ici un extrait de l'article "Bataille générale dans l'économie portugaise" écrit par Carlos Costa, dirigeant du Parti communiste portugais et publié en août 1975: "La 'bataille de la production' revêt une importance vitale et profondément révolutionnaire. Elle détermine la réponse à la question suivante: le

gouvernement saura-t-il réaliser les transformations structurelles nécessaires sans perturber sérieusement le processus de production? Un échec dans cette bataille signifierait la défaite dans la guerre générale au plan économique et politique" (p. 91). A cet égard l'attitude des communistes chiliens fut similaire (voir S. De Vylder, Allende's Chile, p. 86).

- (6) Nous pensons concrètement au cas portugais où la proclamation de ce type de slogans productivistes par ces secteurs cachait une politique de "déstabilisation" du processus dans les coulisses. A cet égard, il est par ailleurs nécessaire de distinguer la position des communistes de celle de la plupart des gauchistes, pour qui, en général, les progrès de la "conscience politique des masses" étaient beaucoup plus importants que ceux de la production (à l'instar par exemple, de ce qui était arrivé pendant la révolution culturelle chinoise).
- (7) La production annuelle moyenne de cacao au Ghana, en milliers de "long tons", est passée de 239 en 1955/6-1958/9 à 421 en 1960/1-1963/4 (voir D. Rimmer, "The Crisis in the Ghana Economy", p. 29). Dans le même temps, la part du Ghana dans la production mondiale de cacao est passée de 28,6% à 38% (tandis que les productions vivrières étaient délaissées, cf. paragraphe 6.2.2.). Au Chili, la production globale de cuivre est passée de 495,4 (milliers de tonnes métriques) en 1969 à 571,4 en 1971 et à 593,2 en 1972, soit une augmentation de près d'un cinquième entre 1969 et 1972 (voir S. Sideri, Chile 1970-73..., p. 220). Cette évolution fut cependant principalement due à l'ouverture de nouvelles mines. Sur l'évolution des cours mondiaux du cuivre, voir paragraphe 6.2.4.
- (8) Cette conclusion s'est appuyée sur l'analyse faite dans le paragraphe 6.2.2. sur ces cas. Voir aussi à ce propos quelques tableaux du 1er chapitre et de l'annexe 6.5.
- (9) A propos du cas chilien S. Sideri considère d'ailleurs que cette situation ne s'est pas modifiée pendant le gouvernement de l'UP, en écrivant: "Taking industry as a whole, no more than 22% of production was in the public sector, while in the rest, which was in private hands, 'no control was exercised by the workers or by the government'. As a result, 'the items which yielded higher profits were produced instead of the most neces-

sary ones. Luxury articles were made, which gave higher returns, but not popular consumer goods, which were far more necessary'", Chile 1970-73..., p. 368.

- (10) Voir par exemple, le point "Pour une politique cohérente de l'investissement et de l'épargne" dans l'article de M. Rungis, "Les leçons économiques de l'expérience chilienne", duquel nous retiendrons quelques propositions plus bas.
- (11) Voir art. cit., pp. 9-10.
- (12) Voir à cet égard la note 32 du 4ème chapitre où nous présentons quelques données de base sur l'évolution des taux d'intérêt dans certains cas.
- (13) Consulter à ce propos le parag. 3.2.3. (contrôle des prix), le parag. 4.7.1. (subventions), les parag. 5.5.1. et 5.5.3. (politique d'impôts indirects) et les parag. 6.2.2. et 6.5.1. (commerce alimentaire et politique de taux de change).
- (14) Dans certains cas et tout spécialement au Chili en 1971 (voir parag. 4.3.1. et annexe 4.3), l'investissement public dans le bâtiment a empêché une performance encore plus négative de l'investissement global. Toutefois, il est aussi vrai que dans d'autres cas, au Portugal par exemple, la chute de ce type d'investissement a accentué le déclin de l'investissement global.
- (15) Voir à ce propos M. Rungis, art. cit., p. 49. Cet auteur propose par exemple d'obliger les entreprises à verser la partie supérieure des hauts salaires à des organismes d'épargne (ou à une Caisse publique d'investissement) ou d'exiger des non-salariés exerçant des métiers connus comme lucratifs qu'ils souscrivent un certain montant de Bons d'épargne. Quoi qu'il en soit, les solutions de ce type ne sauraient à notre avis éviter de canaliser vers l'épargne une partie du revenu fraîchement redistribué aux couches populaires dans le contexte de la TSL.
- (16) Afin d'illustrer mieux cette option nous reproduisons ici un extrait du célèbre programme proposé par J.M. Keynes dans How to Pay for the War, qui est très clair à ce sujet (notamment au IXème chapitre "Voluntary Saving and the Mechanism of Inflation"): "Thus it is quite true that, in the last resort, the amount of saving, necessary to balance the expenditure of the Government after allowing for the yield of taxation, can always be obtained by 'volunta-

ry' savings. But whether this is a good name for it is a matter of taste. It is a method of compulsorily converting the appropriate part of the earnings of the worker which he does not save voluntarily into the voluntary savings (and taxation) of the entrepreneur" (p. 69). Sur la différence entre les situations de guerre et nos cas, voir le parag. 1.2.3.

- (17) En proposant ces mesures, M. Rungis (art. cit., p. 49), pense surtout à la France des années 1970 s'il s'amorçait un processus de ce type. Nous les reprenons ici à titre d'exemple et non comme applicables à un cas quelconque.
- (18) Au Chili en 1971, le taux de croissance de l'investissement global a été de 1,1%, ce qui signifiait une décélération par rapport à 1970 (+2,8%). Toutefois, au Chili en 1971, l'investissement en biens d'équipement a fortement décliné de -9%; c'est cet indicateur qui nous semble particulièrement révélateur (chiffres extraits de l'étude de la CEPAL sur l'Amérique latine en 1978, p. 198). Une évolution similaire fut perceptible au Portugal où le taux de la FBCF globale a baissé de -7% en 1974 et de -11,3% en 1975 (chiffres présentés par la revue Economia, vol. VII, n° 3, oct. 1983, Lisbonne, p. 594).
- (19) Nous développons cet aspect au parag. 4.3., notamment en nous appuyant sur des citations extraites de l'ouvrage d'Oskar Lange, On the Economic Theory of Socialism.
- (20) The Transition to Egalitarian Development, pp. 104-5.
- (21) Art. cit., p. 190.
- (22) Le socialisme sans Marx, p. 201.
- (23) "On croit souvent qu'en faisant payer les riches il est possible d'améliorer sensiblement le bien-être des couches les plus pauvres de la société. Malheureusement, plusieurs difficultés surgissent. Ainsi, une partie du patrimoine des riches ne saurait être redistribué. Une toile de Van Dyck, par exemple, peut être confisquée ou accrochée dans un musée; elle pourrait aussi être vendue à l'étranger, le produit de sa vente étant ensuite redistribué, mais cela n'est possible qu'une seule fois. Une entreprise privée peut être nationalisée, avec ou sans indemnité, mais elle ne saurait non plus être distribuée, bien que sa production ultérieure le puisse. Un château privé pourrait être transformé en musée public, mais pas distribué aux pauvres. Bien qu'un petit

nombre de familles puissent y être logées, sa contribution au problème du logement resterait insignifiante...", id., p. 200.

- (24) "Réflexions sur le Chili", p. 42.
- (25) Voir art. cit., p. 490.
- (26) "Au Chili, la désaffection de la petite bourgeoisie en 1971-73 fut un facteur déterminant du renversement d'Allende par un coup d'Etat militaire. La plupart des exilés chiliens de gauche le reconnaissent, et soulignent que cette désaffection n'avait pas été voulue, et de fait elle ne l'était pas. Allende avait peut-être une idée plus claire que la gauche travailliste britannique de l'importance politique vitale de ces couches, et les communistes chiliens également...", Le socialisme sans Marx, p. 211.
- (27) Voir The Role of Finance..., p. 141 et aussi le parag. 5.3.2.
- (28) Ainsi, par exemple, comme l'a remarqué A. Touraine à propos de l'expérience chilienne, les professions libérales, les petits commerçants et les fonctionnaires se sont-ils beaucoup plus manifesté contre l'UP que les techniciens et les cadres moyens (voir "Réflexions sur le Chili", p. 43).
- (29) Development Economics in Action..., p. 334.
- (30) The Lesson of Chile, p. 13.
- (31) S. Griffith-Jones, The Role of Finance..., p. 185.
- (32) Nous avons déjà analysé cette différence au parag. 1.2.4. Un exemple typique de la croyance aveugle des bolcheviks dans la réglementation économique nous est donné par V. Lénine dans La catastrophe imminente..., à propos de la consommation: "En présence des calamités inouïes qui accablent le pays, une politique démocratique révolutionnaire ne se bornerait pas à établir la carte du pain pour combattre la catastrophe imminente. Elle y ajouterait, en premier lieu, le groupement forcé de la population entière en des sociétés de consommation; en second lieu, le service de travail pour les riches, qui seraient tenus de remplir gratuitement, dans ces sociétés de consommation, des fonctions de secrétaires ou tout autre emploi analogue; en troisième lieu, le partage égal parmi la population de la totalité effective des produits de consommation, afin que les charges de la guerre soient réparties

d'une façon vraiment égale; en quatrième lieu, l'organisation du contrôle de façon que les classes pauvres de la population contrôlent la consommation des riches", op. cit., p. 36.

- (33) Nous avons à l'esprit la définition de M. Le Net sur cette catégorie de citoyens: "Nous désignerons arbitrairement par les 'exclus' les personnes qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent - ou ne veulent - pas vivre comme tout le monde. Ce terme n'est en aucune façon péjoratif. Par suite de maladies, d'accidents, ou pour quelque cause que ce soit, chacun d'entre nous peut être appelé un jour à faire partie de cette population. Pour une courte période ou une durée plus longue. Des exclus, l'action sociale se consacre principalement aux personnes les plus touchées, dans leur esprit ou leur physique. Médicalement, on emploie les expressions de déviance, ou de handicap", art. cit., p. 30.



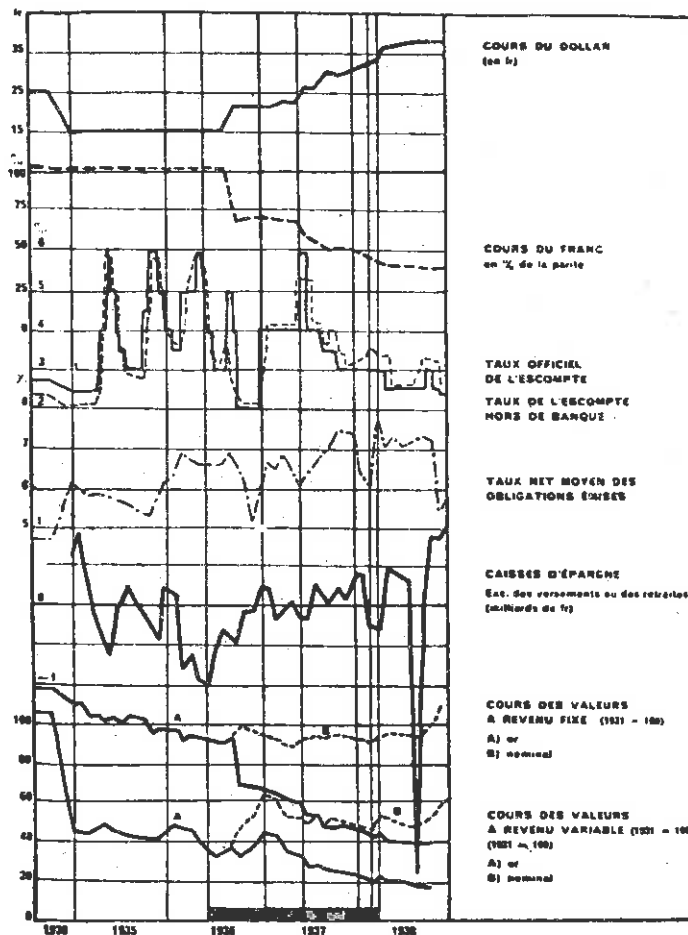
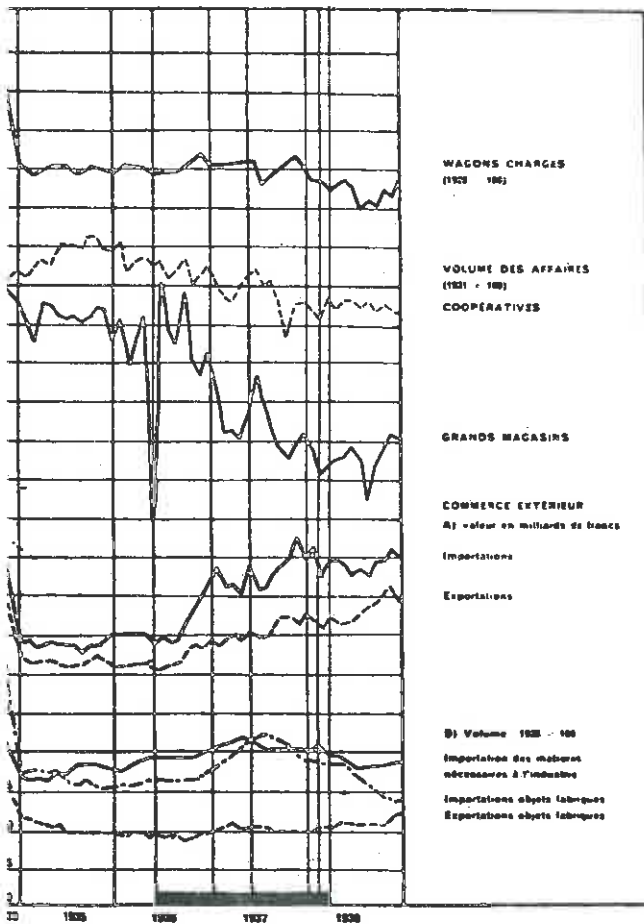
ANNEXES STATISTIQUES

Quelques indicateurs économiques globaux

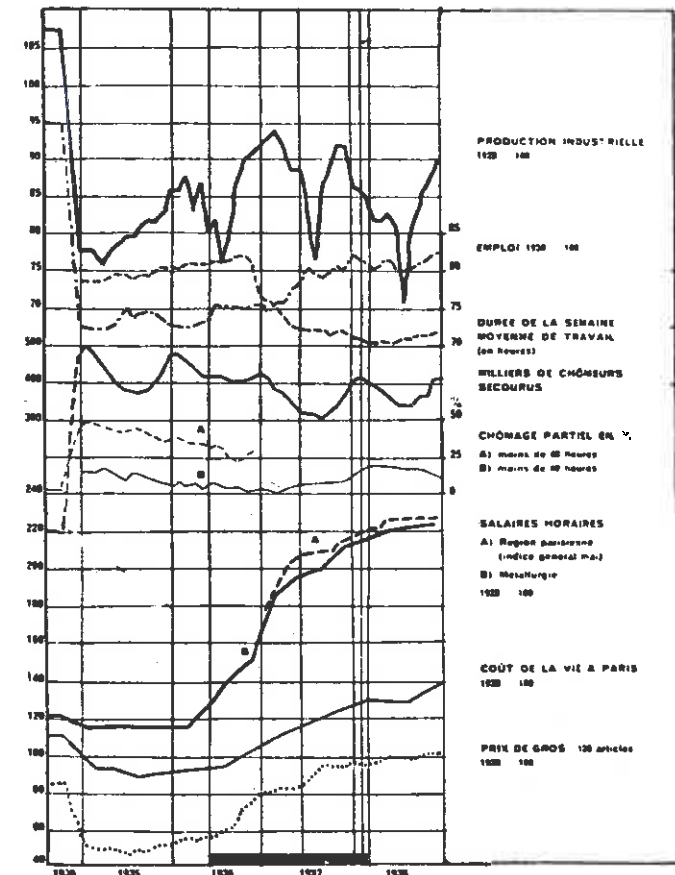
France

Conjoncture française de 1935 à 1938 (wagons, charges, etc.)

La conjoncture française de 1935 à 1938 (cours du dollar, etc.)



La conjoncture française de 1935 à 1938.

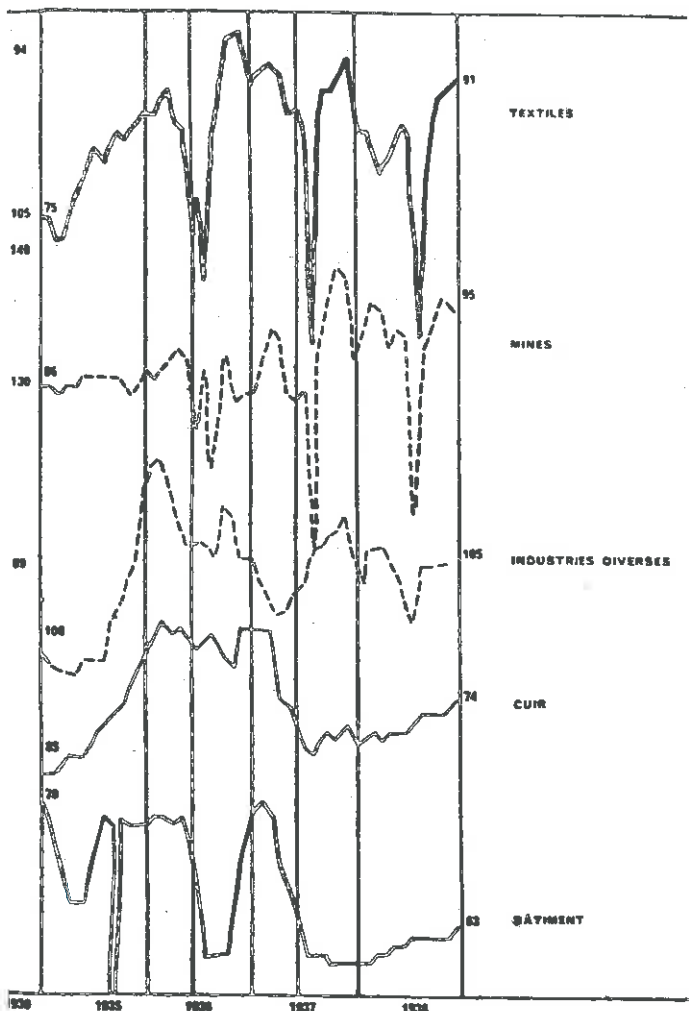


Source: J.-M. JEANNENEY, "La politique économique de Léon Blum", dans Léon Blum, Chef de gouvernement 1936-1937, pp. 300-304.

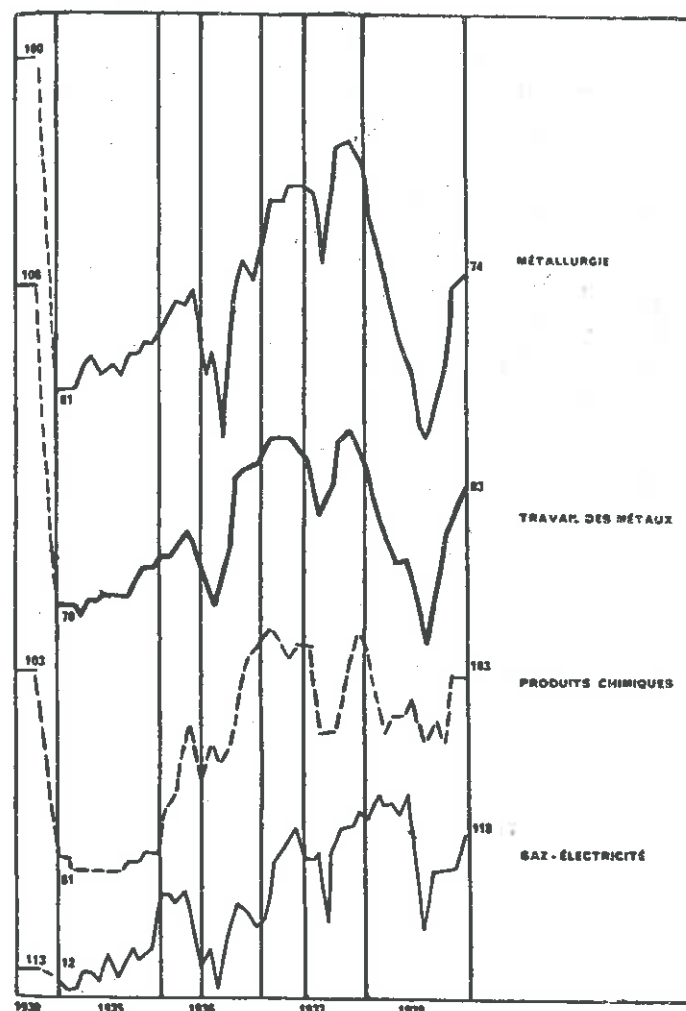
ANNEXE 1.1
France (suite)

753.

Indices de la production industrielle par branches de 1935 à 1938
(textiles, etc.).



Indices de la production industrielle par branches de 1935 à 1938
(métallurgie, etc.).



Source: J.-M. JEANNENEY, "La politique économique de Léon Blum", dans Léon Blum, Chef de gouvernement 1936-37, pp. 303-4.



Chili: Indices de la production de l'industrie manufacturière

	Indices (1969 = 100)					Annual growth rates					
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1971	1972	1973	1974	1975
Total manufacturing	103.5	114.7	117.6	109.9	111.1	85.0	10.8	2.5	-6.5	1.1	-23.5
Non-durable consumer goods	104.5	117.8	116.6	110.0	104.3	84.6	12.7	1.0	-5.7	-5.2	-18.9
Durable consumer goods	115.6	141.2	128.3	111.2	123.9	88.1	22.1	-9.1	-13.3	11.4	-28.9
Transport material	100.0	91.4	105.9	71.6	72.8	53.6	-8.6	15.9	-32.4	1.7	-26.4
Intermediate products for industry	100.6	111.1	115.5	113.8	132.9	113.1	10.4	4.0	-1.5	16.8	-14.9
Intermediate goods for construction	104.1	113.2	123.5	117.8	113.4	65.1	8.7	9.1	4.6	-3.7	-42.6
Miscellaneous manufactures	97.2	105.9	120.5	114.4	105.6	67.4	9.0	13.8	-5.1	-7.7	-36.2

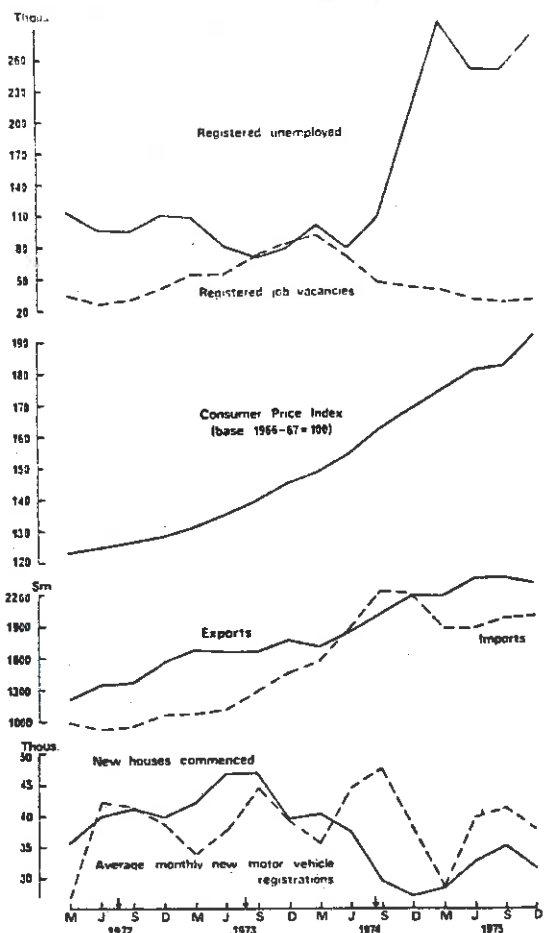
Source: CEPAL, Economic Survey for Latin America, 1975, p. 159.

Portugal: Quelques indicateurs statistiques globaux

	REF.*	1974	1975	1976
PIB _m	Δ %	1,1	- 4,3	6,2
Consumo privado	»	9,7	- 0,9	4,3
Consumo público	»	17,3	6,6	7,0
F B C F	»	- 7,0	-11,3	-10,1
Exportações	»	-15,7	-15,6	2,0
Importações	»	4,8	-25,2	- 8,6
Taxa de desemprego	%	2,2	5,6	6,7
Taxa de inflação	%	27,9	20,5	18,2
Salários reais	Δ %	12,2	9,0	- 1,5
Saldo da BTC	10 ⁶ dól.	- 823	- 817	-1 289
Saldo da BTC/PIB	%	- 6,2	- 5,6	- 8,3
Razões de troca	1973 = 100	96,5	89,0	85,5
Taxa de câmbio efectiva	Δ %	- 2,3	- 3,3	- 9,1
Competitividade externa	1973 = 100	120	140,4	139,0
Dívida externa total	10 ⁶ dól.	...	...	2 892
Saldo corrente do SPA	10 ⁶ cont.	1,2	- 9,3	- 13,0
Saldo corrente do SPA/PIB	%	0,4	- 2,5	- 2,8
Saldo total do SPA	10 ⁶ cont.	- 7,0	-18,5	- 32,9
Saldo total do SPA/PIB	%	- 2,1	- 4,9	- 7,1
Moeda M ²	Δ %	13,6	12,0	16,8
Crédito interno a empresas e particulares	Δ %	18,2	9,0	29,1
Crédito total (interno e externo) a empresas e particulares	Δ %	...	...	...
Taxa de juro do crédito a 6 meses (média anual)	%	6,7	8,5	9,5
Taxa de juro do crédito a 6 meses (média anual)	%	7,5	9,3	10,0

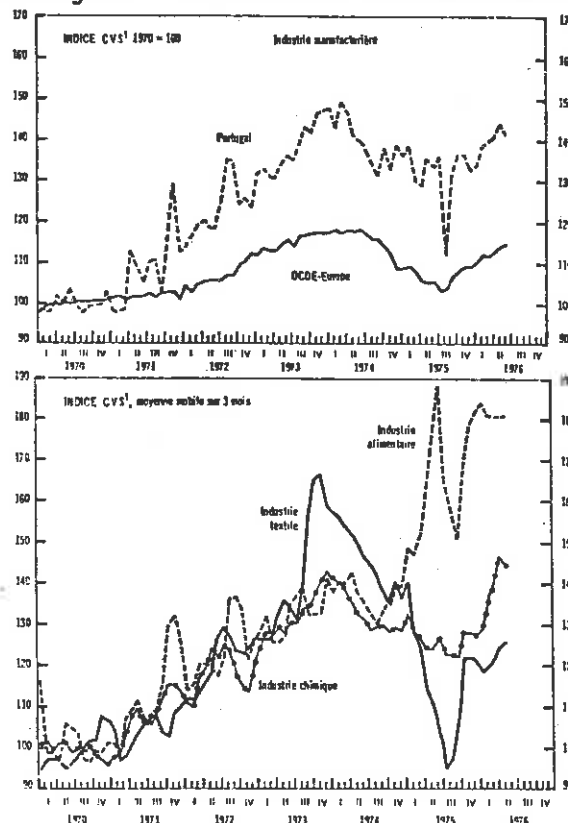
Source: Economia, p. 594, vol. VII, nº 3, Lisbonne oct. 1983.

Australie: Indicateurs économiques 1972-1975



Source: Ron HEFFORD et al., An Introduction to the Australian Economy, p. 215.

Portugal: Production industrielle



Source: Rapport de l'OCDE, 1976, p.14.

ANNEXE 1.1
(suite)

755.

Jamaïque : principaux indicateurs économiques

	1972	1973	1974	1975	1976	1977		1978		1979		
	Résultats	Résultats	Résultats	Résultats	Résultats	Objectif	Résultats	Objectif	Résultats	Objectif initial	Révisé	Estimations
(en pourcentage du PIB)												
Comptes nationaux												
PIB réel	10,0	0,1	-0,7	-2,6	-8,3	—	-2,0	1,0	-1,7	4,0	3,0	-2,2
Consommation	81,0	78,3	82,4	83,1	90,4	...	89,2	86,4	84,2	83,4	85,4	...
Investissement	27,4	31,2	23,7	24,5	18,8	...	12,0	18,0	14,8	19,3	14,9	...
(variation en pourcentage)												
Prix												
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	5,9	17,6	27,2	17,4	9,8	...	11,1	32,0	35,0	...	30,6	29,1
Salaires												
Médian ¹	...	...	50,1	23,7	14,1	...	2,2	...	...	...	...	...
Dans l'industrie ²	...	...	17,9	25,4	20,1	...	11,2	15,0	15,4	15,0	10,0	...
Termes de l'échange	3,0	-22,4	11,1	25,4	-5,6	...	—	...	...	...	...	...
(en pourcentage du PIB)												
Budget³												
Budget ordinaire	1,6	0,4	3,0	-0,4	-6,1	0,5	-5,7	-0,4	-2,3	3,2	—	-5,3
Budget global	-4,5	-5,3	-7,9	-11,0	-18,9	-9,1	-16,3	-11,0	-13,3	-6,8	-8,9	-15,1
Concours du système bancaire	0,1	1,0	1,8	4,3	1,0	2,6	7,7	3,4	3,5	...	1,7	6,8
Balance des paiements												
Paiements courants	-8,1	-10,8	-7,6	-10,6	-10,2	-4,3	-2,4	-4,8	-5,5	-2,7	-5,3	-7,2
Soide global	-3,3	-1,4	2,2	-2,7	-8,4	—	-2,1	-1,7	-2,8	-0,4	-2,3	-5,6

¹ Salaire médian des revenus hebdomadaires déclarés des salariés de la population active.

² Moyenne des accords salariaux négociés dans le cadre de certaines conventions collectives.

³ Exercice financier de base (avril-mars).

Données : Autorités de la Jamaïque et estimations effectuées par les services du Fonds

Source: Bulletin du FMI, 22 déc. 1980, p. 381.

Jamaïque : VARIATION GLOBALE DU PIB PAR TYPE D'ACTIVITES

ENTRE 1970-71 et 1978-79

(en millions de dollars jamaïcains à prix de 1974)

	1970/71	1978/79	Δ %
1. Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	158,7	176,6	+ 11,3
2. Industries extractives	144,5	149,2	+ 3,3
3. Industries manufacturières	352,1	323,8	- 8,0
4. Electricité, gaz et eaux	17,5	23,5	+ 34,3
5. Construction	262,4	137,8	- 47,5
6. Commerce en gros et en détail, restaurants et hôtels	470,2	348,7	- 26,9
7. Transports, stockage et communications	112,4	129,7	+ 15,4
8. Banques, Assurances et services d'affaires	270,8	307,9	+ 13,7
9. Services personnels, sociaux et communautaires	67,7	56,7	- 16,2
10. Total non compris l'Administration publique	1.855,9	1.653,5	- 11,0
11. Administration publique	180,9	355,4	+ 96,5
12. Autres	81,5	81,9	+ 0,5
13. Total PIB	2.012,2	1.967,7	- 2,2

Source : OPAJ, Yearbook of National Accounts 1981, vol. I, Part I, p. 989.

La réduction de la durée hebdomadaire du travail

France

Durée du travail (en heures) dans quelques branches (chiffres mensuels) de septembre 1935 à août 1939

	Ensemble	Industries extractives	Industries Chimiques	Textiles	Métallurgie	Banques Assurances
1936						
Septembre	46,1	45,8	46,8	44,1	47,0	47,9
Octobre	46,3	46,6	46,8	44,4	47,1	47,9
Novembre	46,4	44,4	47,0	44,7	47,2	48,0
Décembre	46,4	40,7	47,0	45,1	47,0	47,8
1937						
Janvier	42,5	40,0	46,6	39,6	40,0	47,8
Février	42,3	40,0	46,4	39,7	40,0	47,5
Mars	42,1	40,2	44,3	39,7	40,0	47,9
Avril	40,9	39,8	40,2	39,5	40,0	44,5
Mai	40,1	39,6	40,1	39,0	40,0	40,1
Juin	39,8	39,5	40,0	39,0	40,0	40,0
Juillet	39,7	39,4	40,0	38,9	39,9	40,0
Août	39,7	39,9	40,0	38,7	40,0	40,0
Septembre	39,6	39,5	40,0	38,6	40,0	40,0
Octobre	39,6	39,6	39,9	38,5	40,0	40,0
Novembre	39,6	39,5	39,9	38,6	40,0	40,0
Décembre	39,6	39,4	39,9	38,5	40,0	40,0
1938						
Janvier	39,4	39,5	39,8	37,9	39,8	40,0
Février	39,3	39,5	39,7	37,3	39,8	40,0
Mars	39,2	39,5	39,7	36,8	39,8	40,0
Avril	39,2	39,5	39,6	36,5	39,7	40,0
Mai	39,2	39,6	39,6	36,4	39,6	40,0
Juin	39,2	39,4	39,6	36,5	39,5	40,0
Juillet	39,2	39,3	39,6	36,8	39,5	40,0
Août	39,4	39,6	40,2	37,0	39,6	39,7
Septembre	39,4	39,7	39,9	37,4	39,3	40,4
Octobre	39,6	41,1	39,9	37,4	39,5	40,4
Novembre	39,7	41,6	39,8	37,8	39,3	40,4
Décembre	39,9	41,5	40,0	38,1	39,5	40,4
1939						
Janvier	40,0	42,4	40,2	38,9	39,9	40,5
Février	40,3	42,3	40,3	39,7	40,2	40,8
Mars	40,3	41,2	40,5	40,0	40,5	41,1
Avril	40,5	41,3	40,7	40,3	40,8	40,8
Mai	40,8	42,7	40,8	40,3	41,4	40,6
Juin	41,0	43,1	40,9	40,2	42,5	40,7
Juillet	41,2	44,3	41,2	40,8	44,8	41,1
Août	41,2	44,2	41,2	41,0	44,2	41,0

Répartition de 100 salariés selon la durée du travail dans les établissements occupant plus de 100 salariés

	48 h et +	40 à 48 h	40 h	— de 40 h	Total
1936					
Janvier	61,7	23,6	6,6	8,1	100,0
Février	60,8	24,0	6,8	8,4	100,0
Mars	62,8	22,0	7,5	7,7	100,0
Avril	64,1	21,1	6,3	8,5	100,0
Mai	54,6	23,3	5,9	6,2	100,0
Juin	67,3	20,2	5,6	6,9	100,0
Juillet	66,3	19,0	6,1	8,6	100,0
Août	68,4	19,2	6,1	6,3	100,0
Septembre	73,2	14,9	6,0	5,9	100,0
Octobre	75,8	13,5	5,6	5,1	100,0
Novembre	77,2	13,1	5,3	4,4	100,0
Décembre	77,7	12,5	6,0	3,8	100,0
1937					
Janvier	31,1	4,5	60,8	3,6	100,0
Février	28,7	3,7	64,8	2,8	100,0
Mars	25,7	3,5	68,5	2,3	100,0
Avril	14,5	1,6	80,5	3,4	100,0
Mai	3,6	0,4	90,6	5,4	100,0
Juin	1,2	0,2	91,5	7,1	100,0
Juillet	0,5	0,1	91,4	8,0	100,0
Août	0,6	—	91,3	8,1	100,0
Septembre	0,2	—	90,4	9,4	100,0
Octobre	0,1	—	90,6	9,3	100,0
Novembre	0,1	0,1	90,7	9,1	100,0
Décembre	0,1	—	90,8	9,1	100,0
1938					
Janvier	0,1	—	85,2	14,7	100,0
Février	—	0,1	82,3	17,6	100,0
Mars	—	0,1	80,8	19,1	100,0

Source: A. SAUVY, Histoire économique ..., vol. II, éd. 1967, p. 550-3.

La réduction de la durée hebdomadaire du travail (suite)

Portugal: Durée hebdomadaire moyenne du travail par branches d'activités, de mars 1974 à mars 1976

ACTIVITÉS	EMPLOYÉS									OUVRIERS								
	1974				1975				1976	1974				1975				1976
	MARS	JUIN	SEPT.	DÉC.	MARS	JUIN	SEPT.	DÉC.	MARS	MARS	JUIN	SEPT.	DÉC.	MARS	JUIN	SEPT.	DÉC.	MARS
TOTAL	42	41	41	41	41	40	40	40	40	47	45	45	45	44	43	43	43	43
AGRICULTURE	44	42	41	36	36	40	42	40	40	47	45	45	49	48	44	45	48	44
INDUSTRIES EXTRACTIONNES	42	41	41	41	41	39	39	42	41	46	44	44	43	43	43	42	42	43
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	42	42	42	41	42	40	45	48	40	47	45	45	45	44	42	43	43	41
Alimentation	43	43	43	42	42	41	41	41	41	45	43	48	49	44	43	44	43	42
Boissons	39	42	41	40	40	48	41	41	41	46	46	48	39	45	45	44	44	44
Textile	37	39	40	39	39	39	38	39	37	41	45	45	45	45	45	47	45	45
Vêtements et chaussures	44	44	44	44	44	41	41	40	40	47	45	45	44	42	41	43	42	42
Bois et Liège	42	42	42	42	42	41	42	41	41	46	45	46	45	46	46	44	45	44
Papier	41	38	38	39	39	40	40	40	40	47	45	41	43	43	43	44	43	43
Imprimerie	40	41	41	39	39	38	38	44	43	46	43	48	44	44	42	42	42	42
Tannerie	44	43	42	43	43	41	43	44	41	46	45	46	45	44	45	44	44	44
Lainage	42	40	42	40	40	42	41	40	40	44	44	45	46	45	43	44	44	45
Cuir et Peau	41	42	40	40	39	39	38	39	38	46	44	45	44	43	42	42	42	42
Métaux non ferreux	43	41	41	42	41	41	41	40	46	45	45	44	44	44	45	51	45	44
Métaux ferreux	42	41	41	41	41	40	42	48	46	49	43	43	48	44	42	41	42	43
Divers	41	41	42	42	41	40	40	41	41	50	50	45	44	43	42	43	43	43
CONSTRUCTION ET TRAV. PUBLICS	43	42	42	41	41	40	40	40	39	42	45	45	45	45	43	45	44	41
Électricité, gaz et eau	40	39	38	39	39	38	36	38	39	43	42	42	40	41	41	40	42	41
COMMERCE, BANQUES, ASSURANCES	40	39	39	39	39	39	39	39	38	46	44	44	45	44	42	43	44	43
Commerce	42	41	41	41	41	41	41	41	41	46	44	44	45	45	42	43	44	43
Banques et assurances	36	36	36	36	35	35	36	36	36	44	40	38	41	41	38	37	37	36
TRANSPORTS, STOCKAGE ET COMMUNIC.	43	44	44	42	41	40	39	40	40	48	48	48	47	46	47	47	44	43
Transports	44	44	43	42	42	42	42	40	40	48	48	48	48	47	48	48	44	43
Communications	42	46	46	41	40	39	39	39	39	39	-	-	39	39	45	45	39	39
SERVICES PERSONNELS	43	46	46	51	45	45	45	45	49	49	46	46	43	43	42	43	44	44

Source: Textos n° 15, p. 18, Ministério do Trabalho, Lisbonne mai 1977.



Jamaïque: Répartition en pourcentage des personnes occupées selon le nombre d'heures travaillées pendant la semaine de l'enquête d'octobre, 1973 et 1978

Heures travaillées	1973			1978		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Moins de 9 heures	1,0	1,8	1,3	0,8	2,3	1,4
Entre 9 et 17 heures	2,0	4,1	2,8	2,1	4,3	3,0
Entre 17 et 25 heures	3,2	4,8	3,8	4,6	7,4	5,7
Entre 25 et 33 heures	7,3	10,1	8,4	8,8	14,9	11,2
Entre 33 et 41 heures	22,1	25,0	23,2	35,6	40,5	37,6
Entre 41 et 49 heures	26,9	25,0	26,2	25,1	16,3	21,7
49 heures et plus	33,8	27,3	31,3	19,8	10,7	16,2
Durée non précisée	3,7	1,9	3,0	3,2	3,6	3,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: J. GAFAR, "Le chômage et le sous-emploi en Jamaïque, 1972-1978", p. 835.

ANNEXE 3.2

Evolution des principaux salaires (en valeur nominale)

France: Indices des salaires horaires

	1935	1936	1937	1938	1939
Janvier...	95,8	94,6	130,3	158,3	170,2
Février...	95,6	94,6	132,5	160,0	170,8
Mars....	95,4	94,6	134,8	162,0	171,3
Avril....	95,2	94,6	139,4	163,7	171,6
Mai.....	95,0	94,6	144,4	165,0	172,1
Juin.....	94,8	103,9	146,1	166,0	172,6
Juillet...	94,7	108,0	147,3	166,8	173,1
Août....	94,6	110,9	148,5	167,5	173,5
Septembre	94,6	113,6	151,6	168,4	"
Octobre..	94,6	115,4	153,3	169,1	"
Novembre	94,6	117,9	154,5	169,5	"
Décembre	94,6	119,7	156,4	169,6	"
Moyenne..	94,9	105,2	144,9	165,5	174,0

Source: A. SAUVY, Histoire économique..., vol. II, éd. 1967, p. 520.



Ghana: Indices des salaires dans les principales branches d'activité

	Activités Non Agricoles	Ind. Manu- factu- rières	Transports et Commu- nications	Ind. Extracti- ves	Cons- truction
1958	100	100	100	100	100
1959	103,8	105	163,4	102,2	85,7
60	111,5	117,8	159,5	124,4	106,2
61	124,9	132,5	168,5	137,0	108,4
62	132,1	134,6	213,2	136,6	109,2
63	136,5	140,7	201,1	149,6	122,3
64	144,0	150,3	213,2	155,5	115,0
65	150,7	170,1	287,3	163,4	116,1
66	163,4	188,5	229,1	176,8	119,7
67	175,9	194,5	247,9	203,6	130,3
68	201,6	220,7	272,8	192,9	127,4

Source: BIT, Annuaire statistique, 1968 et 1970.

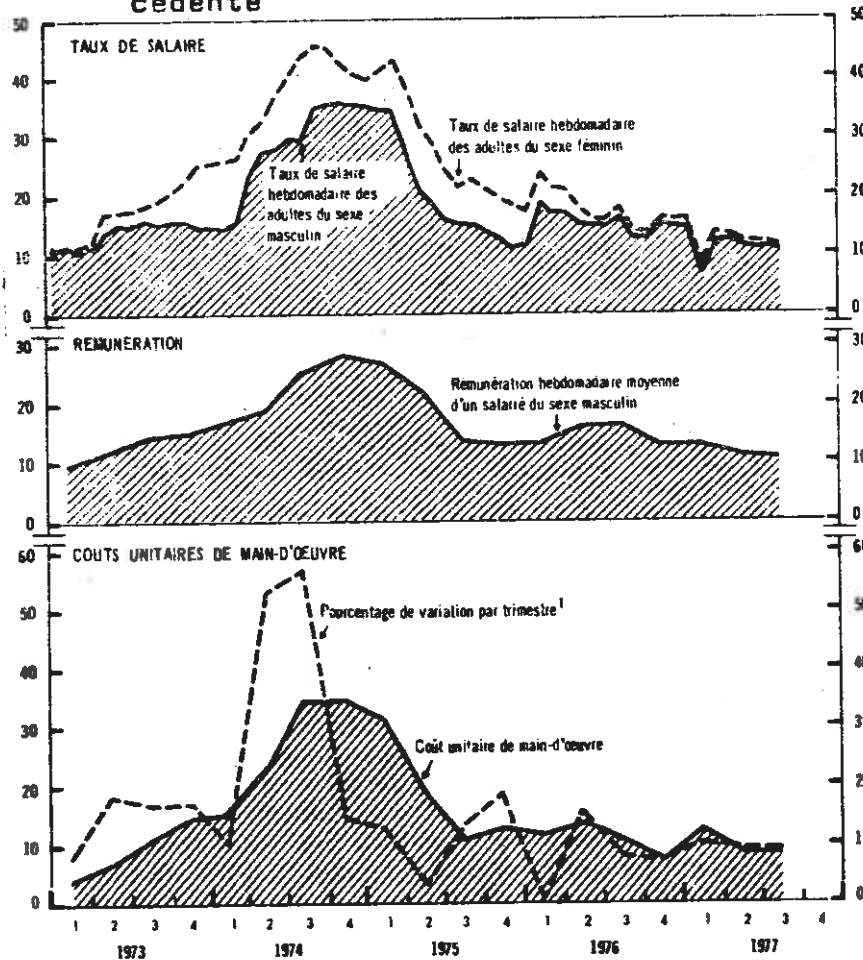
Années	Agriculture		Ind. Manufacturière		(1)/(2) %
	Montant* (1)	Indice	Montant* (2)	Indice	
1957	14.71	100	15.53	100	94,7
58	14.79	100,5	15.53	99,9	95,3
59	15.42	104,8	16.31	106,4	94,5
60	18.39	125	20.04	129,0	91,8
61	18.12	123,2	21.22	136,6	85,4
62	18.78	127,7	21.41	137,9	87,7
63	19.50	132,6	22.11	142,4	88,2
64	18.17	123,5	22.53	145,1	80,6
65	18.08	122,9	23,27	151,5	77,7
66	19.60	133,2	24.16	155,6	81,1
67	20.44	139,0	25.57	164,6	79,9

Source: W.F. STEEL, "The Appropriate Measure of Wages for Analyzing Income, ... in Ghana", p. 28.

* en cedis par mois

Evolution des principaux salaires (en valeur nominale)

Australie: Taux de croissance des salaires des ouvriers et des employés et coût unitaire du travail par rapport à la même période de l'année précédente



1 Taux annuel désaisonnalisé.

Source: Rapport de l'OCDE, 1978, p. 19.



Portugal: Indices trimestriels des salaires

Années	Trim.	Ind. et Transports		Agriculture (1)	
		Lisbonne	Porto	Hommes	Femmes
1974	I	100	100	100	100
	II	114,9	120,2	109,8	110,3
	III	125,9	130,6	125,0	136,3
	IV	128,7	137,9	139,0	147,0
1975	I	132,4	140,5	144,3	155,5
	II	137,6	154,8	151,1	165,5
	III	139,3	159,6	154,3	169,3
	IV	148,0	169,0	155,2	175,0
1976	I	153,3	171,5	164,8	179,0

(1) Travailleurs ruraux saisonniers

Source: Rapports de la Banque du Portugal 1974, 1975 et 1976.

ANNEXE 3.3

Distribution globale de revenus

France : Estimation des revenus privés, années 1935 à 1938 (en %)

Années	Salaires et traitements	Revenus des capitaux	Revenus mixtes (cap. et trav.)			Pensions et retraits	TOTAL général (3)
			Agriculture (1)	Industrie et commerce (2)	Professions libérales		
1935	49,9	19,4	10,6	10,5	2,2	7,7	1.750
1936	48,6	17,9	14,4	10,2	2,0	6,6	2.010
1937	49,5	16,3	15,9	10,1	1,86	6,2	2.420
1938	49,8	16,5	15,7	10,1	1,87	5,9	2.670

(1) Non compris le loyer de la terre

(2) Non compris les dividendes des sociétés

(3) En millions de francs aux prix courants

Source : INSEE, Annuaire rétrospectif de la France 1966, p. 556.

Portugal: Distribution de la masse salariale* mensuelle dans les activités non-agricoles** par groupes de travailleurs

Anos	Percentagem da massa salarial que cabe a cada quintil						5 % do mais alto rendimento
	Quintil inferior	2.º quintil	3.º quintil	4.º quintil	Quintil superior	Total	
1972	7,4	12,1	16,4	21,7	42,4	100,0	17,9
1974	8,1	12,7	17,0	22,3	39,9	100,0	16,0
1975	10,3	14,4	18,1	22,3	34,9	100,0	12,9
1976	11,6	15,4	19,0	22,1	31,9	100,0	11,2
1977	12,0	15,8	18,6	21,7	31,9	100,0	11,3
1978	12,5	16,5	19,2	21,3	30,5	100,0	10,9

* Rémunérations brutes payées au mois de janvier (les heures extraordinaires, allocations, gratifications, etc., sont exclues)

** Non compris l'administration publique et la défense, les services d'assainissement et de nettoyage, les services sociaux et de loisirs, les services à la communauté, les services de maison, le stockage et les communications

Source: O. ESTEVES DE CARVALHO, art. cit., p. 963.

ANNEXE 3.4

Indicateurs de l'évolution des prix

Indices des prix à la consommation par type de biens

- A = Indice général
 B = " de l'alimentation
 C = " du combustible et éclairage
 D = " de l'habillement
 E = " des loyers

France (Paris)

	1935	1936	1937	1938
A	100	106,1	128,0	146,3
B	100	110,4	136,4	157,1
C	100	100	119,5	147,1
D	100	106,6	139,5	148,7
E	100	95,4	97,2	108,3
Divers	100	104,4	118,7	139,6

Source: INSEE, Annuaire statistique de la France 1966.

Ghana

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
A	100	102,9	103,9	110,1	120,3	125,6	141,1	178,3
B	100	102,8	102,5	108,7	118,9	124,4	144,4	197,0
C	100	98,2	100,6	105,9	108,9	104,4	121,5	142,1
D	100	100,8	104,7	116,1	127,8	128,5	137,5	172,2
E	100	108,7	109,8	112,1	112,1	112,1	112,1	121,6

Source: BIT, Annuaire des statistiques du travail, 1968 et 1970.

Chili (Santiago)

	1970	1971	1972	1973	1974
A	100	120	213	967	5846
B	100	124	267	1270	7793
D	100	126	200	1074	3927
E	100	116	148	471	2989

Source: BIT, Annuaire des statistiques du travail, 1980.

Australie

	1972	1973	1974	1975	1976
A	100	109,4	126,0	145,0	164,6
B	100	115,2	132,8	142,8	160,3
C	100	102,9	115,1	138,8	151,7
D	100	109,4	129,7	153,2	178,3
E	100	108,2	124,5	148,3	172,4

Source: BIT, Annuaire des statistiques du travail, 1982.

ANNEXE 3.4
(suite)

Portugal

	1973	1974	1975	1976
A	100	125,1	144,1	174,4
B	100	132,6	163,9	202,1
C	100	119,6	131,2	154,3
D	100	131,8	143,1	145,7
E	100	109,6	101,1	133,6

Source: BIT, Annuaire des statistiques du travail, 1982.

Jamaïque

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
A	100	117,6	149,5	175,7	192,9	214,4	289,2	373,3
B	100	124,7	161,1	189,5	206,5	225,9	308,8	411,3
C	100	112,3	167,0	175,0	191,7	201,1	287,9	419,0
D	100	108,1	129,0	150,5	167,5	183,8	258,0	325,2
E	100	117,9	149,7	180,9	207,4	217,3	232,5	265,6

Source: BIT, Annuaire des statistiques du travail, 1982.



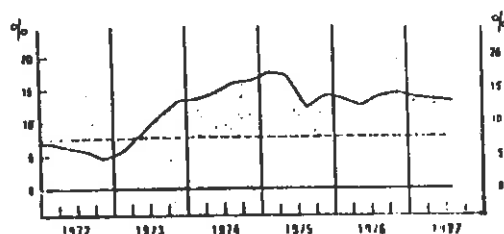
Taux d'accroissement annuel des prix dans quelques cas (en pourcentage)

Ghana	Jamaïque	Argentine
1957 - 1	1971 - 4,6	1971 - 34,9
58 - 0	72 - 4,6	72 - 58,9
59 - 2,9	73 - 19,8	73 - 61,2
60 - 0,9	74 - 24,4	74 - 23,3
61 - 6	75 - 17,4	75 - 182,5
62 - 9,2	76 - 9,6	76 - 443,2
63 - 4	77 - 11,4	77 - 176,1
64 - 12,7	78 - 34,9	
65 - 26,4	79 - 29,1	
66 - 13	80 - 26,8	
67 - -7,7		

Source: International Financial Statistics, Supplement on Price Statistics, n°2, FMI, 1981.

Australie
Variations des prix des biens et des services

1971 - 6,0%
1972 - 6,0%
1973 - 9,4%
1974 - 15,1%
1975 - 15,1%
1976 - 13,5%
1977 - 12,3%



Source: Principaux Indicateurs Économiques de l'OCDE

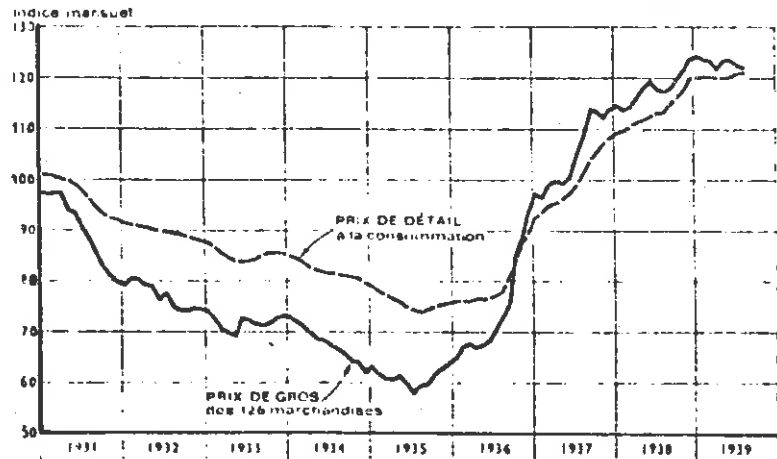
France

Indices mensuels des prix à la consommation (base 100 en 1930)

	1935	1936	1937	1938	1939
Janvier	79,0	76,1	92,5	109,3	120,1
Février	78,1	76,2	93,9	109,9	120,2
Mars	77,5	76,3	95,0	110,6	120,1
Avril	76,6	76,4	95,6	111,3	120,0
Mai	75,9	76,4	96,3	112,0	120,0
Juin	75,0	76,7	97,3	112,6	120,4
Juillet	74,4	77,2	99,1	113,1	120,9
Août	74,0	79,9	101,4	113,4	121,4
Septembre	74,6	80,5	104,0	114,9	»
Octobre	75,0	83,9	105,6	116,2	»
Novembre	75,5	87,9	107,2	117,5	»
Décembre	75,9	90,0	108,4	120,0	»
Moyenne	76,0	79,8	99,7	113,4	»
Indice 100 en 1938	67,0	70,4	88,0	100,0	»

Source: A. SAUVY, Histoire économique..., II vol., éd. 1967, p. 500.

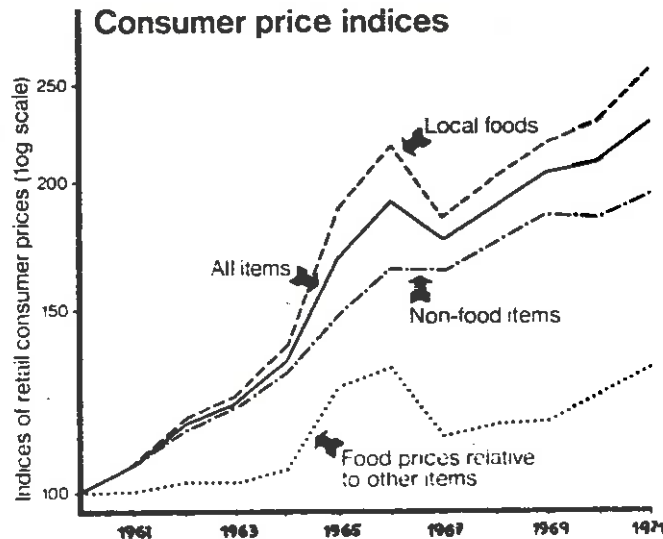
Prix de gros et prix de détail de 1931 à 1939 (base 100 en 1930)



Source: A. SAUVY, Histoire économique de la France..., II vol., éd. 1984, p. 203.

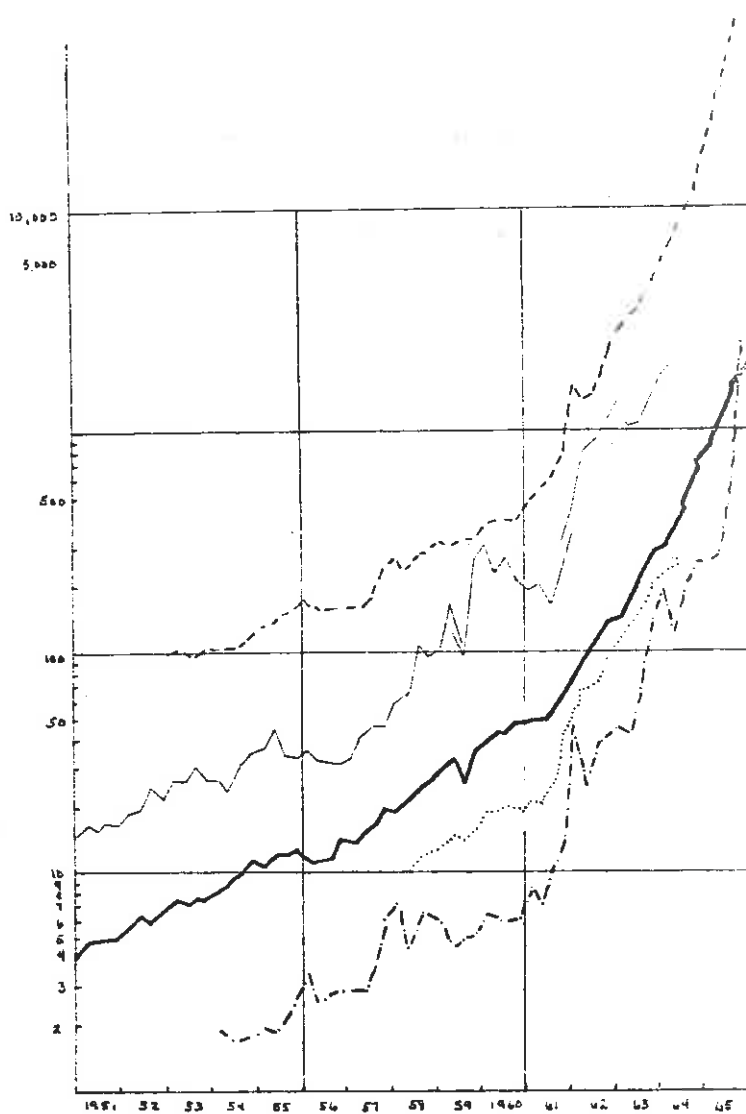


Ghana



Source: T. KILLICK, Development Economics in Action..., p. 72.

Indonésie: Evolution graphique des prix
(en échelle semi-logarithmique)



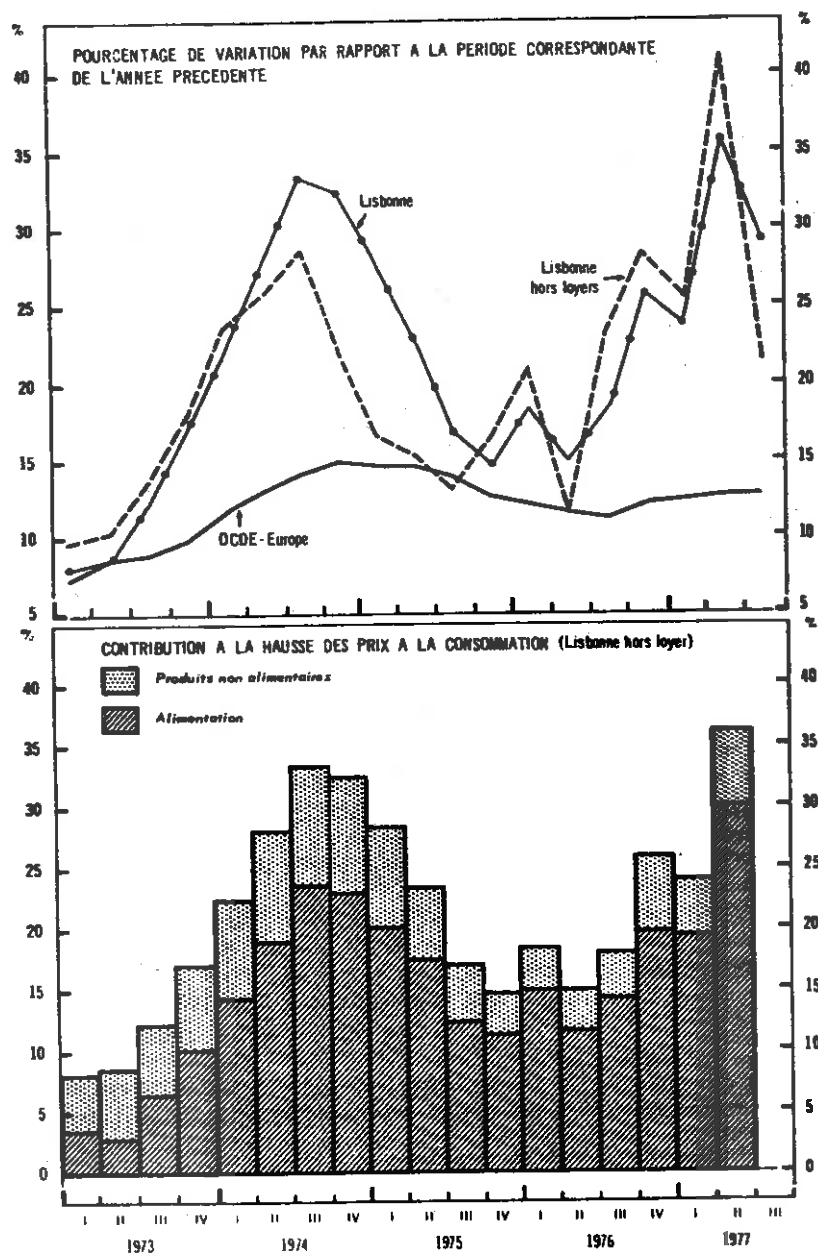
- Money supply at year end in billion Rupiahs.
- - - Weighted index numbers of retail prices of 19 food-stuffs on the free market in Djakarta (1953: 100): Statistik Konjunktur, table D 4, to 1962; unpublished sources for later years.
- Consumer price index (July 1958: 100) published by Departemen Perburuhan in Angka - Indeks Penghasilan dan Penghasilan Njata (sesungguhnya) pada Perusahaan Industri di Djakarta (1965)
- . - Average retail price of rice (cheap quality) per litre on the free market in Djakarta: based on Statistik Konjunktur, table D14, to 1962; unpublished sources for later years.
- Black market rate of Rupiah per \$U.S. -- various discontinuous series as recorded in column 11 of Table 3.

Source: J. A. C. MACKIE, Problems of Indonesian Inflation, pp. 100-1.

ANNEXE 3.4

(suite)

Portugal: Poids de l'alimentation et des loyers dans la hausse des prix

Source: Rapport de l'OCDE, 1977, p. 16.

ANNEXE 3.5

Indices des salaires réels

France

Indice du pouvoir d'achat
des salaires horaires (base
100 en 1930)

Indice du pouvoir d'achat
des salaires hebdomadaires
(base 100 en 1930)

	1935	1936	1937	1938	1939	1935	1936	1937	1938	1939
Janvier	121,3	124,4	140,9	144,9	141,7	113,0	118,0	125,2	118,5	118,6
Février	122,5	124,1	141,1	145,6	142,0	112,8	117,8	125,0	118,6	120,1
Mars	123,1	124,0	141,9	146,5	142,6	113,5	118,0	125,0	118,7	120,3
Avril	124,3	123,8	145,9	147,2	143,1	114,3	119,5	125,1	119,1	121,4
Mai	125,2	123,8	150,0	147,4	143,3	116,1	118,5	125,1	119,2	123,1
Juin	126,1	135,5	150,2	147,5	143,5	117,9	129,9	125,0	119,5	123,7
Juillet	127,2	140,0	148,9	147,5	143,4	119,7	134,4	123,2	119,7	125,8
Août	127,9	138,9	146,5	147,8	143,0	119,3	132,9	121,5	120,3	125,5
Septembre ...	126,8	141,1	145,8	146,6	»	118,2	136,7	120,4	119,6	»
Octobre	126,1	137,5	145,2	145,6	»	118,1	133,1	119,6	119,4	»
Novembre ...	125,3	134,1	144,1	144,3	»	118,1	129,5	118,7	118,9	»
Décembre ...	124,6	133,0	144,4	141,4	»	118,4	128,5	118,8	117,0	»

Source: A. SAUVY, Histoire économique de la France entre les deux guerres, éd. 1967, vol. II, pp. 521-2.



CHILE: INDICE DE SUELDOS Y SALARIOS REALES

Año	Indice					Tasas de crecimiento
	Enero	Abril	Julio	Octubre	Promedio	
1970	100.0	100.5	101.5	102.8	101.2	19.3
1971	110.5	123.9	124.4	123.9	120.7	- 9.3
1972	122.3	111.7	109.8	94.3	109.5	- 34.0
1973	99.4	85.2	70.5	34.0	72.3	- 5.3
1974	74.6	60.0	72.4	66.9	68.5	- 2.8
1975	70.4	63.2	66.8	65.8	66.6	6.9
1976	67.8	67.9	71.7	77.4	71.2	25.8
1977	84.9	88.0	96.4	89.0	89.6	14.1
1978	98.2	101.1	106.7	102.7	102.2	

Fuentes: CEPAL, sobre la base del índice de sueldos y salarios nominales del Instituto Nacional de Estadísticas y del índice de precios al consumidor de la misma entidad, salvo para los años 1971-1973 en que se ha utilizado el índice elaborado por el Departamento de Economía de la Universidad de Chile, publicado en *Comentarios sobre la situación económica*, (segundo semestre 1978), Santiago, 1979.

(suite)

Ghana : Indices des salaires et des revenus réels
(indice 100 en 1960)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Salaire minimum a)	100	94	86	83	75	59	56	61
2. Salaires agricoles b)	100	93	88	88	74	58	55	63
3. Gains mensuels dans le secteur privé c)	100	108	101	98	94	80	81	91
4. Gains industriels d)	100	(108)	(101)	101	93	80	75	89
5. Revenus du cacao e)	100	80	76	69	79	37	34	59
6. Rapport des gains industriels au salaire minimum	100	115	117	122	124	136	134	146

a) Indice du salaire minimum pour les travailleurs non-qualifiés dans les activités non-agricoles.

b) Indice du salaire mensuel dans l'agriculture.

c) Indice des gains mensuels des ouvriers masculins africains dans les établissements avec 10 ou plus travailleurs.

d) Indice de la paye moyenne aux ouvriers et employés des mines, industrie manufacturière et électricité; la série commence en 1962, entre 1960-62 l'évolution est supposée égale à celle de 3.

e) Indice du total de paiements de la Cocoa Marketing Board aux cultivateurs de cacao. Ce n'est pas un indice de paiement par cultivateur, sauf s'il n'y a pas de changement dans le nombre de cultivateurs dans la période.

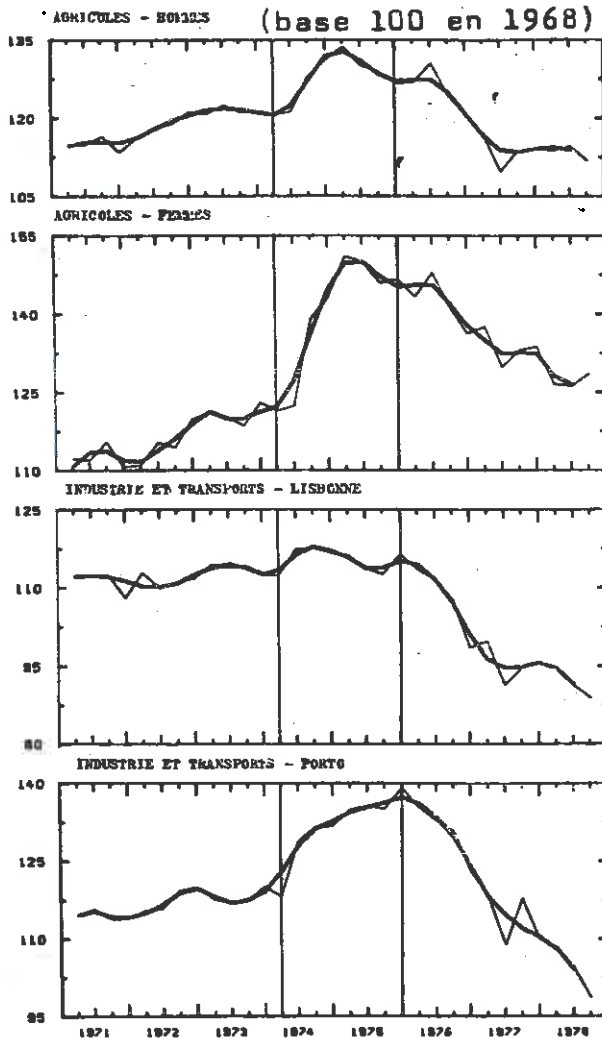
Sources : Tony KILLICK, Development Economics in Action : A Study of Economic Policies in Ghana, pp. 94-95, sauf pour les salaires agricoles, dont les valeurs ont été puisées dans l'article de William F. STEEL, "The Appropriate Measure of Wages ...", p. 28.

Ghana: Indices des salaires réels

	Activités Non Agricoles	Ind. Manu- factu- rières	Transports et Commu- nications	Ind. Extracti- ves	base 100 en 1958 Cons- truction
1958	100	100	100	100	100
1959	100,8	102,0	158,8	99,3	83,3
60	107,3	113,4	153,5	119,7	102,2
61	113,4	120,3	153,0	124,4	98,5
62	109,8	111,9	177,2	113,5	90,8
63	108,7	112,0	160,1	119,1	97,4
64	102,0	106,5	151,1	110,2	81,5
65	84,5	95,4	161,1	91,6	65,1
66	81,1	93,6	113,7	87,8	59,4
67	94,6	104,5	133,3	109,5	70,0
68	100,3	109,8	135,7	96,0	63,6

Source: BIT, Annuaire des statisti- ques du travail, 1968 et 1970.

Portugal



Source: Situação Socio-Económica, Ministério das Finanças e do Plano, CEP, Lisbonne mars 1979.

ÉVOLUTION DES SALAIRES MOYENS JOURNALIERS, NOMINAUX ET RÉELS

Variations trimestrielles, en pourcentage (1)

Industrie et Transports	1973				1974				1975				1976			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
<u>Ville de Lisbonne</u>																
Salaires nominaux	5,8	4,3	4,3	3,0	6,8	14,9	9,6	2,2	2,9	3,9	1,2	6,3	3,6	1,0	1,5	1,0
Salaires réels (2)	1,0	1,8	1,2	-3,1	-4,5	14,4	0,1	5,9	-4,9	1,5	-2,4	0,7	-1,7	3,5	-10,4	-7,2
<u>Ville de Porto</u>																
Salaires nominaux	2,2	1,8	4,3	5,5	6,1	20,2	8,8	5,6	1,9	10,2	3,1	5,9	1,5	1,0	1,1	0,2
Salaires réels (2)	-2,6	-2,4	4,3	1,2	-7,7	16,4	-0,1	9,9	-8,0	6,0	2,4	0,3	-6,1	3,2	-4,9	-5,6
<u>Salaires ruraux</u>																
Agriculture (Travailleurs généraux) (3)																
<u>Hommes</u>																
Salaires nominaux	2,5	5,8	2,7	3,8	7,2	9,8	13,8	7,2	3,8	4,7	2,1	0,6	6,2	5,4	-0,6	5,2
Salaires réels (4)	-2,5	2,4	0,1	-1,1	-3,2	4,2	7,6	4,5	-0,3	-0,4	-0,5	-3,5	-2,1	6,0	-6,9	-1,2
<u>Femmes</u>																
Salaires nominaux	2,8	4,2	3,6	7,1	5,0	10,3	23,6	7,8	5,8	6,4	2,3	2,8	2,3	5,3	1,7	4,1
Salaires réels (4)	-2,2	1,0	0,9	2,0	-5,1	5,1	16,8	5,1	1,6	1,2	-0,3	-1,4	-5,7	5,9	-4,0	-2,3

(1) Calculées par rapport au trimestre précédent

(2) Corrigés respectivement par l'IPC de Lisbonne et de Porto

(3) Travailleurs ruraux saisonniers

(4) Corrigés par l'IPC pour le continent

Source: Rapports de la Banque du Portugal 1974, 1975 et 1976.

Jamaïque: Indices des principaux salaires réels

Années	Moyen		Industriel		Minimum	Rapport Indust/Minimum
1973	100	—	100	—	—	—
1974	118,6	—	94,8	—	—	—
1975	125,9	100	101,5	100	100	100
1976	131,6	104,5	110,9	109,3	91	120,1
1977	121,3	96,3	110,7	109,1	98	111,3
1978	104,3	82,8	94,7	93,3	72,7	128,3
1979	91,8	72,9	80,7	79,5	61,0	130,3

Sourcés : Pour le salaire moyen, CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1980, p. 572; pour le salaire industriel, moyenne des accords salariaux négociés dans le cadre de certaines conventions collectives, en 1979 il s'agit d'un objectif, Bulletin du FMI, 22.12.1980, p. 381; pour le salaire minimum l'article "Le chômage et le sous-emploi en Jamaïque, 1972-80" de Jonh GAFAR, p. 835.

JAMAICA: SALARIOS NOMINALES Y REALES, EMPLEO, PRODUCTIVIDAD LABORAL Y COSTOS SALARIALES UNITARIOS (1970 = 100)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Sueldos y salarios nominales (a)	112.2	126.1	189.2	233.7	269.0	275.1	308.6	365.3	-
Sueldos y salarios reales	107.3	100.6	119.4	126.8	132.5	122.1	105.0	92.4	-
Empleo	100.0	103.0	105.7	111.6	112.2	112.8	115.9	112.7	112.7
Productividad laboral	109.8	107.9	101.0	94.2	87.8	87.4	84.5	83.7	80.3
Costos salariales unitarios	102.2	116.9	187.3	248.2	306.2	314.8	365.1	429.1	-

Fuente: Organismo Nacional de Planificación de Jamaica, Economic and Social Survey, diversos años; Banco Mundial.

(a) Entre 1971 y 1973, sobre la base del índice de salarios industriales. Entre 1973 y 1979, basado en el ingreso semanal promedio.



Australie: Indices du taux du salaire horaire réel dans les industries manufacturières (base 100 au 4ème trim. 1971).

	Hommes	Femmes
1971 IV	100	100
72 I	100	101,1
II	103	103,8
III	104,4	107,1
IV	103,6	105,3
73 I	103,3	104,4
II	106,3	109,6
III	106,9	110,4
IV	105,3	112,8
74 I	105	115,5
II	117,1	127,8
III	121,6	132,4
IV	122,2	140,7
75 I	120,2	141,1
II	120,6	147,6
III	123,8	153,6
IV	120	149,1
76 I	121,8	151,3

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques.

ANNEXE 4.1

RAPPORT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LE PIB

(en pourcentage) (a)

FRANCE*

Années	1935	1936	1937	1938
1. Dépenses courantes	—	—	18,8	18,7
2. Dépenses de capital**	—	—	5,1	5,5
3. Total	22,6	23,3	23,9	24,2***

* Rapport au revenu national et non au PIB

** Compte d'investissement en capital

*** Cette année la valeur du RN a été fortement marquée par des emprunts

Sources : Pour les dépenses publiques, INSEE, Annuaire statistique de la France 1966, Résumé, 1966, p. 485.Pour le revenu national, Revue économique, vol. 31, n° 4, juillet 1980, p. 736 et A. Sauvy, Histoire économique ..., vol. II, éd. 84, p. 294 (consulter aussi ces memes sources sur les réserves a propos de ces chiffres).

GHANA

Années	1957/ 58	1958/ 59	1959/ 60	1960/ 61	1961/ 62*	1962/ 63	1963/ 64*	1965	1966	1967
1. Dépenses courantes	8,5	7,3	9,4	12,6	13,6	13,5	14,8	14,6	13,4	16,3
2. Dépenses** de capital	4,2	5,9	6,6	8,5	8,4	8,4	7,4	10,0	4,3	4,6
3. Autres	5,7	4,8	4,9	2,3	2,5	1,6	2,8	2,4	7,3	1,4
4. Total	18,4	18	20,9	23,4	24,5	23,5	25	27	25	22,3

* Les chiffres des dépenses publiques disponibles pour 1961/62 et 1963/64, correspondaient à quinze mois; on les a réduits à douze mois à fin d'homogénéiser la serie avec celle du PIB.

** On a considéré comme dépenses de capital celles de la rubrique développement.

Source : John D. ESSEKS, "L'expérience du Ghana", dans L'Afrique de l'indépendance économique, p. 120, pour la série du PIB nous avons utilisé l'Annuaire International Financial Statistics, 1980, FMI, pp.274-5.

a) Sauf mention contraire il s'agit du rapport des administrations publiques sur le PIB.

ANNEXE 4.1 (suite)
 RAPPORT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR
 LE PIB (en pourcentage) (suite)

CHILI : ADMINISTRATION

Années	Moyenne 1965-69	1970	1971	1972	1973	1974
1. Dépenses courantes	13,9	15,8	20,5	23,0*	32,6*	18,3
2. Dépenses de capital	5,8	5,6	6,3	5,4	5,8	8,9
3. Total	19,7	21,4	26,8	28,4*	38,4*	27,2

* Inclut les dépenses directement financées par le système bancaire.
 Source : Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, p. 390.

CHILI (Secteur Public)

Années	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Dépenses courantes	27,2	29,5	36,1	36,9	31,2	36,6
2. Dépenses de capital	15,4	13,8	15,1	13,9	14,6	17,8
3. Total	42,6	43,3	51,2	50,8	45,8	54,4

Source : Banque Mondiale, Chile, An Economy in Transition, pp. 339 et 401.

AUSTRALIE (secteur public)

Années*	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Dépenses courantes	22,3	22,8	23,4	23,3	26,5	28,5	29,3
2. FBCF	8,8	8,9	8,2	7,8	9,4	9,4	8,5
2.1. Adm. publique	4,1	4,1	4,0	3,8	4,7	4,5	4,4
2.2. Entreprs. publ.	4,7	4,8	4,2	4,0	4,7	4,5	4,4
3. Total	31,1	31,7	31,6	31,1	35,9	37,9	37,8

* Exercices allant jusqu'au 30 juin.
 Sources : Rapports de l'OCDE 1974 (p. 79) et 1978 (pp. 65 et 70)

ANNEXE 4.1 (suite)
 RAPPORT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR
 LE PIB (en pourcentage) (suite)

PORTUGAL

Années	1973	1974	1975	1976	1977
1. Dépenses courantes	19,4	22,7	27,3	30,9	29,0
2. Dépenses de capital	3,0	3,0	4,0	4,4	5,4
3. Total	22,4	25,7	31,3	35,3	34,4

Source : A. CAVACO SILVA, "A Política Orçamental Portuguesa em 1974-78", p. 209.

ARGENTINE (Secteur Public)

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Dépenses courantes	23,3	22,1	26,5	29,4	32,4	28,2	27,6
2. Dépenses de capital	7,7	8,1	7,3	8,6	9,3	12,9	13,4
3. Total	31,0	30,2	33,8	38,0	41,7	41,1	40,5

Source : G. DI TELLA, The Economic Policies of Argentina's Labour - Based Government 1973-76 p. 66.

JAMAÏQUE

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Dép. cou.	15,9	17,9	19,6	22,7	24,1	28,4	27,9	30,5	30,3	27,8
2. Dép. de capital	7,8	7,6	5,9	9,7	11,7	13,2	11,1	12,0	11,8	8,4
3. Total	23,7	25,5	25,5	32,4	35,8	41,6	39,0	42,5	42,1	36,2

Source : CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1980, p. 617.

ANNEXE 4.2
REPARTITION DES DEPENSES COURANTES (%)

GHANA

Années	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Salaires	33,6	34,8	30,0	29,2	27,3	29,6	28,6
2. Intérêts de la dette	2,2	2,8	3,1	5,9	6,4	9,4	9,5
3. Subventions	17,2	22,7	25,0	24,2	25,0	31,0	30,7
4. Autres	47,0	39,7	41,9	40,7	41,3	30,0	31,2
5. Total	100	100	100	100	100	100	100,0

Source : S. AMIN, L'Afrique de l'ouest bloquée, p. 292.

CHILI

Années	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1. Dépenses en biens et services	52,1	47,8	49,6	49,0	53,5	50,3
2. Intérêts de la dette publique	2,1	1,7	0,5	0,5	3,5	13,1
3. Subventions	9,5	11,8	13,8	23,7	17,6	8,8
4. Sécurité et assistance sociales	36,0	38,4	35,9	26,5	25,3	27,7
5. Autres dépenses	0,3	0,3	0,2	0,3	0,1	0,1
6. Total	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Yearbook of National Accounts Statistics, 1980, vol. I
 Part One, page 215.

ANNEXE 4.2

REPARTITION DES DEPENSES COURANTES (%) (suite)

AUSTRALIE (GOUVERNEMENT CENTRAL)

Années*	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Dépenses en biens et services	56,5	55,9	57,4	58,1	56,9	55,9	55,5
2. Sécurité et assistance sociale	25,5	27,6	27,7	28,9	31,8	32,2	31,7
3. Subventions	4,6	3,3	3,2	2,3	1,8	1,4	1,8
4. Intérêts de la dette publique	10,9	10,6	9,2	8,4	7,5	8,7	9,4
5. Autres	2,5	2,6	2,5	2,3	2,0	1,8	1,6
6. Total	100	100	100	100	100	100	100

* L'année fiscale commence le 1er juillet

Source : ONU, Yearbook of National Accounts, 1980, vol. I, p. 17-18.

PORTUGAL

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Dépenses en biens et services	72,9	69,0	67,7	69,0	56,6	45,8	48,8
2. Transferts courants	17,1	22,1	24,8	19,2	33,4	38,8	33,7
3. Subventions	7,2	5,7	5,2	9,8	7,3	11,9	11,6
4. Intérêts de la dette	2,8	3,2	2,3	2,0	2,7	3,5	5,9
5. Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : INE, Contas Nacionais, Estimations de 1970 à 1976, p. 20.

ANNEXE 4.2

REPARTITION DES DEPENSES COURANTES (%) (suite)

ARGENTINE

Années	1970	1973	1974	1975	1976
1. Dépenses en biens et services	63,2	44,2	39,6	27,2	26,4
2. Transferts vers les dépenses courantes	32,0	41,0	42,6	54,1	34,9
3. Transferts vers les dépenses de capital		5,6	3,5	2,9	16,0
4. Intérêts de la dette publique	4,3	4,3	6,4	5,3	12,8
5. Autres	0,5	4,9	7,9	10,5	9,9
6. Total	100	100	100	100	100

Source : CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1975, (p. 68) et 1976 (p. 47).

JAMAÏQUE

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Dép. en biens et services	79,2	76,7	81,5	81,1	79,7	78,5	65,6	62,6	64,5	67,9
2. Séc. et assistance sociale	3,5	4,2	3,0	3,0	3,4	3,6	3,1	2,9	2,9	3,0
3. Subventions	4,2	5,1	4,9	5,4	5,2	6,2	16,9	16,9	11,5	6,4
4. Intérêts de la dette	9,1	9,1	7,6	7,7	9,7	9,7	12,3	15,6	19,3	21,0
5. Autres	4,0	4,9	3,0	2,8	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,7
6. Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Yearbook of National Accounts 1981, vol. I, Part I, p. 887.

ANNEXE 4.3
FORMATION BRUTE DU CAPITAL FIXE

AUSTRALIE (Structure par secteurs en pourcentage)

Années*	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Administ. publique	15,6	15,7	16,7	16,4	19,6	20,5	19,1
2. Entrepri. publiques	17,7	18,5	17,7	16,8	19,7	18,6	18,4
3. Sect. public (total)	33,3	34,2	34,4	33,2	39,3	39,1	37,5
4. Secteur privé	66,7	65,7	65,6	66,8	60,7	60,9	62,5
5. Total	100	100	100	100	100	100	100
F.B.C.F. **	7.422	7.605	7.487	7.933	7.792	7.906	8.009

* Exercices allant jusqu'au 30 juin

** Total aux prix de 1966-67, millions de dollars australiens.

Source : Rapport de l'OCDE sur l'Australie 1978, pp. 65-6.

PORTUGAL (Structure par secteurs en pourcentage)

Années	1972	1973	1974	1975	1976*
1. Administ. publique	11,0	10,1	10,2	12,3	16,2
2. Entrepri. publiques	9,3	8,3	8,2	9,6	—
**3. Sect. public (total)	20,3	18,4	18,4	21,9	—
4. Secteur privé	79,7	81,6	81,6	78,1	—
5. Total	100	100	100	100	100

PORTUGAL (Evolution à prix constants 1963) Unité : milliers d'escudos

Années	1972	1973	1974	1975	1976*
1. Administ. publique	3.362	3.371	3.119	3.304	3.847
2. Entrepri. publiques	2.812	2.773	2.514	2.585	—
**3. Sect. public (total)	6.174	6.144	5.633	5.889	—
4. Secteur privé	25.252	28.276	26.393	22.517	—
5. Total	31.426	34.420	32.026	28.406	25.550

* Estimation ** On ne considère pas le nouveau secteur nationalisé en 1975.

Source : INE, Contas Nacionais, Estimations 1970 à 1976.

Formation brute de capital fixe (suite)

Portugal (Structure par type de biens en %)

Tipos de bens	Anos						
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (2)
Casas de habitação	14,3	13,2	14,2	16,2	20,7	64,7	67,6
Outros edifícios, const. e obras	40,1	40,7	38,9	40,4	39,5		
Material de transporte	10,2	10,0	12,1	10,8	8,5	7,1	7,4
Material diverso (1)	35,6	36,1	34,8	32,6	31,6	28,2	25,0
Total da F.B.C.F.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Inclut machinerie (2) Estimation

Source: INE, Contas Nacionais, Estimations 1970 à 1976.

CHILE: INVERSION GEOGRAFICA BRUTA EN CAPITAL FIJO

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	<i>Indices: 1970 = 100</i>								
Inversión geográfica bruta en capital fijo	97.2	100.0	101.1	85.6	83.2	94.8	80.1	65.9	77.9
Construcción y otras obras	95.9	100.0	109.0	98.6	81.0	99.9	65.3	51.4	53.1
Edificios	103.1	100.0	116.4	101.2	77.1	88.4	53.0	44.2	48.8
Viviendas	102.2	100.0	115.7	98.9	80.5	91.3	54.2	42.5	47.1
Edificios no residenciales	104.7	100.0	117.5	109.4	70.8	83.0	50.9	47.4	52.0
Otras construcciones y obras	89.6	100.0	101.6	92.0	84.9	111.6	77.7	58.8	57.5
Maquinaria y equipos	99.0	100.0	90.7	71.1	88.1	88.0	74.2	85.0	110.6
Importados	99.7	100.0	86.7	61.6	81.8	84.7	78.5	91.4	120.2
Nacionales	98.7	100.0	106.3	108.0	102.7	101.0	65.1	60.5	73.4
	<i>Composición</i>								
Inversión geográfica bruta en capital fijo	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Construcción y otras obras	56.1	56.9	61.3	64.2	55.4	60.0	53.7	44.4	38.6
Edificios	30.4	28.7	33.0	33.9	26.6	26.8	22.0	19.2	14.0
Viviendas	19.6	18.6	21.3	21.1	18.0	18.0	14.6	12.0	11.3
Edificios no residenciales	10.7	10.0	11.7	12.8	8.5	8.8	7.4	7.2	6.7
Otras construcciones y obras	25.7	28.2	28.3	30.3	28.8	33.2	31.7	25.2	20.8
Maquinaria y equipos	43.9	43.1	38.7	35.8	44.6	40.0	46.3	55.6	61.2
Importados	35.1	34.3	29.4	24.7	33.7	30.6	38.0	47.5	52.9
Nacionales	8.8	8.8	9.3	11.1	10.9	9.4	8.3	8.1	8.3

Source: CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1978, p. 198.

Chili: Evolution de la FBCF à prix constants (en millions d'escudos chiliens de 1965)

<u>Gross Domestic Capital Formation</u>	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Gross Fixed Capital Formation	3,166	3,313	3,407	3,446	2,837	3,000	3,363
A1. Construction and other works	1,711	1,858	1,938	2,113	1,873	1,589	1,937
A1a. Buildings	938	1,007	977	1,137	990	753	864
A1b. Public Works	773	851	961	976	883	816	1,073
A1c. Other construction	773	851	961	976	883	816	1,073
A2. Machinery and equipment	1,455	1,455	1,469	1,333	964	1,431	1,426
A2a. Imported	1,067	1,164	1,169	1,019	639	1,122	1,193
A2b. National	388	291	301	320	325	309	233
B. Change in Stocks	204	417	467	300	167	579	-
C. Gross Domestic Capital Formation	3,370	3,730	3,874	3,746	3,004	3,579	3,363
D. Gross Domestic Saving	3,370	3,730	3,874	3,746	3,004	3,579	3,363
E. Deficit of the nation on current account	489	157	320	627	932	946	602
F. Gross National Saving	2,881	3,573	3,554	3,119	2,072	2,633	2,761

Source: M. MAMALAKIS, Historical Statistics of Chile, vol. I, p. 191.

Evolution de l'emploi, en particulier dans le secteur public

GHANA
EMPLOYMENT IN THE PRIVATE
AND PUBLIC SECTORS
(Thousands of Persons)

	1961	1962	1963	1964
Total	350	356	368	376
Private	138	131	123	114
Public	211	225	245	261

Source: Ghana, Central Bureau of Statistics, *Economic Survey 1964* (Accra: Government Printer, 1965).

PORTUGAL

Estimation du Personnel Public Employé

Années Semestres	1974		1975		1976		1977	
	1er	2e	1er	2e	1er	2e	1er	2e
Adm. Pub. et Défense								
Chiffre absolu**	134	136	164	164	163	177	158	175
Indice	100	102	122	122	121	132	118	131
Serv. d'Éducat.***								
Chiffre absolu	68	77	81	89	102	109	107	110
Indice	100	113	119	131	150	160	157	162
Serv. de Santé***								
Chiffre absolu	39	55	48	61	63	53	60	58
Indice	100	141	123	156	161	136	153	149

* en milliers

** le secteur public est largement majoritaire dans l'éducation et la santé

Source: Enquête Permanente sur l'Emploi, INE 1979.

ARGENTINE

Variation en Pourcentage du Nombre des Fonctionnaires Publics

Year	TOTAL (I + II)	NATIONAL SECTOR (I)					PROVINCES (II)
		Central Administration	Special Accounts	Decentralized Accounts	State Enterprises	Total of National Sector	
1967	-0.05	-0.23	1.51	3.31	-3.53	-0.72	1.25
1968	-1.19	0.37	12.28	1.66	-5.61	-1.51	-0.60
1969	-0.57	-0.10	20.72	-1.79	-2.83	-1.25	0.73
1970	-1.23	-2.57	27.93	-3.96	-1.27	-1.94	0.07
1971	1.57	-0.09	5.00	5.46	-0.37	1.25	2.14
1972	3.15	4.48	-17.33	5.16	2.32	3.47	2.40
1973	9.37	5.83	10.35	-3.11	10.89	5.45	16.49
1974	5.25	-13.35	12.34	1.22	20.33	3.25	8.54
1975	6.09	5.50	3.41	31.08	5.29	6.76	12.19
1976	0.67	-1.36	15.65	-0.72	0.99	0.20	1.37

Source: Ministerio de Economía, Informe Estadístico N° 10.

Portugal: Indices de l'emploi

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Pêche	100	117.1	99.1	90.2	85.4	82.4	78.0
Industries extractives	100	97.2	94.5	94.6	96.7	92.8	90.8
Industries manufacturières	100	100.1	100.2	101.4	101.9	101.0	101.7
Construction	100	102.2	106.5	110.4	114.6	105.9	105.7
Electricité, gaz et eau	100	100.5	99.0	96.7	97.3	99.0	102.5
Transports et communications	100	102.6	104.3	105.7	110.2	114.0	119.5
Services divers ¹	100	102.7	104.7	108.8	111.4	112.6	114.0
Total non agricole	100	101.3	101.8	103.5	104.7	103.4	104.4

¹ Banques, assurances, opérations immobilières et commerce.

Source: Rapport de l'OCDE, 1977, p. 51.

Chili: Nombre d'employés publics* en sept. 1970
et sept. 1973

	Sept. 1970	Sept. 1973
Total	187,772	309,350
Junta	381	1,035
Congress	n.a.	n.a.
Judiciary	n.a.	2,384
Ministries of:		
Interior	12,382	12,550
Foreign Affairs	602	791
Economy	1,971	3,121
Finance	9,867	10,643
Education	n.a.	n.a.
Justice	6,069	7,475
Defense	n.a.	n.a.
Public Works	21,249	36,038
Agriculture	10,909	27,128
Land and Colonization	429	489
Labor and Welfare	1,922	1,845
Health	54,380	68,805
Mining	94	109
Housing	8,340	36,458
Transport	193	175
Economic Coordination	-	-
Municipalities	n.a.	24,145
Regions	526	1,562
CORFO and Institutes	4,988	11,970
Retirement Funds	7,052	9,923
Enterprises:		
SCA (Agri. marketing)	1,623	3,133
EMPORCHI (Ports)	5,063	5,257
EMPREMAR (Shipping)	921	1,419
LANCHILE (Airline)	5,010	3,777
FFCC del Estado (Rail.)	27,185	27,196
Agua Pot. Santiago (vat.)	1,264	1,734
Agua Pot. El Canelo (vat.)	326	414
Other	3,442	4,652

* les chiffres ne concernent pas tout le secteur public
Source: BANQUE MONDIALE, Chile, An Economy in Transition, p.471.



JAMAICA: EMPLEO Y DESEMPLEO
(1964 = 100)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980(a)
Fuerza de trabajo	106.3	107.6	109.5	114.5	118.0	121.5	125.4	127.3	130.2
Empleo	99.0	102.0	104.7	110.5	111.1	111.8	114.8	111.6	113.0
Agricultura (b)	86.9	86.7	96.8	97.4	104.8	104.8	110.4	99.7	...
Minería (c)	133.3	137.3	149.0	146.0	153.9	144.1	176.7	149.0	...
Industria manufacturera	115.1	116.4	117.3	118.8	108.1	110.5	111.5	107.9	...
Construcción	92.4	98.6	95.0	105.7	89.9	78.1	78.0	75.6	...
Transporte y comunicaciones (d)	116.0	121.0	121.0	114.1	143.8	134.9	133.8	131.8	...
Comercio	124.6	129.3	112.8	119.3	117.8	129.0	136.1	131.2	...
Administración pública	123.6	130.7	138.9	150.0	194.5	203.5	198.8	201.2	...
Otros	89.4	91.4	90.6	95.2	82.5	80.9	82.9	92.5	...
Desempleo	140.1	134.0	131.9	133.2	150.2	167.3	175.1	200.9	218.2
Tasa de desempleo	23.2	21.9	21.2	20.5	22.4	24.2	24.5	27.8	27.1

Fuente: Organismo Nacional de Planificación de Jamaica, Economic and Social Survey, varios años; y el Banco Mundial.

- (a) Estimaciones, sobre la base de estadísticas correspondientes al primer semestre.
(b) Incluye silvicultura y pesca.
(c) Incluye explotación de canteras y refinación.
(d) Incluye los servicios de utilidad pública.

Source: CEPAL, Estudio Económico de América Latina, 1980, p. 589.

ANNEXE 4.5
DEPENSES PUBLIQUES SOCIALES

FRANCE : Dépenses publiques par ministère (en % du total)

Années	1935	1936	1937	1938
1. Education	7,6	7,4	6,8	6,3
2. Santé	2,8	2,6	2,4	3,1
3. 1. + 2.	10,4	10	9,2	9,4

Source : A. SAUVY, Histoire économique de la France entre les deux guerres, Ed. 1984, vol. III, p. 384.

PORTUGAL : Poids des dépenses* en éducation et santé dans le total des dépenses courantes (%)

Années		1970	1973	1974	1975	1976
1. Education	A	8,9	9,8	10,6	13,8	11,2
	B	14,2	14,2	14,3	16,5	12,4
2. Santé	A	10,7	14,8	14,3	15,7	15,4
	B	16,9	21,5	19,4	18,8	17,0
3. Ed. + Santé	A	19,6	24,8	24,9	29,5	26,6
	B	31,1	35,7	33,7	35,3	29,4

A — Dépenses courantes totales

B — Dépenses courantes à l'exclusion des dépenses militaires

* Dépenses en biens et services + transferts courants

Source : INE, Contas Nacionais, Estimativas de 1970 a 1976.

Dépenses publiques sociales (suite)

Chili: Dépenses du gouvernement central en programmes sociaux
en millions de US dollars de 1976

Sector	1965-69 Average	1970	1971	1972	1973	1974
Health	139.4	154.2	211.6	247.8	237.2	190.7
Education	281.9	362.0	473.2	524.2	354.9	381.3
Housing	133.7	108.6	229.0	228.3	229.9	172.8
Child assistance	0.3 ^{a/}	0.7	0.6	0.8	0.7	4.1
Social assistance and labor	6.9 ^{a/}	7.8	8.4	10.6	5.3	5.1
Social subsidies	0.8 ^{a/}	1.9	1.5	0.8	0.3	2.0
Minimum employment program	-	-	-	-	-	-
Total	562.8	635.2	924.2	1,012.6	828.5	756.1
Percent of total expenditure (excl. debt service)	32.2	28.9	33.5	34.3	21.6	27.6

Source: BANQUE MONDIALE, Chile, An Economy in Transition, p. 165.

CHILI : Décomposition des dépenses du gouvernement central
en programmes sociaux (%)

Années	1965-69 moyenne	1970	1971	1972	1973	1974
1. Santé	24,8	24,3	22,9	24,5	28,6	25,2
2. Education	50,05	57,0	51,2	51,8	42,9	50,4
3. Logement	23,8	17,1	24,7	22,5	27,8	22,9
4. Assistance à la maternité	0,05	0,1	0,06	0,08	0,04	0,3
5. Assistance sociale	1,2	1,2	0,9	1,0	0,6	0,7
6. Subventions sociales	0,1	0,3	0,2	0,08	0,04	0,3
7. Total	100	100	100	100	100	100
(%) des dépenses socia- les par rapport au to- tal des dépenses pu- bliques	32,2	28,9	33,5	34,3	21,6	27,6

Source : BANQUE MONDIALE, Chile, An Economy in Transition, p. 165.

ANNEXE 4.5
DEPENSES PUBLIQUES SOCIALES (suite)

AUSTRALIE : Décomposition fonctionnelle des transferts courants aux menages et des dépenses courantes pour biens et services (%) du gouvernement central

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Prévoyance sociale	36,0	36,6	39,8	40,4	44,2	45,0	51,9
2. Défense	28,6	26,3	23,7	22,1	18,0	15,4	15,1
3. Santé	14,1	15,4	15,1	14,5	14,1	17,4	13,3
4. Serv. économiques	6,7	6,4	5,7	5,3	5,2	4,5	4,0
5. Education	2,7	2,8	3,1	3,4	3,7	3,5	3,5
6. Autres	11,9	12,5	12,6	14,3	14,8	14,2	12,2
7. Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Annuaire statistique 1978, p. 865.

AUSTRALIE : Structure de la consommation finale du gouvernement des Etats et gouvernements locaux

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Justice et sécurité publique	10,8	10,8	10,6	10,2	9,8	9,2	9,0
2. Education	43,5	44,1	44,5	45,5	45,8	43,8	44,1
3. Santé	20,2	20,0	19,7	20,9	22,0	25,6	26,4
4. Prévoyance sociale	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8
5. Services économiques	8,1	8,5	8,7	8,1	7,4	6,9	6,7
6. Autres	15,4	14,6	14,5	13,4	13,1	12,7	12,0
7. Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Annuaire statistique 1978, p. 866.

ANNEXE 4.6

Evolution du nombre des bénéficiaires de la prévoyance sociale

Chili

Années	Régime général	Autres régimes	Total	Taux d'accroissement annuel (total) %
1969	320 481	167 004	487 485	—
1970	331 700	173 701	505 401	3,7
1971	347 949	181 445	529 394	4,7
1972	420 537	188 055	608 592	15,0
1973	447 779	198 031	645 810	6,1
1974	495 000	250 580	745 580	15,4
1975	509 365	251 623	760 988	2,1

Source: M. MAMALAKIS, Historical Statistics of Chile, vol. 2, p. 383.

Australie
(en milliers)

Années	Pensions de vieillesse et d'invalidité	Chômeurs secourus
1971	942	15
1972	972	29
1973	1 081	40
1974	1 184	34
1975	12266	117
1976	1 342	192
1977	1 408	216

Source: Yearbook Australia 1980, Australian Bureau of Statistics, p. 792.

Portugal

Années	Retraités pour invalidité	Retraités pour vieillesse	Total
1972	165 358	87 659	253 017
1973	164 307	120 201	284 508
1974	249 883	457 305	707 188
1975	—	—	—
1976	330 418	625 786	956 204

Source: INE, Annuaire statistique 1976, p. 102.

**Indices des recettes et dépenses publiques et du revenu national
(à prix courants)**

FRANCE			
	Recettes	Dépenses	Revenu National
1935	100	100	100
36	98,5	111,9	108,1
37	112,6	146,0	137,6
38	138,4	165,1	153,8

Source: Statistiques Rétrospectives de la France, Annuaire Statistique 1966, INSEE, page 485 et pour le Revenu National, Revue Économique, vol. 31, n°4, juillet 1980, page 736.

GHANA			
	Recettes*	Dépenses	PIB
1957/58	100	100	100
58/59	111,5	112,3	114,1
59/60	117,2	139,6	122,6
60/61	139,1	167,6	131,0
61/62	-	-	140,2
62/63	137,8	199,4	154,9
63/64	-	-	174,0
1965	237,3	277,8	187,9
66	192,9	265,6	194,6
67	212,2	234,9	192,8
68	248,9	300,8	217,9

* Recettes qui ne créent pas d'engagements et qui ne réduisent pas les avoirs

Source: Ghana, Central Bureau of Statistics, 1965-66 Statistics Yearbook (Accra, 1969) pp. 184-85; Ghana, Central Bureau of Statistics, Economic Survey, 1964, (Accra, 1965) page 25; Economic Survey, 1966 (Accra, 1967) pp. 21, 107; et Economic Survey, 1969 (Accra, 1970) pp. 21, 24-25, 114, in "L'Afrique de l'indépendance politique à l'indépendance économique" Maspero et P.U. Grenoble, partie consacrée au Ghana; et pour le PIB, International Financial Statistics, Annuaire 1980, FMI, pp. 274-75.

CHILI			
	Recettes	Dépenses	Revenu National
1970	100	100	100
71	144,4	176,6	134,9
72	236,3	330,9	252,9
73	1267,5	1581,9	1245,3
74	14503,8	17719,7	10096,5

Sources: International Financial Statistics, Annuaire 1980, FMI, page 175 et pour le Revenu National, Annuaire Statistique ONU, 1980, page 188.

AUSTRALIE			
	Recettes	Dépenses	Revenu National
1972	100	100	100
73	112,1	120,1	118,8
74	157,3	159,9	144,1
75	181,7	222,0	170,8
76	208,4	248,2	200,0
77	259,4	279,8	220,8

Source: International Financial Statistics, Annuaire 1980, FMI, page 105.

PORTUGAL			
	Recettes	Dépenses	Revenu National
1973	100	100	100
74	121,7	138,3	122,1
75	145,3	184,8	136,0
76	197,9	259,0	168,8
77	264,6	348,4	221,7

Source: Portugal 1973-77, Indicadores Económicos, Banco de Portugal, Setembro 1978, Lisboa.

JAMAÏQUE			
	Recettes	Dépenses	PIB
1972/73	100	100	100
73/74	119,0	123,2	115,9
74/75	192,8	208,2	147,1
75/76	226,4	261,3	165,4
76/77	223,9	323,9	166,2
77/78	230,8	330,2	194,9
78/79*	358,9	487,1	244,4
79/80**	377,1	515,0	275,6

* Chiffres provisoires
** Chiffres préliminaires

Source: Ministry of Finance; Bank of Jamaica; FMI in "The IMF and the Third World: The Case of Jamaica", Development Dialogue, n°2, 1980, page 143.

ANNEXE 5.2
DEFICIT PUBLIC EN POURCENTAGE DU PIB

GHANA

Années	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Déficit global	+0,2	+1,6	-1,0	-5,3	-7,4	-8,4	-7,9	-7,5	-5,0

Source : Naseem AHMAD, Deficit Financing, Inflation and Capital Formation : The Ghanaian Experience 1960-65, p. 148.

FRANCE a)

Années	1934	1935	1936	1937	1938
Déficit global	-3,7	-4,7	-7,1	-7,0	-7,9

a) déficit en pourcentage du revenu national.

Sources : Déficit : A SAUVY, Histoire économique..., éd. 1984, vol III, p. 379;
 Revenu national : P. SALY, "La politique française des grands travaux...", p. 736.

ARGENTINE (Secteur public)

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Déficit global	-4,3	-5,2	-7,3	-7,8	-16,2	-11,1	-5,6

Source : The Economic Policies of Argentina's Labour Based Government 1973-76, Guido DI TELLA Appendix XVII, p. 66.

PORTUGAL (Administration publique)

Années	1973	1974	1975	1976	1977
Déficit courant	+3,2	+0,4	-2,5	-2,8	2,0
Déficit global	+0,9	-2,1	-4,9	-7,0	-7,3

Source : "A Política Orçamental Portuguesa em 1974-78", Aníbal CAVACO SILVA p. 203.

ANNEXE 5.2

DEFICIT PUBLIC EN POURCENTAGE DU PIB (suite)

CHILI (Administration publique)

Années	1965-69	1970	1971	1972	1973	1974
Déficit courant	+4,6	+4,1	-1,9	-6,9	-16,3	+1,7
Déficit global	-1,2	-1,3	-7,8	-11,9	-21,7	-6,9

Source : Chile, An Economy in Transition, WB Country Study, p. 390.

JAMAÏQUE (Administration publique)

Années	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979*
Budget ordinaire	1,6	0,4	3,0	-0,4	-6,1	-5,7	-2,3	-5,3
Budget global	-4,5	-5,3	-7,9	-11,0	-18,9	-16,3	-13,3	-15,1
Concours du système bancaire	0,1	1,0	1,8	4,3	1,0	7,7	3,5	6,8

Source : Bulletin FMI, 22/12/1980, p. 381. * Estimations

AUSTRALIE (Gouvernement fédéral)

Années	1970 -71	1971 -72	1972 -73	1973 -74	1974 -75	1975 -76	1976 -77	1977 -78
Déficit global	0	-0,4	-1,7	-0,6	-4,2	-5,0	-3,3	-3,8

Source : Garry O'BYRNE et Alan LINDSAY "An Analysis of the Tertiary Education Commissions Case ...", pp. 27-28.

ANNEXE 5.3

Le déficit public et son financement

Ghana
(en millions de nouveaux cedis)

Années	1957/ 58	1958/ 59	1959/ 60	1960/ 61	1961/ 62*	1962/ 63	1963/ 64*	1965	1966	1967
1. Déficit	23	27	58,9	72,7	139,5	119,6	132,3	112,4	148	81,2
2. Financement total	23	27	58,9	72,7	139,5	119,6	132,3	112,4	148	81,2
2.1. Diminution des réserves % total	18,2	—	7,7	36,1	47,8	4,2	17,6	1,9	0,9	5,8
	79,1	—	13,1	49,7	34,3	3,5	13,3	1,7	0,6	7,1
2.2. Emp. extérieurs % total	—	8,0	—	14,2	10,2	1,9	6,8	2,5	24,2	2,8
	—	29,6	—	19,5	7,3	1,6	5,1	2,2	16,4	3,4
2.3. Emp. intérieurs % total	—	—	44,6	11,9	74,4	107,3	107,9	101,2	111,9	51,2
	—	—	75,7	16,4	53,3	89,7	81,6	90,0	75,6	63,1
2.4. Autres % total	4,8	19,0	6,6	10,5	7,1	6,2	—	6,8	11,0	21,4
	20,9	70,4	11,2	14,4	5,1	5,2	—	6,0	7,4	26,4

* l'année fiscale correspond à quinze mois

Source: J.D. ESSEKS, "L'expérience du Ghana...", p. 120.

Jamaïque
(en millions de dollars jamaïcains)

Années	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79*
1. Déficit	66,8	95,4	187,1	278,2	510,5	513,2	703,1
2. Financement total	72,4	140	175,2	291,9	523,6	505,2	513,1
2.1. Emp. extérieurs % total	19,1	53,9	55,2	99,4	83,2	21,1	247,6
	26,4	38,5	31,5	34,0	15,9	4,2	48,3
2.2. Emp. intérieurs % total	41,4	47,7	87,1	99,5	168,9	414,3	165,5
	57,2	34,1	49,7	34,1	32,3	82,0	32,2
2.3. Banque centrale % total	11,9	38,4	32,9	93,0	271,5	69,8	100,0
	16,4	27,4	18,8	31,9	51,8	13,8	19,5

* chiffres provisoires

Source: N. GIRVAN et al., "The Case of Jamaica", p. 143.

ANNEXE 5.4

PART DES IMPÔTS DANS LES RECETTES (%)

JAMAÏQUE

Années	1972 -73	1973 -74	1974 -75	1975 -76	1976 -77	1977 -78	1978 -79	1979 -80
Impôts	91,0	92,7	91,2	93,5	92,1	92,1	96,6	95,2
Non-tributaire	9,0	7,3	8,8	6,5	7,9	7,9	3,4	4,8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : N. GIRVAN et al., "The IMF and the Third World : The Case of Jamaica, 1974-80", p. 143.

CHILI

Années	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Impôts	85,3	85,9	89,6	88,0	82,8	88,2
Non-tributaire	14,7	14,1	10,4	12,0	17,2	11,8
Total	100	100	100	100	100	100

Source : BANQUE MONDIALE, Chile, An Economy in Transition, p. 375.

ARGENTINE

Année	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Impôts	75,5	79,7	86,5	81,4	82,3	78,7
Non-tributaire	24,5	20,3	13,5	18,6	17,7	21,3
Total	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Annuaire statistique 1979, p. 821.

ANNEXE 5.5

REPARTITION DES RECETTES PAR GRANDES CATEGORIES
(en pourcentage)

FRANCE : STRUCTURE DES RECETTES FISCALES

Années	1935	1936	1937	1938	1939
1. Impôts directs	22,1	22,5	24,6	27,5	26,9
2. Impôts indirects	56,4	58,4	57,1	56,0	56,0
3. Reste	21,5	19,1	18,3	16,5	17,1
4. Total	100	100	100	100	100

Source : INSEE, Annuaire rétrospectif de la France, 1966, pp. 485-8.

CHILI : STRUCTURE DES RECETTES COURANTES

Années	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1. Impôts indirects	40,1	43	47	76,1	55,3	47,4
2. Cont. à la Sécurité sociale	28,8	36,2	42,2	32,8	24,8	26,0
3. Impôts directs	16,3	16,5	12,8	21,5	19,3	21,5
4. Revenus de la propriété et de l'entreprise	12,5	1,5	-5,4	-33,1	-1,6	1,9
5. Autres	2,5	2,5	2,6	1,8	1,4	1,9
6. Total	100	100	100	100	—	—

Source : ONU, Yearbook of National Accounts Statistics, 1980.

CHILI : STRUCTURE DU REVENU DU GOUVERNEMENT CENTRAL

Années	1969	1970	1971	1972	1973
1. Imp. sur les profits industriels	14,9	9,1	6,9	3,4	10,0
2. Imp. sur la consom.	39,6	39,9	43,1	47,3	75,3
3. Rev. de l'entreprise et de la prop. du gouv.	7,0	12,6	1,4	-5,4	-33,7
4. Cont. à la Sec. soc.					
4.1. Employés	9,1	9,1	11,0	12,4	9,7
4.2. Patrons	20,2	19,5	25,4	29,8	23,7
5. Imp. sur le rev. pers.	7,1	7,2	9,7	9,5	12,3
6. Aut. imp. sur le rev.	2,7	2,4	2,5	2,6	1,9
7. Restant	—	0,2	—	0,6	0,8
8. Total	100	100	100	100	100

Source : M. MAMALAKIS, Historical Statistics of Chile, vol. I, National Accounts, p. 181.

ANNEXE 5.5

REPARTITION DES RECETTES PAR GRANDES CATEGORIES (%)

(suite)

AUSTRALIE : STRUCTURE DES RECETTES DU GOUVERNEMENT CENTRAL

Années*	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Impôts indirects	38,2	39,2	38,9	37,6	39,3	38,1	37,3
2. Cont. à la Sec. soc.	—	—	—	—	—	—	—
3. Impôts directs	49,4	48,9	51,3	54,7	52,3	52,6	52,7
4. Rev. de l'entreprise et de la propriété	10,3	9,7	7,7	6,0	6,7	7,6	8,3
5. Autres	2,1	2,2	2,1	1,7	1,7	1,7	1,7
6. Total	100	100	100	100	100	100	100

* l'année fiscale commence le 1er juillet

Source : ONU, Yearbook of National Accounts, 1980, p. 17.

PORTUGAL : STRUCTURE DES RECETTES COURANTES

Années	1972	1973	1974	1975	1976
1. Impôts directs	22,4	20,7	21,3	21,5	20,1
2. Cont. à la Sec. soc.	23,5	24,5	25,1	29,1	26,1
3. Impôts indirects	46,8	47,6	47,5	44,8	46,9
4. Rev. de la propriété et de l'entreprise	4,7	4,1	3,0	1,9	3,6
5. Autres	2,6	3,1	3,1	2,7	3,3
6. Total	100	100	100	100	100

Source : ONU, Yearbook of National Accounts Statistics 1981, vol I, Part 2, p. 1.443.

JAMAÏQUE : STRUCTURE DES RECETTES COURANTES

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Imp. directs	35,9	38,8	39,1	39,0	53,2	49,0	47,8	43,4	48,0	49,6	54,5
2. Cont. Séc. soc.	4,1	4,8	5,0	4,9	3,1	2,9	4,8	4,1	3,3	3,2	3,6
3. Imp. indirects	47,4	46,1	46,3	45,1	34,3	40,4	40,6	43,7	43,2	41,4	37,0
4. Rev. de l'Entre. et de la Prop.	11,1	8,9	8,2	9,5	7,7	6,5	5,7	6,0	4,2	4,7	3,9
5. Autres	1,5	1,4	1,4	1,5	1,7	1,0	1,1	—	—	1,4	1,0
6. Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	—

Source : ONU, Yearbook of National Accounts 1981, vol. I, Part I, p. 887.

ANNEXE 5.5

Répartition des recettes par grandes catégories (%)
(suite)

Australie: Recettes du gouvernement central

	%						
	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Personal Income Tax	44.23	47.46	48.27	50.41	54.78	54.74	56.66
Company Income Tax	19.21	18.42	18.25	17.77	17.37	15.54	15.01
Property Taxes ^(a)	1.11	1.02	0.94	0.76	0.59	0.54	0.44
Other Taxes ^(b)	35.40	33.10	32.54	31.06	27.26	29.18	27.89
	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Notes: (a) Includes estate and gift duties.

(b) All other taxes not included elsewhere.

Source: N.J. THOMSON, "Taxation and the Asprey and Mathews Reports", p. 77.



ANNEXE 5.6

REPARTITION DES RECETTES PAR PRINCIPAUX TYPES
D'IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS (en%)

FRANCE — STRUCTURE DES RECETTES FISCALES

Années	1935	1936	1937	1938	1939
1. Contribut. directes	15,2	14,6	15,3	16,9	18,0
2. Enregistrement	7,6	7,3	7,3	7,5	6,3
3. Timbre et op. bourse	5,2	5,4	5,5	5,0	4,2
4. Taxe sur le revenu	6,9	7,9	9,3	10,6	8,9
5. Droits de douane	15,6	16,7	17,4	16,1	16,1
6. Contrib. indirectes	13,2	13,3	11,2	9,4	8,1
7. Taxe sur les chiffres d'affaires et taxe de luxe	14,8	15,7	15,7	18,0	21,3
8. Recette d'ordre	8,4	10,2	8,4	7,2	5,2
9. Restantes	13,1	8,9	9,9	9,3	11,9
10. Total	100	100	100	100	100

Source : INSEE, Annuaire statistique de la France 1966, série rétrospective, pp. 485 et suivantes.

ANNEXE 5.6

REPARTITION DES RECETTES PAR PRINCIPAUX TYPES
D'IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS (%) (suite)

GHANA : Recettes courantes du gouvernement central (%)

Années	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Imp. sur le rev.	9,7	9,0	8,8	8,9	10,6	14,0	15,1	22,0	19,2
2. Imp. sur la propriété	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,3
3. Droits sur les minerais	4,0	3,3	2,6	2,6	2,4	2,1	1,6	1,2	0,9
4. Droits d'importation	28,6	24,6	26,6	32,8	37,2	38,5	38,6	34,2	37,9
5. Droits d'exportation (cacao)	31,0	37,0	35,3	26,9	20,4	15,6	15,6	13,7	7,0
6. Autres droits d'exportation	1,1	0,9	1,2	1,2	1,0	0,6	0,7	0,6	0,3
7. Taxes locales	2,2	3,8	4,3	4,1	4,6	5,9	7,5	8,2	7,5
8. Imp. sur les achats	—	—	—	—	1,9	2,6	2,4	2,2	0,6
9. Droits de consommation	7,1	7,2	8,4	9,8	10,2	10,1	10,2	10,4	18,5 ^{a)}
10. Rev. de la prop. et de l'entrep. ^{b)}	16,3	14,2	12,8	13,7	11,7	10,5	8,1	7,2	7,8
11. Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
12. Total (en millions de livres ghanéennes)	54,9	63,5	65,7	68,3	73,6	80,2	87,9	102,1	142,0

a) inclut une taxe spéciale sur les ventes créée en 1965, laquelle a recueilli 11,1% du total des recettes courantes

b) cette rubrique au-delà des intérêts, profits et loyers reçus inclut aussi toute une série de petites taxes (timbre, spectacle, voyage, etc.). La part de ces dernières a enregistré son maximum, en 1965, 1,7% du total des recettes courantes.

Source : Naseem AHMAD, Deficit Financing, Inflation and Capital Formation, The Ghanaian Experience 1960-65, p. 50.

ANNEXE 5.6

REPARTITION DES RECETTES PAR PRINCIPAUX TYPES
D'IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS (%) (suite)

CHILI : Décomposition (en %) des impôts directs et indirects

Années	1970	1971	1972
1. Impôts directs	100,0	100,0	100,0
1.1. Sur le revenu	49,1	77,6	82,7
1.1.1. Entreprises	(27,5)	(31,8)	(27,8)
1.1.2. Personnel	(21,6)	(45,8)	(54,9)
1.2. Propriété	10,4	16,3	16,1
1.3. Cuivre	40,5	6,1	1,2
2. Impôts indirects	100	100	100
2.1. Impôt	44,5	51,7	51,5
2.2. Impôt sur la consommation	13,0	13,0	17,0
2.3. Taxe sur le chiffre d'affaires	12,7	11,0	10,2
2.4. Timbre	9,3	8,5	7,2
2.5. Droits d'importation	19,2	15,8	14,5
2.6. Autres	1,3	—	—

Source : S. GRIFFITH-JONES, "The Role of Finance...", p. 142.

CHILI : Structure des impôts, 1970-73, (unité : milliers de pesos
à prix de décembre 1969)

Années	1970		1971		1972		1973	
	Montant	(%)	Montant	(%)	Montant	(%)	Montant	(%)
1. Imp. directs	6.161	41,8	5.260	34,7	3.784	27,8	3.400	32,4
1.1. Sur le rev.	3.027	20,6	4.082	26,9	3.110	22,8	3.063	29,2
1.2. Sur la prop.	642	4,3	859	5,7	605	4,5	290	2,8
1.3. Cuivre	2.493	16,9	320	2,1	45	0,3	—	—
1.4. Autres	—	—	—	—	24	0,2	47	0,4
2. Imp. indirects	8.563	58,2	9.914	65,3	9.830	72,2	7.082	67,6
2.1. Transaction	3.814	25,9	5.124	33,8	5.019	36,9	3.659	34,9
2.2. Production	1.112	7,6	1.287	8,5	1.673	12,3	1.414	13,6
2.3. Droits de douane	1.646	11,2	1.565	10,3	1.422	10,4	696	6,6
2.4. Autres	1.991	13,5	1.938	12,7	1.715	12,6	1.309	12,5
3. Total	14.724	100	15.174	100	13.614	100	10.483	100

Source : BANQUE MONDIALE, Chile, An Economy in Transition, p. 82.

ANNEXE 5.6

REPARTITION DES RECETTES PAR PRINCIPAUX TYPES
D'IMPÔTS DIRECTS ET INDIRECTS (%) (suite)

AUSTRALIE : Structure (%) des recettes du gouvernement central

Années ⁽¹⁾	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Impôts sur le revenu	60,0	62,1	62,8	65,0	68,7	66,0	66,4
2. Droits de succession et donat.	1,0	0,9	0,8	0,7	0,5	0,5	0,4
3. Impôts fonciers (2)	3,3	1,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
4. Impôts sur les ventes	8,3	8,0	8,4	8,4	7,8	7,9	7,9
5. Droits d'importation	6,1	5,5	5,6	5,2	5,7	5,8	6,1
6. Droits de consommation	13,7	14,2	14,0	13,5	11,7	13,0	11,8
7. Autres impôts, droits, amendes, etc.	1,3	1,4	1,5	1,7	1,6	1,3	1,4
8. Autres recettes	6,3	6,8	6,8	5,3	3,7	5,4	5,8
9. Total	100	100	100	100	100	100	100

(1) Années finissant le 30 juin (2) + contribution patronale jusqu'à 1971

Source : ONU, Annuaire statistique, 1978, p. 865.

AUSTRALIE : Structure (%) des recettes des gouvernements locaux

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Impôts indirects	22,4	26,7	28,6	29,9	27,9	27,2	28,5
2. Droits de succession et donat.	2,9	2,5	2,4	2,3	1,8	1,6	3,9
3. Autres impôts, droits, amendes	2,6	2,7	2,7	2,5	2,3	2,2	
4. Excédent des entrep. publiques	14,0	13,2	11,4	8,9	5,6	5,7	5,8
5. Loyer et intérêts reçus	4,3	4,0	3,9	4,1	4,1	3,3	3,9
6. Dons du gouvernement central	43,6	40,8	41,1	42,8	47,2	50,3	49,6
7. Avances du govern. central	10,3	10,0	9,9	9,3	11,1	9,7	8,3
8. Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Annuaire statistique 1978, p. 866.

ANNEXE 5.6

REPARTITION DES RECETTES PAR PRINCIPAUX TYPES
D'IMPÔTS DIRECTS ET INDIRECTS (%) (suite)

PORTUGAL : Distribution des impôts directs et indirects (%)

Années	1973	1974	1975	1976
1. Impôts directs	100	100	100	100
1.1. Contribution industrielle	20,6	24,1	22,1	9,3
1.2. Contribution foncière	10,3	9,5	10,4	9,7
1.3. Impôt professionnelle	14,7	17,6	24,5	25,4
1.4. Impôt de capitaux	10,5	9,7	12,7	12,6
1.5. Impôt complémentaire	13,0	14,3	8,1	27,7
1.6. Impôt sur successions et dons	5,5	5,4	5,3	3,1
1.8. Impôt de transaction immobilière	15,3	13,4	8,9	6,9
1.9. Impôt sur véhicules	2,0	1,7	3,7	4,0
1.10. Autres	8,1	4,3	4,3	1,4
2. Impôts indirects	100	100	100	100
2.1. Droits de douane	21,9	19,7	12,9	9,6
2.2. Surtaxe à l'importation	—	—	5,4	10,5
2.3. Taxe de salut national	10,9	9,2	9,0	6,0
2.4. Timbre	17,7	16,9	16,1	17,5
2.5. Impôt sur consommation	30,5	33,3	34,1	33,9
2.6. Impôt sur tabac	6,1	6,7	8,6	12,3
2.7. Impôt vente d'automobiles	2,2	4,2	6,9	6,6
2.8. Autres	10,7	10,0	7,0	3,6

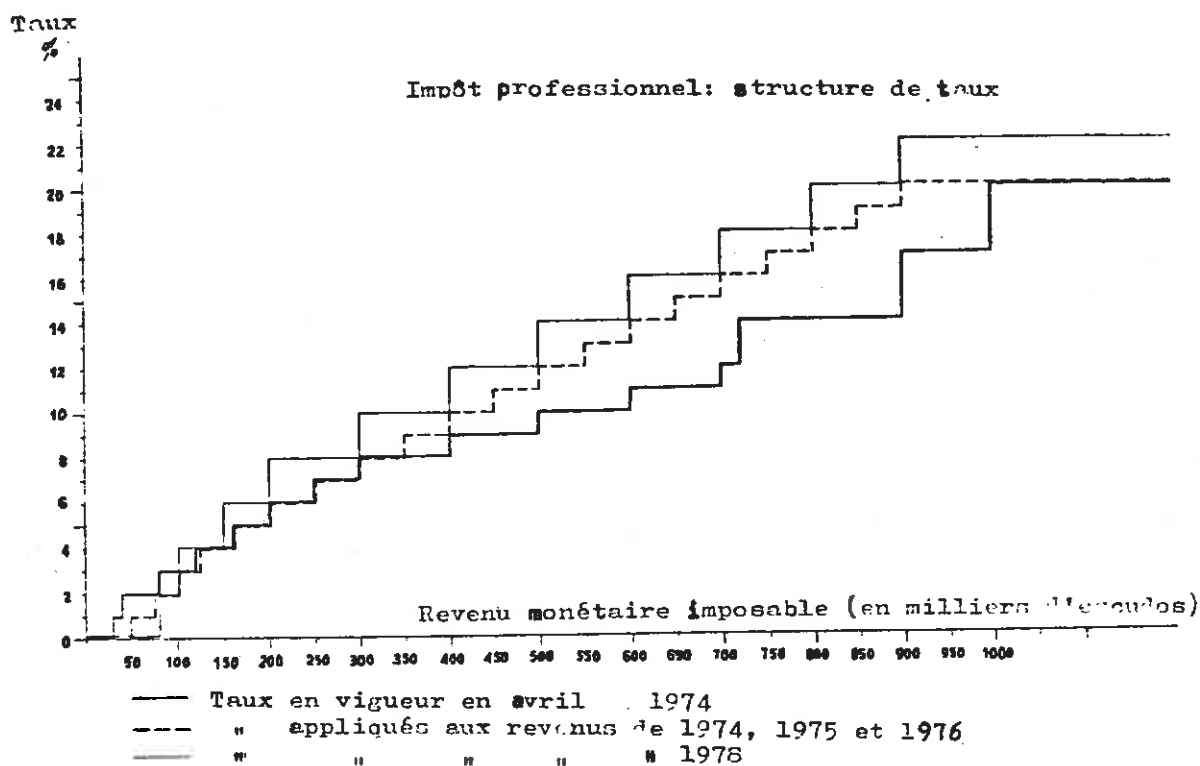
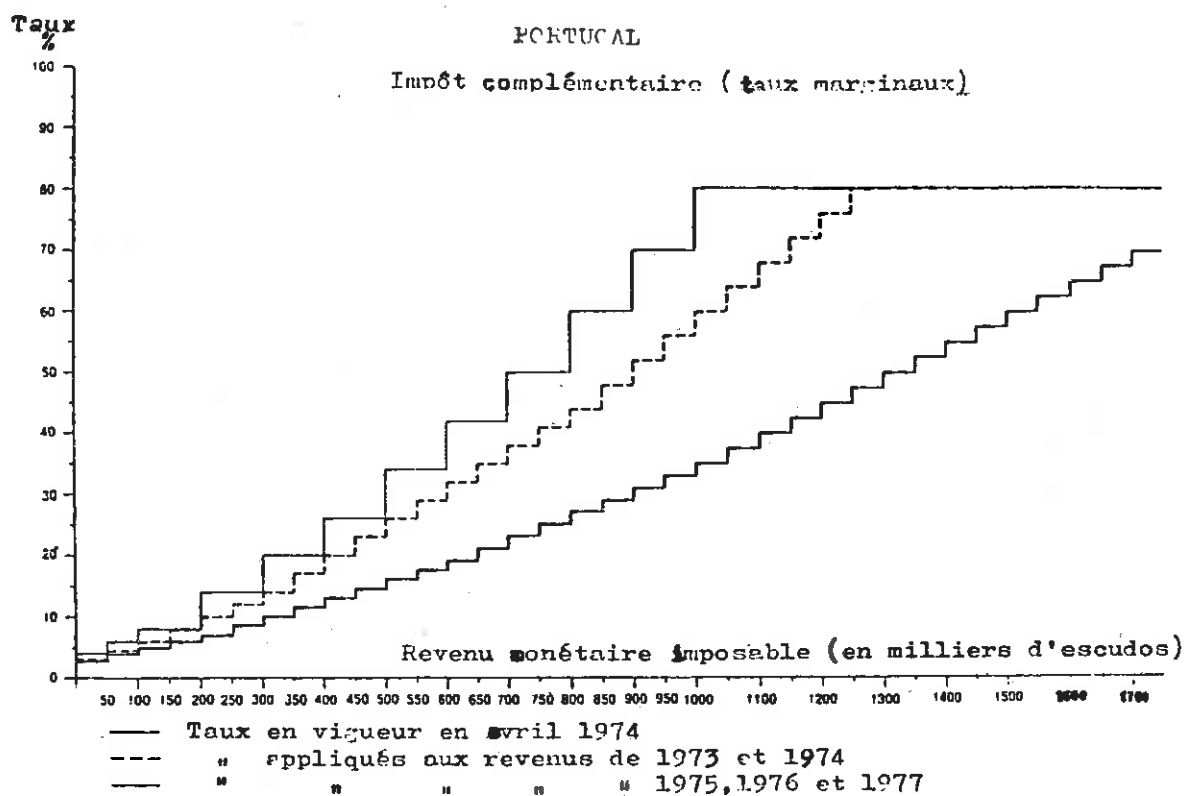
Source : BANQUE DU PORTUGAL, Rapport 1976, p. 115.

JAMAÏQUE : Structure (%) des recettes fiscales

Année	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Impôts sur le revenu	42,9	40,0	41,8	42,7	38,9	40,1	36,0
2. Droits de douane	19,6	19,9	15,6	13,4	16,7	10,2	3,8
3. Droits de consommation	19,6	20,8	22,4	23,4	25,0	29,6	26,2
4. Impôts fonciers et sur prop.	0,6	0,6	3,1	2,8	4,4	5,0	6,0
5. Droits d'estampe	3,0	3,8	4,3	3,8	3,0	2,9	2,4
6. Licences pour véhicules à mot.	2,2	2,3	1,8	1,6	1,6	1,7	1,9
7. Autres impôts et droits	2,3	2,4	3,7	3,4	3,5	3,3	4,9
8. Autres recettes	7,6	7,1	5,8	6,4	5,6	5,9	15,3
9. Recettes de capital	2,3	2,9	1,3	2,5	1,2	1,3	3,5
10. Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Annuaire statistique 1978.

ANNEXE 5.7

Structure des taux fiscaux

Source: A. CAVACO SILVA, "A Política Orçamental Portuguesa em 1974/78", pp. 188 et 190.

Tableaux généraux de la balance de paiements

France

Balance des paiements entre la France (y compris les territoires d'outre-mer) et l'étranger (en millions de francs 1928)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1ère Partie. - PAYEMENTS COURANTS						
1. BALANCE COMMERCIALE	-9.241	-8.500	-8.000	-7.120	-8.150	-8.030
Touristes et Voyageurs	3.000	2.500	750	850	1.300	1.800
Transports et Assurances	2.100	1.800	1.800	1.500	1.450	1.100
Revenus du Capital	2.000	2.500	4.000	2.840	2.925	2.500
Revenus du Travail	- 800	-1.000	- 750	- 670	- 660	- 250
Dépenses du Gouvernement Français	- 250	-	-	-	-	-
2. SOLDE DES REVENUS	6.050	5.800	5.000	3.220	3.065	2.900
3. SOLDE DES PAYEMENTS DES P.-O.S.	- 241	-1.250	- 1.000	- 1.210	- 500	-1.075
SOLDE DES PAYEMENTS COURANTS (1 + 2 + 3)	-2.950	-1.250	- 400	- 2.220	-2.085	- 120
2ème Partie. - OPÉRATIONS EN CAPITAL; RÈGLEMENTS FINANCIERS						
Emprunts français à l'étranger	300	300	2.000	420	1.850	-
Emprunts étrangers en France	-1.300	-	- 225	-	-	25
Remboursement et mouvements de titres ..	-	- 200	-	-	605	-
Recettes des réparations	-	-	-	-	-	-
Mouvements d'or	1.000	-1.800	15.000	20.700	6.500	-2.000
Mouvements de devises	2.732	200	-	-	-	-
Mouvements invisibles, erreurs et omissions	- 882	2.450	-15.275	-15.210	-6.700	2.095
SOLDE DES OPÉRATIONS EN CAPITAL ET RÈGLEMENTS FINANCIERS	2.800	1.250	400	2.220	2.085	120

Source: INSEE, Annuaire rétrospectif 1966, p. 365.



Ghana

THE BALANCE OF PAYMENTS ON CURRENT ACCOUNT, 1950-62

	Balance of trade	Other current account items	£G million Current account balance
1950	+31.0	-10.9	+20.1
1951	+34.6	-15.3	+19.3
1952	+25.1	-13.6	+11.5
1953	+20.8	-15.6	+ 5.2
1954	+53.6	-12.9	+40.7
1955	+17.0	-15.2	+ 1.8
1956	+ 3.1	-16.4	-13.3
1957	+ 4.2	-18.6	-14.4
1958	+29.0	-18.2	+10.8
1959	+ 5.9	-17.2	-11.3
1960	- 2.7	-30.8	-33.5
1961	-18.6	-34.1	-52.7
1962	+ 3.4	-31.6	-28.3

Source: T. KILLICK, A Study of Contemporary Ghana, vol. I, p. 340.

ANNEXE 6.1
(suite)

798.

Chili

Balance of Payments, 1970-73 (in millions of dollars)

	1970	1971	1972	1973 ^a
Trade account	+155.7	-18.1	-255.2	-260.8
Exports	1,111.7	996.8	847.4	1,346.9
copper	839.8	701.2	618.2	1,102.6
other	279.1	295.6	229.2	244.3
Imports	956.0	1,014.9	1,102.6	1,607.7
food	125.5	192.2	338.4	594.9
consumer goods	99.3	89.5	138.9	64.0
intermediate goods	445.0	485.0	460.2	663.8
capital goods	276.2	248.0	165.1	285.0
Services (net)	-260.6	-192.7	-156.8	-
Transport, insurances, etc.	16.2	11.2	1.9	-
Profit, interest, etc.	-199.4	-118.5	-59.3	-89.0
Other ^b	-77.4	-85.4	-100.4	-
Other current transactions ^c	2.0	5.3	7.2	6.0
Transactions on current account	-102.9	-205.5	-404.8	-379.8
Capital	+252.5	-49.9	+228.8	+150.5
Private	-2.6	-117.1	-5.6	-
Official	255.1	67.2	234.4	-
Errors and omissions	-72.9	-84.5	-169.8	-19.5
IMF special drawing rights	21.8	16.7	18.2	-
Balance of payments	+98.5	-323.2	-327.6	-248.8
(Net) Movements on reserves	-98.5	+323.2	+327.6	+248.8
Central Bank	-121.3	+243.7	+198.4	+145.3
Commercial banks	-1.9	+65.2	+125.1	+103.5
Others	+24.7	+14.3	+4.1	-

^a Provisional estimates.

^b Tourism, Government expense accounts, services, travelling expenses, etc.

^c Gifts and nonmonetary gold.

Source: The Central Bank's *Boletín mensual* (September 1975) and 'Exposición de la Hacienda Pública de 1975' [Details from the Treasury], *El Mercurio* (25 October 1975).

in S. SIDERI, Chile 1970-73...
p. 41.

Balance des paiements (en millions de dollars)

	1970	1971	1972	1973 [*]
<u>Compte courant</u>				
Exportations de biens et services	1267.0	1132.0	965.2	1489.1
Importations de biens et services	1202.0	1231.0	1463.0	1807.8
Paiement des bénéfices et intérêts de capital étranger (nets)	-179.0	-137.0	-141.0	-89.0
Donations privées nettes	---	---	---	---
Solde du compte courant	-114.0	-236.0	-638.8	-407.7
<u>Compte de capital</u>				
solde (a + b + c + d + e)	114.0	236.0	638.8	407.7
a) Fonds étrangers non compensatoires nets	235.0	-31.0	301.7	154.6
- Investissement direct	19.0	-42.0	---	---
- Prêts à long et à moyen terme	380.0	245.0	318.8	262.5
- Amortissements	-140.0	-192.0	-23.1	-111.9
- Passifs à court terme	-24.0	-42.0	---	---
- Donations officielles	---	---	6.0	4.0
b) Actifs nationaux non compensatoires	-7.0	25.0	---	---
c) Erreurs et omissions	-46.0	-22.0	-0.1	-0.2
d) Affectations de DEGS	21.0	17.0	18.5	---
e) Financement compensatoire net	-89.0	247.0	318.7	253.3

Source: Fonds monétaire international, Balance of Payments Yearbook, vol. 25

* Estimations basées sur des statistiques officielles in Estudio económico de América Latina 1973, op. cit. tableau 97, p. 177.

in H. VEGA, Chile 1970-73... p. 221.

ANNEXE 6.1
(suite)

Australie

1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	
									193
55	63	81	95	100	110	122	127	154	Prix à l'exportation*..... 76
50	86	165	108	100	122	143	148	169	Laine..... 76h
45	50	90	120	100	91	85	105	125	Blé..... 76d
82	79	66	76	100	110	130	129	138	Minéral de fer (valeur unitaire) ... 74g
127	138	172	137	100	127	139	168	280	Boeuf (valeur unitaire)..... 74k
117,2	122,5	139,7	108,6	100,0	128,2	134,2	184,4	254,9	Boeuf..... 76kb
41	44	44	63	100	139	149	151	152	Charbon (valeur unitaire)..... 74vr
54,7	56,9	56,9	79,4	100,0	109,8	132,8	141,3	171,1	Prix à l'importation..... 76x
									Balance des paiements **
602	2 104	2 778	97	2 240	2 046	979	64	2 502	Balance commerciale; fob..... 77a.d
5 053	6 399	9 235	10 739	11 722	12 995	13 169	14 081	18 707	Marchandises: exportations fob... 77aa.d
-4 451	-4 295	-6 457	-10 641	-9 482	-10 948	-12 190	-14 016	-16 204	Marchandises: importations fob. 77ab.d
-1 309	-1 390	-2 033	-2 355	-2 410	-3 102	-3 123	-3 508	-3 905	Autres biens, serv. & revenus: net 77and
53	71	-4	30	95	-40	-30	31	85	Transferts priv. sans contrep..... 77ae.d
-188	-265	-308	-451	-524	-385	-431	-519	-605	Transferts offic. sans contrep..... 77af.d
1 840	1 734	-536	796	628	1 832	2 022	3 739	2 015	Capitaux autres que réserves, nia 77b.d
298	480	-233	256	-972	-704	-551	97	-791	Erreurs et omissions nettes..... 77d.d
231	97	-172	186	-78	-80	131	217	70	Postes de contrepartie..... 78a.d
2	-1	36	5	27	-43	191	-30	-49	Engagem. = réserves de l'étrang. 79x.d
-1 528	-2 829	473	1 438	991	471	819	-99	676	Réserves - variation totale..... 79k.d

* indice base 100 en 1975

** en millions de US dollars

Source: FMI, Annuaire rétrospectif 1980, p. 105.



Portugal: Balance de paiements
(en millions de US dollars)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Exportations, fob	925	983	1 296	1 855	2 288	1 936	1 813
Importations, fob	1 376	1 614	2 023	2 763	4 277	3 606	3 907
Balance commerciale	-451	-631	-727	-908	-1 989	-1 670	-2 094
Solde des services	61	139	205	153	55	-183	-105
Voyages	142	213	263	322	258	101	186
Transports	-44	-22	-35	-72	-145	-128	-170
Revenus du capital	31	16	20	86	129	-14	-133
Opérations gouvernementales	-75	-84	-88	-179	-225	-172	49
Autres services	7	16	45	-4	38	30	-37
Solde des transferts	507	664	872	1 104	1 111	1 037	973
Balance des opérations courantes	117	174	350	349	-823	-816	-1 226
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	-1	64	-129	-142	272	-107	12
Secteur privé	41	76	62	-37	354	-21	28
Secteur public	-42	-12	-191	-105	-82	-86	-16
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	-36	28	56	136	-82	-90	242
Balance des opérations non monétaires	80	266	277	343	-633	-1 013	-972
Opérations à court terme des institutions monétaires privées	-25	39	-4	-6	64	-20	-4
Balance des règlements officiels	55	305	273	337	-569	-1 033	-976
Tirages sur le FMI	—	—	—	—	—	—	176
Divers comptes officiels	4	21	79	-8	0	346	682
Variation des réserves de change (augmentation = +)	59	327	353	329	-569	-687	-118

Source: Rapport de l'OCDE, 1977, p. 60.

Argentine

213

1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	
224	317	259	117	100	203	228	266	255	Volume des exportations*
157	77	104	142	100	79	140	152	154	Viande..... 72k
46	94	170	99	100	179	321	92	244	Mais..... 72j
335	277	165	118	100	194	188	212	212	Blé..... 72d
141	127	124	56	100	107	129	125	100	Cuir et peaux..... 72p
									Laine..... 72h
103	133	183	216	100	106	136	135	224	Valeur unitaire des exportations*
83	88	110	151	100	99	100	102	156	Boeuf congelé..... 74kad
43	45	68	89	100	88	72	75	76	Corned-beef..... 74kdd
35	39	57	113	100	80	56	69	83	Mais..... 74jd
56	109	154	100	100	108	173	.....	185	Blé..... 74d.d
54	79	203	182	100	107	153	167	186	Cuir et peaux..... 74p.d
									Laine..... 74h.d
87	256	1289	714	-549	1149	1853	2911	1789	Balance des paiements**
1740	1941	3266	3930	2961	3915	5650	6399	7812	Balance commerciale, fob..... 77a.d
-1653	-1685	-1978	-3216	-3510	-2766	-3797	-3487	-6022	Marchandises: exportations fob..... 77ad
-474	-479	-589	-597	-743	-520	-600	-1124	-2286	Marchandises: importations fob..... 77ab.d
					6	24	33	49	Autres biens, serv. & revenus: net..... 77and
					-1	-5		21	Transferts priv. sans contrepartie..... 77aed
-3	-4	11						22	Transferts offic. sans contrepartie..... 77af.d
-83	122	66	-69	203	-219	231	-784	4966	Capitaux autres que réserves, nia..... 77b.d
29	40	69	26	4	488	326	1062	-370	Erreurs et omissions nettes..... 77d.d
47	51				4	-16	95	201	Postes de contrepartie..... 78a.d
							3	65	Engagem.=réserves de l'étrang..... 79x.d
398	14	-845	-76	1081	-921	-1827	-2235	-4424	Réserves - variation totale..... 79k.d

* indice base 100 en 1975 ** en millions de US dollars
Source: FMI, Annuaire rétrospectif 1980, p. 101.

★
JAMAICA: BALANCE DE PAGOS
(Millones de dólares)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980(a)
Exportaciones de bienes y servicios	1 030	1 099	933	979	1 122	1 208	1 492
Bienes fob	752	808	660	760	795	815	992
Servicios (b)	278	291	273	219	327	393	500
Transporte y seguros	60	74	77	69	100	114	150
Viajes	133	129	106	72	147	195	198
Importaciones de bienes y servicios	1 079	1 307	1 126	929	1 056	1 228	1 511
Bienes fob	811	970	791	667	750	803	1 061
Servicios (b)	268	337	335	262	306	345	450
Transporte y seguros	162	193	171	148	182	203	300
Viajes	21	52	59	12	10	11	10
Balance comercial	-49	-208	-193	50	66	-20	-19
Utilidades e intereses	-68	-103	-116	-138	-178	-203	-267
Utilidades	-47	-59	-50	-38	-92	-82	-115
Intereses	-21	-44	-66	-100	-86	-121	-152
Transferencias unilaterales privadas	34	23	2	15	15	70	73
Balance corriente	-83	-288	-307	-73	-97	-153	-213
Transferencias unilaterales oficiales	-9	5	4	5	10	10	9
Capital a largo plazo	226	228	144	46	-32	-9	...
Inversión directa	23	-2	-	-7	-27	-26	...
Inversión de cartera	-1	-4	4	-	-	-	...
Otro capital a largo plazo	204	234	140	53	-5	17	...
Sector oficial (c)	107	154	124	48	172	71	...
Préstamos recibidos	119	159	160	96	275	174	...
Amortizaciones	-7	-4	-29	-47	-104	-111	...
Bancos comerciales (c)	-	-	-	-	-	-	...
Préstamos recibidos	-	-	-	-	-	-	...
Amortizaciones	-	-	-	-	-	-	...
Otros sectores (c)	97	80	11	5	-177	-54	...
Préstamos recibidos	89	115	57	33	-	-	...
Amortizaciones	-14	-21	-29	-37	-177	-54	...
Balance básico	134	-55	-159	-22	-119	-152	...
Capital a corto plazo	-49	95	9	56	40	1	...
Sector oficial	5	26	48	-9	-	-	...
Bancos comerciales	-12	2	5	-	5	3	...
Otros sectores	-42	67	-44	65	35	-2	...
Errores y omisiones netos	-15	-83	-34	-48	26	-15	287
Asientos de contrapartida (d)	-3	9	-3	2	-3	3	...
Balance global	67	-34	-187	-12	56	-163	83
Variación total de las reservas (- aumento)	-67	34	187	12	56	163	-83
Oro monetario	-	-	-	-	-	-	-
Derechos especiales de giro	2	1	4	-16	12	5	1
Posición de reservas del FMI	-	-	-	-	-	-	-
Activos en divisas	-62	58	88	3	-19	-8	-41
Otros activos	-7	-25	31	3	-	-	...
Uso de crédito del FMI	-	-	64	22	63	166	-42

Fuente: 1975-1979: Fondo Monetario Internacional, Balance of Payments Yearbook, (cinta magnética, marzo de 1981); 1980: CEPAL, sobre la base de informaciones oficiales.

- (a) Cifras preliminares.
(b) Los servicios incluyen también otras transacciones oficiales y privadas, pero excluyen utilidades e intereses.
(c) Además de los préstamos recibidos y sus amortizaciones, se incluyen los préstamos netos concedidos y otros activos y pasivos.
(d) Se incluyen las contrapartidas de monetización o desmonetización de oro, de asignaciones o cancelación de derechos especiales de giro y de variaciones por revalorización.

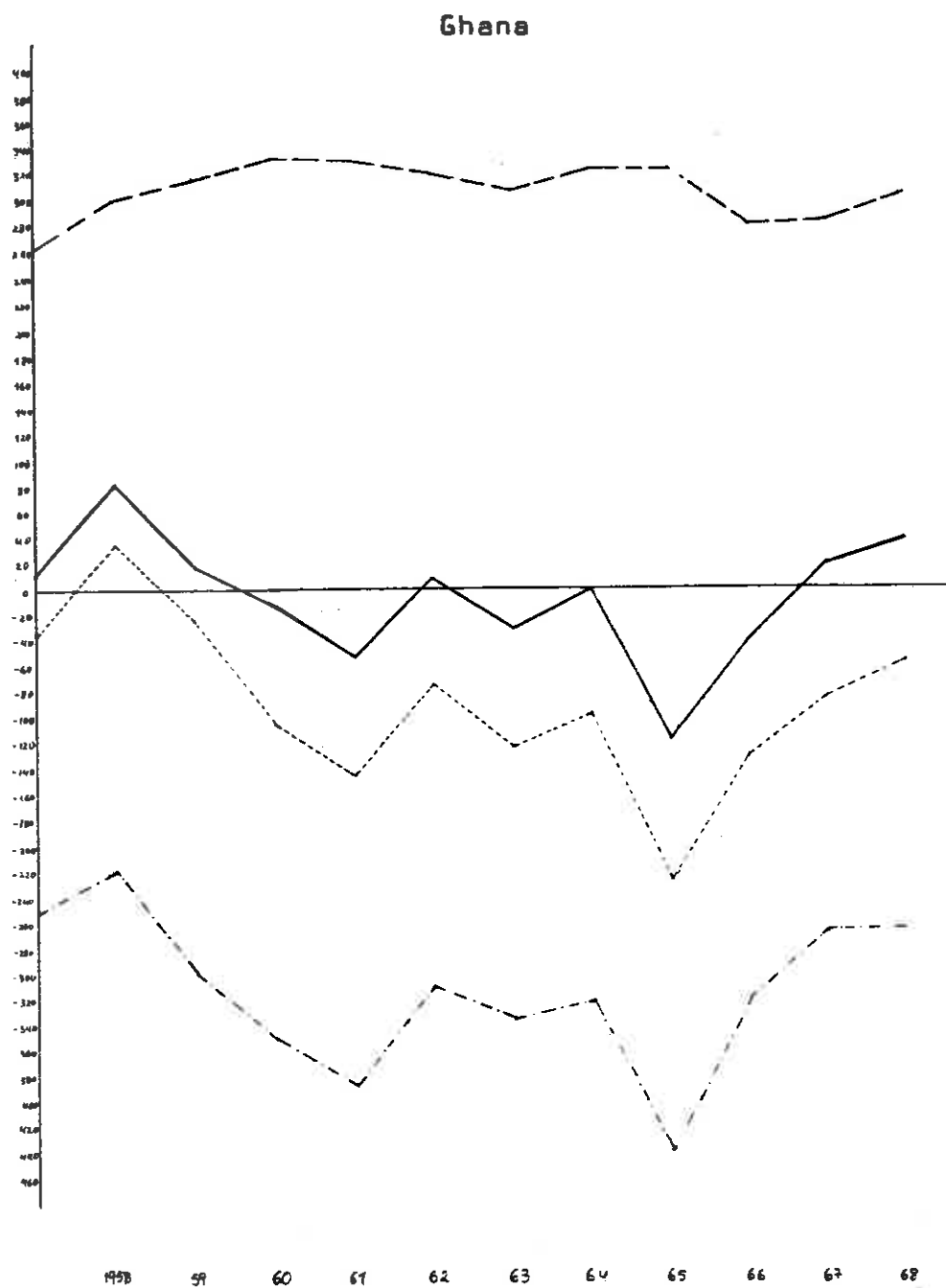
ANNEXE 6.2

Evolution graphique de quelques flux extérieurs

Explication des figures:

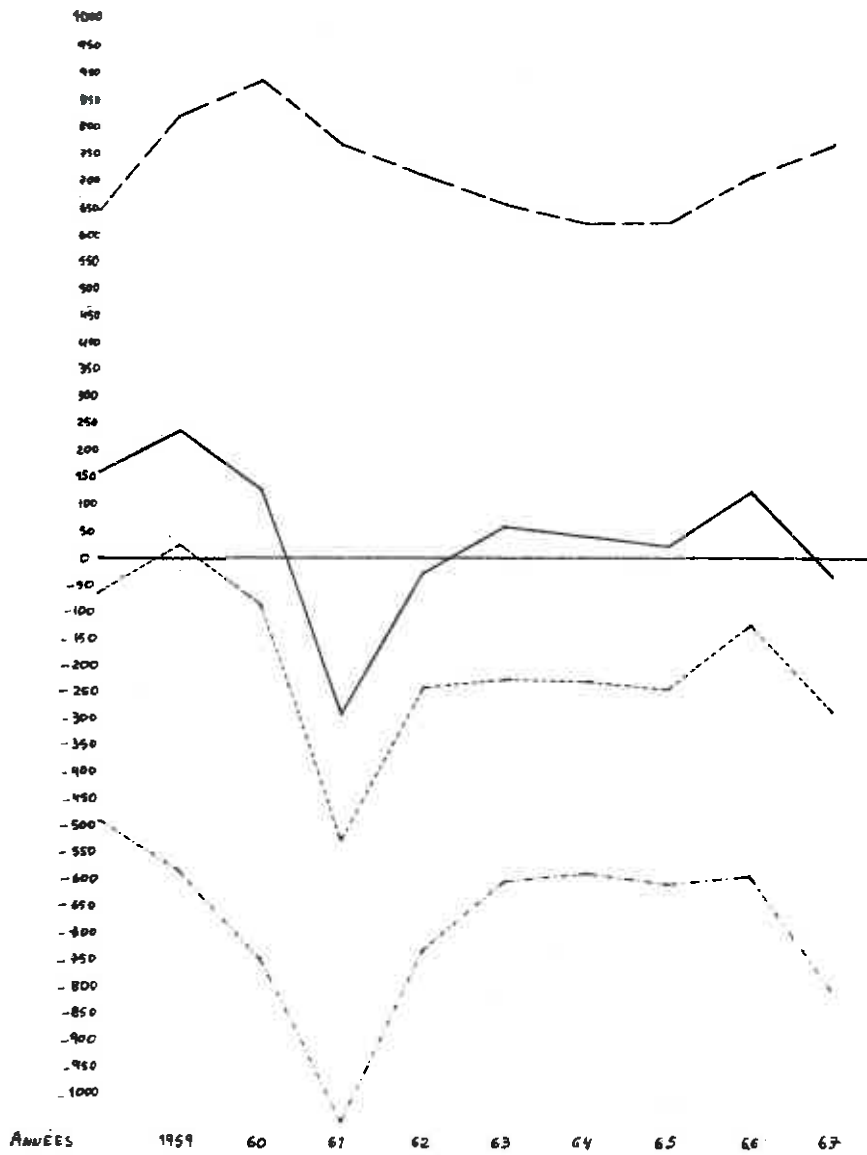
- solde commercial
 - - - - - solde courant
 — — — — valeur des exportations
 - . - . - . valeur des importations

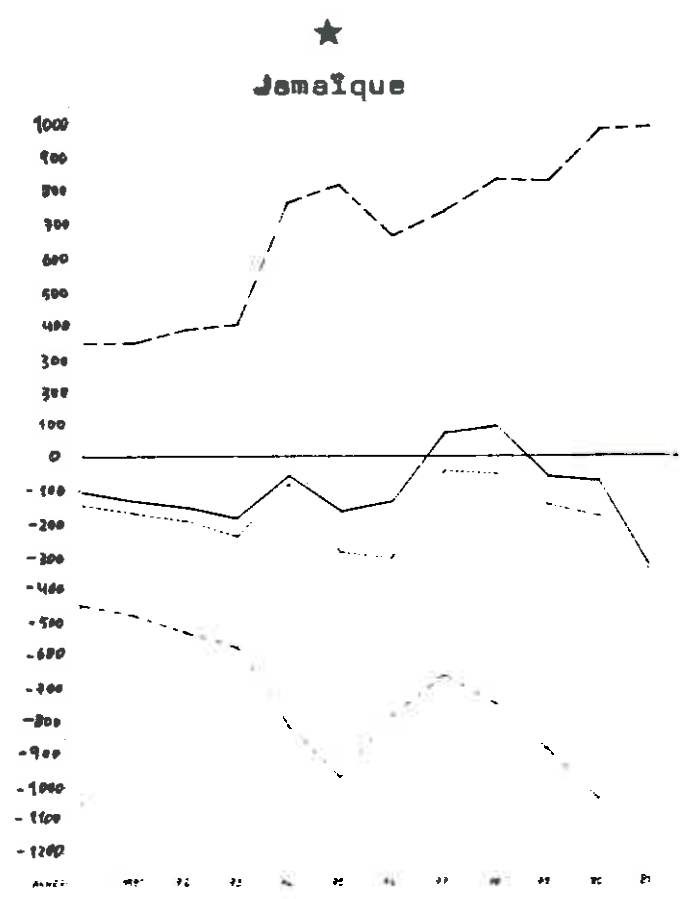
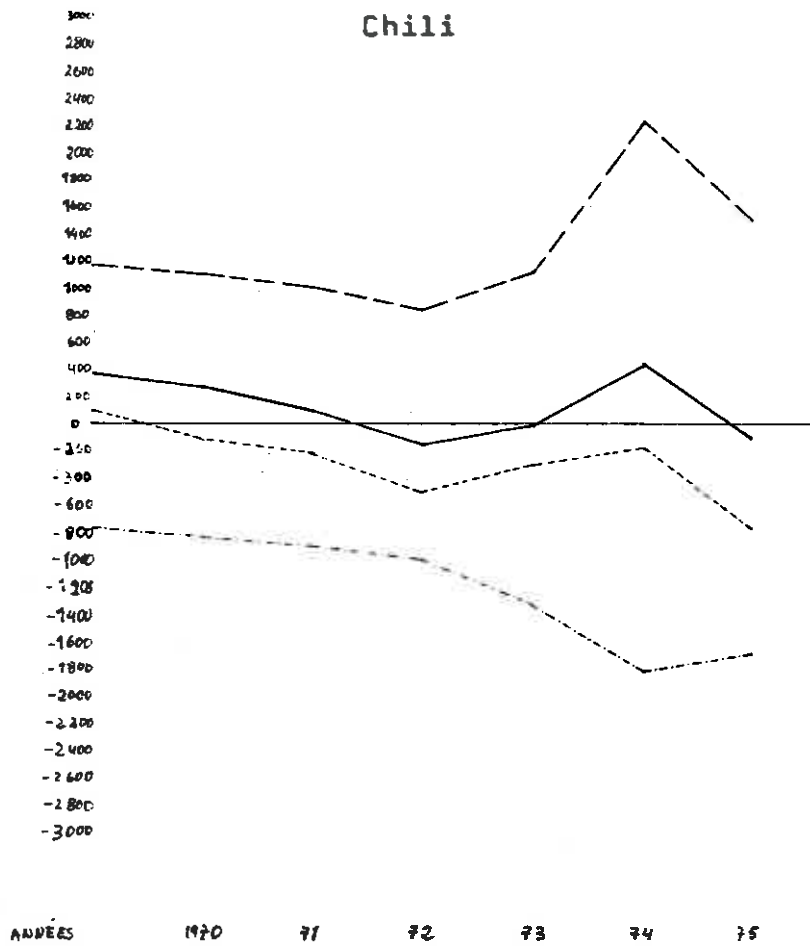
unité monétaire: millions de US dollars

Source: FMI, Annuaire rétrospectif 1980.

ANNEXE 6.2
(suite)

Indonésie





Balance commerciale: taux de couverture
(base trimestrielle, en pourcentage)

FRANCE : TAUX DE COUVERTURE DE LA BALANCE COMMERCIALE (%)

Années	Janv.	Fev.	Mars	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Moyenne Annuelle
1935	74,2	75,5	74,9	79,5	70,0	73,7	67,0	69,3	79,6	78,1	81,0	65,5	74,9	74,4	70,0	74,9	73,9
1936	59,7	59,9	63,7	56,4	59,5	63,1	59,4	66,3	64,0	65,2	63,4	54,3	61,1	59,7	63,2	61,0	61,0
1937	53,1	46,2	56,9	59,8	57,4	53,9	58,4	58,5	59,6	63,7	60,6	51,5	52,1	57	58,8	58,6	56,5
1938	62,8	53,9	63,2	60,6	60,5	60,2	65,0	66,2	74,8	73,7	79,0	77,6	60,0	60,4	68,7	76,8	66,4

Source : Pour les données annuelles, INSEE, Annuaire rétrospectif de la France 1966, p. 350; les autres données, INSEE, Mouvement économique de la France 1929 à 1939, p. 166.

Australie: Taux de couverture de la balance commerciale* (%)

	Annuelle	T1	T2	T3	T4
1972	139,9	124,1	142,8	152,7	151,6
1973	139,0	162,0	148,9	137,5	126,1
1974	98,9	111,2	97,2	95,8	101,4
1975	120,3	121,8	124,4	125,2	115,7
1976	118,0	116,3	120,0	127,4	113,3

* commerce général, exp. et imp. FOB, chiffres trimestriels corrigés
Source: OCDE, Princ. ind. écon., Statistiques 1960-79, pp. 156-7.

Australie: Taux de couverture des importations par les exportations de biens et services, aux prix de marché de 1974-75 (%)

	T1	T2	T3	T4
1972	129,9	135,4	134,7	133,9
1973	125,5	110,5	103,8	96,4
1974	87,0	83,9	84,0	90,8
1975	111,0	119,4	110,4	106,3
1976	106,2	108,9	111,0	103,2

Source: OCDE, Princ. ind. écon., Statistiques 1960-79, p. 137.

Portugal: Taux de couverture de la balance commerciale* (%)

	Annuelle	T1	T2	T3	T4
1973	60,9	73,1	74,9	60,9	53,9
1974	50,5	68,4	51,2	48,3	48,7
1975	49,8	46,7	50,6	54,2	47,6
1976	42,1	46,2	45,0	42,6	36,3

* importations CAF et exportations FOB, chiffres corrigés
Source: OCDE, Princ. ind. écon., Statistiques 1960-79, pp. 494-5.

ANNEXE 6.4

Balance commerciale: Taux d'accroissement annuel
(en pourcentage)

Australie: Transactions de biens et services

Exportations Importations

1972	4,2	3,9
1973	-4,3	31,0
1974	7,1	1,3
1975	2,2	-5,1
1976	8,1	11,7

Source: ONU, Yearbook of National Accounts,
vol. 2, 1978, p. 301.

Portugal

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76
DAS IMPORTAÇÕES						(a)
Em valor (escudos)	15,3 (1)		24,1	57,6	- 15,8	30,1
Em volume	13,1 (1)		14,8	5,4	- 25,8	13,9
Preços (escudos)	2,0 (1)		7,7	49,1	14,4	13,6
Preços (dólares)	5,8 (1)		17,8	45,7	13,7	- 4,0
DAS EXPORTAÇÕES						
Em valor (escudos)	13,6 (1)		28,7	28,3	- 15,0	9,9
Em volume	8,6 (1)		15,3	-2,9	- 15,2	5,4
Preços (escudos)	4,4 (1)		12,8	30,9	0,6	4,3
Preços (dólares)	7,2 (1)		24,3	26,6	0,0	-9,9
RAZÕES DE TROCA	2,0	2,9	4,8	-11,8	- 12,4	-5,9

(1) Moyenne annuelle de 1970-72

(2) Chiffres provisoires

Source: Rapport de la Banque du Portugal, 1976, p. 168.

JAMAICA: PRINCIPALES INDICADORES DEL COMERCIO EXTERIOR

	1975	1976	1977	1978	1979	1980(a)
	<u>Tasas de crecimiento</u>					
Exportaciones de bienes						
Valor	7.5	-18.4	15.2	4.5	2.5	21.6
Volumen	-19.5	-10.4	2.2	2.5	-4.9	-9.1
Valor unitario	33.6	-9.4	12.8	2.0	7.8	34.0
Importaciones de bienes						
Valor	19.5	-18.4	-15.8	12.5	17.7	20.2
Volumen	5.2	-20.5	-20.5	4.8	5.9	-2.1
Valor unitario	13.6	2.6	6.0	7.3	11.1	29.5
Relación de precios del intercambio	18.2	-11.6	6.4	-4.7	-2.9	6.4
	<u>Indices (1970 = 100)</u>					
Relación de precios del intercambio	134.4	118.8	126.5	120.5	117.0	124.4
Poder de compra de las exportaciones de bienes	137.3	108.7	117.6	114.6	106.5	105.8
Poder de compra de las exportaciones de bienes y servicios	122.3	100.8	99.3	106.2	103.4	104.3

(a) chiffres provisoires

Source: CEPAL, Estudio Económico de América Latina,
1980, p. 597.

Indicateurs de la production agricole**Portugal: Evolution des principales productions agricoles**

	Unité	1972	1973	1974	1975	1976
Céréales						
Blé	100 tonnes	6 043	5 169	5 336	6 012	6 800
Seigle, orge et avoine	—	3 115	2 696	3 164	3 525	4 010
Maïs	—	5 185	5 086	4 855	4 513	3 570
Riz	—	1 639	1 676	1 295	1 327	890
Pommes de terre et légumineuses						
Pommes de terre	—	11 389	10 862	11 145	10 126	8 530
Fèves, haricots et pois chiches	—	939	915	809	802	700
Vin	1 000 hl	8 196	11 086	13 873	8 773	8 130
Huile d'olive	—	588	457	526	539	379
Bétail abattu	Tonnes	149 160	169 093	173 520	196 611	183 077
Bovins	—	73 969	81 580	84 770	92 069	79 821
Ovins et caprins	—	9 928	12 229	12 293	12 300	11 181
Porcs	—	65 263	75 284	76 457	92 242	92 075
Pêche débarquée	—	327 367	357 157	277 108	269 837	272 297

Source: Rapport de l'OCDE, 1977, p. 50.

**Chile****Production de céréales (en milliers de tonnes métriques)**

	1968	1969	1970	1971	1972	1973*
Trigo	1 220	1 214	1 300	1 368	1 195	810
Maíz	321	154	239	258	210	255
Arroz	94	37	76	67	73	58

* chiffres de la SOFOPA

Production d'origine végétale (base 100 en 1970)

	1971	1972
Leguminosas	111	126
Papas	122	107
Frutas	105	113
Hortalizas	104	111

Production d'origine animale (en milliers de tonnes)

	1968	1969	1970	1971	1972
Vacuno	172	167	176	152	96
Cordero	26	26	23	25	23
Puerco	35	35	37	39	41
Leche	938	1 011	1 103	1 195	1 082
Lana	25	26	26	22	23

Source: G. MARTNER, "Los Problemas de la Produccion bajo la Unidad Popular en Chile, 1970-1973", pp. 698 et 700.

ANNEXE 6.6

STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR TYPE DE BIENS (%)

FRANCE

Années	Importations				Exportations			
	Objets d'alimentation	Matières néc. à l'industrie	Objets fabriqués	Total	Objets d'alimentation	Matières néc. à l'industrie	Objets fabriqués	Total
1934	32,4	49,2	18,4	100	14,4	28,9	56,7	100
1935	29,9	53,3	16,8	100	16,0	27,5	56,5	100
1936	30,7	54,2	15,1	100	16,0	28,8	55,2	100
1937	25,3	59,4	15,2	100	14,1	35,2	50,7	100
1938	27,1	58,3	14,6	100	14,4	32,2	53,4	100
1939	26,6	56,6	16,8	100	15,2	28,6	56,2	100

Source : A. SAUVY, Histoire économique de la France entre les deux guerres, ed. 1984, vol. III, p. 339.

GHANA

	1952-54	1959-61	1964-66	1967-69
1. Biens de consommation	56	50	33	30
2. Combustibles et lubrifiants	7	5	5	6
3. Biens intermédiaires	24	34	34	39
4. Biens d'équipement	13	12	28	24

Source : Tony KILLICK, Development Economics in Action, p. 104.

Annexe 6.6
STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR TYPE DE BIENS (%) (suite)

CHILI : Valeur et structure des importations

Années	Valeur (en millions de dollars courants (cif))					Structure				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
1. Biens de consommation	150	178	357	276	104	15,7	17,5	32,4	17,2	4,7
2. Biens intermédiaires	530	589	580	1047	1797	55,4	58,0	52,6	65,1	80,4
3. Biens de capital	276	248	165	285	333	28,9	24,5	15,0	17,7	14,9
4. Total	956	1015	1103	1608	2234	100	100	100	100	100

Source : CEPAL, Economy Survey of Latin America 1975, p. 174.

CHILI : Valeur et composition des importations de biens
(en millions de dollars courants, cif).

	1970		1971		1972		1973		1974	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
1. Biens de consommation	150	15,7	178	17,4	357	32,4	276	17,2	104	4,6
1.1. Alimentaires	54	5,6	89	8,7	218	19,8	212	13,2	34	1,5
1.2. Non alimentaires	96	10,1	89	8,7	139	12,6	64	4,0	70	3,1
2. Biens intermédiaires	530	55,4	589	58,1	580	52,6	1047	65,1	1797	80,5
2.1. Agro-alimentaires	77	8,0	91	9,0	107	9,7	376	23,4	522	23,4
2.2. Non agro-aliment.	401	42,0	413	40,7	391	35,5	551	34,3	902	40,4
2.3. Pétrole et dérivés	52	5,4	85	8,4	82	7,4	120	7,5	373	16,7
3. Biens de capital	276	28,9	248	24,5	165	15,0	285	17,7	333	14,9
4. Total	956	100	1015	100	1103	100	1608	100	2234	100

Source : CEPAL, Economic Survey of Latin America 1975, p. 174.

ANNEXE 6.6

STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR TYPE DE BIENS (%) (suite)

PORTUGAL

	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1. Alimentation et boissons	11,5	13,1	11,9	14,5	16,7	14,7
2. Approv. industriels	41,3	39,1	42,7	40,9	36,8	38,2
3. Combustibles	8,4	6,7	6,1	12,4	15,1	15,8
4. Equipement	18,2	18,8	17,2	15,2	14,4	14,4
5. Matériel de transport	12,1	13,8	13,1	8,9	8,8	9,1
6. Biens de consommation	8,4	8,4	9,0	8,0	8,2	7,7
7. Autres	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
8. Total	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Yearbook of International Trade Statistics 1976, vol I, p. 722.

	1973	1974	1975	1976
1. Biens de consommation	15,4	14,4	13,6	14,4
2. Biens intermédiaires	57,4	54,0	56,6	54,4
3. Combustibles et lubrifiants	6,2	12,3	16,1	16,0
4. Biens d'équipement	21	19,3	14,7	15,2
5. Total	100	100	100	100

Source : Rapport de la Banque du Portugal 1976, p. 172.

ANNEXE 6.6

STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR TYPE DE BIENS (%) (suite)

AUSTRALIE

	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1. Aliment. et boissons	4,5	4,9	4,7	4,7	4,0	4,5
2. Approv. industriels	34,3	34,6	36,2	34,3	27,1	29,2
3. Combustibles	4,5	4,5	3,9	8,3	9,6	9,5
4. Equipement	24,3	23,3	19,6	19,5	23,0	20,6
5. Matériel de transport	16,1	14,3	17,7	14,9	15,6	15,6
6. Biens de consommation	13,1	14,7	15,3	16,7	18,4	19,1
7. Autres	3,2	3,5	2,5	1,7	2,1	1,5
8. Total	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Yearbook of International Trade Statistics 1976, vol. I, p. 133.

JAMAÏQUE

	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Alimentation et boissons	15,4	18,1	18,9	19,3	17,3	19,1	15,8	18,3	14,1	16,1
2. Approv. industriels	33,9	33,3	37,0	34,8	32,3	32,3	36,0	37,3	32,6	28,4
3. Combustibles	6,4	9,0	10,8	20,9	19,1	22,3	28,9	24,7	31,9	37,7
4. Equipement	24,5	16,3	15,8	11,4	12,4	12,0	8,8	8,5	8,4	8,2
5. Matériel de transport	9,8	11,9	7,6	6,4	10,1	5,2	3,5	3,9	6,7	4,1
6. Biens de consommation	9,9	11,1	9,6	7,1	8,5	8,5	6,5	6,7	5,7	5,1
7. Autres	0,1	0,3	0,2	0,2	0,3	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5
8. Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, Yearbook of International Trade Statistics 1976, p. 501 et 1982, p. 530.

ANNEXE 6.7
SOLDES EXTERIEURS

FRANCE (en millions de francs 1928)

Années	Solde com- ercial	Solde des in- visibles cou- rants	Solde courant	Solde courant France + Ter- ritoire d'ou- tre-mer
1934	- 5.500	+ 5.600	+ 100	- 1.250
1935	- 5.000	+ 5.600	+ 600	- 400
1936	- 7.130	+ 5.520	- 1.610	- 2.820
1937	- 9.150	+ 6.055	- 3.095	- 3.995
1938	- 5.025	+ 5.980	+ 955	- 120

Source : INSEE, Annuaire statistique de la France 1966, Rétrospective,
p. 365.

GHANA (en millions de cedis calculés au taux 1,28 cedis = 1 US dollar)

Année	Solde com- mercial	Solde des in- visibles cou- rants	Solde cou- rant	Solde du mou- vement de ca- pitaux *	Solde glo- bal	Liquidité internatio- nal impli- cite
1960	- 10	- 118	- 129	+ 59	- 70	544
1961	- 72	- 131	- 203	- 16	- 219	325
1962	+ 13	- 122	- 109	+ 97	- 12	313
1963	- 41	- 136	- 177	+ 75	- 102	211
1964	0	- 130	- 130	+ 89	- 41	170
1965	- 163	- 147	- 310	+ 199	- 111	59
1966	- 55	- 117	- 173	+ 136	- 37	22
1967	+ 26	- 143	- 117	+ 73	- 44	- 22
1968	+ 59	- 128	- 69	+ 63	- 6	- 28
1969	+ 81	- 151	- 70	+ 57	- 13	- 41

* contient la rubrique erreurs et omissions

Source: Tony KILLICK, Development Economics in Action, p. 102.

ANNEXE 6.7
SOLDES EXTERIEURS (suite)

CHILI (en millions US dollars)

Année	Solde commercial	Solde des invisibles courants	Solde courant	Solde du mouvement de capitaux	Solde global
1969	+ 386	- 297	+ 89	+ 295	+ 157
1970	+ 281	- 372	- 91	+ 120	+ 87
1971	+ 108	- 306	- 198	+ 48	- 269
1972	- 150	- 322	- 472	+ 334	- 138
1973	- 10	- 269	- 279	+ 411	+ 46
1974	+ 423	- 602	- 179	+ 173	- 121

Source : FMI, International Financial Statistics 1980, Retrospectif, p. 175

AUSTRALIE (en millions US dollars)

Année	Solde commercial	Solde des invisibles courants	Solde courant	Solde du mouvement de capitaux	Solde global
1971	+ 602	- 1.444	- 842	+ 1.840	+ 1.296
1972	+ 2.104	- 1.503	+ 601	+ 1.734	+ 2.815
1973	+ 2.778	- 2.345	+ 433	- 536	- 336
1974	+ 97	- 2.776	- 2.679	+ 796	- 1.627
1975	+ 2.240	- 2.839	- 599	+ 628	- 943
1976	+ 2.046	- 3.527	- 1.481	+ 1.832	- 353

Source : FMI, International Financial Statistics 1980, Rétrospectif, p. 105

ANNEXE 6.7
SOLDES EXTERIEURS (suite)

PORTUGAL (en millions de US dollars)

Années	1972	1973	1974	1975	1976
1. Solde commercial	- 727	- 908	- 1.989	- 1.670	- 2.094
2. Solde des services	+ 205	+ 153	+ 55	- 183	- 105
3. Solde des invisibles cour.	+ 1.077	+ 1.257	+ 1.166	+ 857	+ 868
4. Solde courant	+ 350	+ 349	- 823	- 816	- 1.226
5. Solde du mov. de capitaux	- 73	- 6	+ 190	- 197	+ 254
6. Solde global	+ 273	+ 337	- 569	- 1.033	- 976

Source : OCDE, Rapport sur le Portugal, 1977, p. 60.

JAMAÏQUE (en millions de US dollars)

Années	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980*
1. Solde commercial	-132	-152	-178	- 59	-162	-131	+ 93	+ 45	- 68	- 69
2. Solde des services	- 62	- 74	- 97	- 58	-149	-178	-181	-157	-155	-217
3. Solde des invisibles courants**	- 35	-38,1	- 62	- 24	-126	-176	-166	-142	- 85	-144
4. Solde courant (1+3) **	-167	-190	-240	- 83	-288	-307	- 73	- 97	-153	-213
5. Solde du mouvement de capitaux	+175	+171	+213,4	+177	+323	+153	+102	+ 8	- 8	-
6. Solde global	+47,1	-26,2	-29,7	+ 67	- 34	-187	- 12	- 56	-163	- 83

* chiffres provisoires ** non compris les transferts officiels sans contrepartie

Sources : Jusqu'en 1974, FMI, International Financial Statistics 1980, Rétrospectif, p.263 et de 1974-1980, CEPAL, Estudio Economico de América Latina 1980, p. 598.

ANNEXE 6.8

Commerce avec le COMECON

Portugal

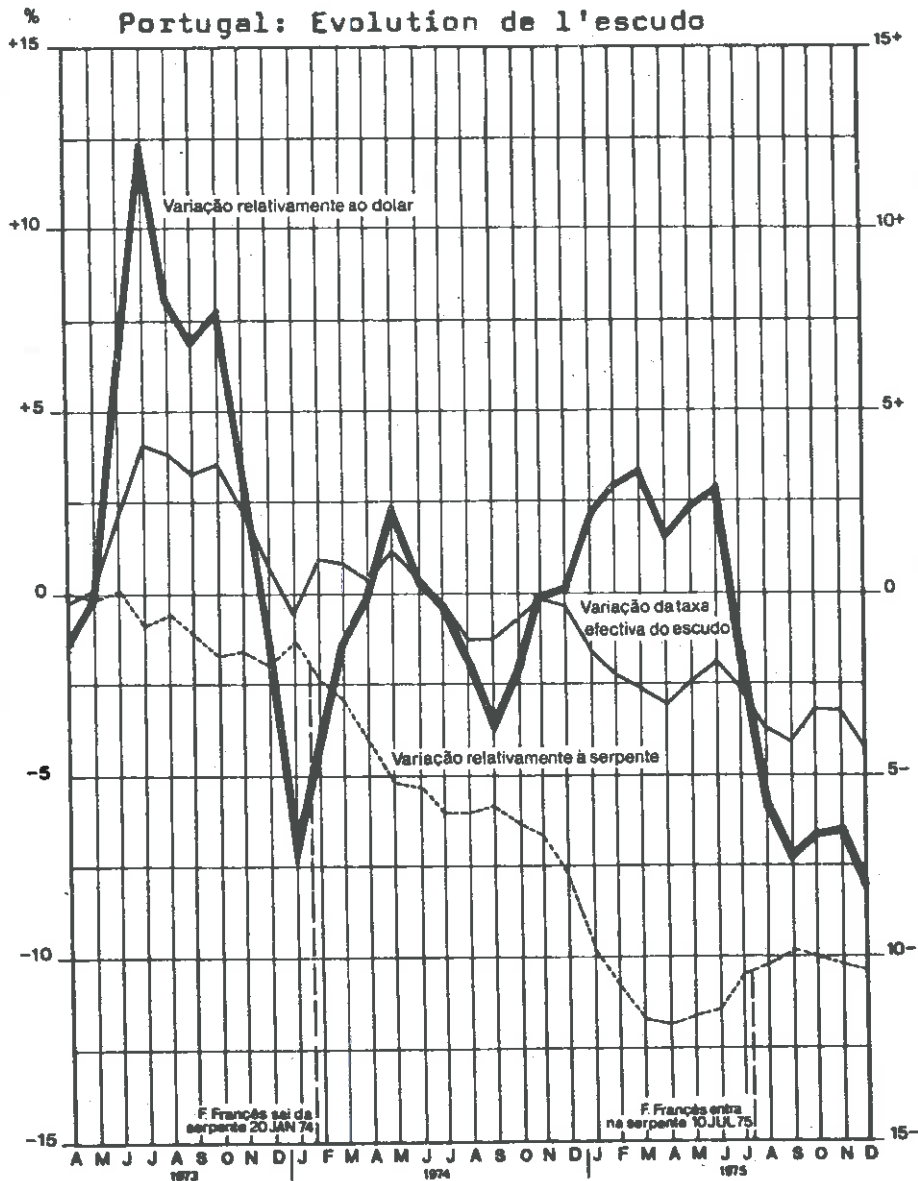
Comércio especial com os países de economia planificada

Unidade: milhões de escudos

	1973	1974	1975
Total da importação	737	1 471	3 882
Europa	691	890	2 127
Albânia	4	-	0
Alemanha (República Democrática da)	3	30	44
Bulgária	36	74	8
Checoslováquia	57	82	49
Hungria	10	30	14
Polónia	550	97	239
Roménia	30	509	369
União das Repúblicas Socialistas Soviéticas	1	68	1 404
América Latina	11	522	1 726
Cuba	11	522	1 726
Ásia	35	59	29
China (República Popular da)	15	27	24
Coreia do Norte	20	32	5
Mongólia Exterior	-	-	-
Vietname do Norte	-	-	-
Total da exportação	273	523	1 121
Europa	265	502	1 083
Albânia	0	-	1
Alemanha (República Democrática da)	8	25	90
Bulgária	20	57	126
Checoslováquia	57	75	96
Hungria	21	41	48
Polónia	80	182	93
Roménia	64	104	175
União das Repúblicas Socialistas Soviéticas	15	38	454
América Latina	7	5	26
Cuba	7	5	26
Ásia	1	16	12
China (República Popular da)	1	15	12
Coreia do Norte	-	1	0
Mongólia Exterior	-	-	-
Vietname do Norte	-	-	-

Source: Rapport de la Banque du Portugal 1975, vol. 1,
p. 119.

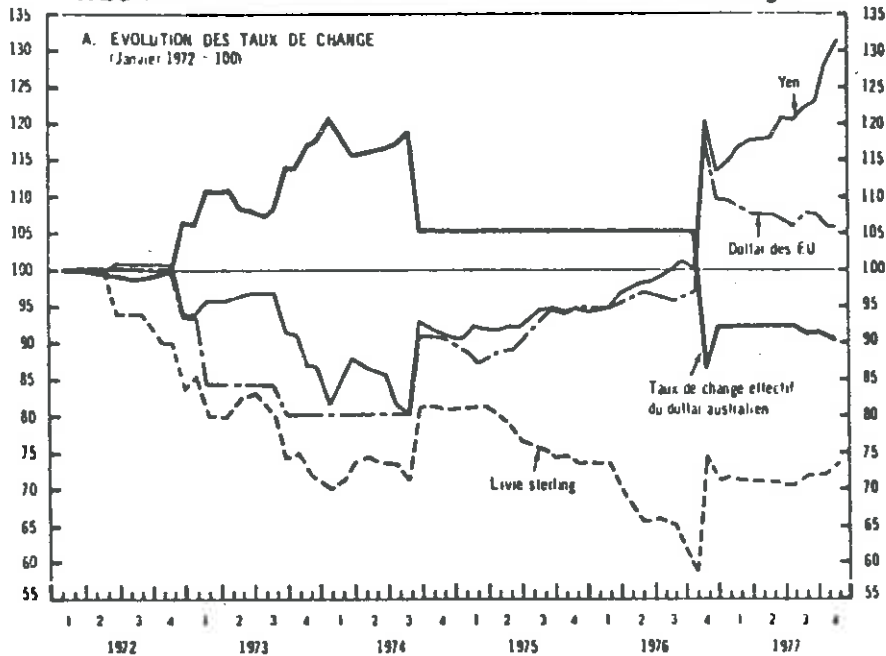
Evolution graphique du taux de change



Source: Rapport de la Banque de Portugal, 1975, vol.1, p. 111.



Australie: Evolution du taux de change



Source: Rapport de l'OCDE, 1978, p. 45.

BIBLIOGRAPHIE

- 1 A.C.A.P. - A.I.M.A., O Comércio e a Indústria Automóvel em Portugal, Rapport 1978-79, Ed. Associação do Comércio Automóvel de Portugal, Lisbonne 1979.
- 2 AHMAD Naseem, Deficit Financing, Inflation and Capital Formation: The Ghanaian Experience 1960-65, Ed. Weltforum Verlag, Munich 1970.
- 3 ALI AYUB Mahmood, Made in Jamaica, World Bank Staff Occasional Papers n°31, Johns Hopkins University Press, Baltimore 1981.
- 4 ALLAIS Maurice, "Productivités, niveaux de vie et rythmes de croissance comparés en Russie Soviétique, aux Etats-Unis et en France (1880-1955)", Revue des Travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, séance du 30 avril 1956, 109ème année, 4ème série, 1956 (1er semestre), Lib. Sirey, Paris.
- 5 ALLENDE Salvador, La voie chilienne vers le socialisme, Publications Gramma, Paris 1974 (1ère édition 1971).
- 6 ALLMAN T. D., "Killing Jamaica with Kindness", Harper's, New York, mai 1979.
- 7 AMIN Samir, - L'Afrique de l'Ouest bloquée, Les Editions de Minuit, Paris 1971.
- 8 _ "Le modèle théorique d'accumulation - la problématique de transition", Revue Tiers-Monde, tome XIII, n°52, Paris, octobre-décembre 1972.
- 9 ANDRE Christine, DELORME Robert, "L'évolution séculaire des dépenses publiques en France", Annales, 33ème année, n°2, mars-avril 1978.
- 10 ANDREFF Wladimir, "Marxisme en crise cherche sociétés socialistes", Babylone n°23, 10/18, Union générale d'éditions, Paris 1984.
- 11 ANGELL Alan, "Mobilização Política e Alianças de Classes no Chile, de 1970 a 1973", Análise Social, n°50, 2ème série, vol. XIII, Lisbonne 1977.
- 12 APTER David E., Ghana in Transition, Princeton University Press, 1972 (2ème éd. révisée).
- 13 ARANDA Sergio, MARTINEZ Alberto, "Estructura Económica: Algunas Características Fundamentales", dans Chile. Hoy, Ed. Siglo XXI, México 1970 (4ème édition).

- 14 ARCHER Jeffrey, MADDIX Graham, "The 1975 Constitutional Crisis in Australia", Journal of Commonwealth and Comparative Politics, vol. XIV, n°2, Leicester, juillet 1976.
- 15 ARELLANO José P., "Las Políticas Sociales en Chile: Breve Revisión Histórica", Revista Interamericana de Planificación, vol. XVII, n°68, Mexique, décembre 1983.
- 16 ARENDT Hannah, Essai sur la révolution, Ed. Gallimard 1967, éd. originale 1963.
- 17 ARMAND Félix, Les fouriéristes et les luttes révolutionnaires de 1848 à 1851, PUF, Paris 1948.
- 18 ASSELAIN Jean-Charles, -"La semaine de 40 heures, le chômage et l'emploi", Le mouvement social, n°54, janv.-mars 1966.
- 19 -"La loi des quarante heures", Revue économique, vol. XXV, n°4, juillet 1974.
- 20 - Histoire économique de la France, du XVIII^e siècle à nos jours, tome 2, Col. Points, série Histoire, Ed. du Seuil, Paris, fév. 1984.
- 21 BAKLANDOFF Eric N., The Economic Transformation of Spain and Portugal, Praeger Publishers, N.Y. 1978.
- 22 BALASSA Bela, "Portugal in Face of the Common Market", Segunda Conferência Internacional sobre Economia Portuguesa, II vol., Fundação Calouste Gulbenkian et the German Marshall Fund of the United States, Lisbonne 1980.
- 23 BALTRA CORTES Alberto, -"Economie Chilienne et Unité populaire", Mondes en développement, n°3, Paris 1973.
- 24 - Gestión Económica del Gobierno de la Unidad Popular, Ed. Orbe, Santiago de Chile 1974.
- 25 BANDYOPADHYAYA Kalyani, "The Indonesian Economy in Transition: From Guided Economy to New Order", India Quarterly, vol XXXIII, n°4, New Delhi, oct.-déc. 1977.
- 26 BANQUE DE FRANCE, Compte rendu à l'Assemblée générale, 1935, 1936, 1937 et 1938, Paris.

- 27 BANQUE DU PORTUGAL, - Rapports annuels de 1973 à 1978, Ministère des Finances, Lisbonne.
- 28 - Portugal, Economic Indicators 1973-1977, Lisbonne, septembre 1978.
- 29 BANQUE MONDIALE, - Portugal, Current and Prospective Economic Trends, A World Bank Country Study, Washington, 1978.
- 30 - Chile, An Economy in Transition, A World Bank Country Study, Washington, janvier 1980.
- 31 - Rapport sur le développement dans le monde, 1980 et 1984, Washington.
- 32 BARNA Tibor, Redistribution of Incomes through Public Finance in 1937, Clarendon Press, Oxford 1945.
- 33 BARRERA Manuel, - Chile 1970-1972: La Conflictiva Experiencia de los Cambios Estructurales, Instituto de Investigaciones Sociales, Caracas, mars 1973.
- 34 - "Política Antiimperialista y Conflicto Obrero en Chile: El caso de los Sindicatos de la Gran Minería del Cobre", Ciencias Administrativas, vol. XIV, n°40, La Plata, Argentine, janv.-av. 1973.
- 35 BATAILLE Georges, La part maudite précédé de La notion de Dépense, Ed. de Minuit, Paris 1967, (premières publications 1949 et 1933, respectivement).
- 36 BEAUD Michel, "La politique socialiste à l'épreuve", Colloque sur la politique économique de gauche, La Gazette des économistes, 20-21, Paris, novembre 1982.
- 37 BEHRMAN Jere R., Macroeconomic Policy in a Developing Country - The Chilean Experience, North-Holland Publishers, Amsterdam 1977.
- 38 BENOT Yves, L'autre Italie 1968-1976, F. Maspéro, Paris 1977.
- 39 BEQUELE Assefe, VAN DER HOEVEN Rolph, "Pauvreté et inégalité en Afrique tropicale", Revue internationale du travail, n°3, mai-juin 1980.
- 40 BETTELHEIM Charles, - Bilan de l'économie française 1919-1946, PUF, Paris, 1947.
- 41 - La transition vers l'économie socialiste, Ed. F. Maspéro, Paris 1968.

- 42 - (avec SWEEZY P.), On the Transition to Socialism, Monthly Review Press, N. Y., 1971.
- 43 - Les luttes de classes en URSS, 3ème période 1930-1941, les dominés, Ed. Seuil/Maspéro, Paris 1982.
- 44 B.I.D., Progresso Socio-Econômico na América Latina, Relatório de 1980-81, Washington.
- 45 BIRMINGHAM W., - "The Economic Development of Ghana", Planning and Growth in Rich and Poor Countries, Ed. W. Birmingham et A. G. Ford, George Allen et Unwin, London 1966.
- 46 - NEUSTADT I., OMABOE E. N., A Study of Contemporary Ghana, vol.I: "The Economy of Ghana", Allen et Unwin, London 1966, vol.II: "Some Aspects of Social Structure", Northwestern University Press, Evanston 1967.
- 47 B.I.T., Annuaire des statistiques du travail, plusieurs éditions depuis 1960 ont été consultées, Organisation Internationale du Travail, Genève.
- 48 BITAR Sergio, - "Efecto de las Areas de Propriedad Social y Mixta en la Industria Chilena", El Trimestre Económico, vol.XLI(3), n°163, Mexique, juillet-sep. 1974.
- 49 - "The Interrelationship between Economics and Politics" dans Chile at the Turning Point: Lessons of the Socialist years, 1970-73, Ed. Federico G. Gil, Ricardo Lagos E. et Henry A. Landsberger, Institute for the Study of Human Issues, Philadelphia 1979.
- 50 BLANDY Richard, HAYLES John, WOODFIELD Alan, "The Economics of Education in Australia 1962-1977", dans Surveys of Australian Economics, vol. II, Ed. F. H. Gruen, Allen & Unwin, Sydney 1979.
- 51 BOMBERGER William, MAKINEN Gail E., "The Hungarian Hyperinflation and Stabilization of 1945-46", Journal of Political Economy, vol. 91, n°5, The University of Chicago Press, octobre 1983.
- 52 BORIS Georges, "L'expérience économique du Front Populaire", "Le second gouvernement de Léon Blum", "Leçons de deux expériences", dans Servir la République, Ed. Julliard, Paris 1963.

- 53 BOUDON Raymond, La logique du social, Collection Pluriel, Hachette, Paris 1979.
- 54 BOUKHARINE Nicolas, Economique de la période de transition, Etudes et documentation internationales, Paris 1976, éd. originale 1920.
- 55 BOURDE Guy, La défaite du front populaire, Ed. F. Maspéro, Paris 1977.
- 56 BOUVIER Jean, - "Un débat toujours ouvert: la politique économique du Front populaire", Le mouvement social n°54, janv.-mars 1966, Ed. Ouvrières.
- 57 - "Histoire financière et problèmes d'analyse des dépenses publiques", Annales, 33ème année, n°2, mars-avril 1978.
- 58 - "Contrôle des changes et politique économique extérieure de la SFIO en 1936", Relations internationales, n°13, 1978.
- 59 BRAGA DE MACEDO Jorge, KRUGMAN Paul, - "The Economic Consequences of the April 25th Revolution", Economia n°3, Lisbonne 1979.
- 60 (et SERFATY Simon), - Portugal Since the Revolution, Economic and Political Perspectives, Westview Press, Boulder, 1982.
- 61 BRANCIARD Michel, - Société française & luttes de classes, tome II 1914/1967, Chronique sociale de France, Lyon 1967.
- 62 - "La politique économique du gouvernement de Front populaire (1936-1938)", CFDT Aujourd'hui n°27, sept.-oct. 1977.
- 63 - "Les problèmes économiques de la transition: le cas chilien", CFDT Aujourd'hui, n°28, nov.-déc. 1977.
- 64 BRATENSTEIN Roger, FISCHER Manfred, "The Causes of Portugal's Economic Crisis", Intereconomics n°11, Hambourg, novembre 1975.
- 65 BRETTELL Caroline B., "Emigration and its Implications for the Revolution in Northern Portugal", Contemporary Portugal, Eds L. S. Graham et H. M. Makler, University of Texas Press, Austin 1979.

- 66 BRICALL Josep Maria, Política Econòmica de la Generalitat (1936-1937), 2 vol., Ediciones 62, Barcelona, 1ère éd. 1970.
- 67 BROUE Pierre, DOREY Nicole, "Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire (1936-1938)", Le mouvement social n°54, janv.-mars 1966, Ed. Ouvrières.
- 68 CAREY Bernard, "Labor's Unknown Experiment: The Moreton Regional Coordination Exercise", Australian Journal of Public Administration, vol. XLII, n°3, Sydney, sept. 1983.
- 69 CASS Bettina, KEENS Carol, MOLLER Jerry, "Family Policy Halloween: Family Allowances: Trick or Treat?", The Australian Quaterly, Sydney, automne 1981.
- 70 CASTEX Patrick, "Voie chilienne" au socialisme et luttes paysannes, Ed. François Maspéro, Paris 1977.
- 71 CASTORIADIS Cornelius, "La hiérarchie des salaires et des revenus", CFDT Aujourd'hui, n°5, janv.-fév. 1974.
- 72 CAVACO SILVA Anibal, "A Política Orçamental Portuguesa em 1974-78", Segunda Conferência Internacional sobre Economia Portuguesa, vol. I, Fundação Calouste Gulbenkian et German Marshall Fund. of the United States, Lisbonne 1980.
- 73 CELESTE Marie-Claude, "Le 'socialisme démocratique' de M. Manley à l'épreuve", Le Monde Diplomatique, 1977.
- 74 C.E.P.A.L., Estudio Económico de América Latina (aussi en version anglaise), plusieurs publications annuelles des années 1970 et 1980, ONU, Santiago du Chili.
- 75 CHALIAND Gérard, Mythes révolutionnaires du Tiers-Monde, Ed. du Seuil, Paris 1979.
- 76 CHAVANCE Bernard, Le capital socialiste, Ed. Le Sycomore, 1980.
- 77 CLERC Denis, "Inégalités de revenus et austérité", Problèmes économiques, n°1838, 7 sept. 1983.
- 78 COLLIN Claude, "Révolution et contre-révolution dans les campagnes portugaises", Les temps modernes, 31ème année, n°351, octobre 1975.
- 79 COLTON Joel, "Politics and Economics in the 1930s: The Balance Sheets of the 'Blum New Deal'", dans From the Ancient Regime to the Popular Front, Ed. Charles K. Warner, Columbia University Press, New York 1969.

- 80 CONSTANCIO Maria José, "Evolução da Política Económica desde 1974", dans Evolução Recente e Perspectivas de Transformação da Economia Portuguesa, vol.I, Ed. CISEP, Lisbonne 1983.
- 81 CORREIA DE CAMPOS A. et autres, "Gastos Públicos com a Saúde em Portugal (1970-78)", Análise Social, vol.XVII (65), n°1, 1981.
- 82 CORTAZAR René, MARSHALL Jorge, "Índice de Precios al Consumidor en Chile: 1970-78", Mensaje n°296, janv.-fév. 1981, Santiago du Chili.
- 83 CORTES Fernando, YOCELEVZKY Ricardo, "La Distribución del Ingreso en el Gobierno de la Unidad Popular (1970-1972)", Demografía y Economía, vol.XIV, n°3, Mexique 1980.
- 84 COSTA Carlos, "Bataille générale dans l'économie portugaise", La nouvelle revue internationale, XVIIIème année, n°8 (204), Luxembourg, août 1975.
- 85 COURTHEOUX Jean Paul, Le salaire minimum, Collection Que sais-je?, PUF, Paris 1978.
- 86 COX-GEORGE N. A., Studies in Finance and Development, the Gold Coast (Ghana) Experience, Ed. Dobson, London 1973.
- 87 CUTILEIRO José, Ricos e Pobres no Alentejo, Ed. Livraria Sá de Costa, Lisbonne 1977.
- 88 DALTON George, Economic Systems and Society, Penguin Modern Economic Texts, 1974.
- 89 DALTON Hugh, "Mémorandum à Léon Blum: les problèmes financiers du gouvernement français", Solutions socialistes, Ed. Ramsay, Paris 1978.
- 90 DAMACHI Ukandi Godwin, The Role of Trade Unions in the Development Process with a Case Study of Ghana, Praeger Publishers, N. Y. 1974.
- 91 DE LA GENIERE Renaud, Le budget, Presses de la FNSP, Paris 1976.
- 92 DELILEZ Jean Pierre, "Transition et politique d'austérité", contribution au Colloque politique économique de la gauche, La gazette des économistes, Paris, 20/21 nov. 1982.
- 93 DELPERRIE DE BAYAC Jacques, Histoire du Front populaire, Ed. Maresabout, 1984 (publication originale 1972).
- 94 DE VYLDER Stefan, Allende's Chile - The Political Economy of the Rise and Fall of the Unidad Popular, Cambridge University Press, Cambridge 1976.

- 95 DI TELLA Guido, The Economic Policies of Argentina's Labour - Based Government 1973-1976, Working Paper n°47, Latin American Program, The Wilson Center, Smithsonian Institute, Washington, juin 1979.
- 96 DIXON John, "Le système australien de sécurité du revenu: origines, nature et perspectives d'avenir", Revue internationale de sécurité sociale, 1/1983, Genève.
- 97 DOCUMENTATION FRANCAISE, - "Difficultés économiques au Ghana", Problèmes économiques, n°933, 16 nov. 1965.
- 98 - "Ghana", Articles et documents, n° 0.1764, 23 nov. 1965.
- 99 - "Chili, deux ans de gouvernement Allende (novembre 1970-novembre 1972)", Problèmes politiques et sociaux, n°152-153, 1er-8 déc. 1972.
- 100 - "Portugal: les grandes réformes de l'économie", Problèmes politiques et sociaux, n° 323, 11 nov. 1977.
- 101 DORNBUSCH R. et al., "Analysis and Projection of Macroeconomic Conditions in Portugal", Contemporary Portugal, Ed. Lawrence S. Graham and Harry M. Makler, University of Texas Press, Austin 1979.
- 102 DOWNS Charles, "'Comissões de Moradores' and Urban Struggles in Revolutionary Portugal", International Journal of Urban and Regional Research, vol.4, n°2, London 1980.
- 103 DRAIN Michel, Occupations de terres et expropriations dans les campagnes portugaises, Ed. CNRS, Paris 1982.
- 104 DROBNY Andres, "The Influence of Minimum Wage Rates on the Level and Distribution of Real Wages in Chile, 1960-1972", Bulletin of Latin American Research, vol.2, n°2, Oxford, mai 1983.
- 105 DUAULT Dominique, "Regards sur le Chili: climat d'expectative au lendemain des élections", MOCI n°987, 24 sept. 1970.
- 106 DUBIEF Henri, Le déclin de la IIIème République, 1929-1938, Col. Points, série Histoire, Ed. du Seuil, Paris 1976.
- 107 DUBY Georges, Histoire de la France, Ed. Larousse, 1977 (éd. originale 1970).

- 108 DUMONT Louis, Homo equalis, Bibliothèque des Sciences Humaines, Ed. Gallimard, Paris 1977.
- 109 DUROSELLE Jean-Baptiste, La décadence, politique étrangère de la France 1932-1939, Col. Points, série Histoire, Imprimerie Nationale, Paris 1979.
- 110 DUVERGER Maurice, Présentation de la Constitution de la République Portugaise (2 avril 1976), Documentation Française (Notes et études documentaires n°4387-4388), Paris 1977.
- 111 EINSTEIN Albert, "Why Socialism?" in Introduction to Socialism par L. Huberman et P. M. Sweezy, Modern Reader Paperbacks, London 1968, écrit original dans Monthly Review, mai 1949.
- 112 EMMANUEL Arghiri, "The State in the Transitional Period", New Left Review, London, janv.-av. 1979.
- 113 ENGELS Friedrich, Anti-Dühring, Ed. Sociales, Paris 1971, éd. originale 1878.
- 114 ESSEKS John D., "L'expérience du Ghana: politiques diverses et résultats hétérogènes", L'Afrique de l'indépendance politique à l'indépendance économique, Textes à l'Appui/Economie, Ed. François Maspéro et Presses Universitaires de Grenoble, 1975.
- 115 ESTEVES DE CARVALHO Odette, NUNES Maria Luísa, "Aspectos da Distribuição dos Rendimentos em Portugal no Período 1973-78", dans le recueil de la Segunda Conferência Internacional sobre Economia Portuguesa, 26 à 28 sept. 1979, Ed. Fund. Calouste Gulbenkian, Lisbonne 1980.
- 116 FAJNZYLBER Fernando, "The External Sector and the Policies of the Unidad Popular Government", dans Chile 1970-73 de Sandro Sideri, Ed. Martinus Nijhoff, The Hague 1979.
- 117 FAUNDEZ Julio B., "The Chilean Road to Socialism: Problems of Interpretation", The Political Quarterly, vol.46, n°43, London, juillet-sept. 1975.
- 118 FEJTO François, Histoire des démocraties populaires, l'ère de Staline, Collections Esprit, Ed. du Seuil, Paris 1952.
- 119 FICHELLE Alfred, Géographie physique et économique de l'URSS, Ed. Payot, Paris 1946.
- 120 FIRST Ruth, Power in Africa, Pantheon Books, New York 1970.

- 121 FITCH Bob, OPPENHEIMER Mary, Ghana: End of an Illusion, Monthly Review Press, New York, 1966.
- 122 F.M.I., - International Financial Statistics, Annuaire rétrospectif 1980, vol.XXXIII, Washington 1980.
- 123 - "Jamaïque: l'aide du Fonds a visé à freiner la baisse de la production et à relancer l'activité économique", Bulletin du FMI, 22 déc. 1980, Washington.
- 124 - International Financial Statistics, Supplement Series n° 1, 2 (On Price Statistics 1981), 3, 4 (On Trade Statistics 1982), 5 et 6 (On International Reserves 1983), FMI, Washington.
- 125 - International Financial Statistics, séries mensuelles, FMI, Washington.
- 126 FONTVIEILLE Louis, "Dépenses publiques et problématique de la dévalorisation du capital", Annales, 33ème année, n°2, mars-avril 1978.
- 127 FORTIN Carlos, "Nationalization of Copper in Chile and its International Repercussions", Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting, Ed. Sandro Sideri, Martinus Nijhoff, The Hague, 1979.
- 128 FOURASTIE Jean, Françoise, "Le genre de vie", Histoire économique de la France entre les deux guerres, direction A. Sauvy, vol.III, chap.XIII, Ed. Economica, Paris 1984.
- 129 FOXLEY Alejandro, - "Alternativas de Organización en el Proceso de Transformación de la Economía Chilena", Desarrollo Económico, vol. 12, n°48, Buenos Aires, janv.-mars 1973.
- 130 - ANINAT Eduardo, ARELLANO J. P., Redistributive Effects of Government Programmes, The Chilean Case, Pergamon Press, Oxford 1979.
- 131 FRANKENSTEIN Robert, "Le financement du réarmement français, 1935-39", Revue économique, vol.31, n°4, juillet 1980.
- 132 FROMM Erich, Espoir et révolution, Paris Editions Stock 1981, éd. originale 1968.
- 133 FURET François, "Tocqueville et le problème de la Révolution française", Science et conscience de la société, Mélanges en l'honneur de Raymond Aron, tome I, Ed. Calmann-Lévy, Paris 1971.

- 134 GAFAR John, - "An Analysis of Import Substitution in a Developing Economy: The Case of Jamaica", Caribbean Studies, vol. 18, n°s 3 et 4, Porto-Rico, oct. 1978 et janv. 1979.
- 135 - "Le chômage et le sous-emploi en Jamaïque 1972-78", Revue internationale du travail, vol. 119, n°6 nov.-déc. 1980.
- 136 GALBRAITH J. K., "The Disequilibrium System", The American Economic Review, vol. XXXVII, n°3, juin 1947.
- 137 GARCES Joan, Allende & l'expérience chilienne, Presses de la FNSP, Paris 1976.
- 138 GARCIA E. Pio, "La politique économique du gouvernement populaire", Critiques de l'économie politique, n° 11/12, avril-sept. 1973, Paris.
- 139 GARRET-SCHESCH Pat, "The Mobilization of Women During the Popular Unity Government", Latin American Perspectives, vol. II, n° 1, printemps 1975.
- 140 GENOUD Roger, Nationalism and Economic Development in Ghana, F. A. Praeger Publishers, N. Y. 1969.
- 141 GESELL Silvio, L'ordre économique naturel, Ed. Librairie Marcel Rivière, 8ème édition, Paris 1948 (1ère pub. en 1911).
- 142 GIRAULT R., "Léon Blum, la dévaluation de 1936 et la conduite de la politique extérieure de la France", Relations internationales, n° 13, Paris, printemps 1978.
- 143 GIRVAN Norman, BERNAL Richard et HUGHES WESLEY, "The IMF and the Third World: The Case of Jamaica, 1974-80", Development Dialogue, n°2, Uppsala 1980.
- 144 GODELIER Maurice, "Transition", Dictionnaire critique du marxisme, PUF, Paris 1982.
- 145 GOMEZ Helena, L'Argentine sous la troisième administration péroniste (1973-1976), mémoire de D.E.A., E.H.E.S.S., octobre 1981, Paris.
- 146 GOSSELIN Josette, "Les problèmes de la santé et la Révolution portugaise", Critique socialiste, av.-mai-juin 1976.
- 147 GOUGH Ian, The Political Economy of the Welfare State, Macmillan Press, London 1979.
- 148 GOULENE Pierre, Evolution des pouvoirs d'achat en France 1880-1972, Bordas études 249, Ed. Bordas, Paris 1974.
- 149 GRAY Paul S. "The Genesis of Trade Union in Ghana", Journal of African Studies, vol. 8, n° 2, Berkeley, été 1981.

- 150 GRAYCAR Adam et DAVIS Joanne, "Parliament and Social Innovation", The Australian Quarterly, avril 1978.
- 151 - "Ageing in Australia a Pointer to Political Dilemmas", The Australian Quarterly, print. 1981.
- 152 GREENSTREET Denis K., "Public Corporations in Ghana During the Nkrumah Period, 1951-66", The African Review, vol. 3, n° 1, Dar-es-Salam, 1973.
- 153 GRELLET Gérard, Les structures économiques de l'Afrique noire, I.E.D.E.S.-collection Tiers-Monde, PUF, Paris 1982.
- 154 GRIFFIN Keith, - International Inequality and National Poverty, The Macmillan Press, London 1978.
- 155 - et JAMES Jeffrey, The Transition to Egalitarian Development, The Macmillan Press, London 1981.
- 156 GRIFFITH-JONES Stephany, - "Una Evaluación Crítica de la Política Financiera y de Corto Plazo de la Unidad Popular Chilena", Revista Interamericana de Planificación, vol. XII, n° 47/48, sept.-oct. 1978.
- 157 - The Role of Finance in the Transition to Socialism, Frances Pinter Publishers, London 1981.
- 158 - "Adjustment Experience in the 1970s", Estudos de Economia, vol. II, n° 4, Lisbonne, juil.-sept. 1982.
- 159 - The Role of Financial Policies in the Transition to Socialism, Colloque sur la politique économique gauche organisé par La gazette des économistes, Paris 20-21 novembre 1982.
- 160 GRUEN F. H. G. - "What Went Wrong? Some Personal Reflections on Economic Policies Under Labor", The Australian Quarterly, déc. 1976.
- 161 - "Australian Economics 1968-78: A Survey of the Surveys" dans Surveys of Australian Economics, II vol., Ed. F. H. Gruen, Allen & Unwin, Sydney 1979.
- 162 GUARDIA Alexis, MARTINEZ Alberto et RAMOS Sergio, "General Considerations on the Chilean Economic Structure", Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting, Martinus Nijhoff, The Hague 1979.
- 163 GUESDE Jules, - Services publics et socialisme, Lib. G. Jacques, 4ème éd. Paris 1901 (écrit original de 1883).
- 164 - En garde! Contre les contrefaçons, les mirages et la fausse monnaie des réformes bourgeoises, Recueil de polémiques, Publications Jules Rouff, Paris 1911.

- 165 GUEVARA Ernesto Che, Le socialisme et l'homme, Petite Collection Maspéro, Paris 1983.
- 166 HALM Georg, "Réflexions complémentaires sur la possibilité d'un calcul économique adéquat dans une communauté socialiste", dans L'économie dirigée en régime collectiviste avec F. A. Hayek et al., Ed. Politiques économiques et sociologiques, Librairie de Médicis, Paris 1939.
- 167 HAMMOND John L. "Worker Control in Portugal: The Revolution and Today", Economic and Industrial Democracy, vol. 2, n° 1, nov. 1981.
- 168 HANSEN Emmanuel, "Public Policy and the Food Question in Ghana", Africa Development, vol. VI, n° 3, Dakar.
- 169 HART Keith, "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana", Journal of Modern African Studies, sept. 1973, Cambridge.
- 170 HAYEK F. A. - et al., L'économie dirigée en régime collectiviste, Ed. Politiques économiques et sociologiques, Lib. de Médicis, Paris 1939.
- 171 - Le mirage de la justice sociale, vol. 2 de Droit, législation et liberté, PUF 1981, 1ère édition 1976.
- 172 HEFFORD Ron et al., An Introduction to the Australian Economy, University of Queensland Press, 1980.
- 173 HEILBRONNER Robert L., Le marxisme: pour et contre, Ed. Economica, Paris 1984.
- 174 HIGGINS W. C., "Le contrôle ouvrier dans l'industrie sucrière jamaïquaine", Revue de la coopération internationale, vol. 73, n° 3, London 1980.
- 175 HIRSCHMAN Albert, - "The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development", Essays in Trespassing, Cambridge University Press 1981, pub. originale 1973.
- 176 - Bonheur privé, action publique, collection Espace du politique, Ed. Fayard 1983.
- 177 - "Grassroots Development in Latin America", Challenge, sept.-oct. 1984, N. Y.
- 178 HOLLAND Stuart, "Portugal as Peryphery", dans Underdeveloped Europe, Eds Dudley Seers, Bernhard Schaffer et Maria Lisa Kiljunen, The Harvester Press et The University of Sussex 1979.
- 179 HORVAT Branko et al., L'autogestion, un système économique?, Ed. Dunod, Paris 1981.

- 180 HOWARD Colin, "The Constitutional Crisis of 1975", The Australian Quaterly, mars 1976.
- 181 HURD G. E., "Education in Ghana", dans "Some Aspects of Social Structure", vol.2 de A Study of Contemporary Ghana, Northwestern University Press, Evanston, 1967.
- 182 IDACHABA F. S. "Revenue Instability in Developing Countries: The Ghanaian Experience", Public Finance, vol. XXX, n° 1, 1975.
- 183 IKOKU Samuel G., Le Ghana de N'Krumah, Ed. F. Maspéro, Paris 1971.
- 184 I.N.E., - Annuaire statistique 1976 , Séries rétrospectives, Instituto Nacional de Estatística - Serviços Centrais, déc. 1977, Lisbonne.
- 185 - Contas Nacionais, Estimativas 1970 à 1976, Lisbonne, juillet 1978.
- 186 I.N.S.E.E., - Mouvement économique de la France de 1929 à 1939, Service national de statistique, Ministère des Finances, Paris 1941.
- 187 - Annuaire statistique de la France 1966, Résumé rétrospectif, 72ème vol., nouvelle série n° 14, Paris 1966.
- 188 INOSTROZA Alfonso, "Nationalization of the Banking System in Chile", dans Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting (Ed. Sandro Sideri), Martinus Nijhoff, The Hague 1979.
- 189 JACQUEMOT Pierre, "Essai sur le concept de transition vers le socialisme", Revue algérienne des sciences juridiques économiques et politiques, vol. X, n° 3, Alger, sept. 1973.
- 190 JAMES Winston, "The Decline and Fall of Michael Manley: Jamaica 1972-80", Capital & Class, n° 19, London, print. 1983.
- 191 JEANNENEY Jean-Marcel, "La politique économique de Léon Blum", dans Léon Blum, Chef de gouvernement 1936-37, sous la direction de P. Renouvin et de R. Rémond, Presses de la FNSP, Paris 1981, 1ère éd. 1967.
- 192 JEANNENEY Jean-Noël, Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir, la faillite du Cartel (1924-26), L'histoire immédiate, Ed. du Seuil, Paris 1977.
- 193 JEFTANOVIC Pedro, "El Mercado Negro de Monedas Extranjeras en Chile (1963-1972)", Estudios de Economía, 1er semestre 1973, Santiago du Chili.
- 194 JENKINS Michael, "Les tendances de la sécurité sociale dans les Antilles d'expression anglaise", Revue internationale du travail, vol. 120, n° 5, sept.-oct. 1981.

- 195 JOLLEY Ainsley, Macro-Economic Policy in Australia 1972-76, Croom Helm, London 1978.
- 196 JOLLY Richard et al., "Redistribution et croissance: l'expérience de quelques pays (Inde, Cuba, Tanzanie, Sri Lanka et Corée du Sud)", dans Redistribution et croissance, PUF, Paris 1977 (éd. originale 1974).
- 197 JOXE Alain, Le Chili sous Allende, Coll. Archives, Ed. Gallimard/Julliard, Paris 1974.
- 198 KALECKI Michal, - "The Lesson of the Blum Experiment", Economic Journal, n° 189, vol. XLVIII, mars 1938, London.
- 199 - "Social and Economic Aspects of 'Intermediate Regimes'", Selected Essays on the Economic Growth of Socialist and Mixed Economy, Cambridge University Press 1972.
- 200 KAUTSKY Karl, La révolution prolétarienne et son programme, Ed. L'Eglantine, Bruxelles 1925.
- 201 KAY Cristobal, - "The Chilean Road to Socialism: Post Mortem", Science and Society, vol. XL, n° 2, été 1976, N.Y.
- 202 - "Agrarian Reform and the Class Struggle in Chile", Latin American Perspectives, Issue 18, vol. V, n° 3, Riverside (USA), été 1978.
- 203 KEITH Sherry, "An Historical Overview of the State and Educational Policy in Jamaica", Latin American Perspectives, Issue 17, vol. V, n° 2, Riverside (USA), print. 1978.
- 204 KEYNES J. K., - The Economic Consequences of Mr. Churchill, The Hogarth Press, London 1925.
- 205 - "Le dilemme du socialisme moderne", Vingtième siècle, n° 4, 4 octobre 1984, original 1931.
- 206 - Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, éd. Payot, Paris 1979, original 1935.
- 207 - How to Pay for the War, Macmillan, London 1940.
- 208 KILLICK Tony, - A Study of Contemporary Ghana, vol. I, "The Economy of Ghana", Allen & Unwin, London 1966.
- 209 - "Price Controls in Africa: The Ghanaian Experience", The Journal of Modern African Studies, 11, n° 3 sept. 1973.
- 210 - Development Economics in Action - A Study of Economic Policies in Ghana, Heinemann Books, London 1978.

- 211 KINCAID G. Russel, "Jamaïque: l'aide du Fonds a visé à freiner la baisse de la production et à relancer l'activité économique", Bulletin du FMI, 22 décembre 1980.
- 212 KING Lionel, "The First Spanish Republic", Contemporary Review, vol. 231, n° 1339, août 1977.
- 213 KNIGHT Franklin W., "La Jamaïque ou le dilemme d'un petit pays déshérité", Problèmes d'Amérique latine, n° 71, 1er trimestre 1984.
- 214 KOLM Serge-Christophe, - "Portugal: quelle révolution, vers quelle société?", Les temps modernes, 31ème année, n° 353, décembre 1975.
- 215 - "Chili-Portugal: vers une théorie des processus révolutionnaires modernes", Annales, 31ème année, n° 6, nov.-déc. 1976.
- 216 - La transition socialiste, Ed. du Cerf, Paris 1977.
- 217 - Les élections sont-elles la démocratie?, Ed. du Cerf, Paris 1977.
- 218 - Solutions socialistes, Ed. Ramsay, Paris 1978.
- 219 - La réciprocité générale, Document de travail n° 1, C.E.R.A.S., Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, 1982.
- 220 - Liberal Transition to Socialism: Theory and Difficulties, Tirés à part n° 8, C.E.R.A.S., Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, 1982.
- 221 - Sortir de la crise, Ed. Hachette, Paris 1983.
- 222 - Le libéralisme moderne, PUF, Paris 1984.
- 223 - La société bien ordonnée (la justice comme justesse), Document de travail n° 31, C.E.R.A.S., Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, 1984.
- 224 KOSLOFSKI Joanne, "Going Foreign - Causes of Jamaican Migration", NACLA Report on the Americas, vol. XV, n° 1, janv.-fév. 1981, N.Y.
- 225 KRAUS Jon, "Strikes and Labour Power in Ghana", Development and Change, vol. 10, n° 2, La Haye, avril 1979.
- 226 LABBE Dominique et MONTES Arturo, "Caractéristiques générales de l'inflation chilienne avant 1973", Notes et études documentaires, n° 4443-4-5, 12 déc. 1977.

- 227 LABROUSSE Ernest, "Conclusion du colloque tenu les 26 et 27 mars 1965", dans Léon Blum, Chef de gouvernement 1936-37, Références, Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1981 (1ère édition 1967).
- 228 LACEY Terry, Violence and Politics in Jamaica 1960-70, Manchester University Press, 1977.
- 229 LANDSBERGER Henry et LINZ Juan J., "Chile, 1973/Spain, 1936: Similarities and Differences in the Breakdown of Democracy", dans Chile at the Turning Point: Lessons of the Socialist Years, 1970-1973, Ed. Federico G. Gil, Ricardo Lagos E. et H. A. Landeberger, Institute for the Study of Human Issues, Philadelphia 1979.
- 230 LANGE Oskar et TAYLOR Fred M., On the Economic Theory of Socialism, University of Minnesota Press, N. Y. 1964 (1ère édition 1938).
- 231 LE NET Michel, "Inclure les exclus", Revue française des affaires sociales, n° 1, 1984.
- 232 LEFRANC Georges, - Histoire du Front populaire, Ed. Payot, Paris 1965.
- 233 - Juin 1936, collection Archives, Ed. Gallimard/Julliard, Paris 1966.
- 234 LEHMAN David, "The Political Economy of Armageddon: Chile, 1970-73", Journal of Development Studies, vol. 5, n° 2, juin 1978.
- 235 LEITAO Luís, DIAS António, MANUEL Jorge et DIANOUX Laurent, "Mouvements urbains et commissions de moradores au Portugal (1974-1976)", Les temps modernes, 34ème, n° 388, nov. 1978.
- 236 LEITAO Maria Lúcia et FREITAS Vera, Análise das Disparidades Salariais no Pós 25 de Abril, Moraes Editores, Lisboa 1982.
- 237 LEITE DE CAMPOS Diogo, - "O Imposto Complementar", Boletim de Faculdade de Direito, vol. LIII, Coimbra 1977.
- 238 - "La protection de l'enfant", dans Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées égyptiennes, Tome XXX, Paris 1979.
- 239 LENINE V. I., - Le Premier Mai du prolétariat révolutionnaire, Oeuvres complètes, Tome 19, Moscou.
- 240 - La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, écrit en 1917, dans le recueil "Problèmes d'organisation de l'économie socialiste", Ed. du Progrès, Moscou 1969.
- 241 - La faillite de la IIème Internationale, Ed. Sociales 1971.

- 242 - La maladie infantile du communisme, Oeuvres complètes, Tome 31, Moscou.
- 243 LESER Norbert, "Karl Renner et le marxisme", dans Histoire du marxisme contemporain, vol. 3, collection 10/18, Union générale des éditions, Paris 1977.
- 244 LEWIN Arthur, "The Fall of Michael Manley: A Case Study of the Failure of Reform Socialism", Monthly Review, fév. 1982.
- 245 LEWIS W. A., - Economic Survey 1919-1939, Allen & Unwin, London 1949.
- 246 - La théorie de la croissance économique, Ed. Payot, Paris 1971 (1ère éd. 1955).
- 247 LHOMME Jean, "Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français au cours d'un siècle: 1840-1940", Le mouvement social, n° 63, avril-juin 1968.
- 248 LINDBECK Assar, L'économie selon la nouvelle gauche, collection Repères, Ed. Mame, Paris 1973 (édition originale en anglais, Harper & Row, N. Y. 1971).
- 249 LIPIETZ Alain, L'audace ou l'enlèvement, Sur les politiques économiques de gauche, Ed. La découverte, Paris 1984.
- 250 LISK Franklin, "L'inflation au Ghana entre 1964 et 1975", Revue internationale du travail, vol. 113, n° 3, mai-juin 1976.
- 251 LUXEMBURG Rosa, Oeuvres II (écrits politiques 1917-1918), Ed. Maspéro, Paris 1978.
- 252 MAC ADAM CLARK Sandra et O'NEILL Brian Juan, "Agrarian Reform in Southern Portugal", Critique of Anthropology, vol. 4, n° 15, London print. 1980.
- 253 MACKIE J. A. C., Problems of the Indonesian Inflation, Monograph Series, Department of Asian Studies, Cornell University, Ithaca, N. Y. 1967.
- 254 MALINVAUD Edmond, CARRE Jean-Jacques, DUBOIS Paul, La croissance française, Ed. du Seuil, Paris 1972.
- 255 MAMALAKIS Markos, - The Growth and Structure of the Chilean Economy, Yale University Press, 1976.
- 256 - Historical Statistics of Chile, vol. I "National Accounts" et vol. II "Demography and Labour Force", Greenwood Press Westport, Connecticut 1978.
- 257 MARGAIRAZ Michel, Contraintes et contradictions de la politique économique de gauche en France au temps du Front populaire, Colloque sur la politique économique de gauche organisé par La gazette des économistes, Paris 20-21 novembre 1982.

- 258 MARINI R. M., "La politique économique du gouvernement de l'Unité populaire ou l'expression de l'hégémonie de la petite bourgeoisie dans le processus chilien", Critiques de l'économie politique, n° 11/12, avril-septembre 1973, Paris.
- 259 MARJOLIN Robert, "Reflections on the Blum Experiment", Economica, vol. V, n° 18, mai 1938, London.
- 260 MARQUES A. et ROMAO A., "Croissance et crise de l'économie portugaise (1960-1982)", Cahiers de l'I.S.M.E.A., série HS n° 25, Tome XVII, n° 9-10-11, sept.-oct.-nov. 1983.
- 261 MARTINEZ Alberto, "The Industrial Sector: Areas of Social and Mixed Property in Chile", dans Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting, Ed. Sandro Sideri, Martinus Nijhoff, The Hague 1979.
- 262 MARTINS PEREIRA João, O Socialismo, a Transição e o Caso Português, Liv. Bertrand, Lisboa 1976.
- 263 MARTNER Gonzalo, "Los Problemas de la Producción bajo la Unidad Popular en Chile, 1970-73", El Trimestre Económico, n° 167, juillet-sept. 1975 (Mexico).
- 264 MATEUS Augusto, "Política Económica, Dinâmica de Inflação e Repartição do Rendimento em Portugal (1974-1979)", Estudos de Economia, vol. I, n° 3, mai-août 1981, Lisbonne.
- 265 MARX K., - et ENGELS F., Le manifeste du Parti communiste, Oeuvres I, Bibliothèque de la pléiade, Gallimard 1977 (pub. originale 1847).
- 266 - Travail salarié et capital, Oeuvres I, Bib. de la pléiade, Gallimard 1977 (pub. originale 1849).
- 267 MC CAIN James, - "Attitudes Toward Socialism, Policy, and Leadership in Ghana", African Studies Review, vol. XXII, n° 3, déc. 1979.
- 268 - "Perceptions of Socialism in Post-Socialist Ghana: An Experimental Analysis", African Studies Review, vol. XXII, n° 3, déc. 1979.
- 269 MEDINA CARREIRA H., A Situação Fiscal em Portugal, Ed. Associação Industrial Portuguesa, Lisboa 1984.
- 270 MEISTER Albert, "Le songe égalitaire", Autogestions, n° 16, Toulouse 1984.
- 271 MELO Alberto, "L'éducation des adultes sera l'oeuvre des adultes eux-mêmes", Education permanente, n° 38, mars-av. 1977, Nancy.
- 272 MENDES-FRANCE P. et JEANNENEY Jean-Marcel, L'expérience économique du Front populaire, exposé-débat du 26 avril 1965, Ecole normale supérieure, Paris.

- 273 MINOT Bernard, "La chute du premier gouvernement Blum et l'action des commissions des Finances 1936-1937", Revue d'économie politique, 92ème année, n° 1, 1982.
- 274 MOCI, "Regards sur la Jamaïque: l'attrait de l'exotisme et celui d'une expansion accélérée", MOCI, n° 881, Paris, 4 septembre 1969.
- 275 MOHL Sandra, "Growth and Development in Jamaica since Independence", International Review of History and Political Science, vol. XX, n° 2, mai 1983 (Meerut-Inde).
- 276 MORAWETZ David, Vingt cinq années de développement économique 1950-1975, Ed. Economica, Paris 1977.
- 277 MORGAN Janet, "Out of Many, One People - A Survey of Jamaica", The Economist, 12 fév. 1983.
- 278 MORRISON Rodney J., Portugal: Revolutionary Change in an Open Economy, Auburn House Publishing Company, Boston 1981.
- 279 MOSSE Eliane, Comprendre la politique économique, Points/Economie, Ed. du Seuil, Paris 1978.
- 280 MUFUKA Nyamayaro K., "The Jamaican Experiment", Current History, Philadelphia fév. 1978.
- 281 MURRAY Roger, "The Ghanaian Road", New Left Review, n° 32, juillet-août 1965.
- 282 MURTEIRA Maria Manuela, Análise dos Salários Reais em França, Portugal e Alemanha, Estudos 27, Gabinete de Planeamento do Ministério do Trabalho, Lisbonne 1974.
- 283 MYRDAL Gunnar, - Economic Theory and Under-Developed Regions, G. Duckworth, London 1957.
- 284 - Asian Drama. An Inquiry into the Poverty of Nations, 3 volumes, A Twenty Century Fund Study, New York 1968.
- 285 - Procès à la croissance, PUF, Paris 1978 (1ère édition 1972).
- 286 - "Un parallèle: le Front populaire (1936, le premier gouvernement Blum)", dans Solutions socialistes (S.-C. KOLM), Ed. Ramsay, Paris 1978.
- 287 NIEUWENHUYSEN J. P. et SLOAN J., "Wages Policy", dans Survey of Australian Economics, I vol., Ed. F. H. Gruen, Allen & Unwin, Sydney 1979.
- 288 NIVEAU Maurice, Histoire des faits économiques contemporains, 5ème édition, PUF, Paris 1979 (1ère éd. 1966).

- 289 N'KRUMAH Kwame, Revolutionary Path, PANAF Books, London 1973.
- 290 NORE Petter et GREEN Francis, Economics: An Anti-Text, Macmillan Press, London 1979.
- 291 NOVE Alec, - An Economic History of the USSR, Penguin Books, 1969 (éd. 1980).
- 292 - "The Political Economy of the Allende Regime", dans Allende's Chile, Philip O'Brien, Praeger, N.Y. 1976.
- 293 - Le socialisme sans Marx, l'économie du socialisme réalisable, Economica, Paris 1983.
- 294 O'BYRNE Garry et LINDSAY Alan, "An Analysis of the Tertiary Education Commission's Case for a No-Growth Policy in Higher Education", The Australian Quaterly, déc. 1978.
- 295 O.C.D.E., - Portugal - Etudes économiques de l'OCDE, les études annuelles de 1971 à 1980, Paris.
- 296 - Australie - Etudes économiques de l'OCDE, les études annuelles de 1974 à 1978, Paris.
- 297 - La politique industrielle de l'Australie, OCDE, Paris 1975.
- 298 - Dépenses publiques affectées aux programmes de garantie des ressources, OCDE, Paris juillet 1976.
- 299 - Evolution des dépenses publiques, OCDE, Paris juin 1978.
- 300 - Indices des prix à la consommation, Principaux indicateurs économiques, n° hors série, Paris mars 1980.
- 301 - Principaux indicateurs économiques, Statistiques rétrospectives 1960-1979, Paris juin 1980.
- 302 - Statistiques rétrospectives 1960-1982, OCDE, Paris 1984.
- 303 - Portugal - Examens des politiques nationales d'éducation, OCDE, Paris 1984.
- 304 O'CONNOR James, The Fiscal Crisis of the State, St. Martin Press, N.Y. 1975.
- 305 OKUN Arthur M., Egalité VS efficacité, Economica, Paris 1982 (1ère éd. 1975).
- 306 OFORI Yaw, "Dix ans de régime de sécurité sociale au Ghana", Revue internationale de sécurité sociale, année XXIX, n° 3, 1976.
- 307 O.N.U., - Annuaire statistique, N.Y.
- 308 - Yearbook of International Trade Statistics, N.Y.

- 309 - Yearbook of National Accounts Statistics (vol. I - Individual Country Data, vol. II - International Tables), N. Y.
- 310 PACHECO PEREIRA José, "Des luttes du prolétariat agricole avant le 25 Avril 1974 à la réforme agraire", Revue Tiers-Monde, Tome XXIII, n° 89, janvier-mars 1982.
- 311 PALACIOS Jorge, Chili - Une tentative de "compromis historique", 2 vol., Nouveau bureau d'éditions, Paris 1977.
- 312 PARENT Jean, Le modèle suédois, Collection perspectives de l'économie, Ed. Calmann-Lévy, Paris 1970.
- 313 PARKER R. S., "Planning, Federalism and the Australian Labor Party", The Journal of Commonwealth and Comparative Politics, vol. XIV, n° 1, mars 1976 (Leicester, G.-B.).
- 314 PAUL Alix-Hérard, "The 'Destabilization' Program of the IMF in Jamaica", Inter-American Economic Affairs, vol. 37, n° 2, Washington automne 1983.
- 315 PAUSIER Erick, "Les prestations familiales au Portugal", CAF - Bulletin de la Caisse nationale des allocations familiales, n° 79, 1979.
- 316 PAVLEVSKI Jovan, Le niveau de vie en URSS, Economica, Paris 1975.
- 317 PAYER Cheryl, The Debt Trap, version portugaise, Ed. Moraes, Lisbonne (1ère éd. 1974).
- 318 PAYNE Anthony, - "The Nature of Socialism in Jamaica", The Journal of Commonwealth and Comparative Politics, vol. XIV, n° 1, mars 1976 (Leicester, G.-B.).
- 319 - "The Rodney Riots in Jamaica: The Background and Significance of the Events of October 1968", The Journal of Commonwealth and Comparative Politics, vol. XXI, n° 2, juillet 1983 (Leicester, G.-B.).
- 320 PEARSON Donald W., "Does Chilean Social Security Fulfill its Potential for Contributing to Economic Development?", Inter-American Economic Affairs, vol. 25, n° 1, Washington été 1971.
- 321 PEEL George, The Economic Policy of France, Ed. Macmillan, London 1937.
- 322 PELLING Henry, "La classe ouvrière anglaise et les origines de la législation sociale", Le mouvement social, n° 65, oct.-déc. 1968.
- 323 PEREIRINHA José A., "Evolução Salarial em Portugal na Década de 70", Estudos de Economia, vol. I, n° 1, Lisbonne sept.-déc. 1980.

- 324 PEREZ-BARD Albert, 30 Meses de Colectivismo en Cataluña, Ed. Ariel, Barcelone 1974.
- 325 PERRIN Guy, "La reconnaissance du droit à la protection sociale comme droit de l'homme", International Journal of Social Economics, vol. 10, n° 6/7, 1983 (Bradford, G.-B.).
- 326 PERROT Michelle, "Les classes populaires urbaines", dans Histoire économique et sociale de la France, direction de F. Braudel et d' E. Labrousse, Tome IV, vol. 1, chap. II, PUF, Paris 1979.
- 327 PETRAS James, "The Chilean Road to Socialism: Socio-Economic Change and Economic Dislocation", Development Dialogue, n° 1, 1973 (Uppsala).
- 328 PIGOU A. C., Socialism Versus Capitalism, Macmillan, London 1949.
- 329 PINHO Ivo, "Sector Público Empresarial: Antes e Depois do 11 de Março", Análise Social, vol. XII (47), 1976-3°, Lisbonne.
- 330 PINTO Anibal, "Desarrollo Económico y Relaciones Sociales", dans Chile Hoy, Siglo Veinteuno Editores, México 1970.
- 331 PIRDU Gaetan, La monnaie française de 1936 à 1938, Recueil Sirey, Paris 1938.
- 332 POLANYI Karl, La grande transformation, Ed. Gallimard, Paris 1983 (1ère éd. 1944).
- 333 POWELSON John P., "What Went Wrong in Chile?", Cultures et Développement, vol. VI, n° 3, Louvain 1974.
- 334 POULANTZAS Nicos, L'Etat, le pouvoir, le socialisme, PUF, Paris 1978.
- 335 PREBISCH Raul, "Principaux points de l'exposé introductif sur l'interdépendance et le développement", Interdépendance et développement (Bulletin de liaison entre instituts de recherche et de formation en matière de développement), n° 3, nouvelle série, Centre de développement de l'OCDE, Paris 1979.
- 336 PREOBRAZHENSKI Eugene, The New Economics, Clarendon Press, Oxford 1965 (éd. originelle 1927).
- 337 PRICE R. A., "The Effect of the Government's Economic Policy 1973-75", The Australian Quarterly, juin 1976.
- 338 PROST Antoine, La C.G.T. à l'époque du Front populaire 1934-1939, Essai de description numérique, Cahiers de la FNSP n° 129, Librairie Armand Colin, Paris 1964.

- 339 RAKE Alan, "La crise économique au Ghana", Articles et documents, n° D.1687-8 de 27.05.1965, Documentation française.
- 340 RAMOS Sergio, "Inflation in Chile and the Political Economy of the Unidad Popular Government", dans Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting, Ed. Sandro Sideri, Martinus Nijhoff, The Hague 1979.
- 341 RAWLS John, A Theory of Justice, Oxford University Press 1971.
- 342 REIN Martin et MILLER S. M., "Standards of Income Redistribution", Challenge, juillet-août 1974, N.Y.
- 343 RICARDO David, Principes de l'économie politique et de l'impôt, Ed. Calmann-Lévy, Paris 1970 (éd. originelle 1817).
- 344 RICHARDSON S., "Income Distribution, Poverty and Redistributive Policy", dans Surveys of Australian Economic, 2ème vol., Ed. F.H. Gruen, Allen & Unwin, Sydney 1979.
- 345 RIMMER Douglas, - "The Crisis in the Ghana Economy", The Journal of Modern African Studies, vol. IV, n° 1, mars 1966 (Cambridge, G.-B.).
- 346 - "The Abstraction from Politics", The Journal of Development Studies, vol. 5, n° 3, avril 1969.
- 347 RIVOLI Jean, Vive l'impôt, Ed. du Seuil, Paris 1965.
- 348 ROBERTSON A. F., "Abusa: The Structural History of an Economic Contract", Journal of Development Studies, vol. VIII, n° 4, 1983.
- 349 ROBINSON Joan, - "The Economics of Hyper-Inflation", dans Collected Economic Papers, B. Blackwell, Oxford 1951 (éd. originelle 1938).
- 350 - Développement et sous-développement, Economica, Paris 1980.
- 351 ROSENSTEIN-RODAN Paul N., "Why Allende Failed", Challenge, mai-juin 1974, N.Y.
- 352 ROSIER Bernard, "Repères pour l'analyse de la transition au socialisme", dans Approches de la transition, Presses Universitaires de Lyon, 1981.
- 353 ROSSI Carlos, "Notes sur la politique économique de l'Unité populaire au Chili", Critiques de l'économie politique, n° 11/12, avril-sept. 1973, Paris.
- 354 RUGINA Anghel N., "What is the Alternative for the East?", International Journal of Social Economics, vol. 10, n° 4, 1983 (Bradford, G.-B.).

- 355 RUIZ-TAGLE P. Jaime, Poder Político y Transición al Socialismo - Tres Años de la Unidad Popular, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, Caracas, septiembre 1973.
- 356 RUNGIS M., "Les leçons économiques de l'expérience chilienne", Critique socialiste, n° 17, mars 1974.
- 357 RUZ F., "Reforma Universitaria: Pasado, Presente y Futuro", Mensaje, vol. XXVI, n° 263, oct. 1977, Santiago du Chili.
- 358 SACHS Ignacy, Pour une économie politique du développement, Ed. Flammarion, Paris 1977.
- 359 SACKVILLE Ronald, "Social Security and Family Law in Australia", International and Comparative Law Quarterly, vol. 27, Jan. 1978, London.
- 360 SALGADO Andrés D., "Scope and Limitations of the Economic Policy of the Popular Government in Chile", Vierteljahresberichte, n° 58, Bonn déc. 1974.
- 361 SALY Pierre, "La politique française des grands travaux (1929-1939) fut-elle keynésienne?", Revue économique, vol. 31, n° 4, juillet 1980.
- 362 SANDRI Roberto, "Chile: Analysis of an Experiment and of a Defeat", Science and Society, vol. XI, n° 2, été 1976.
- 363 SANTANA R., "Réforme agraire et alliances de classes sous le gouvernement de l'Unité populaire - réflexions critiques", Les temps modernes, 30ème année, n° 342, janvier 1975.
- 364 SARGENT Thomas J. "The Ends of Four Big Inflations", dans Inflation: Causes and Effects, Ed. Robert E. Hall, The University of Chicago Press 1982.
- 365 SAUVY Alfred, - Histoire économique de la France entre les deux guerres, 3 vol., Economica, Paris 1984 (1ère édition, 4 vol., apparus entre 1965 et 1975).
- 366 - "Transition", dans Solutions socialistes (de S.-C. Kolm), 5ème partie, Ed. Ramsay, Paris 1978.
- 367 SCHMITTER Philippe C., "Lessons of the Chilean Coup in Europe: The Case of Portugal", dans Chile at the Turning Point: Lessons of the Socialist Years, 1970-1973, Ed. Federico G. Gil, Ricardo Lagos E. et Henry A. Landsberger, Institute for the Study of Human Issues, Philadelphia 1979.
- 368 SCHULTZ Theodore W., "The Economics of Being Poor", Journal of Political Economy, vol. 88, n° 4, Chicago août 1980.
- 369 SEDILLOT René, Histoire du franc, Ed. Sirey, Paris 1979.

- 370 SELLIER François, "Les transformations sociales du système économique capitaliste", Economie appliquée, Tome XXXIV, n° 2-3, 1981.
- 371 SHARPSTON M. J., "Uneven Geographical Distribution of Medical Care: A Ghanaian Case Study", The Journal of Development Studies, vol. 8, n° 2, janvier 1972.
- 372 SIDERI Sandro et al., Chile 1970-73: Economic Development and its International Setting, Institute of Social Studies, Martinus Nijhoff, The Hague 1979.
- 373 SILVA Angelica et SANTA LUCIA Patricia, "Les 'Cordones industriales': une expression de pouvoir populaire au Chili", Les temps modernes, 30ème année, n° 342, janvier 1975.
- 374 SILVA Joaquim, - Approche économique de la transition socialiste, mémoire de D.E.A., E.H.E.S.S., Paris septembre 1981.
- 375 - L'évolution des salaires nominaux, des prix et des salaires réels dans les conditions du changement social global rapide, Document de travail n° 12, C.E. R.A.S., Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, janvier 1983.
- 376 SILVA SOLAR Julio, "The Program of the Unidad Popular", et "Errors of the UP and a Critique of the Christian Democrats", dans Chile at the Turning Point: Lessons of the Socialist Years, 1970-73, Ed. Federico G. Gil, Ricardo Lagos E., et H. A. Landsberger, Institute for the Study of Human Issues, Philadelphia 1979.
- 377 SOBOUL Albert, "Le choc révolutionnaire 1789-1797", dans Histoire économique et sociale de la France, Tome III, vol. 1, direction de F. Braudel et d'E. Labrousse, PUF Paris 1976.
- 378 STARR Gerald, "La fixation des salaires minima et ses différentes fonctions - aperçu international", Revue internationale du travail, vol. 120, n° 5, sep.-oct. 1981.
- 379 STEEL William F., "The Appropriate Measure of Wages for Analysing Income, Employment, and Migration: Median, Mean and Minimum Wages in Ghana", African Studies Review, vol. XIX, n° 1, Washington avril 1976.
- 380 STEPHENS Evelyne Huber et STEPHENS John D., "Democratic Socialism in Dependent Capitalism: An Analysis of the Manley Government in Jamaica", Politics and Society, vol. 12, n° 3, Washington 1983.

- 381 STONE Carl, - "La Elección Parlamentaria de 1976 en Jamaica", Nueva Sociedad, n° 28, janv.-fév. 1977, Caracas.
- 382 - "Democracy and Socialism in Jamaica, 1962-1979", The Journal of Commonwealth and Comparative Politics, vol. XIX, n° 2, juillet 1981 (Leicester, G.-B.).
- 383 - "Socialism and Agricultural Policies in Jamaica in the 1970's", Inter-American Economic Affairs, vol. XXXV, n° 4, Washington printemps 1982.
- 384 STRASMA John, "Campesinos, Land, and Employment under Unidad Popular", dans Chile at the Turning Point: Lessons of the Socialist Years, 1970-1973, Ed. Federico G. Gil, Ricardo Lagos E., and H. A. Landsberger, Institute for the Study of Human Issues, Philadelphia 1979.
- 385 SUMMY Gay, "The Revolutionary Democracy of J. F. Cairns", Politics, vol. VII, n° 1, mai 1972 (Kensington, Australie).
- 386 SUTER Keith D., "Australia's New Government", Contemporary Review, mars 1976 (London).
- 387 SUZUKI Hiromasa, L'indexation des salaires dans les pays industrialisés à économie de marché, BIT, Genève 1978.
- 388 SWEEZY Paul M., - et HUBERMAN Leo, Introduction to Socialism, Monthly Review Press, N.Y. 1968.
- 389 - Luta de Classes em Portugal, Ed. SLEMES, Lisbonne avril 1976 (éd. originelle août et sept. 1975).
- 390 SZERSZEWSKI Robert, - "The Macroeconomic Structure" et "Capital", dans A Study of Contemporary Ghana, vol. 1 "The Economy of Ghana", Eds W. Birmingham, I. Neustadt et E. N. Omaboe, Allen & Unwin, London 1966.
- 391 - "Some Features of the Economic Development of Tropical Africa", The Journal of Development Studies, vol. 5, n° 4, juillet 1969.
- 392 TAYLOR Keith, The Political Ideas of the Utopian Socialists, Ed. Frank Cass, London 1982.
- 393 THOMAS Brindley, Monetary Policy and Crises. A Study of Swedish Experience, Ed. Routledge & Sons, London 1936.
- 394 THOMSON Norman J., "Taxation and the Asprey and Mathews Reports", The Australian Quarterly, déc. 1976.
- 395 TIXIER Gilbert, Le Ghana, Ed. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris 1965.

- 396 TOCQUEVILLE Alexis de, L'Ancien Régime et la Révolution, Œuvres complètes, Tome II, 2 vol., Ed. Gallimard, Paris.
- 397 TOPALOV Christian, "La politique du logement dans le processus révolutionnaire portugais", Espaces et sociétés, n° 17-18, mars-juin 1976, Paris.
- 398 TOURAINE Alain, - Vie et mort du Chili populaire, Ed. du Seuil, Paris 1973.
- 399 - "Réflexions sur le Chili", CFDT Aujourd'hui, n° 6, mars-avril 1974.
- 400 U.C.L.A., Statistical Abstract of Latin America, vol. 21, Ed. UCLA (University of California Los Angeles), Los Angeles 1981.
- 401 URBINA Jaime Osório, "Del Problema del Poder a la Contrarrevolución", dans El Gobierno de Allende y la Lucha por el Socialismo en Chile, Cuadernos del Seminario de Teoría del Desarrollo, n° 3, Universidad Autónoma de México, 1976.
- 402 VEBLEN Thorstein, Théorie de la classe de loisir, Ed. Gallimard, Paris 1970 (1ère éd. 1899).
- 403 VEGA Hector, - Chili 1970-73, la politique économique de la transition socialiste, Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1980.
- 404 - "L'effritement de l'Etat au Chili, itinéraire d'une crise (1970-1973)", Revue de l'Institut de sociologie, n° 1-2, 1981, Ed. Université de Bruxelles.
- 405 VUSKOVIC Pedro et al., El Gobierno de Allende y la Lucha por el Socialismo en Chile, Instituto de Investigaciones Económicas - Universidad Nacional Autónoma de México, 1976.
- 406 WALLERSTEIN Immanuel, The Road to Independence, Ghana and the Ivory Coast, Ed. Mouton et E.P.H.E., Paris 1974.
- 407 WALMSLEY D. J., "Welfare Policy and Territorial Justice", The Australian Quaterly, sept. 1978.
- 408 WALRAS Léon, Les associations populaires de consommation, de production et de crédit, Ed. Bizarri, Rome 1969 (1ère ed. 1865).
- 409 WATANABE Susumu, "Les salaires minima dans les pays en développement: mythe et réalité", Revue internationale du travail, vol. 113, n° 3, mai-juin 1976.
- 410 WATERS Malcolm, "The Dilemma of the University in Jamaica", New University Quaterly, vol. 33, n° 2, print. 1979 (London).

- 411 WEILL-RAYNAL Etienne, "Les obstacles économiques à l'expérience Léon Blum", La revue socialiste, nouvelle série, n° 98 juin 1956.
- 412 WEST E. G., "Adam Smith and Rousseau's Discourse of Inequality", The Journal of Economic Issues, vol. V, n° 1, mars 1971, University Park, E.U.A.
- 413 WHITEHEAD Laurence, The Lesson of Chile, Ed. Fabian Society, London sept. 1974.
- 414 WILENSKI Peter, - "Reform and its Implementation: The Whitlam Years in Retrospect", dans Labor Essays 1980, Drummond Publishing 1980.
- 415 - "The Left and the State Bureaucracy", The Australian Quarterly, été 1980.
- 416 WINOCK Michel, Histoire générale politique et sociale: Aspects de la vie sociale et politique en France entre 1930 et 1939, Cours Institut des études politiques 1982-83, FNSP, Paris 1983.
- 417 WITTER Michaël et BECKFORD George, "Jamaïque 1980-1981: virage à droite", Amérique latine, n° 9, janv.-mars 1982, Paris.
- 418 WOLFE Martin, "French Interwar Stagnation Revisited", dans From the Ancient Regime to the Popular Front, Ed. Charles K. Warner, Columbia University Press, N.Y. 1969.
- 419 YANEZ P. Ivan, "Estatización del Comercio Exterior Chileno- Algunas Reflexiones", Estudios de Economía, n° 1, 1er semestre 1973, Santiago du Chili.
- 420 ZAPATA Francisco, "Les conflits du travail au Chili de 1946 à 1973", Problèmes d'Amérique latine, n° 72, 2ème trimestre, Paris 1984.
- 421 ZIEGLER Jean, Sociologie de la nouvelle Afrique, Ed. Gallimard, Paris 1964.
- 422 ZIMBALIST Andrew, - et STALLINGS Barbara, "The Political Economy of the Unidad Popular", Latin American Perspectives, vol. II, n° 1, print. 1975, Riverside, E.U.A.
- 423 - "Worker Management of Chilean Industry, 1970-1973: An Empirical Investigation", The Journal of Economic Issues, vol. X, n° 2, juin 1976, Univ. Park, E.U.A.
- 424 ZUNIGA Ricardo B., "The Experimenting Society and Radical Social Reform: The Role of the Social Scientist in Chile's Unidad Popular Experience", American Psychologist, vol. 30, fév. 1975, n° 2, Lancaster, E.U.A.

B I B L I O G R A P H I E P A R C A S

Générale

8 - 32 - 36 - 41 - 54 - 92 - 111 - 112 - 136 - 144 - 147 -
 155 - 157 - 159 - 170 - 175 - 179 - 189 - 200 - 205 - 207 - 215 -
 216 - 218 - 219 - 220 - 221 - 230 - 240 - 248 - 249 - 270 - 283 -
 285 - 293 - 305 - 328 - 335 - 336 - 352 - 366 - 370 - 374 - 375 -
 388 - 408.

France

18 - 19 - 20 - 26 - 40 - 52 - 55 - 56 - 58 - 61 - 62 - 67 -
 79 - 93 - 106 - 109 - 128 - 131 - 142 - 148 - 186 - 187 - 191 -
 198 - 227 - 232 - 233 - 245 - 247 - 254 - 257 - 259 - 272 - 273 -
 286 - 321 - 331 - 338 - 361 - 365 - 369 - 411 - 416 - 418.

Ghana

2 - 7 - 12 - 45 - 46 - 86 - 90 - 97 - 98 - 114 - 120 - 121 -
 140 - 149 - 152 - 153 - 168 - 169 - 181 - 182 - 183 - 208 - 209 -
 210 - 225 - 250 - 267 - 268 - 281 - 289 - 306 - 339 - 345 - 346 -
 348 - 371 - 379 - 390 - 391 - 395 - 406 - 421.

Chili

5 - 11 - 13 - 15 - 23 - 24 - 30 - 33 - 34 - 37 - 48 - 49 -
 63 - 70 - 74 - 82 - 83 - 94 - 99 - 104 - 105 - 116 - 117 - 127 -
 129 - 130 - 138 - 139 - 155 - 156 - 157 - 162 - 188 - 193 - 197 -
 201 - 202 - 226 - 229 - 234 - 255 - 256 - 258 - 261 - 263 - 292 -
 311 - 317 - 320 - 327 - 330 - 333 - 340 - 351 - 353 - 355 - 356 -
 357 - 360 - 362 - 363 - 367 - 372 - 373 - 376 - 384 - 398 - 399 -
 400 - 401 - 403 - 404 - 405 - 413 - 419 - 420 - 422 - 423 - 424.

Australie

14 - 50 - 68 - 69 - 96 - 150 - 151 - 160 - 161 - 172 - 180 -
195 - 287 - 294 - 296 - 297 - 313 - 337 - 344 - 359 - 385 - 386 -
387 - 394 - 407 - 414 - 415.

Portugal

1 - 21 - 22 - 27 - 28 - 29 - 59 - 60 - 64 - 65 - 72 - 78 -
80 - 81 - 84 - 87 - 100 - 101 - 102 - 103 - 110 - 115 - 146 -
167 - 178 - 184 - 185 - 214 - 235 - 236 - 238 - 252 - 260 - 262 -
264 - 269 - 271 - 278 - 282 - 295 - 303 - 310 - 315 - 323 - 329 -
389 - 397.

Jamaïque

3 - 6 - 44 - 73 - 74(spécialement 1980 et 1981) - 123 -
134 - 135 - 143 - 158 - 174 - 190 - 194 - 203 - 211 - 213 - 224 -
228 - 244 - 274 - 275 - 277 - 280 - 314 - 318 - 319 - 380 - 381 -
382 - 383 - 410 - 417.

Autres cas

25 - 38 - 66 - 95 - 145 - 192 - 196 - 253 - 312 - 324 - 393.